

Arts et Spectacles : Clint Eastwood

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15204 - 7 F

JEUDI 16 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Les conséquences du compromis commercial entre l'Europe et les Etats-Unis

Chantier

Le commerce est à l'économie ce que la circulation sanguine est au corps humain : sans lui, pas de richesses échangées, moins de stimulation pour les activités productives, peu de défis à relever. On ne peut donc que se féliciter de tout ce qui en améliore, sur le plan international, les règles du jeu. Surtout en une période de l'histoire humaine dominée par l'incertitude, qui pousse aux réflexes régressifs et à une mentalité sous-tendue par l'illusion autarcique.

Le compromis sur le GATT, élaboré par les Américains et les Européens, après des années de débats complexes et des mois de rhétorique frisant parfois l'hystérie - et souvent la manipulation - est donc une étape positive sur le chemin d'une meilleure organisation de la « maison commune » qu'est, économiquement, la planète Terre.

En Amérique comme en Europe, les dirigeants vont s'efforcer, chacun face à son opinion publique, de présenter l'accord comme une « victoire historique », selon les termes de Bill Clinton. Les équipes en place tenteront d'en tirer un profit politique maximum, ce qui est de bonne guerre. Elles insisteront sur les concessions des autres, autant de preuves de l'habileté de leurs propres négociateurs...

Tous font valoir la gravité des conséquences qu'aurait eues, pour l'activité économique, un blocage complet de la négociation ou, à tout le moins, la décision de jouer les prolongations dans les discussions. C'est un avantage en creux. Le nouvel abaissement des barrières douanières (il a été précédé de beaucoup d'autres, moins médiatisés, depuis la seconde guerre mondiale) qui devrait entrer en vigueur en 1995 - si l'accord est ratifié dans les temps - aura des effets pratiques assez lointains. Sauf si le fameux choc psychologique qu'écouleront les gouvernements permet, par l'anticipation, d'une confiance restaurée, de hâter la sortie de crise et la reprise - avec effet sur l'emploi - perspective sans cesse annoncée et sans cesse reculée.

Le pas franchi à Genève, et le triomphalisme qui l'on voit succéder aux excès alarmistes des dernières semaines, ne doit pas faire croire, cependant, que tous les défis ont été relevés et que la mise en ordre des échanges mondiaux en est aux finitions.

L'attente à l'arraché des puissances industrielles ne peut faire oublier le sort des exclus du développement, dont la voix ne s'est guère fait entendre. Les déreglements monétaires subsistent et peuvent à tout instant annuler les effets bénéfiques des accords commerciaux. Il est enfin, dans les domaines de l'emploi, des lois sociales et de l'environnement, des règles du jeu mondial à inventer et dont le GATT n'avait pas à traiter. L'accord trouvé à Genève n'annonce pas plus le paradis qu'un échec n'aurait signifié le contraire : c'est un progrès, pas un achèvement.

M0147 - 1216 0 - 7.00 F



MM. Chirac et Giscard d'Estaing approuvent la décision de M. Balladur sur le GATT

M. Balladur sollicitait, mercredi 15 décembre, la confiance de l'Assemblée nationale sur l'ensemble de sa politique. Pour lui les résultats obtenus au GATT ne sont qu'un élément de son action depuis sa nomination à l'Hôtel Matignon. M. Chirac, orateur du RPR, devait féliciter le gouvernement tout en demandant de nouvelles aides pour l'agriculture. M. Giscard d'Estaing, au nom de l'UDF, devait se montrer plus réservé sur les modalités de l'accord agricole avant d'approuver l'attitude finale du premier ministre.

■ Un acte final. Au lendemain du compromis entre les Douze et les Etats-Unis, les 117 parties contractantes aux négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devaient se réunir mercredi après-midi 15 décembre à Genève, siège de l'organisation. Elles devaient dire si elles acceptent ou non le projet d'acte final du cycle de l'Uruguay. L'approbation, par consensus, ne faisait guère de doute. Prévu pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1995, l'accord issu du cycle de l'Uruguay ouvre la voie à la plus importante libéralisation de l'histoire du commerce mondial.

■ La construction européenne confortée. A Bruxelles, où étaient réunis mercredi les ministres des affaires étrangères des Douze, le Portugal a menacé de ne pas donner son accord si des progrès n'étaient pas réalisés dans le domaine du textile. Des compensations pour ce secteur sont à l'étude en faveur de Lisbonne, indiquait-on de source proche de l'Union européenne. Le conflit commercial avec les Etats-Unis dénoué, les Douze ont la voie libre pour relancer la construction européenne.

■ Dernière désaccords. A Genève, les discussions sur le textile donnaient lieu à d'ultimes affrontements entre les pays occidentaux et des pays en voie de développement - Inde et Pakistan notamment - qui refusaient toujours d'ouvrir leur marché.

pages 3 à 10

(Publié)

C'EST QUAND ON N'A PLUS BESOIN D'ÉCRIRE QU'ON A BESOIN D'UN STYLO.

Douze ex-Yougoslaves assassinés en Algérie

Douze Croates et Bosniaques de confession chrétienne ont été tués à l'arme blanche, mardi 14 décembre, près de Bide, en Algérie.

page 30

Attentat déjoué contre un conseiller de M. Pasqua

Trois militants d'un groupuscule antisémite d'extrême droite, l'«Euvre française», ont été placés en garde à vue, mardi 14 décembre, dans le cadre d'une information judiciaire sur un plan d'action violente visant Patrick Gaubert, conseiller antiracisme de M. Pasqua.

page 18

La loi Falloux révisée par le Parlement

L'école privée recevra de nouvelles aides publiques



Le majorité sénatoriale a adopté, mercredi 15 décembre au matin, la proposition de loi réformant le financement de l'enseignement privé par les collectivités locales. Plusieurs syndicats d'enseignants ont appelé à une grève, vendredi 17 décembre.

La discussion de ce texte - adopté en juin par l'Assemblée nationale - a été précipitée par le gouvernement. Celui-ci s'appuyait sur le rapport Vedel qui soulignait, notamment, les problèmes graves de sécurité que connaissent les établissements scolaires privés.

COMMENTAIRE

Coup de force

Si l'on s'en tenait à Machiavel, on ne pourrait qu'applaudir à la performance réalisée par le gouvernement. Contre toute attente, tant le débat paraissait piégé, il aura fait voter en quelques heures par le Sénat la révision de la loi Falloux et du système de financement des établissements scolaires privés par les collectivités locales.

Voilà un débat vieux de cent cinquante ans, voire davantage, objet de toutes les passions françaises, sur lequel, à nouveau, la droite avait buté en juin dernier pour l'événement engagé trop tard et que le premier ministre avait alors préféré réserver, voilà donc ce débat historique réglé en un tournemain. Avec une sorte de maestria dont le ministre de l'éducation nationale, François

Beyrou, n'était pas peu fier, au petit matin du mercredi 15 décembre.

Ce «joli coup», aux yeux de la majorité ou d'une partie d'entre elle, éperonnera à beaucoup d'autres comme un coup de force, voire un coup bas. Question de forme, tout d'abord. Le blitzkrieg gouvernemental aura fait litière sans scrupule des usages parlementaires. Seul comptait manifestement le résultat. Mais question de fond, surtout. Le vœu des lois Falloux (pour l'enseignement secondaire) et Goblet (pour le primaire), qui limitait ou interdisait que soient versés des fonds publics au privé pour ses investissements, e sauté.

JEAN-MICHEL DUMAY
Lire la suite page 15

COMMENTAIRE

Après la victoire électorale de Vladimir Jirinovski

La Russie menacée d'un «Führer»

L'HOMME modère depuis peu ses propos, mais aucun doute n'est permis : le chef du premier parti de Russie est un démagogue brillant mais totalement irresponsable, d'une brutalité de ton et d'attitude qui donne froid dans le dos à l'idée que le propos pourrait se traduire en action.

On ne compte plus les peuples que Vladimir Jirinovski a menacés de «bombardement» (y compris l'Armée nucléaire) : les Japonais, les Estoniens, parfois les Allemands et les Américains, «qui n'ont apporté à la Russie que la Coca-Cola et McDonald». Ce qui ne l'empêche pas de proposer d'étranges alliances. Interrogé en janvier 1992 par Jim Lehrer sur le chaîne publique américaine, il n'hésite pas à utiliser cette prestigieuse tribune pour dire qu'il n'a vu «que des Noirs à New-York» et exhorter à une alliance entre les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie pour le maintien de la race blanche sur les continents américain et européen.

Bien sûr, il n'est «pas antisémite», mais il voit beaucoup trop de Juifs dans les médias et les nouveaux papiers de Russie. Comme ces mêmes Juifs, ajoutait-il dans le même entretien, «ne veulent pas d'une Russie grande

et libre», la meilleure solution serait de les faire tous émigrer vers Israël. Les «solutions» proposées pour se débarrasser des autres maux sont tout aussi radicales : la «fusillade» pour tous les criminels «à commencer par les banquiers», l'interdiction de la contestation : «La première chose que je ferai lorsque j'arriverai au pouvoir, ce sera d'interdire vos journaux», dit-il lors des conférences de presse à des journalistes nommément désignés.

Il y a, bien sûr, de la «démocratie russe» dans tout cela. Après quatre-vingts ans de «tunnel» communiste, ce pays se retrouve là où il en était au début du siècle, à une époque où le ton du débat politique, à l'Est mais aussi à l'Ouest, était infiniment plus violent qu'aujourd'hui. Au regard d'un Jirinovski, un Jean-Marie Le Pen en France, les néofascistes en Italie ou en Allemagne paraissent très «modérés». Ajoutons les difficultés économiques de la Russie, l'absence de tout repère dans cette période de transition d'un système vers un autre, le comportement peu exemplaire d'une bonne partie de ce que l'on appelle par dérision la «démocratie» (le nouveau clivage au pouvoir) : tout cela n'a pu qu'ag-

graver l'immaturation politique générale.

La comparaison - faite ces derniers jours par Egor Gaidar et quelques autres - avec la République de Weimar est pertinente. D'abord parce que la Russie se débat dans une crise économique comparable à celle de l'Allemagne des lendemains de la première guerre mondiale (avec tout de même moins d'inflation), et se trouve dans la même situation d'humiliation vis-à-vis de l'étranger : l'Allemagne soumise au «diktat» de Versailles rappelle la Russie d'aujourd'hui, tombée de son trône de grande puissance, privée de son empire, réduite à mendier les faveurs des puissances riches et du FMI : une des affiches de M. Jirinovski représente un Russe à genoux en train de se relever...

Autre rapprochement inquiétant : le Führer qui a émergé du chaos allemand présente des traits communs avec le candidat dictateur d'aujourd'hui à Moscou. Même éloquence démagogique tempérée par le même opportunisme, le but étant la conquête du pouvoir par un homme plutôt que le peaufinage d'un programme adéquat au gré des auditoires et des circonstances.

MICHEL TATU
Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Amérique latine, 5 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

BOSNIE

Un labyrinthe inextricable

Contre les projets de redécoupage, l'opposition croate veut sauvegarder l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et propose la reprise de l'alliance entre Croates et Musulmans.

par Nebojsa Koharovic

La Croatie vit ces derniers temps un grand nombre d'initiatives de paix, ce qui a pour conséquence que la simple discussion sur leur portée, but ou éventuelle sincérité provoque un sentiment d'inquiétude au sein des habitants de la Croatie. Le citoyen croate a des difficultés non seulement à les énumérer, mais aussi à interpréter leur véritable signification.

A toutes ces initiatives s'est ajoutée une nouvelle proposition du président croate Franjo Tudjman au début du mois de novembre. Présentée bruyamment dans la presse croate et devenue le corps diplomatique à Zagreb, sa première partie (appelée sécessionnistes serbes de Croatie) a été chaleureusement accueillie, alors que sa deuxième partie (solution politique pour la guerre en Bosnie-Herzégovine) suscite de nombreuses polémiques politiques. Dans son appel aux sécessionnistes serbes de Croatie, nous jugeons positif le fait que la Croatie prenne le devant des initiatives diplomatiques dans les négociations avec les rebelles serbes et qu'elle réaffirme son souci du respect des minorités. Il faut souligner que ces engagements de la Croatie correspondent entièrement aux standards établis par l'Europe pour protéger les communautés minoritaires.

Les positions de l'opposition

Dans ce discours nous pouvons décoder un message explicite envoyé à l'adresse de ceux des Serbes - de plus en plus nombreux sur le territoire occupé - qui sont prêts à affirmer leur volonté de réintégration dans le système politique et judiciaire croate.

La majorité des partis de l'opposition croate a élu cette première partie de la proposition du Tudjman. Seuls les partis d'extrême droite, qui ne voient dans ces négociations interminables que l'occasion pour les Serbes de Krajina de stabiliser leur pouvoir, soutiennent la nécessité d'une action militaire pour reprendre les territoires

occupés. L'accueil tiède des interlocuteurs politiques internationaux signifie, selon l'opposition, que cette proposition de Tudjman doit avoir lieu plus tôt, alors que la Croatie bénéficie d'un plus grand respect de la communauté internationale.

Cette situation déplorable a conduit au fait que la délégation du Parlement croate a dû « défendre » son siège d'invité spécial au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Il semble que l'on oublie que c'est la véritable agresseur en Bosnie-Herzégovine et qui, depuis, protège et abrite quelque 300 000 réfugiés bosniaques (avec la première vague, ce chiffre augmentera considérablement). Si certains Européens appellent à l'isolement de la Croatie ou même aux sanctions contre la Croatie, comme vient de le demander le ministre italien des affaires étrangères M. Andreotti, ils encouragent directement les forces qui souhaitent une Croatie eurasienne, fermée, totalitaire, xénophobe et vindicative.

La deuxième partie de la proposition de Tudjman (*Proposition pour l'arrêt de la guerre et l'instauration de la paix en Bosnie-Herzégovine*) a suscité plusieurs remarques de l'opposition croate. Tudjman continue de soutenir le plan de paix appelé « Owen & Stoltenberg » qui propose l'Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine. De ce fait, il propose une « nouvelle conférence » sur la Bosnie-Herzégovine à Genève, qui élargirait le nombre des pays participant aux négociations (jusqu'à présent Grande-Bretagne et France) aux États-Unis, à l'Allemagne, à la Russie et à la Turquie. Ainsi serait-il créé, selon Tudjman, deux camps d'intérêt : la Grande-Bretagne, la Russie et la France d'un côté, et les États-Unis, l'Allemagne et la Turquie de l'autre. Cette redistribution permettrait d'espérer un changement d'attitude du médiateur Lord Owen, qui jusqu'à présent a soutenu la « statu-quo » de guerre et donc la légalisation des conquêtes serbes.

L'opposition croate refuse que le point de départ de ces discussions soit le plan « Owen & Stoltenberg ». Soutenir ce plan signifie en réalité l'acceptation du partage de la Bosnie-Herzégovine : 600 000 Croates se trouveraient ainsi hors des provinces qui leur sont attribuées (1). La politique officielle croate a aussi de nombreuses critiques des intellectuels croates et du monde politique en général. L'approche

du président a été aussi rejetée à l'unanimité par les six partis de l'opposition parlementaire lors de la discussion sur la politique étrangère du pays au Sabor (Parlement croate).

A cette occasion, l'opposition a formulé ses positions : a) arrêt immédiat de tous combats entre Musulmans et Croates ; b) condamnation de tous crimes de guerre et recherche des responsables de ces crimes ; c) rétablissement de l'alliance entre Musulmans et Croates ; d) sauvegarde de l'intégrité du territoire de la Bosnie-Herzégovine et enlèvement de sa délimitation (les forces qui nous semblent les plus aptes à accomplir cette tâche sont celles de l'OTAN) ; e) vœu d'une délégation parlementaire à Sarajevo ; f) retour des déplacés et réfugiés.

Cette stratégie a été implicitement approuvée lors de la délibération au Sabor : seuls cinquante-cinq députés du parti au pouvoir (HDZ) ont voté en faveur du texte du président Tudjman, une partie des députés du HDZ ayant quitté la salle pour ne pas désobéir à la discipline de vote du parti.

Fourberies diplomatiques

Par conséquent, l'idée centrale de l'opposition croate consiste en le sauvetage de l'intégrité territoriale et multinationale de la Bosnie-Herzégovine, et en la reprise de l'alliance politique des Croates et des Musulmans qui est possible et nécessaire malgré les atrocités commises des deux côtés.

Ce qui mérite d'être mentionné est le premier coup porté (chronologiquement) à l'initiative du président croate. Il provient du médiateur Lord Owen. En déclarant que « Tudjman a révisé sa proposition de paix au moment même où des négociations secrètes à Oslo étaient en cours », Lord Owen l'a en effet indirectement désigné comme responsable de l'arrêt de ces négociations de paix.

Quant à la nouvelle initiative « Juppé & Kinkel », elle a éveillé une certaine défiance dans l'opinion publique croate. Lors de la réunion avec le ministre grec des affaires étrangères, M. Karolos Papoulias, prochain président de l'Union européenne, les partis de l'opposition ont fait connaître leurs observations nettes et explicites à l'égard de ce plan de paix franco-allemand : la levée complète ou partielle des sanctions économiques contre le Ser-

bie, levée proposée par ce plan, priverait la communauté internationale de l'ultime moyen de pression sur le régime de Belgrade, qui a déjà laissé entendre qu'il ne céderait en échange que 3 % ou 4 % de territoire aux Musulmans et un corridor pour l'acheminement de l'aide humanitaire entre Bar (Monténégro) et Sarajevo.

De plus, cette initiative parle assez confusément des territoires occupés en Croatie, mentionnant un « modus vivendi » non défini que les deux côtés sont appelés à trouver. Cela alors que la Croatie reste la première victime de l'agression serbe et se trouverait en cas de levée des sanctions dans une position inférieure par rapport à la Serbie. Cette dernière ne serait, dans ce cas, aucunement motivée pour pousser les Serbes de Krajina à se réintégrer dans la République de Croatie.

A côté de cela, le « nouvelle conférence de Londres » [conférence globale sur l'ex-Yougoslavie] pourrait être très dangereuse pour la Croatie. En effet, à cette table de marchandage, il est évident que serait jouée la carte de la Serbie comme facteur de stabilité dans la zone de l'ex-Yougoslavie (ce qui est la constante dans les politiques française et britannique) et non pas celle de la Croatie comme seul équilibre à la (Grande) Serbie (la constante dans la politique de l'ex-ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher).

Si l'on y rejette l'initiative du médiateur russe Tchurkine préconisant la levée des sanctions contre la Serbie en échange de la livraison du gaz pour Sarajevo, ou encore la conférence balkanique annoncée pour bientôt, il croit avoir montré devant quel labyrinthe inextricable se trouve la paix en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. La tâche est de nous vaincre à la neige. L'hiver a fait retourner les fourberies diplomatiques dans l'entourage cruel de la guerre.

(1) Voir dans la page « Courrier » du Monde du samedi 27 novembre, la lettre « France, terre d'asile ? » qui illustre d'une façon concrète le problème du partage des provinces : pulque la région d'Oslo, les Serbes (Bosniaques-Croates) est incluse dans la zone musulmane, ils sont d'ores et déjà de quasi-apartheid.

Nebojsa Koharovic, responsable des relations internationales du Parti populaire croate (HNS), parti d'opposition croate.

ESSAIS NUCLÉAIRES

Indépendance ou obéissance ?

En suspendant ses essais nucléaires, la France remet en question son indépendance et sa sécurité.

par Michel Debré

Le 13 février 1960, la France faisait exploser sa première bombe atomique à Reggane (Sahara). Si je devais dater notre indépendance nationale, c'est cette date que je choisirais. Cette nuit-là, la France, aux yeux du monde entier, a reconquis son statut de pays libre, disposant désormais d'une défense nationale indépendante.

Cet aboutissement n'avait rien d'une évidence. Il fallut braver une opinion internationale hostile - les États-Unis et l'URSS avaient conclu un moratoire sur les essais nucléaires entre 1958 et 1961 ; il fallut surmonter les oppositions intérieures, émises par des intentions diverses, et ce alors que la guerre d'Algérie handicapait lourdement nos possibilités. Lorsque je me replonge dans cette période, je m'entends dire que Cassandre - « Nous ne pourrions jamais rattraper notre retard technologique » - « Nos entreprises n'ont pas la dimension nécessaire » ; « Si vous savez ce que cela va vous coûter... », pour ne rien dire des appréciations flatteuses sur notre « bombinette ». Je conserve un souvenir ému non seulement du général de Gaulle, mais de ceux qui ont refusé cet état d'esprit.

Trente ans après mon départ de Matignon, la plus haute autorité de ce pays décide l'arrêt unilatéral des expérimentations nucléaires pour un an - prolongé, depuis, sans limite. Cette décision, que rien ne justifie, est l'œuvre de conséquences pour l'avenir. Si la France prétend conserver son indépendance nucléaire, elle s'impose d'arrêter de tester son armement pour s'assurer de son bon fonctionnement. Les États-Unis, qui ont réalisé près de mille essais, l'ex-URSS, qui en a effectué plus de sept cents, peuvent, eux, patienter une dizaine d'années. Pas la France. Avec moins de deux cents essais à son actif, notre pays n'a pas les moyens de les interrompre sous peine d'annuler ses efforts et de courir des risques inutiles.

En effet, seuls les essais assurent la sécurité de nos stocks, nous renseignent sur le vieillissement de notre armement nucléaire ; seuls les essais permettent de tester le calibre des armes. Ils sont donc un élément fondamental de notre sécurité et de la crédibilité de notre force de dissuasion. Chaque tir d'Ariane réussie, par exemple, renforce notre capacité de dissuasion, parce que les moteurs d'Ariane et ceux qui équipent nos missiles sont issus de technologies identiques. L'interdiction des essais remet donc en question la sécurité de la nation. Ce serait en soi inadmissible s'il ne fallait, en plus, tenir compte

du coût économique et scientifique d'une telle décision.

Il faut le dire : il existe des dépenses en cours pour la réalisation de missiles et la préservation du savoir-faire qui se chiffrent en milliards de francs. Si le moratoire est maintenu, cela oblige à un étalement des crédits qui accroît le prix déjà très élevé de ces armes. D'une part, le contexte économique actuel, est-ce bien nécessaire ? La décision de François Mitterrand a déjà des conséquences très lourdes : certaine tête de missile, faite d'acier et testée, ne sera jamais qualifiée ; nous avons pris trois ans de retard dans l'élaboration d'un nouveau missile, pour ne rien dire des têtes miniaturisées.

Maîtrise américaine

Ne nous obstinons pas dans l'erreur. Toute politique se bâtit à partir de réalités, et la réalité est la suivante : il nous manque une quinzaine d'essais pour assurer la viabilité de certains armes et être en mesure de mettre en place un programme de simulation qui, à terme, nous permettra de réaliser, en laboratoire, des explosions limitées. Les Américains, qui, eux, maîtrisent cette dernière technologie, peuvent soustraire à tous les moratoires, et pratiquer des tirs non détectables en laboratoire, ce qu'ils ont fait à deux ou trois reprises l'année dernière.

La voix de la sagesse, c'est-à-dire de l'indépendance et de la sécurité de la nation, impose de toute urgence de revenir sur la décision d'interrompre les essais nucléaires. Il faut maintenir un petit nombre de tirs : un intervalle de deux ans est nécessaire pour préparer et exploiter chaque expérimentation. N'attendons pas la prochaine élection présidentielle : il sera alors trop tard. En 1995, le traité de non-prolifération revient en négociation. Il oblige les signataires à renoncer à se doter de l'arme atomique en échange de l'accès à l'énergie nucléaire civile et d'une promesse de désarmement de la part des États-Unis. Cette sera notre marge de manœuvre si certains pays du tiers-monde en mesure de se doter de la bombe atomique, tel l'Iran, lient, comme c'est probable, leur signature à l'interdiction des essais ? Nous ne pourrions plus rien faire, sinon obéir aux États-Unis dans tous les domaines.

La France a une chance exceptionnelle : il existe, comme nulle part ailleurs, dans l'opinion publique, un consensus sur la défense nationale. Une écrasante majorité des Français (63 % si j'en crois les sondages) est favorable à la dissuasion nucléaire. Ne gaspillons pas cet atout. Plutôt que de le livrer pieds et poings liés, conservons à la France ses « mains tendues et libres », comme le souhaitait le général de Gaulle.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les Israéliens face à la paix

Par sa soudaineté, la poignée de main Rabin-Arafat a profondément troublé les Israéliens. Nombre d'entre eux s'inquiètent à la fois de ses conséquences possibles sur la sécurité du pays et de l'évolution qu'entraîne le processus de paix sur la définition même de l'État hébreu.

INCREDULITÉ, scepticisme, inquiétude... mais espoir quand même. Tous ces sentiments habitent les Israéliens, depuis cette stupéfiante journée du 13 septembre où ils ont vu Yasser Arafat et Itzhak Rabin se serrer les mains devant les témoins du monde entier. Plus ou moins confusément, tous ont compris que ce qui se jouait dans ce geste historique, par-delà la terrible interrogation sur la sécurité et l'avenir d'Israël, c'était aussi le sens et la définition mêmes de cet État si particulier par ses origines et sa justification idéologique. Habitués à se confronter à la guerre pour affirmer leur existence, les Israéliens se trouvent face à l'inconnu de la paix.

Ce désarroi est bien analysé par Ian Gausman dans le dossier que la revue *l'Archéologue* a consacré à la société israélienne à l'épreuve. Pour ce professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan, le processus engagé conduit inévitablement Israël à « redéfinir les trois thèmes clés de la problématique israélienne : la conception de la nation, la conception de la sécurité et le lien à la religion ».

L'État juif vit depuis sa création sur le principe de l'identité entre un peuple, une terre et une tradition religieuse. « Ce qui a valu tout à nos gouvernements israéliens de 1947 à nos jours », observe Ian Gausman, « c'est de ne pas choisir parmi les termes de la contradiction et laisser la question nationale en suspens. On voulait tout : l'immigration, la préservation des vies humaines, la morale et la colonisation de la terre. Rabin vient en fait de choisir et de trancher ».

Cette « révolution » dans les pensées provoquera des réajustements en chaîne, dans une société où « colons » et « faucons », « durs » et « réalistes » sont confrontés aux mêmes déchirements. Pour Ian Gausman, ces débats peuvent produire une dynamique positive, en libérant les imaginations (notamment pour trouver une solution au problème crucial de Jérusalem), si le gouvernement est capable d'expliquer ses objectifs et d'espérer les craintes.

L'un des atouts des responsables, dans cette bataille psychologique, est la solidarité « miraculeuse » dont ont su faire preuve, dans cette affaire, les deux rivaux de toujours, Rabin et Péro. Mais le chemin à parcourir reste long et difficile, comme le montrent les témoignages recueillis par *l'Archéologue* dans la conversion de la guerre, vivant en circuit fermé. Et beaucoup d'Israéliens passifs craignent d'être les premières victimes d'une ouverture des frontières et d'une aide économique qui, selon eux, profiteront d'abord aux Palestiniens. Les « rapatriés » d'Europe de l'Est sont inquiétés d'une évolution grosse de troubles et d'affrontements qui leur rappelle l'atmosphère des régions qu'ils viennent de quitter.

La reconnaissance d'une « double tragédie »

Dans cette situation, où se mêlent le crime du lendemain, la peur du chantage et de la violence et le sentiment d'une perte d'identité, les risques sont immenses et, comme le dit Shmuel Trigano, « cet équilibre des consciences peut conduire à des retournements, aussi forts que subtils ». « Le langage que nous utilisons », affirme Shmuel Trigano, « les questions que nous nous posons, le type d'élites que nous nous donnons, tout cela est destiné à disparaître pour faire place à une époque encore inconnue où seront remises en jeu l'identité culturelle même d'Israël et, sans doute, la survie du judaïsme sous sa forme actuelle et le

questionnement de sa vocation prophétique ».

On conçoit qu'au-delà même des frontières d'Israël, ces perspectives puissent jeter un trouble profond dans la diaspora, comme le montrent les réflexions recueillies dans les *Nouveaux Cahiers* - même si le rabbin René Samuel Sirat rappelle avec force que ce qui se passe en Israël est de la responsabilité exclusive des Israéliens eux-mêmes, qui n'ont pas de conseils à recevoir de ceux qui ne partagent pas leur sort. Pour le rabbin Sirat, le destin d'Israël est de s'intégrer au Proche-Orient et non de se considérer comme « le bastion avancé de l'Occident ».

Pour Henri Atlan et Gérard Israël, cette normalisation de l'État juif, trouvant progressivement sa place dans son environnement, est inscrite dans les faits, au fur et à mesure que la génération de l'Holocauste disparaît. « L'existence d'Israël, dans sa signification profonde, s'en trouve elle-même modifiée. Sa légitimité se fonde de moins en moins sur la Shoah, mais de plus en plus sur son histoire et ses réalisations ».

En même temps, l'éloignement dans le temps de l'Holocauste doit aider les Israéliens à prendre une plus juste conscience de l'injustice et de la souffrance subies par les Palestiniens du fait de la création de l'État hébreu. Pour Henri Atlan et Gérard Israël, le « double reconnaissance » symbolisée par la poignée de main Rabin-Arafat est celle de deux entités nationales et celle de « deux tragédies parallèles » auxquelles le moment est venu de mettre fin.

La « mystique » du souvenir d'Auschwitz

Cette mise en parallèle des deux histoires du peuple juif et des peuples arabes, qui paraît sacrilège à bien des Juifs, n'est-elle pas, certes, la « mystique » de l'article, une contestation du caractère unique du génocide. C'est d'ailleurs à une nouvelle réflexion sur cet événement « impensable » et les leçons que peuvent en tirer les hommes d'aujourd'hui que nous invitent les Temps modernes.

Pour Enzo Traverso, Auschwitz est la démonstration de ce que peut devenir le barbare, lorsqu'il est pris en charge par la rationalité bureaucratique. En ce sens, étant la « solution finale » était inimaginable pour les générations précédentes, autant elle apparaît maintenant comme l'une des conséquences possibles de la modernité. « Ni Weber, ni Benjamin, ni Kafka », écrit Enzo Traverso, « ne pouvaient imaginer la catastrophe qui devait s'abattre sur les Juifs d'Europe pendant la deuxième guerre mondiale ; leurs intuitions ne sont décelables qu'après coup. Aujourd'hui, un tel effort d'imagination ne nous est plus requis. Nous savons que la réalité peut dépasser l'imagination la plus fertile ».

Mais, avec la roue du temps, cet enseignement de la Shoah tend à s'éloigner, dans la mesure où, comme le montrent les résurgences néonazies, le tabou de l'antisémitisme s'affaiblit. Le souvenir d'Auschwitz, observe Robert Redeker, est constitué pour toute la génération de la guerre une « mystique » indiscutable, autour de laquelle s'ordonnent l'action et la conscience des survivants. Or cette mystique a commencé à s'effriter avec l'apparition du révisionnisme, qui, aux yeux de Robert Redeker, constitue « une catastrophe », dans la mesure où elle annule « les principes auxquels toute action devait être suspendue ».

Pour beaucoup d'Israéliens, pourtant passionnément attachés à la paix, c'est sans doute cette réflexion autour de « la mystique d'Auschwitz » qui est en jeu, au moment où leur pays aborde cette phase décisive et mystérieuse de son histoire.

► *L'Archéologue*. Le mensuel du judaïsme français, n° 434, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris, 50 F.

► *Les Nouveaux Cahiers*, n° 114, automne 1993, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris, 50 F.

► *Les Temps modernes*, n° 568, novembre 1993, 4, rue Férou, 75006 Paris, 50 F.

Le compromis s

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Les négociations Europe - États-Unis et leurs prolongements

Le compromis sur le GATT conforte la construction européenne

Pour l'Union européenne, la conclusion du cycle de l'Uruguay signifie des marchés qui s'ouvrent, des débouchés nouveaux - principalement en Asie et en Amérique latine - pour les industriels, les banquiers, voire les agriculteurs. Mais elle marque surtout la fin d'une épreuve. C'est vrai pour la France, principale puissance agricole de l'Union européenne, qui, montrée du doigt comme une puissance conservatrice, attachée à des avantages mal acquis, se regagner dans le débat européen une marge de manœuvre appréciable.

Dans une négociation qui s'était assigné comme principal objectif d'asseoir les échanges agricoles et, plus particulièrement, de mettre fin à la guerre des subventions qui faisait rage de part et d'autre de l'Atlantique, l'Union européenne s'est trouvée constamment placée sur la défensive, faisant de la résistance, à l'effort, coûte que coûte, de maintenir un *statu quo* pourtant inadéquat à l'évolution des échanges mondiaux, mais ne cherchant que tardivement à abandonner cette posture.

Les Douze ont certes adopté des positions communes successives, mais sans conviction, et avec le sentiment dominant, chez les partenaires de la France, qu'il serait impossible de les tenir dès lors que la pression des États-Unis deviendrait trop forte et que Paris, au bout du compte, serait contraint de céder. Malgré tout, l'accord intervenu in extremis lève l'hypothèque qui entravait la construction européenne.

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

Au long de ces sept ans, la Communauté a souvent bloqué, mais a rarement fait preuve d'imaginaire pour tenter de donner le ton à la négociation. Longtemps, les partenaires de la France ne l'ont aidée que du bout des lèvres, mettant en

doute, plus ou moins explicitement, le bien-fondé de ses arguments et se montrant très vite penchés à l'idée que l'Europe pourrait être tenue pour responsable de l'échec du cycle.

Une période sombre et dangereuse

Un sentiment que le secrétaire du GATT, souvent ressenti en France comme partiel, infodé aux intérêts américains, s'est employé à amplifier. L'Europe a alors, à plusieurs reprises, perdu des « panels » (instances d'arbitrage des différends au sein du GATT) dans des conditions d'impartialité contestable, ce qui a accentué une impression d'encerclement et l'idée que la politique agricole commune (PAC), objet de tous les ressentiments, pourrait

des subventions, investissant à outrance, parfois au-delà du raisonnable, mais qui contribuait au déséquilibre du système.

Tout militait en faveur d'une profonde réforme de la PAC. Celle-ci, censée rétablir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande, notamment de céréales, en réduisant la production (jachères), mais aussi en dégageant de nouveaux débouchés grâce à des baisses de prix (compensées par des aides directes), a été mal accueillie par une partie des paysans, qui voyaient ainsi définitivement mettre fin à trente années de politique d'expansion de la production à tout va. Louis Mermeaux, ministre de l'Agriculture, a alors joué la carte de la réforme, qui, même imparfaite, allait

déplaçant, puisque fondé sur une idée de repli (moins produire, moins exporter, plus importer), mais certainement pas indigné, était chargé de tous les maux. Avec une grande légèreté, en pleine crise de Maastricht, le gouvernement français menaçait de faire usage de son droit de veto, une arme parfaitement anachronique pour un pays venant de s'engager dans la voie de l'Union européenne. La droite comme la gauche pratiquaient la surenchère, contribuant à exciter plutôt qu'à calmer des paysans légitimement déçus.

Le gouvernement Balladur a donc trouvé une situation explosive avec, toile de fond inquiétante, un sentiment croissant d'irritation, d'incompréhension à l'égard de la construction

professionnelles et vite trouvée ses limites. Regarder les chiffres d'un peu près faisait vite comprendre que les scénarios catastrophes (sur l'extension de la jachères) annoncés par les adversaires du GATT, de la PAC, de Jacques Delors ou d'une supposée bégémonie américaine relevaient davantage de l'intoxication que d'une analyse crédible. Nombre d'agriculteurs ont fini par le comprendre.

A Bruxelles, les Français, appuyés avec efficacité par les Allemands, mais aussi par une présidence belge complice, sont parvenus - c'était l'essentiel - à rompre leur isolement. Le tournant s'est situé le 20 septembre, lorsque les Douze, se ralliant à une proposition franco-allemande, ont invité les États-Unis à réouvrir le pré-accord de Blair House. Cette manifestation, même fragile, d'une cohésion communautaire retrouvée a été déterminante, impressionnant les Américains, qui ne comprennent jamais très bien que la Communauté peut être autre chose qu'un simple rapport de force entre des voisins aux intérêts divergents.

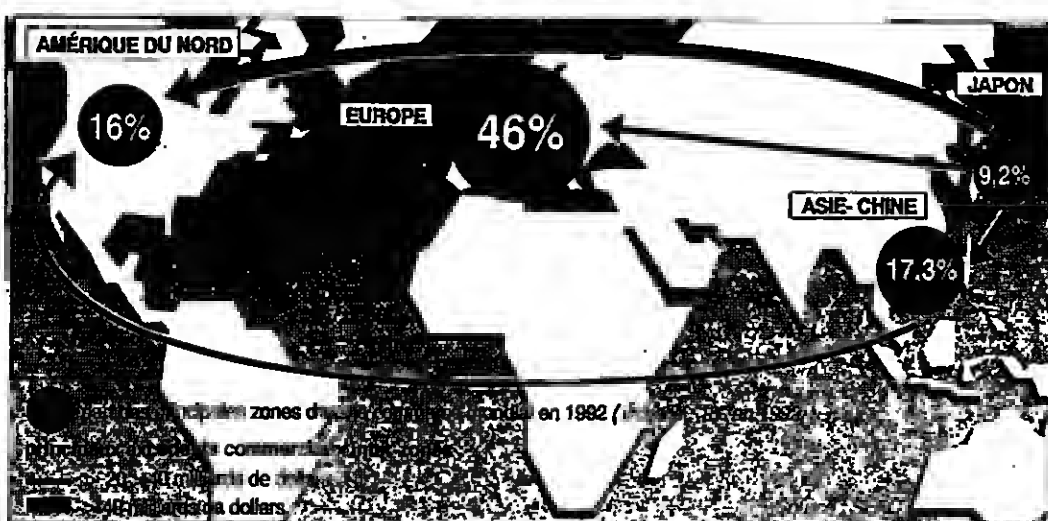
La suite a été logique : les aménagements que les États-Unis ont finalement acceptés d'apporter à Blair House sont loin d'être négligeables, même si, en regardant de près, on note que la principale concession faite par les Américains - la

limitation des engagements à importer - correspondait à l'offre faite par la Commission au moment de Blair House, offre que les Américains avaient contestée mais à laquelle Bruxelles n'avait jamais renoncé.

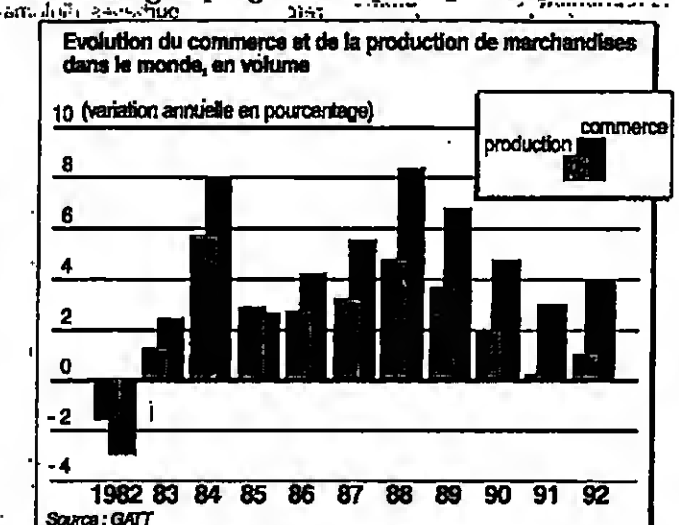
Il est trop tôt pour juger l'impact exact du cycle de l'Uruguay, tel qu'il se conclure, sur l'activité et les échanges de l'Union européenne. Mais la cohésion communautaire retrouvée in extremis a permis, c'est une certitude, d'empêcher une crise communautaire grave susceptible de fragiliser l'alliance franco-allemande. Une hypothèque est levée qui permet d'envisager une relance de la construction communautaire. Les chantiers ne manquent pas : depuis la mise en œuvre du traité de Maastricht et du Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, jusqu'à la définition d'une politique d'ouverture vers l'Est et le Sud. Un parti pris d'ouverture qui viendrait à point après sept ans d'un cycle de l'Uruguay dominé par un affrontement euro-américain. A cause de lui, le restant de la planète n'a guère été écouté.

PHILIPPE LEMAITRE

Les grands flux mondiaux



Les échanges progressent plus que la production



Le commerce entre les nations croît depuis quelques années à un rythme plus élevé que la production. Cela tient au fait que les échanges de produits manufacturés, produits qui possèdent une forte valeur ajoutée, augmentent fortement. Les progrès en termes de transport et de communication ne sont pas étrangers à cette évolution.

offrir la possibilité aux Douze de s'appuyer sur un projet cohérent dans les négociations du GATT. Depuis 1992, la Communauté n'a plus attendu. Le pré-accord agricole de Blair House, en novembre 1992, entre la Commission européenne et les États-Unis, était présenté par Bruxelles comme compatible avec la PAC réformée. Celle-ci allait être dorénavant le référentiel, y compris aux yeux des Américains.

La période qui suivit fut sombre et dangereuse pour l'équilibre interne de la Communauté. Les Britanniques, récemment humiliés par la sortie forcée de la livre du mécanisme de change du SME, en septembre 1992, et plus hostiles que jamais au traité de Maastricht, se déchaînaient contre les Français, qui empêchaient la conclusion du cycle de l'Uruguay. Leur presse expliquait qu'elle donnerait au commerce et à l'activité un élan se chiffrant par plusieurs centaines de milliards de dollars.

A l'hystérie britannique correspondait, d'un autre côté, l'aveuglement français. Blair House, un accord

européen. On devinait que des millions d'Astérix souhaitaient en découdre et provoquer la crise avec nos partenaires de la Communauté.

Sang-froid et détermination

L'équipe du premier ministre a joué avec professionnalisme, sang-froid et détermination. Les tractations au GATT, y compris entre les Douze, présentaient comme grand défaut celui, de demeurer approximatives, imprécises. Se basant sur le mémorandum élaboré par le gouvernement (lire d'autre part), Edouard Balladur et Alain Juppé sont venus à Bruxelles poser des conditions claires et raisonnables. Pratiquant une politique de présence très attentive, ils ont expliqué inlassablement, convainquant bon nombre d'interlocuteurs qu'il serait opportun de rééquilibrer un arrangement qui penchait un peu trop, tel qu'il avait été rédigé, du côté américain.

En France, le matraquage de la Coordination rurale et de quelques autres organisations

Ce que souhaitait le gouvernement français

Edouard Balladur avait présenté, le 13 mai, un mémorandum sur la position française dans les négociations sur le GATT. Dans ce document, le premier ministre esquissait une doctrine française du libre-échange, appelant de ses vœux une libéralisation du commerce international organisée et maîtrisée.

Il rappelait toutefois qu'on ne peut ignorer les effets dévastateurs sur l'emploi qui peuvent résulter de la suppression ou de la réduction de droits, dans des secteurs en phase d'ajustement ou confrontés à une concurrence déloyale. Pour le gouvernement français, il ne pouvait y avoir de renforcement du système multilatéral des échanges si certains pays continuaient à appliquer, lorsque c'était leur intérêt, des mesures de défenses multilatérales. Les États-Unis ainsi visés étaient invités à se contenter, pour régler leurs différends, des procédures du GATT.

Ce mémorandum indiquait par ailleurs les corrections que

la France souhaitait voir apportées au pré-accord agricole de Blair House conclu entre les États-Unis et l'Union européenne en novembre 1992. Les Français réexaminaient l'engagement de limiter en volume (21 % au bout de cinq ans) les exportations subventionnées.

La limitation du soutien à l'exportation, jugée nécessaire, ne pouvait porter que sur le niveau des subventions accordées et non sur les quantités exportées. La France insistait également sur l'inclusion, dans l'accord, d'une clause de paix qui empêcherait les États-Unis de remettre en cause la politique agricole commune réformée.

En dehors de l'agriculture, la France réaffirmait, dans ce mémorandum, ses préoccupations sur les services (libération progressive des échanges, ouverture des marchés tiers), sur le régime applicable à l'audiovisuel (l'exception culturelle) et sur l'accès au marché (diminution des droits de douane).

CLÉS/Repères

■ Huit cycles. Le cycle de l'Uruguay, lancé le 20 septembre 1986 à Punta-del-Este (Uruguay), est le huitième cycle de négociations commerciales multilatérales depuis la signature, en 1947, du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Les concessions négociées au cours des quatre premiers cycles (d'octobre 1947 à mai 1956) portaient essentiellement sur les produits industriels. Plus large, l'ambition des trois suivants (septembre 1960-novembre 1979) a permis un début de libéralisation des échanges dans de nombreux secteurs (les textiles, les produits chimiques, les céréales) en même temps qu'était mis en place un régime préférentiel pour les pays en développement. Depuis 1947, les droits de douane ont été divisés par dix pour se situer aujourd'hui, en moyenne, à 4,7 %. Le cycle de l'Uruguay devrait les ramener à près de 3 %.

■ 117 pays. Le secrétaire du GATT a annoncé, mardi 14 décembre, que 117 pays participent désormais au Cycle de l'Uruguay. Bahrein et Brunéi ont été admis comme nouveaux membres du GATT qui en compte de ce fait 114. La Chine, l'Algérie et le Pérou ont, pour ne pas être membres, ont tout de même participé aux négociations du cycle.

■ Accord multilatéral (AMF). Datant de 1974, renforcé en 1977, prorogé depuis à plusieurs reprises, il a été conclu dans le cadre du GATT afin de freiner les exportations de produits textiles et d'habillement des pays à bas coûts de revient (Asie, Amérique latine, Europe de l'Est, Afrique) vers les pays industrialisés. Le projet du cycle de l'Uruguay prévoit la disparition de l'AMF en 1995 et la réintégration progressive sur dix ans du secteur dans le cadre général du GATT.

■ GATS (General agreement on trade and services). Outre l'agriculture, le cycle de l'Uruguay s'est fixé comme objectif de libéraliser le commerce des services qui représente 20 % du commerce mondial. Cela concerne les services financiers (banque, assurance), les transports maritimes, les télécommunications et l'audiovisuel.

■ TRIPS (Trade related investment property). Il s'agit d'un accord qui comprend, pour la première fois, un ensemble de règles juridiques protégeant la propriété intellectuelle (droits d'auteur, logiciels, enregistrements musicaux, films, marques et dessins). Il inclut la convention internationale de Berne sur la protection des droits littéraires et artistiques.

Cartier

51, RUE FRANÇOIS 1^{er} PARIS. 40.74.60.60

Genève : les dernières trente-six heures

GENÈVE

de notre envoi spécial

Réductions tarifaires «substantielles»

Au siège du GATT

*Clair comme
« les entrailles d'une chèvre... »*

GENÈVE

da nostra nuova serie

Même les journalistes, à quelques exceptions près, n'essayaient pas de faire croire qu'ils maîtrisaient le dossier dans tous ses aspects. Il faut dire qu'ils étaient bien démuniés face à ce corps inaccessibles des responsables du commerce international. Réduits qu'ils étaient à grappiller une demi-phrase après des heures de « planque », téléphone portable à la hanche ou caméra à l'épaule, entre deux portes ou dans l'entrablement d'une

Leon Britton et Mickey Kantor

Afin de réaliser cet objectif, les pays-asiatiques vont devoir procéder à des réductions tarifaires « substantielles ». Alors que des droits de douane de l'ordre de 100 % ne sont pas exceptionnels dans cette partie du monde, ils varieront en général entre 1 % et 30 % en Malaisie et en Thaïlande, entre 25 % et 40 % en Indonésie, entre 25 % et 40 % en Inde. Pour ceux de l'Indonésie et des Philippines ont établi leurs taux plafonnés respectivement à 40 % et 50 %. Ils seront moins élevés pour les pays d'Amérique latine (de 25 % à 35 %). A cela, il faut ajouter les engagements pris par une majorité de PVD d'éliminer les mesures non tarifaires empêchant l'accès à leur marché. Sans comp-

Il reste maintenant aux cent dix-sept gouvernements à apposer leur signature, dénommée «*paraphe*», lors d'une cérémonie officielle qui se tiendra à la mi-avril 1994 au Maroc, à Marrakech. Il s'agira ensuite d'entamer les procédures de ratification devant les parlements nationaux. Les Douze devront, de surcroît, recueillir l'«*avis favorable*» du Parlement européen. Compte tenu des délais d'approbation par les députés, il est prévu que le nouveau traité, avec ses vingt-huit

COMMENTAIRE

La création de l'OMC n'est pas négligeable pour les défenseurs de l'insitutionnalisation du commerce mondial - même si la future organisation se présente sous la forme d'une coquille vide, la seule mesure concrète envisagée étant à ce stade le renforcement des compétences d'arbitrage dans les conflits commerciaux. Jusq'ici, les autorités de Genève géraient un accord sur les tarifs douaniers et le commerce. A l'avenir, ce sera une institution qui aura compétence, en plus, en matière de services et de *propriété intellectuelle*.

MARCEL SCOTTO

Du repli à la coopération

Après sept ans de psychodrame, d'incesses manœuvres, d'erreurs, d'arbitraires, d'injustes tractations et de confrontations commerciales guerrières sur fond d'effondrement du mur de Berlin, de guerre du Golfe et de « nouvel ordre » international, le huitième cycle de négociations commerciales multilatérales, celui de l'Uruguay, engagé à Punta del Este en septembre 1986, a toutes les chances de se conclure positivement. Avec trois ans de retard mais avant le date butoir fixée par les Américains, maîtres du jeu, et acceptée par les Européens, si le compromis entre les Etats-Unis et l'Union européenne est ratifié par toutes les parties contractantes — au nombre de 117 aujourd'hui — le communautarisme international se donne une chance importante d'atteindre les objectifs du cycle : poursuivre l'élimination des barrières douanières aux échanges multilatéraux et consolider les « disciplines » imposées aux membres du GATT. Ce qui annonçait abusivement l'apocalypse économique tous les metins en cas d'échec vont devoir évaluer sérieusement les résultats de ce grand

Le rappel des événements qui avaient précédé et entouré le précédent cycle, celui de Tokyo, engagé en septembre 1973, juste avant le début de la crise de l'énergie, et conclu, sans forte méditation, le 12 avril 1979, juste après un nouveau choc pétrolier, nous invite à nous joindre aux autres à apprécier les uns et les autres le compromis du 14 décembre sans en attendre monts et merveilles. Déjà, à l'époque du cycle de Tokyo, le France avait été isolée au sein de la Communauté, réticence face à la dévaluation du franc, inquiète pour son agriculture avant de bénéficier de la cohésion de l'Europe des Neuf. Déjà, se majorité était divisée et Jacques Chirac souhaitait, le 20 avril 1979, que l'accord « ne soit pas paraphé par le France tant que la dévaluation du franc des partenaires de l'Europe d'aujourd'hui n'est révoquée ».

Un nouvel ordre monétaire

Le Tokyo Round, selon ses concepteurs, devait contrecarrer le... retour en force du protectionnisme. Et le commerce mondial allait atteindre l'âge d'or. En volume, le taux de croissance annuel du commerce mondial était de 5 % en 1978. Il a atteint 6 % en 1986, année du lancement du cycle de l'Uruguay, et est revenu à une croissance de 4,5 % en 1992.

Le happy end de l'Uruguay est une bonne nouvelle pour le commerce mondial, mais tous les différends ne sont pas totalement résolus, qu'il s'agisse de l'aéronautique, du textile ou même des

Un tribunal pour régler les conflits commerciaux

Au cours de la conférence de presse qui a suivi, mardi 14 décembre, l'ultime réunion de Brian Kantor, le chef d'équipe des négociateurs américains, il a affirmé que les dispositions sur le règlement des conflits commerciaux contenues dans l'acte final du Cycle de l'Uruguay permettront « de créer une organisation commerciale fonctionnant mieux et de manière plus disciplinée, incluant d'excellents mécanismes de règlement des conflits ». « Nous pensons », a précisé M. Kantor, « se tournant vers M. Brittan, que nous partageons tous deux cette volonté ». C'est à cette occasion que l'actuel secrétaire d'Etat américain a annoncé la signature par les Etats-Unis de la future Organisation multilatérale du commerce comme « l'une des gloires du Cycle de l'Uruguay ».

Le fait est que la GATT n'est pas le gendarme du commerce international qu'il devait être. Certes, au cours des dix dernières années, l'organe implanté à Genève a traité cent vingt contentieux, contre moins d'une centaine au cours des trente années précédentes. Mais ses jugements sont de moins en moins suivis. En 1992, un seul a été véritablement appliqué par

les parties contractantes. Le chiffre est dérisoire.

L'Histoire est responsable de cet échec. Lorsque, au lendemain de la seconde guerre mondiale, une cinquantaine de pays ayant accepté le projet de charte d'une Organisation internationale du commerce (OIC), s'agissait, dans leur esprit, de favoriser la coopération économique entre nations. L'attention, à la même époque, était attirée sur le rôle du Fonds monétaire international (FMI) et celle de la Banque mondiale obéissaient à des préoccupations identiques. Mais l'OIC n'e jamais vu le jour, torpillée qu'elle fut par le Congrès américain qui, pour ne pas abandonner une partie de ses prérogatives commerciales, refusa de ratifier la charte de l'OIC. De fait, le succès du GATT, qui, de simple accord commercial, s'est mué en une vraie fausse organisation,

Les Etats-Unis sont-ils véritablement prêts à accepter aujourd'hui le principe du « *no refueling* » en 1950 ? En fait, rien n'est moins sûr, en dépit des déclarations de victoire, Mickey Kantor a bien précisé, mardi 14 décembre, que Washington conservera ses armes conventionnelles — dont le fameux article 301 qui permet à Washington d'imposer des mesures de rétorsion unilatérales (un relèvement des droits de douane, par exemple). Dans ces conditions, l'OMC risque de n'avoir que des pouvoirs restreints. Toute la question est de savoir si l'Union européenne déploiera en se dotant d'instruments de rétorsion identiques à ceux des Etats-Unis. La France le souhaite. Mais la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Pays-Bas sont, pour le moment, réservés.

D. P. F.

1995, après achèvement des procédures de ratification, pourra avoir sur la communauté économique mondiale. Lorsqu'en septembre le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le GATT, dans une démarche commune inhabituelle, avaient pressé les États de conclure, ils s'étaient basés sur une étude très prometteuse selon l'estimation basée de l'OCDE que le commerce international, une libéralisation du commerce international devait permettre à l'économie mondiale en 2002 de bénéficier d'un revenu annuel supplémentaire de 213 milliards de dollars (sur la base de 1990) et de créer 232,2 millions de nouveaux emplois. La zone OCDE devait en tirer plus grand profit – avec un gain de 135 milliards de dollars – tandis que les pays pauvres d'Afrique subsaharienne ou les pays importateurs de produits alimentaires pourraient en tirer une fois encore, les grands perdants.

Un superbe et suicidaire égoïsme

Comme beaucoup d'autres avant elles, ces prévisions peuvent être très exactes, mais il est vrai que l'impact réel d'un tel accord reste difficile à mesurer. Mais deux tendances favorables se dégagent. La première est l'éloignement d'un monde où le multilatéralisme céderait le pas devant un affrontement multipolaire entre blocs régionaux antagoniques. La seconde est commerciale: un nouvel ordre commercial peut favoriser l'apparition de relations plus équilibrées entre les différentes régions du monde. Enfin et surtout, le projet d'acte final marque un coup d'arrêt à la tentation de nombrs d'Etat, confrontés à la récession et à la montée irrésistible du chômage comme au manque d'emplois non qualifiés, de se replier sur eux-mêmes dans un superbe et suicidaire égoïsme. Une stratégie de coopération économique internationale est peut-être plus de chances de triompher des logiques de repli.

MICHEL NOBLECOURT

services financiers : une derop
en faveur des Etats Unis

LA BAC

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Les dossiers litigieux

Agriculture : du drame au moindre mal

Il est difficile aujourd'hui d'évaluer avec précision les conséquences pour l'agriculture française de l'accord États-Unis-Union européenne. La seule certitude est que, par rapport au préaccord de Blair House de novembre 1992, le compromis trouvé à Bruxelles le 7 décembre constitue un progrès substantiel pour les uns, un moindre mal pour d'autres, une catastrophe avérée pour un petit nombre, notamment chez les producteurs de volailles de Bretagne.

Le ministre de l'Agriculture et la FNSEA se sont livrés à d'obscures batailles de chiffres auxquelles ni l'éleveur de veaux du Massif central ni le céréalier d'Eure-et-Loir ne comprend guère. L'accord prévoit une réduction de 21 % des exportations subventionnées de l'Europe mais aussi de tous les autres pays du GATT d'ici à l'an 2000. Mais la date ancienne de référence pourra être variable en fonction des produits, ce qui permettra d'alléger les contraintes. Le ministre estime que l'Europe aura gagné, par rapport au rythme de réduction prévu dans Blair House, 102 000 tonnes de fromages à exporter (avec des aides) en plus, 150 000 tonnes de tabac et surtout 8,1 millions de tonnes de blé.

Un point présenté comme une « victoire » par les négociateurs européens est le principe de l'agrégation auquel les organisations agricoles tenaient scrupuleusement. Au chapitre de l'ou-

verture aux importations en provenance des pays tiers, on comptabilisera les produits agricoles par grande famille et non plante par plante ou viande par viande. Ainsi, selon les calculs, l'Union européenne aura réussi à endiguer des flots d'entrées de produits américains ou asiatiques importants. On précise officiellement que la formule de l'agrégation permet d'éviter des importations supplémentaires de 3,17 millions de tonnes de céréales, 594 000 tonnes de viande porcine, 106 000 tonnes de fromage, 72 000 tonnes de poudre de lait.

Le sujet éboulé des importations de maïs américain dans les pays de l'Union européenne au profit de l'Espagne et du Portugal, en vertu d'un accord antérieur, n'a pas été réglé, semble-t-il, au profit des Européens, ce qui provoque une vive inquiétude chez les producteurs du centre et du sud-ouest de la France. Les produits de substitution aux céréales, que les *farmers* américains expédient en grande quantité vers l'Europe, continueront d'arriver comme avant, mais Washington et Bruxelles « se consulteront automatiquement » si ces entrées de « corn gluten feed » dépassent 5,7 millions de tonnes, c'est-à-dire la moyenne des importations de 1990-1992. « Se consulteront »... mais pour quoi faire ?

Fr. Gr.

Industrie textile : un compromis euro-américain

Meilleur qu'ils ne le redoutaient. Moins bon, sans doute, qu'ils ne l'auraient voulu. Le texte de compromis défendu jusqu'au bout par les négociateurs américains et européens, contre l'Inde et le Pakistan, a de quoi rassurer les industriels européens du textile, même s'il justifie quelques récriminations de leurs confrères de l'habillement. Proche du document élaboré, il y a deux ans déjà, par l'ancien directeur général du GATT, Arthur Dunkel, il s'en éloigne sur un point : l'ouverture des marchés des pays en développement.

Le texte Dunkel prévoit la réintégration - progressive - dans le cadre général du GATT du commerce mondial textile, soumis depuis 1974 aux règles particulières des Accords multilatéraux. Inspirés par les accords de Lancaster House de 1947 limitant les exportations vers la Grande-Bretagne de produits textiles de Hongkong, ces accords subventionnent au contingentement des importations, prohibé, une limitation des exportations. Aujourd'hui encore, les échanges de produits textiles sont encadrés par des quotas d'exportation, pays par pays, produit par produit (*le Monde* du 21 avril 1992).

Prévoit sur dix ans, la réintégration du textile dans le GATT doit se faire selon deux modalités distinctes mais complémentaires : la disparition, par grandes étapes, des quotas sur certaines catégories de produits ; l'augmentation progressive des autres contingents jusqu'à leur totale suppression.

Le projet Dunkel ne faisait aucune obligation aux pays expor-

tateurs - des pays en développement, en général - d'ouvrir leur propre marché. Cet « oubli » était fortement contesté par des industriels occidentaux, inquiets de se voir de plus en plus durement concurrencés à domicile et soucieux de pouvoir exporter : certains pays en voie de développement abritent désormais une classe moyenne au pouvoir d'achat non négligeable. C'est pour obtenir cette réciprocité qu'industriels européens et américains avaient fait taire leurs divergences, en septembre à Boston, pour demander que le démantèlement de l'AMF soit étroitement « lié » à l'ouverture des marchés du tiers-monde (*le Monde* du 18 septembre).

C'est pour cela, aussi, que les négociateurs américains et européens s'étaient mis d'accord, il y a une quinzaine de jours à Bruxelles, pour régler l'essentiel du contentieux les opposant sur les « pics » tarifaires, ces droits de douane particulièrement élevés appliqués outre-Atlantique à nombre de produits importés, l'habillement demeurant sujet à litige. Sir Leon Brittan s'en est satisfait, malgré les fortes réserves du Portugal notamment. Devenue possible, l'alliance entre Européens et Américains a alors pu fonctionner. Rejoins par certains pays, comme le Chili, elle oblige les pays en voie de développement membres du GATT à se prononcer clairement sur l'ouverture de leur propre marché. Avec, pour les Occidentaux, quelques chances, semble-t-il, de l'emporter.

PIERRE-ANGEL GAY

Services financiers : une dérogation en faveur des États-Unis

Les États-Unis ont obtenu satisfaction sur les services financiers. Ils bénéficient d'une dérogation exceptionnelle qui leur permet de ne se pas soumettre durant dix-huit mois à la règle générale. Dans un domaine jugé « stratégique » par les Américains, qui s'opposent au reste du monde et notamment à l'Asie, Washington a obtenu le soutien européen. Une concession en forme de monnaie d'échange.

Les États-Unis ne souhaitent pas depuis le début des négociations ouvrir leur marché de services financiers (banque, assurances, courtage boursier) à tous les pays du cycle de l'Uruguay. Ils estiment que certains d'entre eux - Japon, Singapour, Malaisie, Thaïlande et la plupart des pays du Sud-Est asiatique - bloquent ou limitent l'accès à leurs marchés. Mais, en voulant conditionner l'ouverture du marché américain, ils remettent en question une des règles fondamentales du GATT, la

« clause de la nation la plus favorisée », selon laquelle les avantages accordés à un pays sont automatiquement appliqués aux autres.

Dans leur accord bilatéral, Américains et Européens ont prévu que les États-Unis auront le droit, pendant dix-huit mois, jusqu'à la mise en place le 31 juillet 1995 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'observer la façon dont les autres pays donnent des signes d'ouverture de leurs marchés. Puis ils auront six mois pour prendre une position définitive : appliquer les mêmes règles pour tous les pays ou n'ouvrir leur marché qu'aux États faisant preuve de bonne volonté. L'Union européenne se réserve le droit d'appliquer le même système mais « ce sera seulement si la situation le requiert », indique Hugo Paemen, un des principaux négociateurs européens.

E. L.

Aéronautique : du provisoire

Les États-Unis et l'Union européenne ont décidé de proroger l'accord bilatéral du 17 juillet 1992 régissant les subventions aux avions civils gros porteurs jusqu'à la fin de 1994, ce qui leur donne un délai supplémentaire pour trouver un accord « multilatéral » au GATT, selon les informations disponibles dans la matinée du mercredi 15 décembre. En cas d'échec des négociations au bout d'un an, l'aéronautique serait intégrée au code général des subventions mais avec deux modifications tenant compte des spécificités du secteur.

L'accord de juillet 1992 prévoit pour les avions civils gros porteurs un taux d'aides directes de 33 % du coût de développement du programme et des aides indirectes (notamment à travers les crédits militaires) représentant 4 % du chiffre d'affaires annuel d'une firme donnée, ou 3 % du chiffre d'affaires annuel de l'industrie en question. Durant la prorogation, les négociations pour un accord global

vont se poursuivre sur la base des propositions de Michael Lindström, président du code des avions au GATT, qui font référence à l'accord de 1992.

Tout l'enjeu pour les Européens est d'obtenir qu'on ne révoque pas dans un éventuel accord sur les aides accordées par le passé dans le secteur aéronautique, expliquait-on de source bien informée. De leur côté, les Américains s'opposeraient à un renforcement du contrôle des aides indirectes. En cas d'échec des discussions, le secteur sera soumis au code général des subventions avec deux exceptions. En cas de présumption de préjudice lié à des aides, ce sera à « l'attaquant » d'en faire la preuve (et non plus à « l'attaqué » si le niveau de subvention est supérieur à 5 %). Second point, en cas d'échec commercial d'un programme, les industriels ne seraient pas tenus de rembourser les aides perçues.

M. La.

Transports maritimes : un statu quo protectionniste

Les mesures protectionnistes prises de longue date par l'administration des États-Unis dans l'organisation des transports maritimes seront maintenues après la signature de l'accord du GATT, la partie américaine n'ayant fait aucune « offre d'engagement » substantielle, sauf sur le sujet limité des services dans les ports. L'Union européenne a libéralisé quasi-totalement ce secteur, sans obtenir de réciprocité.

La concurrence entre les vieilles nations européennes, traditionnellement maritimes, et le reste du monde se traduit par une faiblesse accentuée des flottes marchandes (sauf quelques compagnies danoises), soumises à une vive pression des États-Unis et de pays asiatiques dynamiques, comme le Japon, la Corée, Taïwan, la Malaisie, Hongkong ou Singapour. Le libre-accès, décidé en 1986 et effectif depuis le 1^{er} janvier 1993, de tous les armements mondiaux au trafic maritime de la Communauté, se traduit ainsi par la domination des armements américains, comme le géant Sealand, ou asiatiques, comme Evergreen (taïwanais) et NYK (japonais).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

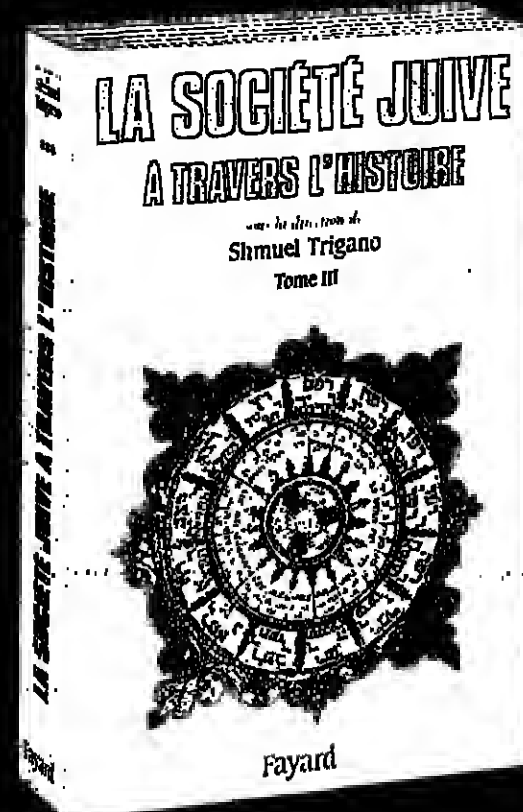
Le Monde
DES LIVRES

sous la direction de
SHMUEL TRIGANO

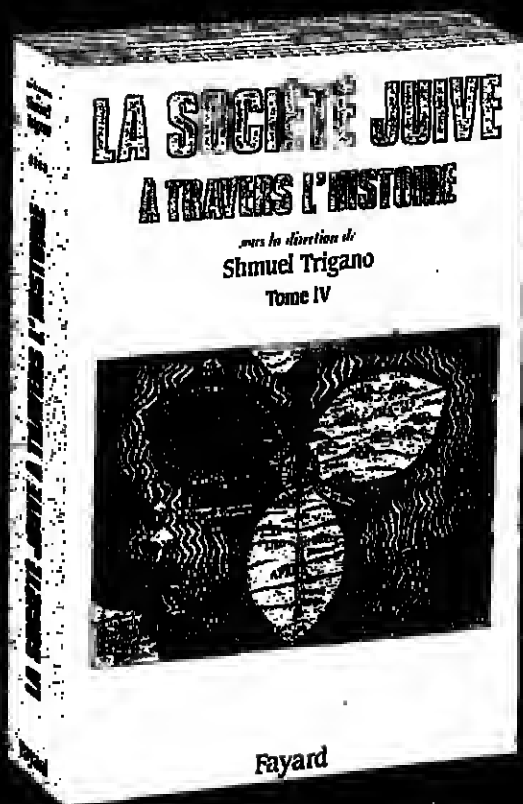
LA SOCIÉTÉ JUIVE À TRAVERS L'HISTOIRE

Deux volumes viennent compléter la magistrale enquête dirigée par Shmuel Trigano sur le devenir du peuple juif... Cette fresque impressionnante commence avec Moïse et se poursuit sous nos yeux : c'est dire la multiplicité des registres abordés ; institutions, sociétés, cultures, ashkénazes et séfarades, nomades et citadins tissent une histoire unique... Plus qu'une religion, plus qu'un peuple, c'est une civilisation qui se révèle à nos yeux.

Dominique Bourel, *L'Express*



596 p.
250 F



802 p.
290 F

Déjà parus :

Tome premier : *La Fabrique du peuple*, 786 p., 280 F.

Tome deuxième : *Les Liens de l'Alliance*, 642 p., 250 F.

l'Histoire
chez
FAYARD

Jours de Fête

1100 F CUIR

1350 F CUIR

LA BAGAGERIE

PARIS 11, LA BOULÈVE SAINT-HONORÉ 8 - 1^{er} ET 2^{ème} FLORENTIN 15
4, RUE DU FOIRÉ - 7^{ème} RUE DE PASSY 16 - TOUR MONTPARNASSE 15
BAGAGERIE CUIR 46, AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 14
PARIS 2 - LYON 3 - NICE 1 - POULLEY 1
GALLERIE LAFAYETTE - 100 MONTMARTRE, NICE, LYON, CORBELLIER

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'exclusion du secteur de la culture et ses conséquences

Les Européens gardent leur liberté pour l'audiovisuel

L'exclusion du secteur audiovisuel des accords du GATT nécessite l'élaboration d'une liste d'exemptions à la clause de la nation la plus favorisée. Concrètement, les deux autres règles fondamentales du GATT, l'accès au marché et le traitement national, les Européens ne sont pas contraints à des offres progressives de libéralisation. En clair : les quotas et les subventions sont maintenus et protégés. Les Européens gardent leur liberté pour l'audiovisuel.

Les Américains ont-ils particulièrement mal négocié ? C'était en tout cas l'avis d'un des collaborateurs de Leon Brittan, négociateur de l'Union européenne au GATT, qui nous confie, mardi 14 décembre au soir : « Les États-Unis ont eu la possibilité d'être associés à l'élaboration du Livre vert sur l'audiovisuel, ils ont eu la possibilité de participer aux assises de l'audiovisuel qui ont eu lieu en avril 1994, ils auraient pu faire entendre leur voix sur une éventuelle réforme de la directive Télévision sans frontières, ils n'ont pas saisi cette chance ».

L'absence d'accord au GATT sur l'audiovisuel permet en effet à l'Union européenne de conserver sa pleine autonomie réglementaire. C'est là la vraie victoire des Européens et la grande crainte des studios hollywoodiens, qui ont toujours redouté l'érection d'éventuelles barrières destinées à freiner l'arrivée des programmes de télévision et des films *made in Hollywood* sur un marché de 350 millions de consommateurs.

Au plan technique, le secteur de l'audiovisuel n'est pas formellement « exclu » du GATT. Il aurait fallu, pour ce faire, un accord écrit de l'ensemble des pays membres. Les services audiovisuels sont donc intégrés dans le texte général (Acte final), mais pour mieux s'y soustraire. Explication : en fait, le GATT comprend trois règles fondamentales. D'une règle horizontale à tous les secteurs, la clause de la nation la plus favorisée, qui indique que chaque avantage accordé effectivement par un pays à un autre doit être étendu à tous

les autres. A cet égard, tous les avantages que les douze pays de l'Union européenne s'accordent entre eux (subventions, etc.) feront l'objet d'une longue liste d'exemptions à la clause de la nation la plus favorisée. L'audiovisuel européen se retrouve donc inscrit dans le GATT, mais avec des parenthèses clairement signalées. Les membres de l'Union européenne peuvent donc bâtir un système d'aides internes sans avoir à l'étendre à la planète, ce qui reviendrait à le démanteler.

Les deux autres règles fondamentales du GATT, l'accès au marché et le traitement national, sont des règles verticales, secteur par secteur. La règle du traitement national (un avantage accordé à un fournisseur national sur un type de marchandises précis doit être étendu à tous les fournisseurs) et la règle d'accès au marché (pour une marchandise précise, un pays accorde les mêmes avantages à tous les fournisseurs) obligent tous les pays membres du GATT à élaborer des « offres ». Chaque pays s'engage par écrit, et de manière chiffrée, sur les secteurs qu'il ouvre à la concurrence. La vraie victoire des Européens est

l'absence d'offre. Ces chapitres demeureront vierges de tout engagement de libéralisation progressive ou rapide.

Les quotas de diffusion qui étaient visés par la règle d'accès au marché et la redondance sur la copie privée (base sur les vidéocassettes instituée au profit des auteurs), qui était menacée d'un partage avec les Américains à cause de la règle du traitement national, peuvent perdurer sans risque de démantèlement progressif.

Mesures de rétorsion ?

L'absence d'engagement par rapport aux règles verticales du GATT présente également l'avantage de laisser aux Européens les mains libres en vue d'éventuelles améliorations du dispositif réglementaire ou de subventions. Les Européens pourraient durcir les quotas s'ils le souhaitent, et le système de subventions qui a permis à la France de conserver une industrie cinématographique peut être étendu à l'Europe si les Douze le souhaitent. Aucune contrainte commerciale extérieure ne viendra les en

empêcher. La vraie liberté concerne toutefois les nouvelles technologies. Comme nul ne sait actuellement comment seront achevées les images du futur (câble, fil du téléphone, réception directe satellitaire...), l'Union européenne garde toute marge de manœuvre pour réglementer le secteur.

Même si le conseiller économique à la Maison Blanche Bowman Cutter a évoqué, mardi 14 décembre à Washington, « des mesures de rétorsion » unilatérales, même si le négociateur américain, Mickey Kantor, a affirmé que les États-Unis n'abandonneront pas à « utiliser tous les moyens à leur disposition pour faire ouvrir les marchés », des collaborateurs de Leon Brittan estimaient, mardi soir, qu'il ne faut « pas céder à la panique ». Les instruments de rétorsion existent, mais il n'est pas sûr que les États-Unis les utilisent. Ils ont plus à perdre qu'à gagner en le faisant. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, en effet, que les films et les programmes de télévision ont permis aux États-Unis de dégager sur l'Europe, en 1992, un excédent commercial de 3,6 milliards de dollars.

YVES MAMOU

Les Douze ont devant eux d'autres « guerres des images »

Au motif que la culture n'est pas une marchandise comme les autres, les Européens viennent d'obtenir que l'audiovisuel soit exclu de l'accord global du GATT. Face aux vents contraires venus d'Hollywood, l'Union européenne a ainsi pris ses chaînes de télévision. Elle conserve le droit d'imposer des quotas, de subventionner son cinéma et de réglementer ses écrans. Il serait mesquin de bouter cette victoire à l'arraché, car une défaite aurait compromis toute chance de garder aux créateurs européens un terrain où cultiver leurs spécificités, où protéger leurs racines. Mais il serait dangereux pour l'Europe de se contenter d'une bataille gagnée, quand son futur

dans la guerre des images dépend encore de l'issue de deux autres combats : celui de la production et celui des réseaux d'information.

Créer des « autorités de l'information »

Rien ne sert de protéger les écrans européens si l'on n'a pas de quoi les remplir. Le morcellement juridique et linguistique du continent, les difficultés de coopération entre auteurs nationaux sont autant d'obstacles à l'essor d'une production audiovisuelle européenne abondante et de qualité, à même de rivaliser avec la puissance américaine et de rassasier l'appétit d'images des citoyens. Ce constat

d'un déficit de production et de circulation des programmes, qui avait justifié les premières Assises de l'audiovisuel en 1989, reste globalement valable malgré les efforts déployés depuis. La Commission européenne prépare d'ailleurs pour le printemps prochain un Livre vert sur l'audiovisuel, qui fera l'état des lieux, et servira de base à de nouvelles Assises de l'audiovisuel.

L'Europe doit aussi se mobiliser sur un autre front, celui des réseaux. Le Livre blanc préparé par Jacques Delors et discuté au dernier conseil des ministres européens de Bruxelles (le Monde des 11, 12-13 et 14 décembre) estime que « l'ouverture d'un monde multimedial (son, texte, image) constitue une mutation comparable à la première révolution industrielle ». Il constate que « les États-Unis ont pris de l'avance » et plaide pour que la « dimension européenne » donne à « l'essor de la société d'information ses meilleures chances ». Bien au-delà de la seule image de « loisirs » des chaînes de télévision (multipliées par dix d'ici la fin du siècle) ou du câble (avec un triplement des abonnés), le programme de la Commission vise à créer des « autorités de l'information » qui accélèrent les mutations de la production, de l'organisation du travail et de la consommation.

Priorité sera donnée aux réseaux à large bande, aux services qui « faciliteront l'accès à l'information (banques de données, information courrière électronique), son échange (vidéo interactive) », et enfin aux applications dans quatre secteurs : télétravail, téléformation, télé-médecine, télé-administration. Un groupe de travail doit préciser, d'ici le 31 mars 1994, cet ambitieux projet. La Commission estime l'investissement nécessaire (privé pour l'essentiel) à 67 milliards pour les réseaux à haut débit et 10 milliards pour les serveurs vidéo interactifs (1). Abandonner la maîtrise de ces futurs réseaux paneuropéens serait s'exposer, en matière d'information, à la même dépendance que l'Europe a laissée se creuser pour la distraction. Nul quotas ou règlement n'y suffira. Défendre ses chaînes ne suffit pas, il faut aussi construire ses réseaux.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Un éco vaut environ 6,60 francs.

Hollywood s'irrite

LOS ANGELES

Correspondance

La déception était générale, mardi 14 décembre, dans les grands studios d'Hollywood. Chez Warner comme chez Disney. Les cadres des maisons de productions, parfois irrités, se retranchaient derrière le communiqué de Jack Valenti (lire ci-dessous). Pour Alan Citron, l'un des responsables de la rubrique show-business du *Los Angeles Times*, « la déception est d'autant plus forte que même un compromis n'a pu être atteint. Hollywood comprend le désir qu'a telle ou telle culture de se protéger, mais le système capitaliste américain dit que c'est la force qui survit, et c'est ainsi que cela fonctionne ici, souligne ce journaliste. Si les Français, les Anglais ou les Allemands veulent voir des films américains, personne ne doit les en empêcher ».

A Carmel (Californie), chez Kagan Associated, l'un des principaux cabinets d'analyses financiers du show-business, on se dit néanmoins optimiste en prédisant que les barrières commerciales tomberont

dans les prochaines années. Les producteurs avaient demandé à Bill Clinton, lors de son passage à Los Angeles la 4 décembre dernier, de leur apporter son soutien dans les négociations du GATT. Hollywood, après avoir aidé M. Clinton en 1992, durant sa campagne électorale, notamment en collectant des fonds, attendait une plus grande attention de la part du président. « Les critiques vont moins aujourd'hui contre les Européens que contre Washington », notait Alan Citron, mais pour le moment, les uns et les autres sont prudents et restent silencieux ».

Pour les cinéastes et les producteurs, l'échec du GATT est compensé par d'excellents résultats en 1993. A elles seules, les entrées dans les cinémas aux États-Unis et au Canada devraient rapporter pour cette même année 5,01 milliards de dollars, montant record de 1989. Quant aux ventes à l'étranger de films, émissions de télévision et cassettes vidéo, elles auraient augmenté de 10,2 % lors des six premiers mois de l'année par rapport à 1992.

RÉGIS NAVARRE

Jack Valenti : « La CEE tourne le dos à l'avenir »

Le président de la Motion Picture Association of America (MPAA), Jack Valenti, qui incarne la défense des intérêts de Hollywood, a réagi en faisant diffuser la déclaration suivante :

« La plus grande négociation de notre temps prend fin. La CEE, notre marché le plus important, ne nous laisse aucun espoir. Son refus de négocier sérieusement l'audiovisuel est du protectionnisme flagrant et à découvrir. Dans un traité global censé faire baisser les barrières douanières, la CEE a construit un grand mur, empêchant de passer les créateurs et créatrices qui ne sont pas de l'Europe ».

« L'ultime offre de la CEE est, en fait, lamentable ; insultante, facile de mots qui ne veulent rien dire, avec le seul désir clairement exprimé de couper court à toute discussion. Nous n'avons, pour notre part, jamais cherché à supprimer contingentement ou subventions, nous avons fait montre de souplesse

jusqu'au bout, nous efforçant de concilier nos préoccupations et les siennes, dans l'espoir d'un règlement final équitable. Nous ne demandons pas autre chose. Nous n'y sommes pas parvenus ».

« Cette négociation n'avait rien à voir avec la culture (à moins de considérer que toute série ou tout jeu télévisé d'origine européenne ne saurait être que l'équivalent culturel d'une comédie de Molière). La seule chose qui ait vraiment compté, c'était l'argent et avec quelle cupidité ! A une époque où les technologies nouvelles offrent à tous les téléspectateurs, ou sein de chaque famille, sur tous les continents, l'avantage de choix et d'ouverture (télévision câblée, programmes transmis par satellite, télévision interactive, compression numérique) ; à une époque de libre-échange des idées, des spectacles, des informations — et tout cela n'est qu'un début — la triste vérité est que la CEE tourne le dos à l'avenir ».

Les réactions dans la profession

« L'Union des producteurs de films. — « Reste à tous les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel européen à faire bon usage de la confiance et du soutien qui viennent de leur être confirmés pour construire l'industrie audiovisuelle forte, indispensable au développement de l'identité européenne ».

« La SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques). — « La détermination et l'action conjuguées du président de la République, du gouvernement et de Jacques Delors, soutenus fermement par l'ensemble des professionnels, préserveront, à ce stade, la pluralité des cultures européennes. Le détail des négociations a révélé l'apreté avec laquelle l'industrie américaine de l'audiovisuel veut contrôler le marché mondial. Il faut donc sans doute se tenir prêt à de futures négociations difficiles ».

« La Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français : « Cet accord, qui

maintient intacte la copacité de l'Europe de conserver pour le présent et pour l'avenir la faculté de réglementer le secteur audiovisuel et de soutenir le développement de la création cinématographique et audiovisuelle, est un succès pour la France et pour l'Europe (...). Pour l'avenir, il convient toutefois de rester prudent et vigilant compte tenu des formidables pressions que les compagnies américaines ne manqueront pas d'exercer en vue d'obtenir un monopole dans ce secteur d'activité ».

« Daniel Toscani du Plantier, président d'Unifrance : « C'est une victoire inespérée. Nous avions beaucoup de craintes parce que Mickey Kantor est un avocat d'Hollywood. Le cinéma français ne pouvait pas empêcher un accord mondial sur la liberté du commerce qui était indispensable à la relance économique. Il fallait sortir du blocage. Et si on reprend cette négociation on pourra toujours dire non ».

L'efficacité des « seconds rôles » et le silence de TF 1

Il y aura désormais un évant et un après. Mais il y aura aussi, en France, ceux qui en étaient et ceux qui n'ont pas levé le petit doigt. Au premier rang des professionnels, il y avait surtout Pascal Rogard, délégué général de l'ARP (Auteurs-réalisateurs-producteurs, l'association que dirige Claude Berri) et président de la Chambre syndicale des exportateurs de films. Associé à Yvon Thieck, délégué d'Eurocinéma, le bureau de représentation des producteurs à Bruxelles, il a inlassablement mobilisé les plus talentueux des réalisateurs et producteurs européens, parlé, multiplié les notes, pour que jamais l'attention des pouvoirs publics ne se relâche. Sans ces deux professionnels, épaulés par une poignée d'acteurs, la détermination des politiques aurait peut-être été moins décisive.

Parmi les hommes qui ont agi dans l'ombre, hommage doit également être rendu aux fonctionnaires du ministère des finances. Jean-François Boinin, sous-directeur à la direction des relations économiques extérieures (DREE), et son adjoint Jeanblanc Rissler, cheville ouvrière techniques, ont, en permanence, centralisé l'information, rendu transparents des dossiers extrêmement techniques et travaillé d'arrache-pied pour éclairer les décisions des dirigeants politiques, tant au

cours des négociations au jour le jour entre Leon Brittan et Mickey Kantor que sur les enjeux économiques et juridiques de ces discussions.

A un niveau plus politique, l'ambassadeur Bernard Miyet, représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations unies, à Genève, a joué un rôle crucial pour la sensibilisation des partenaires européens de la France sur le dossier audiovisuel. La solidarité du front européen doit beaucoup à ce diplomate, ancien consul général de France à Los Angeles, qui présida de 1989 à 1991 le Comité européen des coordinateurs Eureka audiovisuel et exerça à la même époque les fonctions de directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay.

L'absence des grands groupes de communication

A un niveau plus élevé au sein de l'exécutif, Bernard Lataret, conseiller technique à l'Elysée, et Yves-Thibault de Silguy, conseiller pour les affaires européennes au cabinet d'Edouard Balladur, ont efficacement « collaboré » sur ce dossier.

Il y a eu aussi des absents. Le service juridique et technique du ministère de la communication,

le Centre national du cinéma et le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'ont eu que des apports techniques épisodiques au cours de la bataille. Mais les plus silencieux ont été les grands groupes de communication. Qu'il s'agisse de TF 1, Canal Plus, Châqueurs, Hevas... ils se sont bien gardés d'apparaître à un moment quelconque de la dispute euro-américaine.

Comme le remarque *Variety*, le journal des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel américain, dans son édition du 20 décembre, pendant que la bataille du GATT faisait rage sur les quotas et les subventions, « les vrais tenants du pouvoir médiatique ont tranquillement continué à redessiner la carte de l'audiovisuel mondial ». NBC a pris le contrôle de la chaîne câblée européenne Superchannel, Canal Plus a passé un accord avec Time Warner en Turquie, Châqueurs a entrepris de construire de gros complexes cinématographiques en Europe avec Warner, etc.

Quant aux dirigeants de TF 1, ils ont expliqué longuement aux élus français qu'ils étaient contre le système des quotas. La réside peut-être la vraie morale de l'histoire : les grands groupes de communication français et européens se préoccupent d'abord de business et très peu de culture.

Y. M.

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

Raymond Barre

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

JEUDI 16 DECEMBRE
7h45/9h

Le président Clinton

TERRE D'UN NOUVEAU DE SOLI



MAINTIEN C'EST CHACUN

COMITE CATHOLIQUE CENTRE

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le président Clinton évoque, malgré des déceptions, une « victoire historique »

WASHINGTON et NEW-YORK

de nos correspondants

« Nous sommes proches d'une victoire historique. » Les cent dix-sept pays membres du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) n'étaient pas encore parvenus, à Genève, à un accord global de libéralisation des échanges mondiaux que, déjà, Bill Clinton entendait, mardi 14 décembre, donner le ton à Washington. L'aboutissement heureux, s'il est confirmé, de sept années de négociations commerciales multilatérales va épargner l'économie mondiale du désastre annoncé : un échec aurait eu, dit-on ici, des effets catastrophiques, aussi bien politiques qu'économiques.

C'est « une victoire historique dans nos efforts pour ouvrir les marchés étrangers aux produits américains », a déclaré le président. En commentant le futur accord avant même la fin des discussions, Bill Clinton voulait peut-être étouffer à l'avance les critiques de ceux qui pourraient s'inquiéter du prix payé par les États-Unis. Un accord au GATT, et « le plus important jamais conclu en matière de libre-échange », valait bien quelques coulures, notamment sur l'audiovisuel, laissait-on entendre à la Maison Blanche. Le compromis final attendu mercredi avant minuit heure de Washington (jeudi 6 heures à Paris) ne sera, cependant, un vrai succès pour le président américain que lorsqu'il aura été ratifié par le Congrès (vraisemblablement en cours du printemps prochain).

Pour Washington, un compromis à Genève avant le 15 décembre était devenu progressivement indispensable, tant l'administration s'était investie dans cette affaire. Sur le plan politique, d'abord. Un désaccord persistant entre les États-Unis et l'Europe sur quelques dossiers

après tout économiquement marginaux – culture et agriculture – aurait été violemment dénoncé par la centaine d'autres pays concernés, et en particulier par les nations du tiers-monde. Le différend entre Washington et l'Union européenne aurait ensuite détérioré le climat au sein de l'Alliance atlantique, rendant plus difficile encore le débat sur l'avenir de l'OTAN.

Sur le plan économique, l'enjeu n'était pas moins important. Nombreux sont ceux qui, à Washington, anticipaient, en cas de blocage, une montée généralisée des protectionnismes, avec le souvenir des tragiques encheînements des années 30 et de la grande dépression. Mais la détermination américaine à parvenir à un accord a aussi des fondements plus positifs : elle s'inscrit totalement dans la stratégie économique globale mise en œuvre depuis un an par Bill Clinton.

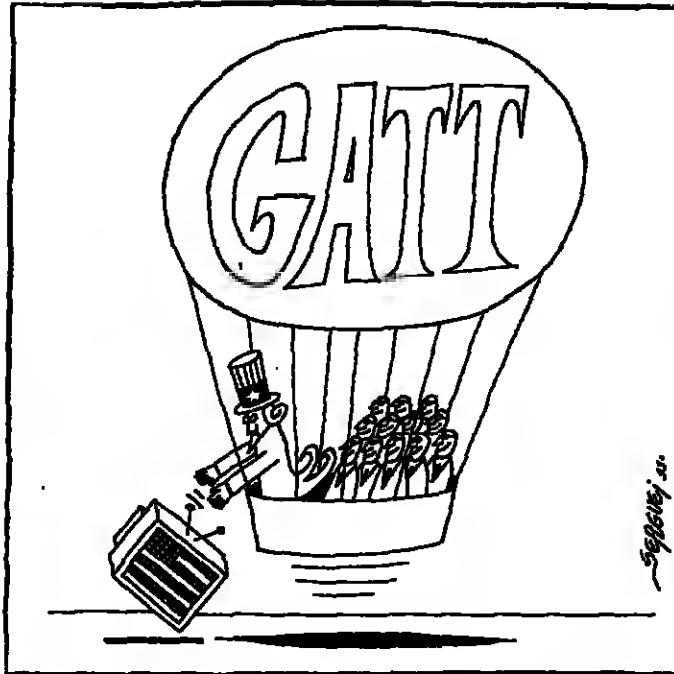
Promesse de nouveaux emplois

Pour l'administration démocrate, la création d'emplois – l'obsession du président – passe par le développement des exportations. L'ouverture de nouveaux marchés étrangers est ainsi, avec l'assainissement des finances publiques, l'un des piliers essentiels de sa politique économique, comme l'ont encore expliqué, mardi, ses principaux conseillers, Robert Rubin et Laura Tyson. Super VRP de l'industrie américaine, M. Clinton mène une diplomatie économique très active qui paraît souvent lui tenir lieu de politique étrangère.

Dans cette perspective, il s'est engagé dans un « triathlon » périlleux dont les trois épreuves avaient pour nom l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain), la CEAP (Communauté économique Asie-Pacifique) et le GATT. A l'occasion de chacune d'elle, de nouvelles bar-

rières devaient être abattues, ouvrant de nouveaux marchés aux exportateurs américains. Au bout de la course, la promesse de nouveaux emplois : deux cent mille sur trois ans avec l'Aléna, près d'un million et demi en dix ans avec le GATT. L'Aléna a été ratifiée par le Congrès le 17 novembre. La réunion des chefs d'État et de gouvernement de quinze pays d'Asie et du Pacifique, à Seattle fin novembre, est présentée, ici, comme prometteuse. Il ne restait plus qu'à obtenir un accord sur le GATT.

Les États-Unis estiment être d'autant plus intéressés à une telle libéralisation du commerce mondial qu'ils se sentent particulièrement bien placés aujourd'hui pour en tirer parti. Comme le souligne Laura Tyson, l'économie américaine, après plusieurs



années de restructurations, dispose aujourd'hui d'atouts considérables : des coûts de production faibles, une productivité élevée, une inflation maîtrisée, des taux d'intérêt bas et un « leadership » retrouvé dans de nombreuses technologies de pointe. D'où la satisfaction d'ensemble dont on faisait part, mardi, à la Maison Blanche.

Si les responsables américains étaient encore prudents, la physiologie de l'accord ne semblait pas faire de doute. Bowman Cutter, un des adjoints de M. Rubin, disait que les États-Unis étaient satisfaits d'avoir obtenu une réduction de près d'un tiers du niveau des tarifs douaniers sur les produits industriels, satisfaits aussi d'avoir réussi à ébranler le système de subventions agricoles européennes et ouvert des marchés à l'agriculture américaine, satisfaits encore que les négociations aient jeté les bases d'un « régime qui contrôlera le type de subventions utilisées en faveur d'Airbus ».

Les États-Unis apprécient également que l'accord final permette à leurs industries de pointe d'obtenir une protection renforcée de la « propriété intellectuelle ». Ils se félicitent, enfin, que soient laissés à peu près intacts leurs instruments de défense commerciale (qu'il s'agisse de la législation antidumping ou de la section 301 sur la concurrence jugée déloyale) ; lesdits instruments ne pourront, cependant, être utilisés qu'en dernier recours, après que les mécanismes multilatéraux de règlement des conflits auront été épuisés. Moins évidents, les résultats atteints sur la réciprocité en matière d'ouverture des marchés financiers – un des grands objectifs du cycle de l'Uruguay – ne seraient qu'un début. La bataille sur l'audiovisuel s'est, elle, traduite par une défaite américaine.

La stratégie du retrait

Plutôt qu'accepter des offres européennes que les États-Unis jugeaient inadmissibles, ils ont choisi, pour préserver l'accord, d'avaliser la coulure de « l'exception culturelle » et, donc, d'exclure l'audiovisuel du cycle de l'Uruguay. En étant finalement contraint de renégocier le volet agricole – le fameux préaccord de Blair House –, le négociateur américain, Mickey Kantor, avait fait retraite une première fois ; après avoir juré qu'il n'y aurait pas de GATT sans l'audiovisuel, il a dû, une seconde fois, faire marche arrière. Dans un cas comme dans l'autre, les États-Unis semblaient avoir sous-estimé la solidarité entre membres de l'Union européenne – et notamment – entre l'Allemagne et la France.

Dans un cas comme dans l'autre, M. Clinton a tranché, prêtant des concessions sectorielles à un blocage général. C'est lui qui, tard dans la nuit de lundi à mardi, a dit à M. Kantor de « lâcher » sur l'audiovisuel. « Je suis sûr qu'on n'a pu résoudre ce problème », a observé le président américain ; mais j'ai voulu l'exclure de la négociation quand j'ai vu qu'on n'arrivait qu'à une mauvaise solution. » Derrière l'aéronautique, l'audiovisuel est le deuxième secteur exportateur

des États-Unis, réalisant quelque 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires en Europe ; gros contributeur financier du Parti démocrate, Hollywood est aussi l'un des moteurs d'une Californie en pleine récession, État déterminant pour la réélection de M. Clinton.

Autant d'éléments qui expliquent le filet d'amertume perceptible mardi à la Maison Blanche. Bowman Cutter soulignait que la stratégie du retrait avait ses avantages : hors du GATT, l'audiovisuel américain échapperait aux mécanismes de règlements commerciaux prévus par l'accord, et les États-Unis auraient toute liberté pour déployer dans ce domaine leur arsenal de rétorsion (notamment la fameuse section 301 de la législation commerciale américaine). Dénonçant le « dilemme » des hauts fonctionnaires qui « gèrent la culture française », M. Cutter assurait que les consommateurs européens sauraient le mettre en échec... en se ruant sur les productions américaines.

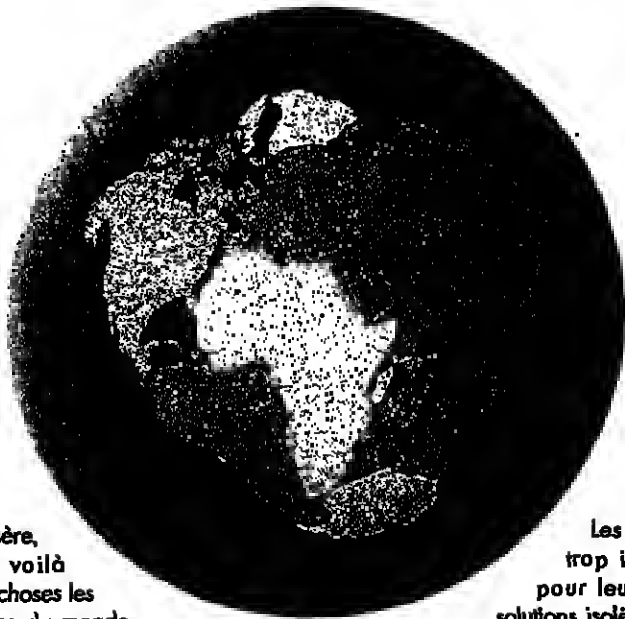
Les États-Unis voulaient notamment ébranler la politique de quotas des télévisions européennes (qui limite la part des émissions réservées aux productions non-européennes) et éliminer les taxes sur les vidéocassettes ou les films – européens ou non – qui sont rétrocédées à l'industrie du spectacle dans différents pays européens (notamment en France). Porte-parole de la puissante Motion Picture Association of America, Jack Valenti a, bien sûr, tonné contre « le protectionnisme flagrant » des Européens et accusé l'Europe de « tourner le dos au futur » (lire page 6).

Le Los Angeles Times évoquait la déception de Hollywood. Dire, pour autant, que Hollywood était sous le coup

d'une grande colère paraissait – en tout cas mardi soir – passablement excessif. Hormis la diatribe de Jack Valenti, les premières réactions hollywoodiennes étaient plutôt apathiques comme si l'industrie du spectacle américaine restait très confiante dans son avenir européen. Après tout, elle contrôle déjà 80 % du marché de l'audiovisuel en Europe et les nouvelles technologies – câbles, satellites, voire lignes téléphoniques – vont essaimer un surcroît d'images dont les gouvernements seront bien en peine de « réglementer » la diffusion.

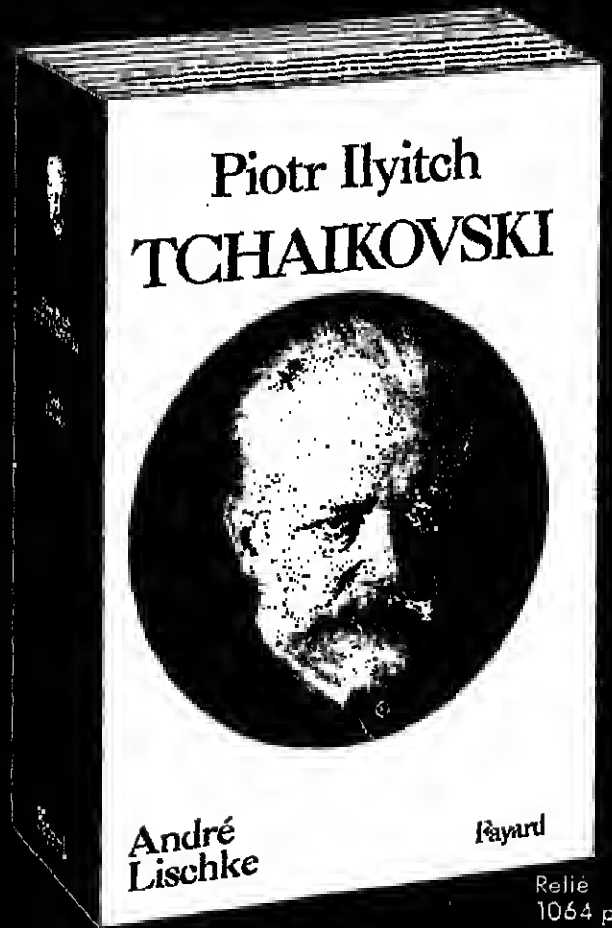
Il reste que l'affaire ne facilitera pas la tâche de M. Clinton lorsque le Congrès sera appelé, sans doute au printemps prochain, à voter, par « oui » ou par « non », sur l'accord final. Car si le président peut se vanter d'avoir atteint un des objectifs de sa stratégie économique générale, l'accord qui se dessine au terme du cycle de l'Uruguay fait pas mal de mécontentes dans les milieux industriels et financiers américains. Le textile se sent particulièrement menacé, les sidérurgistes et la chimie s'estiment toujours pénalisés à l'exportation, les banques et les compagnies d'assurances n'ont pas la garantie d'une ouverture des marchés asiatiques, certaines entreprises de haute technologie estiment que la protection intellectuelle n'est pas assez poussée, etc. Cela fait qu'à la grogne de Hollywood s'ajoutera la colère du Mid West (textiles) et un peu de déception à Wall Street (banques). Au total, M. Clinton doit s'attendre à un débat au Congrès qui, sans avoir la vigueur de la bataille menée à propos de l'Aléna, devrait être beaucoup plus dur que prévu.

ALAIN FRACHON et ERIK IZRAELECZ

TERRE D'AVENIR
UN NOUVEAU MONDE
DE SOLIDARITÉ

La faim, la misère, la détresse... voilà aujourd'hui les choses les mieux partagées du monde. Elles existent partout. Même dans les pays riches, qui ne parlent plus que de récession, chômage, individualisme, crise mondiale et préférence nationale ! Alors, chacun y va de sa solution : interdisons les importations, stoppons les délocalisations, boudons l'étranger hors de nos frontières ! Chacun pour soi, chacun chez soi et les devises seront bien gardées... Non, mille fois non !

Les problèmes sont trop interdépendants pour leur opposer des solutions isolées, des réponses fragmentaires ou simplistes. Le développement séparé, le « choc pour soi », sont des voies sans issue. Pour que tout le monde s'en sorte, il faut une véritable stratégie planétaire, fondée sur le développement solidaire. Oui, il nous faut bâtir un nouveau monde de partage et d'entraide, un nouveau monde de fraternité. Oui, cette Terre d'Avenir est possible. Construisons-la ensemble.

MAINTENANT,
C'EST CHACUN POUR TOUS.COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT
"Grande Cause Nationale 1993" — CCFD 4, rue Jean Lanthier 75001 PARISLA VIE ET L'ŒUVRE
DU PLUS CÉLÈBRE
MUSICIEN RUSSE

S'appuyant sur des documents demeurés cachés jusqu'à ces dernières années, André Lischke tresse dans ses replis les plus secrets la personnalité tourmentée du compositeur de la Pathétique, retrace son existence dont il éclaire d'un nouveau jour certains épisodes, et explore minutieusement la totalité de son œuvre.

la Musique

FAYARD

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Les réactions à l'étranger et en France

Grande-Bretagne : « Un cadeau de Noël bienvenu »

LONDRES

de notre correspondant

Les milieux économiques britanniques ne cachent pas leur satisfaction après la conclusion de l'accord sur le GATT. « Après sept ans de négociations, le GATT a offert aux nations commerciales - en particulier à la Grande-Bretagne - un cadeau de Noël bienvenu », a l'instar du *Daily Telegraph* (conservateur), les éditoriaux soulignent, mercredi 15 décembre, les retombées bénéfiques de l'accord pour une nation qui exporte plus d'un tiers de son produit national brut.

Les secteurs exportateurs - la chimie, l'automobile, l'agroalimentaire - devraient tirer profit de l'ouverture des marchés. En particulier, l'industrie du whisky et du whisky, dont les ventes hors

Grande-Bretagne se sont élevées à 2 milliards de livres (17 milliards de francs) l'an dernier, va bénéficier de l'abaissement immédiat des tarifs douaniers dans sept pays, dont le Japon et la Corée. Paradoxalement, le volet libéralisation des services financiers n'a guère impressionné la City, déjà confrontée à un paysage international fortement déréglementé.

Le succès de Leon Brittan

Le *Financial Times* résume bien l'attitude des professionnels de la première place boursière européenne, favorables à la libéralisation à tous crins : « Il était vital de ne pas permettre que le problème de l'audiovisuel torpillât le cycle de l'Uruguay. Mais il faut applaudir

tout progrès fait par les Etats-Unis en poussant l'Union européenne sur la voie de la libéralisation ».

De l'avis général, le grand vainqueur est Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne, chargé des négociations commerciales. Le *Daily Mail*, tabloïd de droite, voit désormais dans l'ex-ministre de Margaret Thatcher « le probable successeur de Jacques Delors ».

Cet accord permet à M. Brittan, qui ne cache pas ses ambitions de remplacer Jacques Delors à la tête de l'exécutif bruxellois le 1^{er} janvier 1995, de rentrer dans les bonnes grâces de la France. D'autres commentateurs soulignent un possible retour de Sir Leon en politique dans son pays, comme éventuel ministre pour l'Europe. (Interim)

Dans les milieux politiques...

■ Alain Carignon, ministre de la communication : « Il n'y avait pas d'autre alternative envisageable pour le gouvernement français que la non-inclusion du secteur audiovisuel dans l'accord final. C'est une grande et belle victoire pour la culture française ».

■ Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie : « Cet accord préserve la liberté d'action de la France et de l'Union européenne dans un domaine qui, pour notre culture et notre économie, est totalement déterminant. C'est ce que le gouvernement français voulait ».

■ Jack Lang, ancien ministre de la culture : « C'est une bonne nouvelle. C'est le résultat du combat que le président de la République, l'ensemble des hommes publics et les créateurs européens mènent depuis un an. Ce n'est pas la victoire d'un pays contre un autre, c'est la victoire de l'art et des artistes contre la mercantilisation de la culture ».

■ M. Lalonde : « Bonne nouvelle pour l'économie mondiale ». - Brice Lalonde, président de la Générale

tion Ecologie, estime que l'accord du GATT « est une bonne nouvelle pour l'économie mondiale ». « Le souci de la règle du jeu l'a emporté sur la tentation du chacun pour soi (...), ajoute-t-il, mais cet accord est incomplet, car il laisse dans l'ombre les conditions écologiques et sociales de la production ».

■ Les Verts : « Un mauvais accord ». - « L'accord d'aujourd'hui est un mauvais accord, soulignent les Verts, (...) pour l'environnement et le développement du tiers-monde [et] pour la démocratie, parce que les citoyens, les associations, les organisations non gouvernementales, les syndicats, pas plus que les parlementaires, n'ont été associés aux décisions ».

■ M. Le Pen demande un référendum. - Jean-Marie Le Pen, président du Front national, estime que l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur le GATT est « bien, mais artificiel ». « Il serait mieux de poser directement aux Français la question suivante : oui ou non, approuvez-vous les accords du GATT? ».

...et agricoles

■ FNSEA : toujours mobilisée. - « A l'heure où l'on annonce un accord final au GATT et alors qu'aucun document officiel n'a été rendu public, la profession agricole exige que toute la lumière soit faite sur le contenu des décisions prises à Bruxelles et à Genève ».

■ Christian Jacob (CNJA) : parodie. - Pour le président du CNJA, les discussions parlementaires prévues sur le GATT ne sont qu'« une parodie de démocratie puisque les élus ne sont pas au fait des négociations ».

■ La Coordination rurale et la Confédération paysanne manifestent. - A l'initiative de la Coordination rurale, une manifestation a regroupé quelques trois cents agriculteurs sur l'esplanade des Invalides. Des parlementaires comme Philippe de Villiers et Jean-Pierre Chevènement étaient présents. La Confédération paysanne, autre syndicat minoritaire, a posé sur le haut de l'Arc de Triomphe une banderole proclamant son hostilité à l'accord de Genève.

M. Chevènement dénonce une « mise en bière de la démocratie »

Lors d'une réunion publique organisée contre « la fin du GATT », Jean-Pierre Chevènement, a dénoncé, mardi 14 décembre, à Paris, devant près de quatre cents personnes, la « campagne médiatique » qui, selon lui, va justifier l'accord intervenu entre l'Union européenne et les Etats-Unis. « Tous les mythes seront mobilisés pour établir, d'un côté, ceux qui sont modernes, riches, sympathiques, et, de l'autre, vous, les travailleurs, les paysans, les salariés d'Air France, vous, les archaïques, les pauvres gens, les fêlés, les moins que rien », a-t-il affirmé.

Le député (app. PS) du Territoire de Belfort a ajouté : « Le GATT, c'est la mise en bière de la démocratie au profit d'une élite transnationale ». Il a également demandé que les accords du GATT soient soumis au Parlement, en invoquant la Constitution selon laquelle « les traités de paix, les traités de commerce, (...) ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi ». Evoquant la date-butin du 15 décembre imposée par la procédure du Congrès américain (le 15 décembre), M. Chevènement a affirmé : « Pourquoi le Parlement américain et pas nous? ».

Dans l'après-midi, l'ancien ministre de la défense était allé à la rencontre des manifestants réunis aux abords de l'Assemblée nationale à l'appel de la Coordination rurale. Quatre autres personnalités s'étaient associées à la protestation des paysans : Philippe de Villiers, député (UDF) de Vendée et président de Combat pour les valeurs, André Gerio, député (PC) du Rhône, Marie-France Stirbois, membre du bureau politique du Front national, et Jack Lang, ancien député socialiste du Loiret-Cher.

J.-L. S.

Allemagne : un programme de relance

BONN

de notre envoyé spécial

Satisfait en Allemagne dans les milieux politiques, financiers et industriels, où beaucoup pensaient que, si cet accord avait été obtenu plus tôt, et si les négociations n'avaient pas souvent traîné inutilement, la récession ne serait sans doute pas aussi profonde en Europe.

Pour la Fédération allemande de l'industrie et du commerce (DIHT), par exemple, le compromis de Genève est en fait un programme de relance de la conjoncture internationale et européenne, « bien plus important et bien plus constant » que tous les projets « éphémères » ébauchés par la Commission de Bruxelles et son président, Jacques Delors, projets qui, ici, n'avaient guère été appréciés et dont la viabilité avait été contestée.

« Méga-programme conjoncturel »

Mardi 14 décembre également, un porte-parole des associations de consommateurs (AGV) a parlé de « méga-programme conjoncturel » qui devrait apporter, dans quelques années, « plusieurs milliers de deutschemarks supplémentaires, chaque année, aux familles allemandes ».

La presse allemande, qui partageait mercredi 15 décembre ses titres entre le GATT, les suites des élections en Russie et les nouvelles attaques d'Edmund Stoiber, ministre-président éhébien-social de Bavière, entre M. Kohl (qu'il qualifie d'« illusionniste européen »), note, en général, que le compromis de Genève sur le GATT devrait profiter aux branches de l'industrie allemande traditionnellement fortes, comme la construction mécanique, l'automobile et la chimie.

Mais il est clair, estime le ministre de l'économie, que ces accords vont causer des difficultés dans les secteurs plus exposés comme le textile et la sidérurgie.

A. D.

Tokyo : mission accomplie

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon avait, mercredi 15 décembre, le sentiment du devoir accompli dans ce marchandage mondial mais, en dépit des avantages attendus, il souffrait toujours des remous politiques suscités par sa principale concession : l'ouverture partielle du marché du riz japonais aux importations. A l'ultime minute, et en dramatisant son annonce en pleine nuit de lundi à mardi, le premier ministre, Morihiro Hosokawa, a annoncé « le cœur brisé » le feu vert aux importations de riz pour éviter l'isolement du Japon. « Le jour viendra où cette décision sera jugée positivement par l'histoire », avait-il assuré.

Pour les milieux d'affaires, l'heure est au soulagement. Malmenée par la faiblesse de la demande interne, l'industrie nipponne, qui depuis l'après-guerre a fondé ses succès sur les exportations, a tout à gagner d'une libéralisation accrue du commerce mondial. Elle s'est toujours déclarée favorable à la conclusion du cycle de l'Uruguay. « Je suis soulagé car un échec aurait signifié une flambée de protectionnisme », a commenté un dirigeant de la plus grosse maison de commerce de l'archipel Itochu.

« Le Japon n'a pu éviter la division du monde en blocs économiques fermés », assure de son côté le quotidien *Tokyo Shimbun*. Le *Nikkei*, journal des milieux d'affaires, est plus critique et a trouvé le Japon « désemparé » face à l'Europe et aux Etats-Unis qui auraient, selon le quotidien, été libres de mener le jeu à leur guise.

Fragilité de la coalition

Les hommes d'affaires étrangers à Tokyo soulignent que le cycle de l'Uruguay sera sans grand effet sur les vraies entraves au commerce et aux investissements dans l'archipel. Des barrières non tarifaires que les Etats-Unis cherchent plutôt à lever de manière bilatérale et sans s'embarasser des moyens.

Le cycle de l'Uruguay a confirmé la fragilité de la coalition au pouvoir depuis quatre mois. Le Parti socialiste, l'un de ses membres importants, a longtemps hésité avant d'approuver le geste sur le riz. Des défections, comme celle attendue du vice-ministre parlementaire de l'agriculture, pourraient se multiplier et menacer le cabinet Hosokawa qui risque de tomber sur une motion de censure déposée par l'opposition du Parti libéral démocrate.

(Interim)

Italie : « historique »

ROME

de notre correspondant

L'annonce de l'accord au GATT n'a pas provoqué, en Italie, un regain d'intérêt - qui a toujours été fort modeste ici. Mardi, la nouvelle sur le GATT était reléguée - avec les titres sur le sport - à la fin des journaux télévisés. Aucune réaction officielle, ni de la présidence du conseil, ni du ministère des affaires étrangères qui se réservait d'intervenir, mercredi, à Bruxelles. Alfredo Diana, ministre de l'agriculture, a invité, dans une lettre au premier ministre, M. Ciampi, le gouvernement à « éviter d'ulérieures concessions à

d'autres pays, en particulier, pour ce qui regarde les productions méditerranéennes. La réduction des protections tarifaires sur les importations de certains produits risque, continuait-il, d'aggraver les problèmes pour notre agriculture, surtout celle du Mezzogiorno, déjà en situation extrêmement difficile ».

Pour le reste, l'accord est considéré globalement positif pour l'Italie par les commentateurs, avec plus d'avantages que de désavantages pour un pays qui est le cinquième exportateur mondial dans le secteur des services. « Une entente historique » : le mot revient un peu partout dans la presse même si on ne manque pas de rappeler que l'an a dû utiliser quelques subterfuges comme la décision de laisser hors de l'accord l'audiovisuel et que, parallèlement à la satisfaction affichée dans les capitales, les premières protestations s'annoncent. (Interim)

Inde : consentement à risques

NEW-DELHI

de notre correspondant

En dépit de l'opposition farouche du puissant lobbey des agriculteurs, le gouvernement indien est favorable à la signature d'un accord sur le GATT. Si aucune réaction officielle n'était ennuie mercredi matin 15 décembre, le ministre du commerce, Pranab Mukherjee, avait déjà indiqué au Parlement que New-Delhi ne pouvait se permettre de rester à l'écart du cycle de l'Uruguay, sous peine de se retrouver isolée sur la scène économique internationale. Surtout, dans une période cruciale qui voit l'Inde s'ouvrir aux marchés internationaux après des décennies de protectionnisme.

Le gouvernement indien est conscient des conséquences d'un tel accord : les fermiers s'inquiètent de la mise en application d'un système de brevets sur les

graines à haut rendement, dont la distribution risque d'être monopolisée par les multinationales. « L'Inde va devenir un terrain de chasse pour les compagnies étrangères », affirment les opposants.

Mais de violentes manifestations de fermiers en colère ont eu lieu ces derniers mois. Les partis de l'opposition (la gauche comme les nationalistes extrémistes de la droite hindoue) profitent de cette controverse pour agiter la menace que fait peser sur l'« intégrité » économique indienne un accord imposé par les pays riches. Car si l'esprit des réformes s'inscrit dans le droit-fil des recommandations du GATT, les nostalgiques de la politique d'« autarcie » refusent de voir la « plus grande démocratie du monde » se plier aux exigences du nouvel ordre économique mondial.

BRUNO PHILIP



Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde de l'éducation

PALMARÈS 1993

DES CLASSES PRÉPAS COMMERCIALES :

Les résultats aux concours de trente-deux écoles de commerce : les cinq « grandes », le concours ECRICOME, les ESC de province.

A lire absolument avant de choisir une prépa

FORMER LES MANAGERS DE LA CRISE

Les grandes écoles de gestion ont connu ces dernières années un développement et un succès considérables.

Avec la concurrence des universités et la crise économique, elles sont amenées à réfléchir sur l'orientation qu'elles donnent aux études, à l'image des business Schools américaines aujourd'hui sévèrement critiquées, ainsi que sur leur mode de fonctionnement. Dix spécialistes - chefs d'entreprises, directeurs d'écoles, professeurs - s'expriment.

Un débat à découvrir dans « le Monde de l'éducation »

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1993. EN VENTE PARTOUT

هكذا من الأصل

les 7 d'or
1993

merci

à tous ceux qui font les moments exceptionnels de votre télévision

PALMARES FRANCE 2 FRANCE 3

vote du public	France 2	meilleure fiction L'institut
	France 2	meilleur comédien Gérard Klein / L'institut
	France 2	meilleure série ou feuilleton de télévision Le château des Oliviers
	France 2	meilleur journaliste sportif Patrick Chene / Stade 2
	France 2	meilleure comédienne Brigitte Fossey / Le château des Oliviers
	France 2	meilleure photo Jean-Philippe Bourdon / Taratata
	France 2	meilleur son Patrice Cramer / Taratata
	France 2	meilleur montage S. Lang-Willard et M.-S. Dubus / Le château des Oliviers
	France 3	meilleur animateur de débats Jean-Marie Cavada / La marche du Siècle
	France 2	meilleur animateur de jeux Nagui / Que le meilleur gagne
	France 3	meilleur magazine d'actualité ou de société La marche du Siècle
	France 2	meilleur magazine culturel Le cercle de minuit
	France 2	meilleur présentateur du journal télévisé Paul Amar
	France 2	meilleure émission de reportages Envoyé spécial

2
France Télévision **la télévision pour tous**
3

L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le débat en France

Une négociation pilotée par Matignon et surveillée par l'Elysée

Le dossier du GATT a été considéré par François Mitterrand comme relevant de la responsabilité du gouvernement, mais avec une limite : que le cours de cette négociation s'abaisse pas à mettre en cause la construction européenne. Or le risque d'une crise entre la France et ses partenaires n'était pas nul il y a quelques mois. Le président de la République a combiné, pour sa part, l'accompagnement de la stratégie gouvernementale visant à obtenir une remise en question de l'accord agricole de Blair House et une attitude de retrait, préservant sa possibilité d'intervention en cas de menace sur les relations européennes.

M. Mitterrand avait été amené à prendre en charge au premier chef ce dossier après qu'il eut été introduit par les États-Unis dans les discussions du groupe des pays les plus industrialisés, le «G7», à Houston en 1990. Dès 1985, avait rappelé le président de la République lors de son passage à «L'heure de vérité», sur France 2, le 25 octobre dernier, Rocard Reagan l'en avait saisi en lui disant : «On va parler de l'agriculture». «Je lui ai dit : «Non, vous devez discuter de tout, il n'est pas acceptable qu'il n'y ait de débat que sur une partie du commerce international», expliquait M. Mitterrand, qui insistait, il y a deux mois, sur la nécessité de «continuer la négociation».

Le président de la République, estimant que la droite avait tou-

tilement surenchérit, durant la campagne des élections de mars dernier, à propos de l'accord de Blair House, n'avait pas souhaité s'associer aux démarches du nouveau gouvernement pour résoudre le problème qu'il s'était, en partie, créé à lui-même. Lors de la mise au point du mémorandum d'Edouard Balladur, en mai dernier, adressé aux partenaires européens, l'Elysée avait été informé du contenu de ce document. M. Mitterrand avait donné instruction à ses collaborateurs de ne pas négocier sur ce texte, par lequel il s'était dit qu'il souhaitait être lui-même engagé.

Tentatives de contournement

«Pilotée» par le premier ministre, la négociation, sous ses divers aspects, a fait l'objet d'une information régulière de l'Elysée. Anne Lanvergeon, secrétaire générale adjointe de la présidence de la République et «sherpa» de M. Mitterrand pour les sommets internationaux, était chargée de suivre le dossier. Ses bonnes relations avec Yves de Silguy, principal collaborateur de M. Balladur sur ce sujet et, comme elle, ancien «sidérurgiste», ont contribué à la qualité des échanges entre les deux maisons. Un collaborateur du chef de l'État — Anne Lanvergeon ou Hubert Védrine, secrétaire général de la présidence — était présent aux réunions de coordination organisées par Matignon, sauf lorsqu'il s'agissait pour le gouvernement

de définir sa ligne politique vis-à-vis de la majorité, comme cela avait été le cas, par exemple, le 3 décembre.

L'Elysée était aussi informé par les partenaires de la France, qu'il s'agisse de la Commission européenne ou des responsables allemands et américains. Certains pouvaient se risquer à des tentatives de contournement du gouvernement, dit-on à l'Elysée, tandis que, du côté des ministres, on assure n'en avoir observé aucune. Le principal sujet sur lequel le chef de l'État est intervenu est celui de la culture et de l'audiovisuel, pour lequel il a été approché par les professionnels concernés. A en croire l'Elysée, c'est M. Mitterrand qui, à la fin de la semaine dernière, à Bruxelles, avait demandé que les positions américaines sur cette question fussent fermement repoussées. Cette affirmation n'est pas corroborée du côté gouvernemental.

«Vous m'avez tenu à l'écart, mais je vous soutiens», aurait dit le chef de l'État à M. Balladur. Il serait plus exact de dire que M. Mitterrand s'est lui-même tenu à distance d'un affaire qui mettrait le premier ministre aux prises avec sa majorité et que, pour cette raison même, M. Balladur ne souhaitait pas que son contenté, sur le fond, avec le président de la République fut trop visible.

P. J.

M. Chirac devait assurer le gouvernement de la continuité de son soutien

Jacques Chirac, qui intervenait dans le débat sur le GATT comme porte-parole du groupe RPR, mercredi 15 décembre, à l'Assemblée nationale, devait assurer le premier ministre de la continuité de son soutien et affirmer que la détermination affichée par la majorité, avant et depuis les élections législatives, ne pouvait que conforter le gouvernement dans sa politique et l'aider dans la mise en œuvre de l'accord obtenu sur le GATT.

Reprochant à l'ancienne majorité des erreurs dans la conduite des négociations internationales et rappelant l'attitude de refus que l'opposition de l'époque avait alors adoptée, le maire de Paris devait rendre hommage à l'intense et ferme action diplomatique menée depuis neuf mois par Edouard Balladur et Alain Juppé pour faire comprendre la position de la France à ses partenaires et ne pas limiter le champ des négociations

au seul dossier agricole. M. Chirac devait se féliciter des résultats satisfaisants de cette action, en affirmant que la France avait obtenu d'inecontestables garanties en matière agricole, et appeler à la vigilance dans l'application des accords obtenus, notamment en agriculture, qu'elle prenne des mesures financières d'accompagnement pour préserver le revenu et l'activité des exploitants agricoles français. Le député de la Corrèze devait contester que ce soit par frilosité que les négociations du GATT aient provoqué en France de fortes réticences, et expliquer que certains avaient eu le sentiment d'être sacrifiés. Il devait en tirer l'enseignement que l'Europe devait devenir majeure en affirmant sa cohésion et en sachant dominer ses complexes vis-à-vis des Américains.

Enfin, le président du RPR devait prononcer un plaidoyer pro

domo en considérant que c'est en défendant ses intérêts que la France sert le mieux une certaine conception des intérêts du monde, avec, comme exemples, d'une part, l'agriculture, où la vision française ne se réduisait pas à la protection d'intérêts particuliers, mais relève de raisons économiques tout autant que morales face aux besoins alimentaires mondiaux; d'autre part, la culture, dont la richesse doit, à ses yeux, venir de la différence, et justifie que la France se soit battue pour l'«exception culturelle».

M. Giscard d'Estaing : un accord «amélioré»

Orateur principal du groupe UDF, Valéry Giscard d'Estaing, devait faire entendre, mercredi, une variante du «soutien exigeant» dont la confédération gratifie le gouvernement depuis sa prise de fonctions. Réduire au rôle de spectateur, M. Giscard d'Estaing a beau jeu, aujourd'hui, de se féliciter des conclusions favorables des négociations. Il affirmait déjà, il y a quinze jours, qu'en sein de la majorité, «l'UDF a ramené le débat sur le GATT à une tonalité plus raisonnable». Il ne devait pas manquer de le réaffirmer à la tribune de l'Assemblée nationale.

Pour autant, l'ancien président de la République n'entend pas se contenter de grappiller à Edouard Balladur les mérites de son succès. En premier lieu, il devrait profiter du débat de mercredi pour faire une lecture exigeante des résultats obtenus. L'accord sur le volet agricole, selon lui, n'est pas «un bon accord», mais un «accord amélioré». Dans un entretien publié mercredi par Libération, M. Giscard d'Estaing rappelle «qu'une partie de l'opinion publique française avait fait du renoncement à l'accord de Blair House un préalable». L'ancien président de la République lorgne ostensiblement du côté du RPR. «Or le résultat auquel on aboutit n'est pas celui-là», ajoute-t-il. Selon le président de l'UDF, le gouvernement français aurait pu obtenir davantage sur le dossier du «corn gluten feed».

En second lieu, M. Giscard d'Estaing devait reprendre ses thèmes favoris sur la nécessité de l'union européenne. Les négociations du GATT ont fait la preuve, indiquait-il dans Libération, «que lorsque l'Europe est unie, elle arrive à défendre ses intérêts».

COMMENTAIRE

La victoire personnelle de M. Balladur

Le coût de la défaite aurait été pour Edouard Balladur si élevé qu'il n'est que justice que le mérite de la victoire lui soit attribué. Même si, bien entendu, le premier ministre français n'a pas porté seul le charge de la négociation entre l'Union européenne et les États-Unis. La manie française de tout voir à travers le prisme hexagonal a tout emporté depuis que le GATT, il y a un an, a envahi le débat politique. Cette dérive cocarde, la gauche en partage avec la droite la responsabilité, mais le choix d'Edouard Balladur de demander à l'Assemblée nationale un vote de confiance sur l'ensemble de sa politique, et non pas sur le seul résultat des négociations de Bruxelles et de Genève, la renforce.

Force est de reconnaître que, pour le premier ministre, c'est de bonne guerre. De tous les dossiers qu'il a trouvés en arrivant à Matignon, celui du GATT était le plus délicat, tant il était pour l'unité de la majorité et pour son autorité personnelle, selon sa propre expression, un véritable «piège».

L'affaire avait été si mal engagée par les gouvernements précédents qu'il disposait de bien peu de moyens pour renforcer la position française dans les ultimes négociations. Desserrer l'étau pour sortir honorablement du piège fut donc le premier de ses tâches. Pour cela, le manœuvre ne devait être commandée que par un seul homme. Ce ne pouvait être que le chef de gouvernement, le président de la République l'admettait sans difficulté, une fois vérifiée la concordance da vus sur le résultat à obtenir. Les ministres en charge du dossier furent donc dotés de consignes précises avant tous contacts internationaux. M. Balladur, lui-même, ne cessait d'appuyer simultanément sur le frein — la France n'était pas prête à

accepter n'importe quel accord — et sur l'accélérateur — elle souhaitait un accord.

La division réelle de la majorité lui fut même, en fait, un précieux secours. La pression de M. Chirac justifiait le discours de fermeté; le rappel de Valéry Giscard d'Estaing confortait le souhait. Malgré les remarques acerbes du premier ministre contre les prises de position en faveur du GATT, celles-ci l'aidèrent à obtenir une vision plus sereine de l'opinion sur ce dossier. Même la complexité réelle d'une négociation menée par un commissaire européen au nom des «Douze», alors que l'accord éventuel devait, finalement, être avalisé par chacun des États de l'Union européenne, fut un etout dans la main de M. Balladur et de l'Europe. Leon Brittan pouvait expliquer à Mickey Kantor qu'il n'avait pas pleine liberté de négociations, M. Balladur pouvait répondre à Bill Clinton que l'Europe n'est pas un État fédéral où Bruxelles imposerait ses choix à Paris. Le poids de l'Europe s'ajoutait à celui de la France.

Le nouveau vote de légitimation

La manœuvre était délicate. Elle a réussi. Celui qui l'a réussie ne peut qu'en tirer profit. Longtemps, les proches de M. Balladur ont redouté que le GATT ne soit l'occasion pour M. Chirac d'affaiblir le premier ministre. Que le député de la Corrèze apporte aujourd'hui son soutien bruyant au gouvernement ne peut que les rassurer, d'autant qu'entendre la président du RPR réserver l'essentiel de ses félicitations au ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, fait sourire. M. Balladur, prudent, a pourtant évité de courir le moindre risque politique. Il aurait pu demander une approbation du simple résultat du cycle de l'Uruguay. Cela

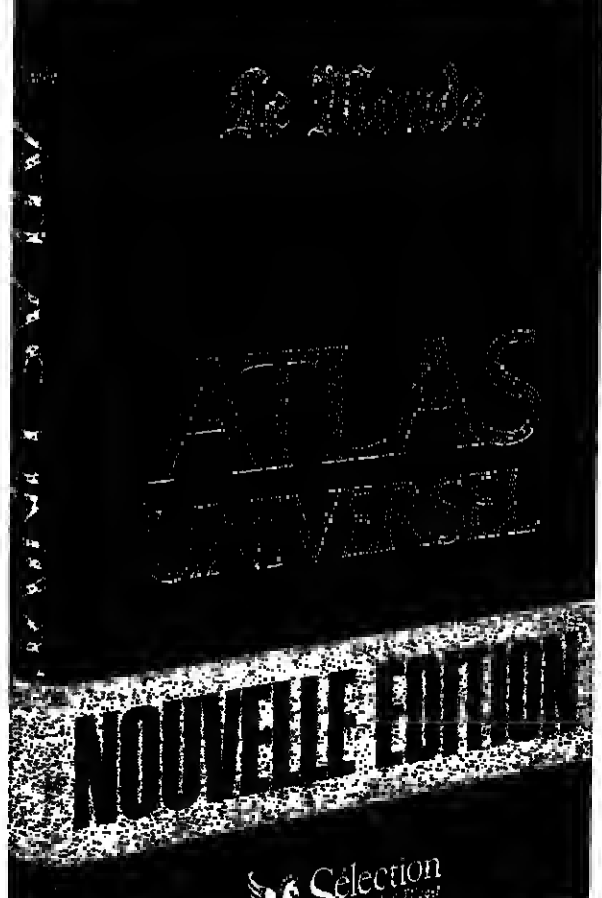
eaurait pu gêner les socialistes. Cela, surtout, aurait permis à des députés de la majorité de lui refuser leur appui sur ce point précis.

Avoir choisi de demander la confiance sur l'ensemble de son action depuis son arrivée aux affaires fait pratiquement disparaître ce risque. Certes, cela offre une étroite porte de sortie à ceux qui, à l'UDF, derrière M. Giscard d'Estaing, voudraient bien mesurer quand même leur soutien, en leur permettant de critiquer au moins la méthode. Mais à côté de cela, que d'avantages! M. Balladur va pouvoir obtenir un nouveau vote de légitimation. Car s'il va présenter aux députés de la majorité le dossier du GATT, ce n'est pas sur cet aspect du dossier qu'il peut compter le plus, ne serait-ce que parce que les parlementaires devront lui faire, en l'espèce, une confiance aveugle, faute pour eux de connaître le détail de l'accord.

La bilan des neuf mois du gouvernement de droite et les grandes lignes de son action à venir vont donc encadrer le sujet du jour. Cela permettra au premier ministre, tout en reconnaissant que la situation de l'emploi et le financement de la protection sociale ne se sont pas améliorés, de se féliciter que l'essentiel de son programme ait déjà été mis en œuvre. Alors que la vent de la droite souffle si fort, pouvoir mettre en avant le renforcement des pouvoirs de la police, la création d'une peine de perpétuité réelle, l'occultation de la lutte contre l'immigration, y compris par la restriction du droit d'asile, et même la révision de la loi Felloux est gage de succès devant des élus RPR et UDF.

Qui pourrait à droite, aujourd'hui, contester l'autorité d'un homme qui peut se vanter d'un tel bilan et qui, de surcroît, vient de faire triompher le coq gaulois?

THIERRY BRÉHIER





LA RÉFÉRENCE

FORMAT GÉANT
30,5 cm x 45,5 cm
Volume relié
528 pages dont
229 pages de cartes en 8 couleurs,
48 pages de cartes thématiques.
Echelles du 1/10.000 au 1/270.000.000.
Index de plus de 210.000 noms.
AVEC 14 PAGES DE
CARTES SPECTACULAIRES
DU RELIEF DE LA TERRE.

ENTièrement remis à jour.

L'Atlas universel, fruit de l'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain. D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable. Luxueux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

LE MONDE A PLEINE PAGE

PRIX 1994 DE LA RECHERCHE SUR LA PUBLICITÉ PRESSE

Le prix de la recherche sur la Publicité Presse, créé en 1986, est organisé pour la huitième fois par PRESSPACE, Union de la Publicité Presse, dont le président est M. Philippe MICOULEAU.

Ce prix, destiné à récompenser un ou plusieurs étudiants ayant réalisé un travail important, intéressant l'ensemble de la profession, portera, pour cette année, sur :

L'EFFICACITÉ DE LA PUBLICITÉ DANS LA PRESSE

Comment peut-on le définir ? Comment les annonceurs la mesurent-ils ? Comment les supports la disséminent-ils, la prouvent-ils ? Comment se compare-t-elle avec les autres médias (audiovisuel, hors-média, etc.).

Trois prix, d'un montant respectif de 15 000 F, 10 000 F, et 5 000 F, récompenseront les meilleurs travaux réalisés sur ce thème.

Le jury, dont le président est M. Didier TRUCHOT (IPSOS), est composé pour cette année de M^{me} Brigitte BIZALION (RENAULT), MM. Didier DÉRIVILLE (Hachette Filipacchi), Xavier DORDOR (Alliance), Bruno GERMAIN-THOMAS (Volviel), Michel JEAN-CLAUDE (Australie), Philippe MICOULEAU (Echolf Régie, PRESSPACE), Daniel MUGNIER (Publiprint), Eric de RUGY (Le LAB), Gilles SANTINI (IMS).

Les étudiants souhaitant s'inscrire peuvent s'adresser dès maintenant à PRESSPACE (40, bd Malesherbes, 75008 Paris), ou au secrétariat de leurs écoles ou universités à partir de la rentrée scolaire. Un dossier complet leur sera adressé.

Les inscriptions doivent parvenir à PRESSPACE avant le 15 décembre 1993 et les travaux seront à remettre avant le 6 avril 1994. Les prix seront remis au cours d'une réception en juin 1994.

Les lauréats des années précédentes étaient étudiants dans les écoles ou facultés suivantes : pour Paris, le CELSA, l'Institut Supérieur de Gestion, le M.B.A. Institute, l'Institut Français de Presse, et pour la province : l'ESCOM de Clermont-Ferrand, l'ESCAE de Bretagne, les E.S.C. de Marseille, Saint-Etienne, la Rochelle, la Faculté de droit de Limoges.

هكذا من العمل

INTERNATIONAL

Après la victoire de Vladimir Jirinovski aux élections législatives

MM. Clinton et Kohl ne veulent pas «dramatiser» les succès de l'extrême droite en Russie

■ **RASSURER.** Grand vainqueur des élections de dimanche, Vladimir Jirinovski a renoncé mardi 14 décembre, au cours d'une conférence de presse, à ses propos extrémistes et cherché à rassurer en parlant du sentiment de «compréhension mutuelle» qui le lie à Boris Eltsine.

■ **REACTIONS.** Tandis que l'Ukraine voit dans le résultat des élections russes une justification de son refus de renoncer aux armes nucléaires, MM. Clinton et Kohl appellent à ne pas reconstruire les politiques d'aide aux réformes en Russie.

■ **PASSÉ.** Dès sa sortie de l'université et pendant près de vingt ans, M. Jirinovski a travaillé au Comité soviétique de défense de la paix, lié, de notoriété publique, au KGB (lire page 12).

Les dirigeants étrangers restaient divisés, mardi 14 décembre, entre ceux, tels MM. Clinton ou Kohl, qui mettent en garde contre une «dramatisation» des résultats électoraux en Russie qui pourrait réduire l'aide à la Russie, et les voisins de celle-ci, qui en tirent des arguments à l'appui de leurs craintes.

Comme il l'avait fait la veille, le président Bill Clinton a tenté de minimiser ce qu'il a appelé «une grande partie d'un vote de protestation» de gens «qui traversent une période difficile, depuis de nombreuses années et recherchent des réponses simples», en estimant que les institutions internationales aidant la Russie «doivent être sensibles» à leurs frustrations. C'est le secrétaire d'Etat Warren Christo-

pher qui s'est chargé de parler de M. Jirinovski : «Ses déclarations publiées sont totalement en opposition avec nos principes dans les domaines des droits de l'homme et des relations avec les pays voisins. Mais nous devons attendre, et il est dit, de voir ce que sera sa place et son rôle au gouvernement.» A la Maison Blanche, la porte-parole Dee Dee Myers a déclaré que les États-Unis, «sans changer de politique», «comptaient élargir» leurs contacts dans la classe politique russe.

A Bonn, le chancelier Kohl a appelé à «ne pas dramatiser» la situation en Russie, en se déclarant convaincu que «Boris Eltsine et les forces qui le soutiennent continueront sur la voie des réformes» et en affirmant que «c'est justement

maintenant particulièrement important» de manifester la solidarité des pays occidentaux avec les réformes en Russie. Le président autrichien Thomas Klestil a été encore plus clair en réclament, mardi à Berlin, «l'association» de la Russie à la future structure de défense européenne : «Nous serons, sinon, confrontés tôt ou tard à des positions russes très différentes de celles que nous avons aujourd'hui.»

A Paris, un porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères a «salué l'adoption de la nouvelle Constitution par la voie démocratique», ajoutant que «les scrutins se sont déroulés dans de bonnes conditions et sont une étape vers l'instauration de la démocratie en Russie».

Dans le même ton, le Japon s'est contenté d'estimer que la Constitu-

tion russe «pourrait servir de cadre à la stabilité politique nécessaire afin de faire avancer la démocratie et l'évolution économique de la Russie», en se refusant de commenter la poussée nationaliste. Enfin, l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale ont annoncé en commun mardi qu'elles «ne voyaient, du point de vue opérationnel, en ce moment, aucun besoin de changer de politique envers la Russie ou les pays d'Europe centrale et orientale». Il se trouve par ailleurs que la Banque mondiale et la banque américaine export-import (Eximbank) ont annoncé mardi le déblocage immédiat d'un prêt de deux milliards de dollars pour l'industrie pétrolière russe – un prêt envisagé depuis plus d'un an.

Les réactions sont bien sûr diamétralement opposées chez les voisins de la Russie (le Monde du 14 décembre). «La question se pose de savoir si le monde cédera au changement», a déclaré ainsi le président polonais Walesa. «Nous avons six mois pour prendre des décisions vitales, pour engager des processus

irréversibles... Après les élections en Russie, commence la recherche d'arrangements, nous avons un peu de temps, après c'est l'inconnu», a-t-il dit en plaidant de nouveau pour l'intégration des pays d'Europe centrale dans les «structures de sécurité» occidentales.

Le président d'Ukraine Kravtchouk a prédit «un gros cataclysme, en Europe et dans le monde» si ce qui s'est encore «qu'un courant politique (en Russie) devait devenir une politique d'Etat». Des députés nationalistes ukrainiens se sont, eux, félicités de ce que les élections russes pourraient «enfin ouvrir les yeux de l'Occident» sur les raisons qui les poussent à vouloir «garder leurs armes nucléaires... fin, des organisations juives, et en Allemagne, ont fait part de leurs craintes et le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Peres a déclaré : «ce que je peux dire à tous les juifs, c'est que leur place est ici»... (AFP, Reuters.)

La menace d'un Führer

Suite de la première page

Avec toutefois la même permanence d'arguments récurrents : de même que tout Hitler était dans Mein Kampf, il faudra retentir, à l'avenir Vladimir Jirinovski, par un jour à ses fins, non pas les propos éhémériques de l'homme d'Etat au sein du pouvoir, mais ce qu'il disait au tout début de son irrésistible ascension.

C'est bien pourquoi une grande vigilance s'impose, et d'abord de la part de Boris Eltsine. Dans le souci de diviser son opposition et d'affaiblir ce qu'il considère comme son ennemi principal, le Parti communiste, le président russe a visiblement favorisé dans un premier temps l'insémination d'un «libéral-démocrate» et son leader, D'ailleurs que ce dernier, qui avait soutenu le premier putsch de 1991, a approuvé la dispersion au canon du Parlement présidant (bien avant cet épisode, il n'avait que méprisé pour le «Tchéchéne» Khebaboulev, son président aujourd'hui en prison, ainsi que la Constitution très présidentielle dans laquelle il espère bien se couler un jour.

Un danger pour l'Ukraine

Aujourd'hui, le président russe pourrait être tenté d'imiter Vladimir Jirinovski de deux manières contradictoires mais compatibles : comme repoussoir dans ses relations avec l'Occident («Continuez de me soutenir, sinon c'est lui qui va prendre ma place»), mais aussi comme un «patron» à caresser dans le sein du parti pour flatter les tendances nationalistes. C'est ce qui était déjà pratiqué dans la

dernière période avec les militaires. Le score élevé obtenu par Vladimir Jirinovski dans les casernes ne peut qu'accroître cette tentation.

Il y a là un danger extrêmement sérieux pour toute la stabilité de la région. Armée de leur nouvelle «doctrine militaire», encouragés de facto par un Occident qui a déjà échoué dans l'ex-Yougoslavie et n'est pas prêt à assumer des responsabilités ailleurs (qui est prêt à envoyer des «caques bleues» au Caucase?), les chefs de l'armée russe ont repris pied dans presque toutes les régions de l'ancienne Union soviétique et même un peu au-delà, puisqu'ils bloquent l'adhésion à l'OTAN des anciens membres du pacte de Varsovie.

Plus préoccupante encore est la situation de l'Ukraine, dont l'économie est dans un état comateux et les dirigeants pratiquement à genoux devant une Russie qui cache à peine ses ambitions. Selon un universitaire américain qui a fréquenté intensément les responsables militaires russes ces derniers temps, ceux-ci se partagent entre deux conceptions également cyniques : «L'Ukraine peut avoir son drapeau et son hymne si elle y tient, mais pour tout le reste, elle sera notre satellite», disent les «colombes»; «Qu'elle éclate et nous laissons reprendre nos territoires ancestraux», disent les «faucons». L'attitude des dirigeants de Kiev à propos de l'arme nucléaire et le mécontentement qui en découle à Washington facilitent la tâche des uns et des autres.

Les responsabilités de l'Occident sont en tout cas particulièrement importantes dans ces condi-

Deux acteurs du putsch de 1991 élus

Alors que le dépouillement des résultats se poursuit en Russie, la commission électorale a annoncé l'élection de deux acteurs du putsch évincé de 1991. Il s'agit d'Anatoli Loukianov, l'ex-président du Soviet suprême de l'URSS, élu à la Douma, et de Vassili Starodoubtsev, un des huit membres du Comité d'Etat pour l'état d'urgence mis en place par les putschistes, élu au Conseil de la fédération dans la région de Toula. Ont également été élus Sergueï Bebourina, député nationaliste et conservateur de l'ancien Parlement russe, et Edouard Roessel, le chef de l'administration nommé par Boris Eltsine dans la région de l'Oural, mais démis par celui-ci en octobre dernier pour y avoir proclamé une «République». Enfin, interdit il y a deux mois d'entendre par Boris Eltsine, le journaliste Alexandre Nevzorov, un ultra-nationaliste proche de Vladimir Jirinovski, a été élu de justesse à Saint-Petersbourg. (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

CANADA

Jean Charest devient chef du Parti conservateur fédéral et Daniel Johnson prend la tête du Parti libéral au Québec

MONTRÉAL

de notre correspondante

Jean Charest a accepté, mardi 14 décembre, d'assumer, à titre intérimaire, les fonctions de chef du Parti conservateur du Canada, après la démission lundi de Kim Campbell, qui avait mené les troupes conservatrices à la pire défaite électorale de l'histoire canadienne, le 25 octobre dernier.

Laminé par les urnes, le parti de l'ancien premier ministre Brian Mulroney ne dispose plus que de deux sièges à la Chambre des communes d'Ottawa, où il a même perdu son statut de parti officiellement reconnu. Jean Charest, un des deux députés conservateurs rescapés du naufrage d'octobre, était donc le choix incontestable du comité exécutif du parti qui l'a nommé chef intérimaire jusqu'au prochain congrès de direction, à une date qui n'a pas encore été fixée. Jean Charest reconnaît qu'il hérite d'un parti lourdement endetté et électoralement dévasté. «Je compte reprendre le travail politique à la base et reconstruire le conservatisme canadien», a-t-il dit en prenant ses fonctions.

Natif de la province de Québec et député de la ville de Sherbrooke, Jean Charest est, à trente-

cinq ans, un des plus jeunes politiciens canadiens, parfaitement bilingue. Mais il est loin d'être un néophyte. En 1984, à l'âge de vingt-six ans, il était élu pour la première fois député conservateur et, à Ottawa, il est devenu rapidement le protégé du premier ministre Mulroney. A vingt-huit ans, benjamin du cabinet, il est nommé ministre de la jeunesse. Deux ans plus tard il devient ministre de l'éducation physique et du sport amateurs. C'est à ce poste qu'il lui reviendra de prendre des mesures disciplinaires – suspension à vie de l'équipe nationale – contre l'athlète Ben Johnson, pour dopage, aux Jeux olympiques de Séoul. En 1990, à la suite d'une gaffe et d'une indiscretio (un coup de fil qu'il a passé à un juge chargé d'un dossier sur l'Association canadienne d'éthlétisme est révélé au grand public), il est forcé de démissionner. Mais il revient au cabinet en 1991 comme ministre de l'environnement, poste qu'il occupera jusqu'au congrès du Parti conservateur au printemps dernier où il est battu de peu par Kim Campbell dans la lutte pour la direction du parti.

Dans la province de Québec a eu lieu mardi une autre relève de la garde. Daniel Johnson a été pro-

clamé chef du Parti libéral du Québec pour succéder à Robert Bourassa. M. Johnson deviendra automatiquement premier ministre de la province de Québec au début du mois prochain. Il est le fils de Daniel Johnson, qui était premier ministre du Québec lors de la visite du général de Gaulle en 1967.

La succession de Robert Bourassa

La succession à la tête du Parti libéral du Québec était ouverte depuis que le premier ministre Robert Bourassa avait annoncé en septembre dernier son intention de se retirer de la vie politique pour raisons de santé. Plusieurs personnalités avaient, dans un premier temps, manifesté un certain intérêt pour le poste mais toutes se sont finalement désistées, laissant le champ libre à Daniel Johnson, président du Conseil du Trésor (responsable de la fonction publique) dans le cabinet Bourassa.

M. Johnson dirigera les troupes libérales contre celles du Parti québécois aux élections prévues au printemps prochain dans la province de Québec.

SYLVIANE TRAMIER



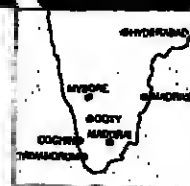
Eléphants parés pour la fête de Pouroum

Trésors du Sud

Le Sud de l'Inde est une région aux couleurs éclatantes, qui vous réserve de nombreuses surprises.

A vous de choisir parmi ses trésors : festivals multicolores, plages tropicales, lagunes idylliques, la ville d'Ooty, lieu de repos situé en altitude, et Mysore, célèbre pour ses palais somptueux. Ce n'est là qu'une infime partie des merveilles qui vous attendent. Partez à leur découverte!

Le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest : l'Inde est riche de trésors attendus. Et son accueil chaleureux est légendaire.



Veuillez m'envoyer votre nouvelle brochure
Nom : _____
Adresse : _____

India

Office National Indes de Tourisme
2, Bd de la République, 94099 Paris
Tél. 01 47 05 03 86, Fax 01 47 05 03 81
Mars 2015 INDE

EUROPE

Les succès électoraux de l'extrême-droite en Russie

Vladimir Jirinovski, le doux agneau...

MOSCOU

de notre correspondant

« J'ai donné mon livre à Boris Nikolaïevitch [Eltsine], il le lit tous les jours... une page par jour. » L'insolence a fusé par mégars, ou parce que Vladimir Jirinovski ne peut résister au plaisir des mots. Mais son intention affichée n'était pas de traiter le président russe en élève appliqué de son grand œuvre de « géopolitique », le *Saut vers le Sud*. Tout au contraire. Pour sa première apparition, mardi 14 novembre, depuis son triomphe électoral de dimanche, le chef de file du mouvement d'extrême droite dit « libéral-démocrate » a fait patte de velours.

Il n'est, bien entendu, ni « nationaliste », ni « extrémiste », ni, à plus forte raison, « fasciste » — mais « centriste ». Et c'est ce qui explique « les bonnes dispositions » de Boris Eltsine à l'égard de son parti, le sentiment de « compréhension mutuelle » qu'il a ressenti lors de leur dernière rencontre pour la mise au point de cette Constitution qu'il approuve. D'ailleurs, il compte revoir le président « dans les prochains jours » et attend de cette entrevue « de bons résultats ». De toute évidence, Boris Eltsine n'est pour lui ni un ennemi ni un rival. C'est, il est prêt à se présenter à l'élection présidentielle, si elle devait avoir lieu en juin prochain, comme promis initialement par M. Eltsine. Mais s'il faut attendre deux ans de plus, pas de problème : « Ce sera un beau cadeau pour mon cinquantième anniversaire ». En tout état de cause, M. Eltsine, il en est persuadé, ne sera pas candidat.

Ce n'est pas seulement à l'égard de l'actuel président que M. Jirinovski nourrit d'excellentes intentions. Il n'a que du bien à dire des communistes. « Regardez cette photo, dès la nuit des élections, je suis allé serrer la main de Guennadi Ziouganov », Magnanimité. M. Jirinovski étend même son offre de coopération aux démocrates eltsiniens du Choix de la Russie (qui, pour l'heure, préfèrent cependant courtoiser eux-mêmes les communistes et les attirer dans un « front anti-fasciste »). Cependant, le mouvement avec lequel son parti entretient « les relations les plus pures », c'est celui des Femmes de Russie — « d'ailleurs nous ne manquons pas d'hommes intelligents, beaux et bons sous tous rapports ».

Bref, M. Jirinovski aime tout le monde. Et s'il n'avait guère l'habitude de crier dans le micro, on aurait bien de la peine à reconnaître l'homme qui, il y a quelques mois encore, s'égosillait du haut d'un camion devant un auditoire distrait, en marge des manifestations de l'opposition. Cette fois, c'est la gloire, la lumière, des centaines de journalistes. Dans les couloirs de l'hôtel Slavianskaïa, les vendeuses des boutiques de luxe sont juchées sur les épaules pour voir passer la nouvelle star, dans une nuée de caméras, l'entendre répondre en français, en anglais, en allemand.

Signe des temps nouveaux, M. Jirinovski est en smoking.

Pourquoi? « Chez nous, tout est plus réaliste, même les vêtements : nous avons des pulls, des vestes, et aussi des smoking. » C'est peu de dire que l'homme a du bagout, et le sens de l'humour. Plus les questions sont agressives et hostiles, meilleures sont les réponses. On l'attendait au tournant sur le racisme et l'antisémitisme, il s'en tire avec brio, jetant le voile sur ses déclarations passées. On lui demande de faire enfin la lumière sur ses propres origines, objet de nombreuses rumeurs, et il déclare son arbre généalogique complet, explique que son père comme sa mère sont russes, et ajoute : « S'il se trouvait que, par de lointains ancêtres, j'aie une goutte de sang juif, allemand ou tatar, ce serait pour moi un motif de fierté... »

Capable de donner une impeccable définition de la démocratie, d'annoncer qu'au pouvoir, il rap-



trierait immédiatement tous les soldats russes stationnés en dehors du pays et réduirait le service militaire à un an, d'expliquer qu'il ne verrait aucun inconvénient à l'adhésion des pays de l'Est à l'OTAN, M. Jirinovski est décidément un agneau.

N'est-ce pas lui, pourtant, qui avait parlé de « frontière commune à la Russie et à l'Allemagne »? On avait tort de s'inquiéter : si l'Allemagne estime nécessaire « de récupérer la Prusse orientale », c'est le problème des Allemands : dans ce cas, en effet, il y aurait « un point de contact avec la Russie, à Königsberg ». Mais la Russie, quant à elle, « n'a aucune intention de changer ses frontières ». D'ailleurs, « à quoi bon des frontières avec la Pologne et les autres pays slaves? ». L'essentiel n'est-il pas « la solidarité slave »?

Aucune inquiétude non plus pour les États issus de l'ex-URSS. Jamais, au grand jamais, M. Jirinovski n'utilisera la force armée contre eux. Au contraire : quand, incapables de faire face « au chaos, à la ruine et à la guerre civile », les dirigeants de ces États viendront, « en larmes, demander au président russe que leurs pays soient réunifiés au sein de la Russie », alors « peut-être, avec l'accord de l'ONU, de l'OTAN, du monde entier, et à titre d'exception, nous en reprendrons quelques uns ».

JAN KRAUZE

Un ancien du « mouvement de la paix »

Né le 26 avril 1946 à Alma-Ata (aujourd'hui Almaty, capitale du Kazakhstan) dans une famille de six enfants de père juriste, Vladimir Volkovitch Jirinovski a fait ses études à l'Institut d'Afrique et d'Asie de l'université de Moscou, dont il est sorti en 1970. C'est au cours de ces études et par la suite qu'il a appris plusieurs langues, notamment le turc, le persan, le français, l'anglais et l'allemand.

Dès sa sortie de l'université et pendant près de vingt ans, le chaf du futur parti « libéral-démocrate » a travaillé comme consultant juridique (référé) au département international du comité soviétique de défense de la paix, une organisation dite « frontale » destinée à mobiliser les peuples du monde entier au service de la politique étrangère soviétique. Bien que ses présidents successifs aient été des personnalités officiellement non politiques (pandant longtemps l'écrivain Nikolaï Tikhonov, puis le journaliste très stalinien Iouri Joukov, enfin l'écrivain Boro-

vik), les liens de cette institution avec le département international du comité central du PC tout comme avec la KGB — qui utilisait à ses fins les nombreuses manifestations organisées à l'étranger — sont de notoriété publique.

Aussi, et bien que Vladimir Jirinovski ait vante de n'avoir jamais adhéré au PC, rien ne pouvait se faire au « mouvement de la paix » sans l'assentiment de ces deux organisations. C'est d'ailleurs avec la complicité, évidente à l'époque, du KGB et du PC (fourniture de locaux, moyens financiers, etc.) qu'il a organisé, en 1990, son parti « libéral-démocrate », la première à avoir été enregistrée officiellement aux côtés du PC. Le 19 août 1991, au premier jour du putsch animé par le chef du KGB Krioutchkov, il avait exprimé son « soutien absolu à la transmission de tout le pouvoir au Comité d'État pour l'État d'urgence et au rétablissement de la Constitution soviétique sur tout le territoire ».

Le principal parti pro-kurde radicalise sa position

Hatip Diela a été élu, dimanche 12 décembre, président du Parti démocratique (DEP, pro-kurde). L'élection de M. Diela, qui figure parmi les plus radicaux des députés kurdes au Parlement turc — il est l'un des dix-sept élus contre lesquels une procédure de levée d'immunité parlementaire est en cours — marque un durcissement de la politique du DEP, le principal parti pro-kurde de Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondant

Malgré la pression exercée sur les nationalistes kurdes à l'approche de leur congrès, avec la nouvelle suspension du quotidien pro-kurde *Ozgür Gundem* et l'arrestation de quelque 200 journalistes et employés de ce journal (*le Monde* date 12-13 décembre), les membres du parti ont choisi une direction plus radicale, plus proche du PKK.

« Le PKK n'est pas une organisation terroriste. Puisque les voies démocratiques sont fermées en Turquie, le PKK est un parti qui a choisi la violence plutôt que la lutte politique. C'est également une organisation militaire », a déclaré M. Diela. « Le problème

kurde ne peut pas être résolu sans le PKK », a-t-il ajouté.

Si la presse turque, qui a fait une large place à ce congrès, a relevé ces déclarations polémiques de M. Diela, elle a également souligné l'atmosphère modérée qui régnait dans la salle du congrès où un grand drapeau turc côtoyait, pour la première fois, les portraits du président sortant, Yasar Kaya — qui est également le propriétaire de *Ozgür Gundem* — et celui de Mehmet Sincar, le député kurde assassiné en septembre. Les slogans étaient moins provocateurs qu'à l'accoutumée et les déclarations des divers candidats à la direction du DEP plus modérées. Hatip Diela a déclaré que le DEP était en faveur de l'unité de la Turquie, mais il a ajouté que d'autres options devaient être discutées ouvertement.

« Un rôle de martyr »

Dans un commentaire, le quotidien *Hürriyet* a souligné qu'en dépit de l'élection d'un dirigeant radical le DEP avait atteint un nouveau degré de maturité. Mais cette sagesse nouvelle — en partie le résultat du « ras-le-bol » de la population kurde après dix ans de conflit — arrive probablement trop tard pour sauver le parti, menacé d'interdiction. Jugé trop

proche des séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) — même si Abdullah Ocaltan, le dirigeant du PKK, vient de critiquer sévèrement les députés nationalistes trop confortablement installés à Ankara — le DEP ne semble plus pouvoir jouer le rôle d'intermédiaire entre les communautés turque et kurde que l'entrée de ses membres au Parlement en 1991 avait laissé espérer. « Le DEP n'a plus d'espace politique, le rôle de martyr est le seul qui lui reste à jouer », observe un diplomate européen.

La menace d'interdiction ne semble pas décourager les membres du DEP, ni d'ailleurs les journalistes d'*Ozgür Gundem* qui, libérés, ont repris la publication du quotidien mardi, en dépit d'une nouvelle perquisition le jour même. Trente-neuf personnes sont toujours en garde à vue et deux sont incarcérées.

Ozgür Gundem n'est certes pas impartial — certains de ses éditoriaux, publiés sous un pseudonyme, sont attribués à Abdullah Ocaltan lui-même — mais il présente un point de vue et une version des faits différents, particulièrement importants dans une situation de conflit. Avec une diffusion de 30 000 exemplaires, il ne représente guère un danger pour la Turquie. Fréquemment confisqué, interdit de vente dans

certaines localités, le quotidien a également perdu neuf de ses correspondants, tués par des assaillants non identifiés. D'autre part, deux journalistes de la chaîne de télévision privée HBB ont été arrêtés mardi après la diffusion d'un programme dans lequel sont intervenus des membres d'une association pacifiste qui se sont explicitement déclarés contre le service militaire, obligatoire en Turquie.

MIDDLE POPE

Une centaine de séparatistes kurdes tués en trois jours. Cinquante rebelles kurdes ont été tués au cours de l'opération de l'aviation turque, lundi, dans le nord irakien (*le Monde* du 15 décembre) et un dépôt de munitions a été détruit, a affirmé mardi 14 décembre à Ankara le premier ministre turc, Tansu Ciller. Ce bilan porte à 105 le nombre de morts depuis samedi, en Turquie et dans le nord de l'Irak, d'après les chiffres fournis par les autorités qui avaient fait état de quarante-deux morts au cours de diverses opérations dans le sud-est turc à majorité kurde, pour la seule nuit de dimanche à lundi. — (AFP, Reuters.)

ITALIE

Giulio Andreotti a été confronté à l'un de ses accusateurs

ROME

de notre correspondant

Giulio Andreotti, sept fois président du Conseil, n'est pas prêt d'oublier la journée du mardi 14 décembre. Pendant près de douze heures, il a dû faire face, pour la première fois, au juge enquêteur sur ses prétendus rapports avec Cosa Nostra, selon des accusations accablantes qui le présentent comme l'homme de « référence » de la Mafia au sein du pouvoir romain pour « arranger » les procès qui regardaient Cosa Nostra.

Le juge Caselli, procureur de la République de Palerme, est venu expressément dans la capitale pour confronter l'homme politique à l'un de ses principaux accusateurs. Il s'agit de Baldassarre Di Maggio, le chauffeur et homme de confiance de Toto Riina, qui, en janvier dernier, a livré le numéro un de la Mafia.

Di Maggio a déclaré qu'en 1987, il a accompagné Toto Riina à une rencontre à Palerme, dans une villa où se trouvait aussi l'ex-président du conseil démocrate-chrétien. A son arrivée, le parrain, selon la tradition sicilienne, aurait même embrassé Giulio Andreotti. A l'é-

sue de la confrontation, l'avocat de Di Maggio a déclaré que son client avait confirmé toutes les circonstances, y compris l'accolade.

Mais le juge Caselli avait un autre atout — et non des moindres — à sa disposition : une photo trouvée récemment par la DIA, la police anti-Mafia, dans laquelle on voit ensemble Giulio Andreotti et Nino Salvo dans un hôtel palermitain. Une photo datée de juin 1962 qui pourrait devenir extrêmement importante, puisque M. Andreotti a toujours prétendu jusqu'ici ne pas connaître les cousins Salvo et en même temps sa principale ligne de défense. Les Salvo — Ignazio et Nino —, aujourd'hui décédés, l'un assassiné, l'autre de mort naturelle, étaient tenus pour des « hommes de honneur », et selon les repentis, représentaient le point de contact d'Andreotti avec la Mafia.

Il s'agit d'ailleurs des deux témoins présents à cette fameuse rencontre dans la villa dont parle Di Maggio. L'autre personne qui s'y trouvait, toujours selon le récit du chauffeur, n'était autre que Salvo Lima, le député européen démocrate-chrétien, bras droit de Giulio Andreotti en Sicile, assassiné en mars 1992. — (Inferno.)

ROYAUME-UNI

M. Major et le premier ministre irlandais ont publié une déclaration commune sur l'Irlande du Nord

Une nouvelle rencontre entre les premiers ministres britannique et irlandais, John Major et Albert Reynolds, a eu lieu à Londres, mercredi 15 décembre, en milieu de journée. Une déclaration commune sur l'Irlande du Nord a été rendue publique après cette rencontre — la troisième en deux semaines —, qui a été annoncée mardi soir. M. Major devait ensuite s'adresser à la chambre des communes et peut-être à la population d'Irlande du Nord, le soir même à la télévision. L'objet de cette déclaration commune est de créer les conditions d'un cessez-le-feu, préalable à des pourparlers politiques.

Par ailleurs, le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, Sir Patrick Mayhew, a révélé mardi qu'il avait offert sa démission après la révélation des

contacts secrets entre le gouvernement britannique et l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et après que Londres eût été contraint de reconnaître une série d'erreurs dans les documents sur ces contacts divulgués par la suite (*le Monde* du 1^{er} décembre).

En Irlande du Nord, une bombe de 450 kilos, attribuée par la police à l'IRA, a été désamorcée mardi à Belfast. Une femme âgée est décédée après avoir été prise d'un malaise lors de l'évacuation du quartier. Enfin, en Grande-Bretagne même, le trafic ferroviaire de la région de Londres a été de nouveau perturbé après une explosion qui s'est produite sans faire de victimes sur une voie ferrée au sud-est de la capitale, dans la nuit de lundi à mardi. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Onze civils tués en vingt-quatre heures dans les bombardements à Sarajevo

Les combats se sont poursuivis dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 décembre à Sarajevo, où le radio nationale bosniaque a fait état de 11 morts et 20 blessés en vingt-quatre heures. La radio signalait également mercredi matin des combats dans la ville de Mostar, où le quartier musulman essuie les tirs de l'artillerie croate.

Interrogé sur les attaques qui ont de nouveau frappé la population civile de Sarajevo mardi, le ministre français des affaires étrangères, « répandu », sur France 2 : « Je finis par me demander pourquoi l'ONU n'utilise pas la force à Sarajevo. Elle n'a pas les moyens de le faire. Je pose la question. Tout le monde s'est engagé à respecter l'acheminement de l'aide humanitaire et les zones de sécurité. Pourquoi, lorsque l'on viole cet engagement, lorsque les Serbes le violent, n'utilise-t-on pas la force aérienne? », a-t-il demandé.

Projet de visite conjointe de M. Ciller et Bhatto en Bosnie. — Le premier ministre pakistanais Benazir Bhatto, qui a quitté la Turquie lundi 13 décembre, au terme d'une visite officielle de trois jours, a suggéré au cours d'un dîner à son homologue turque Tansu Ciller — qui en a accepté le principe — une visite conjointe en Bosnie-Herzégovine afin d'alerter l'opinion mondiale sur les souffrances des femmes et des enfants. L'idée a aussi été émise d'inviter Margaret Thatcher, l'ancien premier ministre britannique, mais aucune date n'a été fixée. — (Corresp.)

AUTRICHE : deux nouvelles arrestations dans l'affaire des lettres piégées. — Deux nouveaux suspects ont été arrêtés après la vague d'attentats à la lettre piégée qui a fait quatre blessés en Autriche, a annoncé, mardi 14 décembre, le ministre de l'Intérieur autrichien, Franz Lischak. La police avait interpellé jeudi deux premiers suspects liés aux milieux néonazis (*le Monde* du 11 décembre). La police autrichienne collabore avec les autorités allemandes dans cette enquête. Les néonazis

Le général belge Francis Briquemont, commandant en chef de la FORPRON, a déclaré mardi qu'il rencontrerait les chefs militaires croates et serbes de Bosnie pour les exhorter à mettre un terme au bombardement « inutile » de Sarajevo et Mostar.

D'autre part, les forces croates de Bosnie (HVO) ont commencé mardi à libérer des prisonniers de guerre musulmans, conformément à l'engagement pris la semaine dernière par leur chef, Mate Boban. Ces quatre prisonniers ont été libérés du camp de détention de Gabela, au sud de Mostar, et sept cents autres qui souhaitent aller rejoindre leur famille dans le secteur musulman de Mostar devaient quitter le camp mercredi, a déclaré un porte-parole du comité international de la Croix-Rouge. Cinq cents prisonniers, détenus dans un autre camp de la région, seront également libérés. — (AFP, Reuters.)

Elections en Krajina : le candidat de Baigrada éliminé par Milan Babic. — Milan Babic, l'un des sept candidats à la présidentielle de la « République serbe de Krajina », proclamée unilatéralement en Croatie, arrivait en tête devant le candidat soutenu par Belgrade, Milan Martić, selon les premiers résultats partiels communiqués mardi 14 décembre. Les résultats officiels doivent être annoncés d'ici à la fin de la semaine. Milan Martić a réclamé l'annulation du vote dans six circonscriptions « en raison d'irrégularités commises ». — (AFP.)

des deux pays sont soupçonnés d'avoir organisé ensemble les attentats. — (Reuters.)

POLOGNE : projet de loi protectionniste pour l'agriculture. — Le gouvernement polonais a adopté, mardi 14 décembre, un projet de loi introduisant des taxes compensatoires sur certains produits agricoles et alimentaires importés, afin de protéger la production intérieure. Le projet doit être examiné rapidement par la Diète pour entrer en vigueur en mars prochain. — (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
Chaque mercredi (éditions dactées jeudi)
46-62-75-13

Pour devenir Numéro 1 nous avons volé

au secours de tous les annonceurs cherchant l'optimisation de leur investissement au franc près. En effet, la démarche stratégique de l'Affichage Marketing aboutit inéluctablement à un affichage sur mesure, du quartier à la France, et à une offre hyper compétitive tant en audience, trafic qu'en budget. Si vous comparez l'investissement que vous faites chez Giraudy par rapport à tous les autres médias, vous allez être obligés de revoir bon nombre de vos amitiés.



L'afficheur qui connaît le terrain.

alise sa position

en vingt-quatre heures
embardées à Sarajevo

PROCHE-ORIENT

Le Fatah veut gouverner l'Etat palestinien

A Tunis, les cadres de la principale composante de l'OLP se préparent au « retour » et à maintenir leur prédominance

TUNIS

de notre envoyée spéciale

Ali, Houssam et Mohamed sont membres du Fatah et fiertés de l'être. Ils n'envisagent pas une seule seconde que « leurs » organisations, l'épine dorsale de l'OLP, pourraient disparaître un jour, ni que la centrale elle-même pourrait se dissoudre. Ils s'étonnent même que la question leur soit posée et leurs réponses traduisent une maturité politique incalculable, des interprétations différentes de l'accord conclu avec Israël.

De longues années de militantisme et les modèles du tiers-monde bien gravés dans la tête, Ali prévoit que « le Fatah sera le parti au pouvoir en Palestine avec des branches à l'étranger » et que l'OLP aura pour tâche de « sauvegarder l'unité du peuple palestinien à l'extérieur jusqu'au règlement définitif du problème avec Israël. Pour Houssam, qui ne veut pas s'encombrer de doutes existentiels, le Fatah c'est tout simplement — mais c'est tout dire — « le symbole national palestinien ». En toute logique, on ne tue pas un tel symbole.

C'est peut-être parce qu'il est le plus jeune des trois que Mohamed a le mieux compris le sens de l'accord du 13 septembre : « L'avenir du Fatah, ce sont les

élections qui en décideront, la pratique démocratique dans les territoires occupés », dit-il. Quant à l'appellation — Fatah est l'abréviation en arabe de Mouvement de libération nationale palestinien —, tous les trois admettent qu'elle pourrait poser problème. « Mais après tout, le Fatah algérien (Front de libération nationale) a bien gardé le même nom après la libération et l'indépendance », relève Mohamed.

A un niveau beaucoup plus élevé de la hiérarchie, le comité central de l'organisation de M. Arafat s'est, récemment encore, interrogé sur la pérennité de ce mouvement. Pas un seul de ses membres n'estime que le Fatah doive, à ce stade, se transformer en parti. Pour deux raisons principales, nous a expliqué l'un d'eux : d'abord parce que « la tâche de reconstruction est immense et qu'il est nécessaire de rassembler au sein — ou autour — de cette organisation toutes les couches de la société palestinienne ». Le Fatah a donc toujours un « objectif national ».

L'autre raison est que « nous n'avons pas terminé notre mission », souligne notre interlocuteur — en clair, la paix n'est pas encore conclue avec Israël —, et le Fatah est le parapluie qui abrite toutes

les strates du peuple palestinien. « En revanche, précise-t-il, ce qui changera c'est le contenu, le langage, et c'est une tâche extrêmement difficile, car il s'agit de créer une mentalité nouvelle. Il faut que nous élaborions un fascicule définissant le Fatah de l'avenir ».

Impatience et inquiétude

En attendant, Ali, Mohamed et Houssam ne pensent qu'à une seule chose : « Rentrer au pays ». Ils trouvent tout à fait regrettable que la date du 13 décembre, initialement prévue pour le début du retrait de l'armée israélienne de Gaza et de Jéricho, n'ait pas été respectée. Parce que les choses vont de mal en pis sur le terrain et que la faute en incombe « uniquement » à l'Etat juif, disent-ils en chœur, et aussi parce qu'ils espèrent être parmi les premiers à partir.

Houssam a fait démentir sa petite famille à Amman, il y a quelques semaines déjà. Il a vendu ses meubles et, espère pouvoir prendre sa voiture lorsqu'il ira, « très bientôt, inch'Allah », à Jéricho. Il « sait » — en fait il prévoit — que ce sera Jéricho et non pas Gaza, parce que c'est là que l'Autorité nationale palestinienne devrait avoir son siège. Ce père de famille de trente-deux ans, originaire de Ramallah, ancien combattant du Fatah, devenu un administrateur de l'Information unifiée, relevant de l'OLP, piaffe d'impatience : « Je suis sûr de bon cœur que c'est notre rêve national qui commence à se réaliser », dit-il.

Peu lui importe de ne pas savoir quand il partira. Et si la direction de l'OLP n'a pas encore établi un calendrier des retours, elle est excusable, indique-t-il : « Elle attend que les négociations avec Israël aboutissent. Dans un, deux ou trois mois, nous finirons

bien par partir, peut-être même les premiers avec la police ».

Mohamad, vingt-sept ans, aussi fougueux et sentimental qu'un adolescent, partirait dans l'heure s'il le fallait avec sa seule valise à la main. Il avait un an lorsque ses parents ont quitté Ramallah et il a vécu en Jordanie, puis en Allemagne (où il a fait des études paramédicales). Il parle de « la terre » des « pierres », des « siers », de la « patrie à construire », de la « possibilité de retrouver enfin ses racines ». « Ce sera un choc et il me faudra sans doute deux à trois semaines pour pouvoir dire ce que je ressens. Je ne peux pas anticiper mes sentiments. Pour l'instant, je ne sais pas ce que c'est qu'une patrie », insiste-t-il.

Il est convaincu que ceux « qui ont préféré fuir leurs responsabilités en demandant l'asile ailleurs pleureront de tristesse lorsqu'ils verront les images de notre arrivée chez nous, en terre palestinienne ». « Ceux-là ont été perturbés dans leur existence. Qui oserait dire que le retour était une promenade ? Entre Tunis d'une part, Gaza et Jéricho d'autre part, le choix n'est pas une évidence », déclare pour sa part Ali.

Le « retour » n'est certes pas une promenade pour la majorité des cadres des différentes organisations de l'OLP. Ils rêvaient d'un pays, mais ils n'exultent pas pour autant. L'état d'impréparation de la centrale, les interrogations sur l'avenir, sur leur rôle dans la future structure palestinienne, sur les risques d'insuccès de la greffe qui s'opérera entre eux et la population « de l'intérieur » les inquiètent. Ils veulent participer à un véritable « projet national », mais les contours de cette entreprise paraissent, au mieux, bien flous, au pis décevants. Les Palestiniens du premier exil de 1948 sont les plus anxieux, mais ils ne sont pas des seuls.

Selon des estimations approximatives, le nombre des Palestiniens à Tunis, familles comprises, varierait entre 3 000 et 3 500 personnes.

MOUNIA NAÏM

Retour des derniers expulsés au Liban

Cent quatre-vingt-dix-sept Palestiniens expulsés par Israël au Liban, il y a un an, ont quitté définitivement, mercredi 15 décembre, leur campement de Marj ez-Zuhour, pour regagner les territoires occupés. Dix-huit autres qui avaient refusé de rentrer eurent pour peine de prison, avaient déjà fui le campement, munis de faux papiers. L'armée israélienne a, en effet, indiqué que les expulsés seraient retenus pendant quatre-vingt-sept heures dans des camps militaires, le

temps d'examiner le cas de chacun d'entre eux. Ceux qui sont soupçonnés de « délits contre la sécurité » d'Israël resteraient en détention.

Israël avait banni, le 17 décembre 1992, 415 Palestiniens, soupçonnés d'appartenir à des mouvements intégristes musulmans, puis, en accord avec les Etats-Unis, avait accepté de les faire revenir dans un délai d'un an. C'est ainsi qu'en septembre, 189 Palestiniens avaient été autorisés à retourner dans les territoires occupés. — (AFP)

BIBLIOGRAPHIE

Le rêve de Shimon Pérès

LE TEMPS DE LA PAIX
de Shimon Pérès,
Editions Odile Jacob,
262 pages, 130 F.

Shimon Pérès commence par la fin. Dès les premières lignes, le lecteur est prévenu. Pourtant écrit « à chaud », ce livre ne relate pas ces fameuses « négociations secrètes » israélo-palestiniennes qui ont soudain changé le cours de la recherche de la paix au Proche-Orient.

Le propos du chef de la diplomatie israélienne débute précisément le jour de son soixante-dixième anniversaire, le 20 août 1993, à Oslo, quand, au petit matin, s'échappant huit mois de tractations occultes par la signature d'un « document final », un texte qui, à très peu de chose près, est celui qu'il paraphraser, le 13 septembre, à Washington, au moment de la poignée de main « historique » entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin.

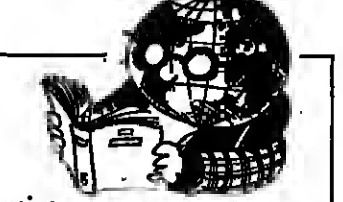
Il est certes encore trop tôt pour révéler bien des détails sur ces rencontres scabreuses et les hésitations des uns et des autres, à Jérusalem et à Tunis. Le secret a été sans doute pour beaucoup dans le succès de l'opération « Gaza-Jéricho d'abord ». On comprend la prudence et le réserve de l'homme d'Etat, d'autant mieux que l'on sait à quel point — bien moins discrète — la traduction dans les faits de cet accord d'Oslo pose de difficultés, aujourd'hui. Mais on peut tout de même regretter que le principal responsable de cette initiative qui a véritablement bouleversé les données du problème proche-oriental — celui qui, en tout cas, avait la fonction la plus élevée — glisse aussi rapidement sur ce chapitre si crucial et si méconnu. La paix entre Israéliens et

Palestiniens est-elle ébauchée ? Sans compromettre le présent, quelques impressions ou anecdotes, au moins, auraient éclairé l'exposé de M. Pérès, essentiellement tourné vers l'avenir. Pour souligner la fragilité de l'entente préliminaire entre Israël et l'OLP, l'auteur précise toutefois que celle-ci a bien failli capoter à la dernière minute : une heure avant la cérémonie de Washington, Yasser Arafat a, à deux reprises, menacé de rentrer à Tunis parce que le nom de son organisation ne figurait pas dans le document sur le point d'être signé.

Le Temps de la paix n'est donc pas, pour M. Pérès, celui des négociations récentes ou actuelles, mais celui d'une ère nouvelle qui s'ouvrira pour tout le Proche-Orient quand ces dernières seront terminées. On réalise mieux que c'est cette vision qui a motivé ce livre dans sa démarche initiale avec ses interlocuteurs palestiniens. M. Pérès, comme nombre de travaillistes, repousse de confédération avec la Jordanie — idée à laquelle s'est rallié Yasser Arafat. Il rêve d'un Proche-Orient, doté de solides structures régionales, enfin capable d'attirer un flot de capitaux pour exploiter toutes ses ressources — en eau, particulièrement, car celle-ci est rare et cause de conflit — et la « coloration de vert ».

Un sentiment d'enlèvement

M. Pérès n'en effectue pas moins un assez bref retour en arrière qui constitue l'un des principaux intérêts de son ouvrage. Il explique en effet les raisons qui, à ses yeux, ont amené les Israéliens à modifier brusquement leur attitude envers l'OLP, à accepter enfin ce qu'ils évitent toujours



refusé auparavant. Entre autres, il rappelle, avec ironie, que le précédent gouvernement israélien, qui avait tant caressé le rêve d'un « Grand Israël » jusqu'au Jourdain et tant promis de ne jamais discuter avec l'OLP, avait, malgré tout, fini par s'engager dans un dialogue indirect avec cette organisation, depuis la conférence de Madrid, en 1991, la délégation palestinienne était en réalité « aux ordres » de Tunis.

Outre l'énormité d'une coûteuse et incessante course aux armements qui hypothèque lourdement le développement de tous les pays de la région, Israël compris, il souligne le choc profond causé par la guerre de 1973 dans ce pays où, malgré une quasi-victoire, un certain complexe d'invincibilité a été brutalement ébranlé. Et puis l'impact de l'intifada dans l'opinion d'Israël qui, peu à peu, a découvert que, si possible, soit son armée, le « contrôle » des territoires occupés devenait impossible. Notamment à Gaza.

Il décrit bien ce sentiment d'enlèvement, le désarroi des soldats d'Israël, autrefois « couverts d'étoiles », face à la révolte permanente des lanceurs de pierres. Ainsi affirme-t-il que ces militaires « sont la preuve vivante que le statu quo qui devait assurer la sécurité d'Israël n'a plus de sens ». Enfin — et surtout — il insiste sur le danger que représente l'extremisme croissant des « jusqu'au-boutistes » de l'islam. Il n'est que temps de préférer se tourner vers une OLP très affaiblie. « Tout a changé lorsque derrière le conflit israélo-arabe s'est profilée l'ombre du fondamentalisme islamique ».

FRANCIS CORNU

ASIE

INDE

Amnesty International dénonce des disparitions au Cachemire

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International dénonce, dans un texte publié mercredi 15 décembre, « des centaines » de disparitions de personnes dans l'Etat du Cachemire, qui connaît, depuis janvier 1990, une insurrection séparatiste musulmane. Une situation de même nature prévaut, selon Amnesty, au Pendjab, où New-Delhi s'est opposé, ces dernières années, à la création d'un « Khalistan » (« pays des purs ») par des militants sikhs. Le rapport donne une liste de 128 disparus pour le Cachemire et de 80 pour le Pendjab. Mais elle estime, sur la foi d'informations « entièrement recueillies en Inde » (1), que « les disparitions sont maintenant systématiques dans ces régions troubles ».

« Les vastes pouvoirs d'arrestation arbitraire conférés aux forces de sécurité favorisent les disparitions », note encore l'organisation humanitaire. De plus, dans de nombreux cas, il est clair que la vérité est délibérément occultée. La police et l'armée usent de faux-fuyants, font fi de la loi et entravent les démarches des familles et

des avocats ». Amnesty reconnaît que, dans les deux Etats, « le gouvernement indien est confronté à une opposition impitoyable et violente » (2), qui se livre à « des prises d'otages, des assassinats d'hommes politiques et de leurs familles, des meurtres délibérés de civils, parmi lesquels des journalistes, ainsi que des actes de torture et des viols ». Mais, ajoute le rapport, « il est clair que dans leurs luttes contre (les) groupes, les forces de sécurité commettent elles-mêmes des atrocités ». Amnesty s'attarde, en particulier, sur le cas d'un disparu du Pendjab, Harjit Singh, que la police avait donné pour « tué lors d'un accrochage », qui a été reconnu vivant par son père dans un centre d'interrogatoires et qui, depuis, n'a plus été vu. L'organisation invite, in fine, le gouvernement indien à créer une « commission chargée de la protection des détenus ».

(1) La précision tire son prix du fait qu'Amnesty n'est pas autorisée par New-Delhi à enquêter en Inde.

(2) La situation paraît revenue sous contrôle au Pendjab, après la répression menée par le chef de la police, M. Gill.

REPÈRES

HAITI

La France, les Etats-Unis, le Canada et le Venezuela souhaitent renforcer les sanctions

La France, les Etats-Unis, le Canada et le Venezuela sont convenus, mardi 14 décembre, d'œuvrer en commun pour obtenir un renforcement des sanctions des Nations unies en vigueur contre le régime militaire au pouvoir en Haïti. La décision a été prise à l'issue d'une réunion à Paris, lundi et mardi, de hauts responsables des quatre pays : le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, Bertrand Dufourcq.

« Les sanctions ne seront suspendues que quand les militaires auront rompu leurs engagements », a-t-il dit, c'est-à-dire lorsqu'ils auront remis le pouvoir au président Jean-Bertrand Aristide, comme il avait été convenu en juillet dernier à New-York. Si les militaires, ont été renversés le président Aristide en septembre 1991, « ne respectant pas leurs obligations, le Conseil de sécurité devra envisager

des mesures supplémentaires », a-t-il ajouté. Les quatre pays ont décidé d'envoyer une mission militaire à Port-au-Prince avant Noël pour transmettre leur « message de détermination » au chef de l'armée, le général Raoul Cédras.

GABON

« La récréation est terminée », affirme le président Bongo

Le président Omar Bongo a appelé, mardi 14 décembre, « tous ceux qui ont participé à la compétition du 5 décembre à participer à la gestion » du pays. Mais il a déclaré que le « désordre » et « l'insurrection » que constitue la formation d'un « gouvernement parallèle » par le Père Paul Mba Abessole, son principal concurrent, ne « peuvent être tolérés ».

« La récréation est terminée », a enfin lancé M. Bongo, lors de sa première allocution radio diffusée depuis sa réélection contestée. Mardi, le mot d'ordre de grève lancé par quatre syndicats semblait n'avoir pas été suivi. — (AFP)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : Lakhdar Brahimi nommé représentant de M. Boutros-Ghali. — Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a désigné, mardi 14 décembre, Lakhdar Brahimi pour être son représentant spécial pour l'Afrique du Sud. L'ancien ministre algérien des affaires étrangères, qui était l'envoyé spécial de l'ONU au Zaïre, remplacera l'ancien secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, qui avait été nommé à ce poste en juillet 1992. — (AFP)

BIRMANIE : le « roi de l'opium » offre un marché au président Clinton. — Khun Sa, le plus connu des trafiquants d'opium du Triangle d'or, a proposé au président Clinton de mettre fin, dans les cinq ans, à la production de drogue dans l'Etat shan, au nord-est de la Birmanie, en échange d'une aide et d'un soutien américains. Cette proposition, qui n'a guère de chances d'être acceptée, venant d'un homme qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt aux Etats-Unis, intervient alors que de violents combats font rage entre l'armée birmane et les hommes de Khun Sa à proximité de la frontière thaïlandaise. — (AFP)

CONGO : le bilan des troubles s'alourdit à Brazzaville. — Des médecins de l'hôpital universitaire de Brazzaville ont déclaré, mardi 14 décembre, que les affrontements qui ont opposé, depuis vendredi, les partisans de l'opposition et ceux de la Mouvement présidentielle dans deux des quartiers sud de la capitale ont fait au moins soixante et

un morts (le Monde du 15 décembre). Ce bilan ne prend en compte que les cadavres qui ont été déposés à la morgue de la capitale, a-t-on précisé. — (AP, Reuter)

ÉTATS-UNIS : extradition d'un ancien gardien de camp nazi. — Alexandre Schweidler, un ancien gardien du camp de concentration nazi de Matthausen, en Autriche, sera extradé des Etats-Unis vers la Grande-Bretagne, a annoncé, mardi 14 décembre, le ministère américain de la justice. Alexandre Schweidler, un ressortissant britannique né en Slovaquie, a jusqu'au 1er février pour quitter le pays. Il a reconnu avoir été l'un des gardiens armés de Matthausen, a précisé le ministère. — (Reuter)

MEXIQUE : treize morts lors d'une mutinerie dans une prison. — Une mutinerie déclenchée par des luttes entre bandes rivales a fait au moins 13 morts et 11 blessés, mardi 14 décembre, dans une prison près de Mexico, ont annoncé les autorités locales. Toutes les victimes sont des prisonniers. — (Reuter)

PÉROU : le Sentier lumineux prépare une offensive pour le centenaire de la naissance de Mao. — La guérilla du Sentier lumineux (maoïste) prépare une « offensive stratégique » à l'occasion du centenaire de la naissance de Mao Zedong, le 26 décembre, selon le journal clandestin de la guérilla El Diario, envoyé mardi 14 décembre dans toutes les rédactions de Lima. — (AFP)

POLITIQUE

Afin d'aider financièrement l'enseignement privé et malgré l'opposition de la gauche

Le gouvernement impose la révision immédiate de la loi Falloux

■ GUERRE-ÉCLAIR. Le gouvernement a mené une offensive rapide et efficace, au Sénat, mardi 14 décembre, pour obtenir la réforme de la loi Falloux de 1850 sur les aides publiques à l'enseignement privé, réforme bloquée depuis l'été dernier. Insérée à l'ordre du jour par la conférence des présidents pour l'après-midi même, la proposition adoptée par l'Assemblée nationale au printemps dernier a été votée « conforme » par la majorité sénatoriale, ce qui rend définitive. Les sénateurs socialistes et communistes n'ont pu qu'émousser de protestations bruyantes une discussion sur laquelle ils n'avaient aucune prise.

■ SYSTÈME D'AIDES. La révision de la loi Falloux - justifiée par le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, en s'appuyant sur le rapport de la commission Vedel, qui souligne le mauvais état de nombreux bâtiments d'enseignement privés - permet au gouvernement d'accorder des aides financières immédiates aux établissements sous contrat.

Les socialistes pris de court

Lorsque le gouvernement avait décidé, début septembre, d'ajourner l'examen de la loi Falloux, le PS avait été d'autant plus satisfait de ce « recul » que ses parlementaires avaient eu le sentiment d'y avoir été pour quelque chose. « Nous serons prêts à nous remobiliser à la première occasion », avait quand même lâché le porte-parole de ce parti, Jean Glavary. La gauche est, aujourd'hui, prise de court. « J'aurais, dans l'histoire des relations entre le Parlement et le gouvernement, on n'avait assisté à un pareil coup de force », s'indignait, mercredi matin, M. Glavary.

Depuis la publication du rapport Vedel, les dirigeants socialistes avaient bien quelques soupçons. Ils s'attendaient plutôt à ce que le sujet revienne dans la déclaration de politique générale d'Edouard Balladur. Pour Henri Weber, secrétaire national du PS, chargé de l'éducation, ce « forfait » est, au moins, deux explications : « Satisfaire la base Villiers » pour effacer les concessions du GATT et « profiter de la proximité des vacances de Noël pour évacuer les protestations du monde enseignant ». Dès mardi après-midi, Michel Rocard a exprimé le sentiment de tous les socialistes en déclarant : « Cette manœuvre purement politicienne et parfaitement indigne ». Les regards se tournent vers l'Élysée, dans l'espoir que François Mitterrand impose une nouvelle délibération de la loi, mais avec réticence : « On ne peut pas trop lui en demander », disait, mercredi matin, M. Glavary.

Ajournement d'urgence, lancement d'un comité d'intellectuels pour la défense de l'école laïque, recours devant le Conseil constitutionnel, manifestation nationale à la mi-janvier, multiplication des contacts avec les syndicats. Le PS sera-t-il de Solferino jeudi. Dans la perspective des prochaines Assises de la transformation sociale, les dirigeants socialistes, qui se plaignaient ces derniers jours de ne pas trouver prise sur la façade balladurienne, pourraient être bientôt tentés de remercier François Bayrou.

ASSEMBLÉE NATIONALE : loi sur la passation de marchés publics... L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mardi 14 décembre, le projet de loi relatif à la passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Ce texte, qui complète la transposition, en droit interne, des directives communautaires relatives à la passation des marchés publics, avait été adopté par le Sénat le 21 octobre (Le Monde du 23 octobre).

En un quart d'heure, ce fut la mêlée, le chahut, un écharivari moussu comme, de mémoire de sénateur ou d'industriel, le Palais du Luxembourg d'en coccot point depuis des lustres.

En ce mardi 14 décembre à 16 heures, tout avait pourtant commencé presque normalement. Apparemment impavide, René Monory, président du Sénat, ouvrait la séance en donnant lecture de l'ordre du jour adopté, le matin même, par la conférence des présidents. A la demande du gouvernement, celle-ci avait, à l'improviste, chamboulé le programme de travail des sénateurs pour imposer, en urgence, la discussion de la proposition de loi « relative aux conditions de l'aide aux établissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales ». Autrement dit, le texte visant à réviser la fameuse loi Falloux de 1850 sur le financement de l'enseignement privé, voté par l'Assemblée nationale en juin dernier et dont l'examen avait été interrompu, au Sénat, le 30 juin à minuit (Le Monde du 15 décembre).

A peine M. Monory avait-il demandé, de façon aussi économe que possible, s'il y avait « des observations », les cris commencent à fuser sur les bancs des groupes socialistes et communistes. Aubert Garcia (PS, Gers) ouvrait le feu en déclarant : « Le Sénat » et cette « basse manœuvre ». Claude Estier, président du groupe socialiste, faisait brusquement pâlir le président du Sénat en le prenant directement à partie et en élevant une « protestation solennelle » : « Par une modification de l'ordre du jour effectuée dans des conditions sans précédent, dans des conditions déshonorantes, le gouvernement veut prendre sa revanche et faire voter à la sauvette une loi attendue avec impatience par le lobby du privé », fort bien représenté, il est vrai, dans les tribunes du public. Hélène Luc, présidente du groupe communiste, enchaînait en « condamnant ce coup de force gouvernemental ».

Tumulte incontrôlable

Une fois encore, René Monory fit mine de poursuivre en donnant la parole au ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, pour qu'il expose les multiples demandes d'intervention de l'opposition. C'est fut trop sur les bancs de la gauche. D'un coup, toutes les bornes de la bienséance sénatoriale furent franchies. Tandis que François Bayrou montrait à la tribune, Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) réclamait une suspension de séance, Jean-Louis Carrère (PS, Landes) quittait son banc et descendait vers la tribune comme on entre en mêlée, bientôt suivi par la plupart des sénateurs socialistes qui apostrophèrent le ministre, qui le président du Sénat. Inlassablement les communistes frappaient sur leurs pupitres en demandant une suspension de séance.

Le tumulte fut, une bonne heure durant, incontrôlable. Bâillon et rageur, M. Monory eut beau intimier l'ordre aux tribuns de rejoindre leur place ou de quitter l'hémicycle, il eut beau agiter sa cloche, multiplier les rappels à l'ordre, rien n'y fit. En dépit d'une suspension de séance, en dépit des huissiers qui barraient, à la reprise, l'accès à la tribune, en dépit des exhortations de Roger Romani, ministre délégué aux relations avec

le Sénat, ou de Michel Poniatowski (Rep. et ind., Val-d'Oise) ou d'Yves Guéna (RPR, Dordogne), le ministre de l'éducation nationale, cerné par les sénateurs socialistes, ne put faire entendre sa voix avant longtemps. Tout juste, entre deux huées, il put annoncer le déblocage de quelques milliards de francs de prêts aux collectivités locales pour financer les travaux nécessaires dans les établissements scolaires pour assurer la sécurité des élèves (lire ci-dessous).

Et puis, de guerre lasse, chacun pou à peu revint au débat. Jean-Luc Mélenchon, infatigable pourfendeur du privé, ouvrit le bal des 118 amendements toujours inscrits à l'ordre du jour, au terme de la première partie de la discussion, en juin dernier. « Comment organiser un débat de raison quand on utilise des procédés déloyaux pour un choix idéologique qui consiste à faire financer - sans plafond - par tous les citoyens un enseignement confessionnel ? » Ou encore : « Tout ce battage autour du rapport Vedel n'était qu'un prétexte : tout était acquis d'avance. Nous vous demandons qu'aucune aide au privé ne vienne diminuer les moyens de l'enseignement public ».

Inlassablement, socialistes et communistes reviennent à la charge. « Peut-on financer sur fonds publics des établissements dont on ne connaît même pas les propriétaires ? » interrogeait Jean-Louis Carrère. « Vous voulez ruiner la guerre scolaire », lançait Hélène Luc relayée par Michel Dreyfus-Schmidt soulignant que ce débat improvisé sur la loi Falloux est une manière de « distraire » l'attention du débat sur le GATT. Ivan Renard (PC, Nord) ajoutait sa pierre à l'édifice : « De loi Falloux en accord Lang-Cloupet on ne cesse de brider l'enseignement public et laïc, seul porteur des valeurs républicaines ». Et Robert Vizat (PC, Essonne) renchérrissait en soulignant que « le transfert des établissements privés aux collectivités locales ne sera qu'un déguisement de la décentralisation, déjà mise à profit par l'Etat pour se décharger de ses obligations, au grand dam des contribuables locaux ».

Prêts bonifiés et plan d'urgence

Après avoir rappelé les principales conclusions du rapport Vedel (Le Monde du 15 décembre), François Bayrou a annoncé, mardi 14 décembre, au Sénat, deux mesures destinées à apporter une réponse rapide aux problèmes de sécurité dans les établissements scolaires.

En premier lieu, estimant que « l'Etat ne peut pas se contenter d'une injonction » ni « abandonner les collectivités locales à leurs seules ressources », le ministre a indiqué que le gouvernement avait « décidé d'étendre aux communes la bénéfice du prêt spécial sécurité sur l'enveloppe de l'emprunt 6 1993 ». Il a décidé de porter l'enveloppe de ce prêt spécial - dont le taux, bonifié de 5 points pendant quatre ans, reviendra à 2 % l'an - de huit milliards à douze milliards de francs », a précisé François Bayrou.

Pour marquer la différence de responsabilité de la collectivité publique à l'égard des établissements publics, d'un côté, et des établissements privés sous contrat, de l'autre, ce prêt spécial sécurité « sera modulé » entre les uns et les autres, a souligné le ministre de l'éducation nationale : « Il pourra financer les travaux nécessaires à hauteur de 100 %, lorsqu'il s'agira du public, et à hauteur de 50 %, lorsqu'il s'agira du privé pour inciter les propriétaires à assumer leur part de la charge ».

En second lieu, François Bayrou s'est engagé, « compte tenu de la responsabilité de l'Etat en matière de contrôle de la sécurité, à faire réaliser dans les trois mois, event le 31 mars 1994, un bilan exhaustif des besoins de sécurité des écoles de manière qu'un plan d'urgence soit établi et que toute négligence et tout retard se trouvent bannis dans un domaine, celui de la sécurité des enfants ».

Invariablement, le mutisme des sénateurs de la majorité était éloquent et les réponses étaient les mêmes, laconiques, de la part de Joël Bourdin (Rep. et indep., Eure), rapporteur de la commission des affaires culturelles, comme de la part du ministre : « Avis défavorable ». C'était, en effet, comme le nota avec franchise François Bayrou, la condition même du succès de la manœuvre engagée par le gouvernement : il fallait aller vite, très vite, boucler le texte à la hussarde, n'accepter aucun amendement, d'où qu'il vienne, pour ne pas prolonger un débat toujours imprévisible, et surtout ne pas être contraint de demander une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale. A une heure du matin, le gouvernement décida donc d'employer les grands moyens : avec l'accord du bureau du Sénat, il demanda qu'une soixantaine des amendements encore à discuter soient déclarés irrecevables. Et il obtint rapidement satisfaction, en dépit de l'opposition qui dénonça « cette loi sclérosante » et le « coup de force gouvernemental ». En dépit également des réserves d'Etienne Dailly (Rena. dém., europ., Seine-et-Marne). Ce dernier, en effet, annonça qu'il ne voterait pas cette motion d'irrecevabilité, pour pointer, sans aménité, « les conditions peu convenables dans lesquelles ce texte vient en discussion au Sénat. Nous ne voulons pas risquer la censure du Conseil constitutionnel : pour être sûrs de notre fait, mieux vaudrait élucubrer un à un les amendements restants ».

Recours

au Conseil constitutionnel

Cette coupe claire opérée, il ne restait plus que dix-huit amendements de l'opposition. Ils lui furent autant d'occasions de revenir sur les raisons de son rejet du texte de la majorité. Avec passion et souvent avec une « émotion vraie », comme devait le reconnaître M. Bayrou en fin de débat. Ce fut le cas de Dominique Ben Guiga (PS, Français établis hors de France) s'adressant au « ministre tartuffe » qui « avance masqué derrière la sécurité des

enfants » alors que le problème est ailleurs : « Mélanger religion et politique, c'est faire la même chose que les intégristes en Algérie, c'est tout aussi dangereux pour la société française ».

Françoise Seligman (PS, Haute-de-Seine) déplaça à son tour le débat. « Vous êtes en train de mettre en danger l'enseignement public car nos collectivités locales ne sont pas milliardaires. Ce que vous demandez d'un côté, vous le prenez de l'autre. Vous ne devriez pas prendre à la légère cette guerre scolaire que nous ralliâmes et dont nous ne mesurons pas encore les conséquences. Craignez de jouer les apprentis sorciers ». Gérard Delfau enfonçait le clou en dénonçant les risques « d'enrichissement », par les collectivités locales, de personnes physiques ou morales sur lesquelles elles n'auraient aucun moyen de contrôle.

Et d'évoquer ce qui devrait constituer la base d'une saisine probable du Conseil constitutionnel par les sénateurs socialistes. Mais c'est Jean-Luc Mélenchon qui, sur ce point, fut le plus tranchant. S'appuyant sur des documents internes du Comité national de l'enseignement catholique, il démontait minutieusement la place déterminante, dans les associations gestionnaires des établissements privés, de la tutelle religieuse et de la « mission d'église » qu'elle poursuit. Pour conclure : « Nous ne voulons pas que l'argent public finance le patrimoine d'une religion », ce qui, à ses yeux, en contradiction flagrante avec la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

La cause, on le devinait depuis le début de cette séance, était entendue. Le vote final, à six heures mercredi matin, ne réserva guère de surprise. Deux cent dix-sept sénateurs de la majorité votèrent pour, tandis que l'opposition et quatre membres du Rassemblement démocratique européen votèrent contre. Fin sans gloire - à moins qu'elle ne soit que provisoire - d'un débat historique où l'on cita plus Victor Hugo qu'on ne l'égal.

GERARD COURTOIS

Coup de force

Suite de la première page

Désormais, si elles le désirent, les communes pourront financer librement les investissements (construction ou réparation) des écoles privées, dans les limites du pro rata des élèves qu'elles accueillent. De même pour les départements vis à vis des collèges privés sous contrat, et pour les régions vis à vis des lycées.

Certes la question du privé ne se pose plus aujourd'hui dans les mêmes termes que ceux dans lesquels elle se posait encore il y a dix ans, plongés dans le ruisseau des centaines de milliers de partisans des deux camps. Le temps semble loin (faute de combattants ?), où s'affrontaient « calotins » et « laïcards ». Car pour l'opinion, l'enseignement privé est devenu une nécessité. Ce n'est pas un hasard, ni un signe de profonde conversion, si un élève sur trois sortant du système éducatif a passé une partie de sa scolarité dans le privé. Si, chaque année, 155 000 élèves quittent le public pour s'orienter vers le privé et 100 000 élèves du privé prennent, à l'inverse, le chemin du public.

Meis dira haut et fort, dans l'esprit de la loi Debré, que l'enseignement privé sous contrat - à 95 % catholique - « fait partie intégrante du service public », comme avait commencé de le proclamer Jack Lang, et comme l'a repris François Bayrou, suffit-il à résoudre aujourd'hui la question scolaire ? L'existence même d'un statut de l'enseignement catholique, la teneur statutaire de l'Eglise, le quasi-monopole de l'Eglise dans le secteur privé, ne permet pas de dire qu'il s'agit de la même école.

Désormais, on le sait, ce sera aux régions, aux départements, et surtout aux communes (qui avaient, elles, totale interdiction de subventionner les murs des écoles privées) de résoudre les conflits entre le public et le privé.

CLÉS/ Texte

La loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales, qui a été adoptée, mercredi 15 décembre, au Sénat, prend les dispositions suivantes :

■ **Liberté de l'enseignement.** « Les collectivités territoriales de la République concourent à la liberté de l'enseignement, dont l'exercice est garanti par l'Etat ».

■ **Aide aux investissements.** « Les établissements d'enseignement privés sous contrat, dans le respect de leur caractère propre, peuvent bénéficier d'une aide aux investissements. Les collectivités territoriales fixent librement les modalités de leur intervention. Toutefois, l'aide qu'elles apportent aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour leurs investissements ne doit pas excéder, en proportion du nombre des élèves des classes faisant l'objet du contrat rapporté au nombre des élèves scolarisés dans l'enseignement public, le montant des investissements réalisés dans l'enseignement public. Ce dernier montant est apprécié, lors du vote du budget de la collectivité territoriale, sur la base des comptes administratifs des six années précédentes : dans les communes de moins de dix mille habitants, ce montant est apprécié sur une base départementale ».

■ **Programmes.** « Les formations offertes par les établissements d'enseignement secondaire sous contrat qui bénéficient d'une aide aux investissements doivent être compatibles avec les orientations définies par le schéma prévisionnel des formations [...] ». Les conseils régionaux associent les représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat à l'élaboration des schémas prévisionnels de formation. [...] »

■ **Conventions.** « Toute aide allouée conformément à l'article précédent donne lieu à la conclusion, entre la collectivité territoriale qui attribue et l'organisme bénéficiaire, d'une convention précisant l'affectation de l'aide, les durées d'amortissement et le cas de cessation de l'activité d'enseignement ou de résiliation du contrat, les conditions de remboursement des sommes non amorties ainsi que les garanties correspondantes ».

Pressions électorales

Observera-t-on le même équilibre entre toutes les communautés qui souhaitent obtenir des fonds publics pour financer des établissements privés à caractère propre, quand on remarque déjà que la religion musulmane, en Alsace-Moselle où s'applique le droit concordataire, ne bénéficie toujours pas du statut de religion reconnue, à l'instar des confessions catholique, protestante et israélite ? On imagine aisément, dans la mesure où il n'y a pas obligation de financement, les pressions qui s'exerceront, demain, en termes électoraux.

Pour l'heure, le passage en force de la majorité gouvernementale servira de test à la gauche, dont a pu percevoir qu'elle était comme physiquement touchée par ce qu'elle considérait comme une « agression ». Les sénateurs socialistes n'ont pas résisté à la tentation qu'ils avaient de se ruer dans l'arène pour empêcher le ministre de l'éducation nationale de s'exprimer. Le gouvernement aura déjà réussi à rassurer les syndicats enseignants, il y a un an encore frères ennemis. Le Conseil constitutionnel va être saisi par les sénateurs du PS.

On ne peut qu'être stupéfait que la droite n'ait pas su prendre appui sur l'évolution des mentalités à gauche - les socialistes eux-mêmes avaient esordé, en 1992, et qu'aucun gouvernement, pas même de droite, n'avait voulu octroyer au privé jusque là. Car, assurément, la paix scolaire et l'école, méritent mieux qu'une petite habileté politique.

JEAN-MICHEL DUMAY

Un jugement de Cheik Yamani, ancien ministre

Les « erreurs sur erreurs » producteurs et consommateurs

Les cours du pétrole continuent de s'effriter, et le brant, la qualité de référence en mer du Nord, tombé sous la barre des 14 dollars par baril fin novembre, se négociait à 13,65 dollars jeudi 9 décembre, un de ses plus bas niveaux depuis cinq ans. Sur un possible contre-choc possible d'un congrès sur le

dénoncé une accumulation d'« erreurs sur erreurs », génératrice de désordre. L'une d'entre elles provient des pays producteurs dans le Golfe « qui ne sont guère disposés à laisser les compagnies pétrolières aller à l'amont ». C'est à dire...

Les canaux, avant tout dans les grands deltas du Mékong et du fleuve Rouge, et les grands ports (en priorité, Hô-Chi-Minh-Ville et Haiphong) ont besoin d'être dragués et réhabilités. Construits il y a près d'un siècle ou remplacés par des ouvrages de fortune à la suite des destructions de la guerre, les 1 470 ponts de la voie ferrée reliant Hô-Chi-Minh-Ville via Hanoï à la frontière chinoise sont dans un état si précaire que des limites de vitesse sont imposées. Les seize aéroports doivent être réhabilités, à commencer par le...

tous les syndicats un accord pour trois ans mettant en place une série de mesures originales d'aménagement du temps de travail, qui permettraient l'embauche de deux à trois cents personnes à temps plein. L'accord, paraphé par tous les syndicats (CFDT, CFTC, CGC et CGT), innove en créant le « cadre de réserve ». Il s'agit d'une formule de dispense d'activité à partir de cinquante-cinq ans entièrement financée par le...

Les consorts vont pouvoir bijoux à 9...
texte de loi
3 novembre
ministres, q
d'une loi via

se proposait d'établir des de discipline en matière de merce international. Ad lors d'une conférence Nations unies sur le comm et l'emploi, à La Havane en 1948, elle ne fut pourtant ratifiée. En 1950, le gouvernement des Etats-Unis annonça qu'il ne demanderait pas le Congrès la ratification de cet Charte. L'OIC était morte-née.

■ Le GATT. — Pour remédier l'accumulation de mesures protectionnistes héritées du début des années 30, dès la fin de la guerre, en 1946, vingt-trois pays — les « parties contractantes » — avaient engagé des négociations tarifaires. Elles aboutirent à un

L'Accord et le Canada

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), censé à partir du 1^{er} janvier prochain créer un marché commun entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, sera soumis au vote du Congrès le 17 novembre. Ce texte, pour lequel le président Clinton se bat sans relâche depuis plusieurs semaines, pourrait ne pas passer le barre de la Chambre des représentants, ce qui constituerait un grave échec politique pour le président américain, et affaiblirait sa position face aux Européens à propos du GATT.

Bill Clinton est-il politiquement trop affaibli pour faire aboutir le projet de marché commun nord-américain conclu entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada? Impensable il y a quelques mois encore, la question est sur toutes les lèvres à Washington. Elle est d'importance puisque le sort qui sera réservé au traité ALENA marquera sans doute, beaucoup plus que la réforme du système de santé, la présidence Clinton. C'est un peu de l'avenir des Etats-Unis en tant que puissance commerciale ouverte sur l'extérieur qui

tre ap. son un à l'War ces Haït. assum pax politie ment améri prendr était, e. bre des clintonie

Débat Clinton tion imp tions fina l'Uruguay de l'admir libre-échan entamée. M dredi : « Si pays qui re. GATT dir. devenant pr fondés à le secrétaire au sen, était pl nous ne poi accord avec n il sera très di avec les Français sur l'accord de Blair House » (le volet agricole de l'Uruguay Round).

Les dernières élections partielles se sont soldées par trois défaites démocrates dans les trois plus importants scrutins : aux municipales de New-York, puis dans le New-Jersey et en Vir-

au matin, à Bruxelles, sans être parvenus à un accord général. Le blocage porte sur deux points : l'audiovisuel et l'aéronautique, a indiqué Mickey Kantor, le négociateur américain.

carcan se trouve. Mais pas suffis des Français.

Dans la soirée M. Brittan pour tions avec M. nuit et ne va devant le conseil festation d'une

La contre

C'EST QUAND ON N'A D'ECRIRE QU' D'UN

هكزامي

(ité)

Type de

Les Français
vont acheter des
bijoux à la
grâce à un
3 novembre
ministère
d'une loi

Un projet de loi sur l'industrie du faux

La contrefaçon représenterait 500 milliards de francs l'an

C'EST
QUAND ON N'A PLUS BESOIN
D'ÉCRIRE QU'ON A BESOIN
D'UN STYLO.

MONTBLANC LANCE LE DOCUMENT MARKER : LE SURLIGNEUR MEISTERSTÜCK.
LE PREMIER SURLIGNEUR ÉLÉGANT.

POUR CONNAÎTRE LE REVENDEUR AGRÉÉ MONTBLANC LE PLUS PROCHE, TÉLÉPHONER AU (1) 40.45.42.40

**MONT
BLANC**
THE ART OF WRITING

tes les lèvres

que toujours
listes de la
ons profes-
oduire les
nsuite les
américains
e prix n'a
pour une
ssi bien
Dans le
s subtil,
on de la
r l'em-
nter le
« C'est
avez
e plus
appa-
mar-

lit, vu la différence de prix entre les deux produits, on ne peut reconnaître une relation aussi mécanique. Mais, on ne peut nier qu'il y ait perte de chiffre d'affaires pour le fabricant original.

Il est tout aussi difficile d'évaluer les investissements « matière grise » portant sur la forme, les matériaux, la coupe ainsi pillés. Ce qui est quantifiable, en revanche, ce sont les sommes dépensées par certaines maisons pour protéger leurs produits : frais de détection, d'enquête, procédures dans tous les pays du monde... Cela peut atteindre de 3 % à 5 % du chiffre d'affaires, estime-t-on chez les industriels de la parfumerie.

Reste le dernier préjudice, encore plus difficile à quantifier : l'atteinte à la marque, elle-même, à l'image qu'elle véhicule. « Lors- qu'il y a contrefaçon, il y a dilution de la marque », explique-t-on à la Fédération de la parfumerie. De fait, la mise à disposition de produits contrefaits à petits prix aboutit à un réel détournement de la clientèle recherchée par telle ou telle grande maison... pour le plus grand bonheur de l'homme de la rue ! Car, le consommateur, qui a pris l'habitude d'acheter « tout pour rien », souhaite aussi le beau pour pas grand-chose.

ici à l'an 2000

A la suite du remboursement des 140 millions de dollars d'arriérés à l'égard du FMI (toujours avec l'aide du groupe des Amis du Vietnam), la Banque mondiale a accordé le 26 octobre deux premiers crédits à Hanoï. Quant au II, il s'est engagé sur une première ligne de crédits de 223 millions de dollars.

certains, parmi les officiels vietnamiens, s'interrogent sur la capacité du pays à absorber des aides portantes. Déjà, sur les 6,3 milliards de dollars d'investissements étrangers agréés de 1988 à 1993, le quart à peine avait coursé à cette dernière date seulement pour l'exploration (re). La réunion de Paris « a pour objet non seulement de l'assistance mais aussi de se centrer sur les problèmes de coordination », a déclaré, le 29 octobre à Hanoï, Roy Morey, représentant du PNUD au Vietnam. Au cours d'une même conférence de presse, Do Quoc Sam, président du Comité d'Etat au plan, a estimé que l'aide étrangère devra être utilisée de façon assez efficace « pour que le Vietnam ne devienne pas un débiteur incapable de rembourser ses dettes, ce qui a été le cas d'un bon nombre d'autres pays en voie de développement ». La dette du Vietnam en devises fortes, dont le rééchelonnement sera discuté à Paris, est estimée à plus de 4 milliards de dollars.

volailles, romages... Le donc desserré, ent aux yeux

apprenait que it ses négocia- r pendant la it donc pas ouvelle mani- ne singularité

- **Considérez-vous que le gouvernement français mène la négociation comme il le faut ?**

- Le gouvernement de mon pays est engagé dans une négociation difficile. Il ne m'appartient pas aujourd'hui de le juger, et éventuellement de l'affaiblir. Mais nous avons intérêt à la fois à ce que le GATT existe et à ce que l'ensemble des problèmes soient

la Banque mondiale, de la réunion des donateurs), met l'accent sur la réhabilitation des communications et des transports. Un tiers des 11 000 km de routes dites nationales sont encore des pistes et la plupart des sections pavées ou bitumées n'ont pas été réparées depuis dix ans. Le réseau de routes secondaires, ajoute le rapport, est « si sérieusement détérioré que seul leur contour apparaît sur plusieurs sections ». Il souligne, bien entendu, que de « nombreuses

Les Etats-Unis, qui ne s'opposent plus à l'intervention des grands organismes internationaux de crédit mais dont l'embargo économique n'a pas été entièrement levé, sont les grands absents de la réunion de Paris. Le Vietnam ayant remboursé ses arriérés (13,5 millions de dollars) début octobre (avec l'aide du groupe des Amis du Vietnam, dirigé par le Japon et la France), la Banque asiatique de développement a déjà débloqué 76,5 millions de dollars pour protéger Hanoï contre les inondations et développer l'irrigation des

Trois membres d'un groupuscule antisémite en garde à vue

Une action violente aurait été préparée contre le conseiller anti-racisme de M. Pasqua

La fondatrice de l'Œuvre française, Pierre Sidos, et trois membres de ce groupuscule antisémite ont été placés en garde à vue, mardi 14 décembre, dans le cadre d'une enquête sur un projet d'action violente visant Patrick Gaubert, le chargé de mission du ministre de l'Intérieur pour la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. M. Sidos a été relâché mercredi matin.

Les trois militants antisémites de l'Œuvre française avaient très minutieusement préparé leur plan d'action contre Patrick Gaubert. Depuis le mois de novembre, ils avaient multiplié les planques, les filatures et les repérages pour surveiller le chargé de mission de M. Pasqua pour la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Ce trio projetait-il une agression, une campagne d'intimidations, un enlèvement ou un crime? La mission opérée par les enquêteurs de sixième division de la police judiciaire chargée de la répression des atteintes à la sûreté de l'Etat et des menées subversives a en tout cas amplement démontré la réalité des menaces personnelles qui pesaient sur M. Gaubert.

Des plans détaillés de son domicile parisien et de sa résidence secondaire de Deauville ont ainsi été découverts lors de la perquisition au domicile de Thierry Verassani, l'un des trois militants de l'Œuvre française, ainsi qu'une collection de photographies des lieux. Une grille horaire précise de l'emploi du temps hebdomadaire et des déplacements du chargé de mission ont aussi été trouvés lors des perquisitions. Chez Thierry Verassani, un pistolet automatique, un fusil anti-émeute, et un dispositif de tir à visée laser permettant de tirer en pleine nuit sur une cible, ont été aussi découverts. Chez Alain Leclercq, les enquêteurs ont mis la main sur un fusil FAMAS, arme de guerre. Chez Patrick Nouhaud, dernier membre du trio, des munitions de fort calibre ont enfin été retrouvées. Au total, une dizaine d'armes - dont un fusil Winchester de gros calibre, un Colt 45, des pistolets et des revolvers, des fusils de chasse - ont été saisis.

Une information des Renseignements généraux

Cette opération policière est intervenue mardi 14 décembre après l'ouverture d'une information judiciaire pour « association de malfaiteurs, infraction à la législation sur les armes ».

Cinquante ans d'activisme

Bien moins connu que Jean-Marie Le Pen, dont il est l'ainé d'un an, Pierre Sidos, né le 6 janvier 1927 à Saint-Pierre-d'Oléron (Charente-Maritime), est un militant actif de l'extrême droite depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Son père a été jugé et fusillé pour des faits de collaboration. Un de ses frères et lui-même ont été condamnés aux travaux forcés : tous deux se réclamaient du fascisme de Marcel Guehard (le « français ») et de la milice de Joseph Darnand (un troisième frère s'était engagé, au contraire, dans les Forces françaises libres).

Amnistiés, Pierre Sidos et son frère fondent, en 1954, le mouvement Jeune Nation. Il en est l'idéologue. Certains militants de cette organisation, dissoute en mai 1958, prennent une part active au combat pour l'Algérie française dans les rangs de l'OAS. Pierre Sidos est incarcéré entre juillet 1952 et juin 1953. Ayant participé à la fondation du mouvement Occident en novembre 1953, il quitte ce groupuscule et rompt avec le journal *Europe-Action* en 1966.

Certains dirigeants d'Occident participent à la propagande souterraine visant à susciter la haine sur la génocide des juifs par les nazis, ce qui ne saurait effrayer Pierre

Sidos ; en revanche, *Europe-Action* développe un néopaganisme qui ne peut convenir à cet adepte du fascisme qui se réclame du catholicisme. Il lance donc, en 1966, une revue baptisée *le Soleil* - qui véhicule un antisémitisme obsessionnel. Cette publication a été interdite de publicité et de vente aux mineurs en novembre 1990.

Fonctionnement secret

Admirateur de Franco, de Salazar et de Pétain, il crée, en février 1969, ce qui reste le plus ancien groupe de l'extrême droite, l'Œuvre française, du nom du journal fondé par deux collaborateurs d'Edouard Drumont, écrivain antisémite de la fin du dix-neuvième siècle. C'est du reste à Drumont que se réfèrent les participants du premier congrès de l'Œuvre française, le 10 octobre 1970, en même temps qu'à Maurice Bardèche, Henry Cochet, Robert Brasillach, Charles Maurras et Pierre Drieu La Rochelle.

Groupes au fonctionnement secret, qui cultivent une indépendance dans le sphère d'extrême droite, l'Œuvre française entretient, cependant, des relations amicales avec le léninisme et avec sa presse.

O. B.

confiée, la veille en fin de soirée, par la quatorzième section dite antiterroriste du parquet de Paris au juge d'instruction parisien Marie-Paule Moracchini. Mis en cause par l'un des membres du trio, Pierre Sidos, fondateur de l'Œuvre française, a lui aussi été interpellé et placé en garde à vue, avant d'être relâché mercredi matin. Les trois autres militants de l'Œuvre française étaient toujours en garde à vue, mercredi matin.

Quelques semaines plus tôt, une information fournie par la direction centrale des Renseignements généraux avait fait état d'un projet d'action contre M. Gaubert se préparant au sein de l'Œuvre française. Après les attentats contre Jacques Roseau, porte-parole du Recours, et Jean-Claude Médénas, maire de Bages (Pyrénées-Orientales), le menace fut prise d'autant plus au sérieux que le conseiller de M. Pasqua était régulièrement pris pour cible, ces derniers mois, par une presse d'extrême droite insistant lourdement sur ses origines juives. Chirurgien dentiste âgé de quarante-cinq ans et membre de la commission exécutive de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), M. Gaubert avait déjà été le conseiller du ministre de l'Intérieur Pasqua pendant la première cohabitation, puis l'avait suivi comme chargé de mission à la présidence du groupe RPR en Sénat. Ce fidèle de M. Pasqua, coordonne aujourd'hui avec vigueur l'action des « cellules départementales contre le racisme » mises en œuvre sous l'autorité du ministre de l'Intérieur.

« Combattre comme nos aînés »

Dans un article publié en septembre dans *Information juive*, M. Gaubert expliquait son action en notant que « nulle organisation d'extrême-droite (...) n'est et ne sera à l'abri d'une juste répression ». Il annonçait une action soutenue contre « ces organisations qui prônent une idéologie raciste et précisait son intention de « faire disparaître [des] librairies, journaux et tout moyen de communication qui prônent légalement des discours xénophobes ». A quoi le quotidien *Présent*, proche du Front national, répliquait le 9 octobre : « Si la peur doit changer de camp, c'est qu'elle ne l'a pas encore fait. Pour le moment, c'est donc Gaubert qui a peur. L'organe de l'Œuvre française, *Jeune Nation*, qui est repartie en novembre 1993 après trente ans d'interdiction, allait plus loin en conseillant à M. Gaubert d'écrire un livre qu'il « pourrait intituler, cela s'impose, *Mein Kampf* ». Le « combat » de *Jeune Nation* pourrait utiliser « un style, un balai et de la colle pour nos affiches, indiquant encore le journal de l'Œuvre française, en attendant que le Destin nous donne l'occasion de combattre comme nos aînés... ».

ERICH INCYAN

SOLIDARITÉ

L'ouverture de la campagne des Restaurants du cœur

Tristes records

« J'ai assez donné? », s'interrogeait bien haut Michel Charasse, lunettes sur le front, en se rendant acquiescer d'une cassette vendue au profit des Restaurants du cœur, dont la campagne alimentaire 1993-1994 a été lancée pour cent jours, mardi 14 décembre (le 15 décembre). Malgré de louables efforts pourtant, l'ancien ministre socialiste du budget n'a pas eu spécialement la vedette dans la cohue qui a régné pendant quelques heures dans le local de distribution du dix-neuvième arrondissement de Paris, boulevard Sérurier.

Les projecteurs de la télévision éclairaient plutôt son successeur, Nicolas Sarkozy (1), et les autres personnalités du monde de la politique et du spectacle venues soutenir l'œuvre de Coluche. Il y avait aussi un petit groupe de jeunes sans domicile fixe (SDF), sans bretelles ni cigare, évacués, sans ménagements non plus, le matin même, de l'avenue de Ségur. Des sans-abri qui ont échangé quelques mots avec Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, pour réclamer, notamment, la réquisition des logements vides. « On fait beaucoup d'efforts pour vous, on vous a proposé des chambres d'hôtel le temps de trouver un logement. Vous n'acceptez rien », a répondu, un brin agacé, le ministre d'Etat.

Relais, Toits et Péniche

Simone Veil a préféré rendre un classique hommage aux bénévoles. « On parle souvent de misère et d'égoïsme, leur a-t-elle dit, mais c'est un réconfort de vous voir donner de votre temps et de votre cœur. Les Français sont moins égoïstes qu'on ne veut le dire », a déclaré M. Robin, président d'honneur de l'association Cœur de femmes (qui accueille des femmes sans abri), estimant pour sa part : « J'agis comme

j'aimerais qu'on agisse pour moi s'il m'arrivait la même chose. »

C'est sans doute ce qu'ont dû aussi se dire, loin des caméras du boulevard Sérurier, les bizuts de la faculté de droit de Valenciennes (Nord). Un peu à leur corps défendant peut-être, leur bizutage a consisté à s'habiller d'un grand sac poubelle et à quitter dans les rues pour les Restos du cœur. Lundi 13 décembre, ils ont remis un chèque de 19 201 francs. En 1992, une collecte du même genre avait rapporté environ 15 000 francs.

Chaque année, les Restos du cœur battent, hélas! des records. Leur neuvième campagne surpassera assurément la précédente : 31 millions de repas servis durant l'hiver 1992-1993 par 17 000 bénévoles à quelque 400 000 bénéficiaires, dans les 1 200 centres répartis dans toute la France. L'association, reconnue d'utilité publique en février 1992, présidée depuis peu par Marie Dumas (Véronique Colucci étant présidente d'honneur), a même dû, comme on le dit pour d'autres entreprises, « diversifier ses activités ».

Moins connus car plus récents, il existe ainsi 290 Relais du cœur, ouverts toute l'année, et près de 500 Toits du cœur. Les premiers, créés à partir de 1989, offrent une aide aux plus démunis pour régler, entre autres, des problèmes d'ordre administratif ou juridique, le proposent à quelques ateliers de « remise au travail ». Par exemple, le relais de Valence (Drôme), où trente femmes, bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) sous contrat emploi-solidarité, confectionnent des confitures et où douze jardiniers produisent des légumes pour les Restos du cœur.

L'opération Toits du cœur, lancée en 1990, porte sur des loge-

ments vacants, à réhabiliter parfois. L'association obtient des baux au profit des bénéficiaires, en les aidant financièrement avant le prise en charge par la FSL (Fonds de solidarité pour le logement), ou sous-loue en se portant garante. Les Toits du cœur sont implantés dans trente départements et bientôt, espérons-le, dans dix-huit autres. De plus, l'association a mis en route, sous l'égide de Paul Houtart - qui vient de quitter son poste de président pour s'y consacrer corps et âme - un projet d'hébergement original à Paris : une péniche du cœur, qui abriterait des SDF.

Avec un budget de 151 millions de francs (exercice social juin 1992-mai 1993), dont 93 millions provenant de 270 000 donateurs, 50 millions de surplus alimentaires donnés par l'Union européenne et 4 millions émanant de l'Etat - qui a réduit ses subventions depuis l'instauration du RMI, - avec aussi une notoriété solidement établie, les Restaurants du cœur sont pratiquement devenus une institution. Par la force des choses. Car Michel Colucci - comme ses successeurs - souhaite que son initiative disparaisse aussi vite que la faim en France.

MICHEL CASTAING

(1) Sous réserve de l'approbation du Parlement, le conseil des ministres a, sur la proposition de M. Sarkozy, conféré, dans la loi de finances 1994, la réduction d'impôt (dite « loi Coluche ») en faveur des dons consentis aux associations d'aide humanitaire : 50 % de la somme versée jusqu'à 1 000 F et 40 % pour la partie supérieure à 1 000 F, dans la limite de 5 % des revenus.

Les dons peuvent être adressés à : Restaurants du cœur, 75115 PARIS Cedex 15. Le siège de l'association est situé 221, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 46-07-43-45. Fax : 42-05-30-43.

RELIGIONS

Dans son message annuel pour la Journée de la paix

Le pape réclame une meilleure protection des familles

Le pape a rendu public, mardi 14 décembre, son message traditionnel pour la Journée mondiale de la paix (1^{er} janvier). Il est consacré cette année à la famille, définie comme « la communauté fondamentale et irremplaçable d'éducation, l'agent privilégié de la transmission des valeurs religieuses et culturelles ». Mais la famille est menacée « par une spirale de conflits sanglants », déplore le pape, qui cite le cas des enfants « contrainsts de s'enrôler dans les milices armées », combattant « pour des causes qu'ils ne comprennent pas », entraînés « dans une culture de la violence, pour laquelle la vie compte peu et tuer ne paraît pas immoral ».

Il a rappelé que des milliers d'enfants, qui n'ont d'autre maison que la rue, au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine, trou-

vent la mort de manière tragique, et que d'autres « sont entraînés à l'usage et au trafic de la drogue, à la prostitution ou à finissent par entrer dans des organisations criminelles ».

« Il est impossible, a-t-il souligné, d'ignorer des situations scandaleuses et cependant si répandues. L'enfer même de la société est en jeu. Une communauté qui refuse les enfants, qui les marginalise ou les plonge dans des situations sans espoir ne pourra jamais connaître la paix ».

Le pape évoque encore les tensions familiales dues au travail qui « éloigne les conjoints », au chômage et à la précarité. « Les conflits fréquents entre les parents, le refus d'une descendance, l'abandon d'enfants mineurs ou les mauvais traitements qu'on leur inflige sont, dit-il, les tristes symptômes d'une paix familiale qui ne peut être rétablie ».

par la douloureuse solution de la séparation des conjoints et moins encore par le recours au divorce », qualifié de « plaie de la société contemporaine ». Il regrette la tendance « à légitimer comme substitut de l'union conjugale, des formes d'union qui, en raison de leur caractère transitoire voulu, ne peuvent en aucune manière exprimer le sens de la famille, ni assurer son bien ».

Jean-Paul II a enfin lancé un appel aux Etats pour qu'ils considèrent comme l'un de leurs premiers devoirs de protéger « l'institution familiale authentique », notamment « le droit des parents à décider librement et de manière responsable, en fonction de leurs convictions morales et religieuses et de leur conscience convenablement formée, du moment de donner naissance à un enfant ».

CATHOLICISME : le catéchisme « universel » a dépassé le cap des 3 millions d'exemplaires vendus. - Le nouveau catéchisme de l'Eglise catholique, promulgué il y a un an, a dépassé le cap des 3 millions d'exemplaires vendus, a annoncé, jeudi 9 décembre, l'*Osservatore romano*. Il a été publié en neuf langues : italien, français, allemand, espagnol, catalan, portugais, roumain, maltais et slovène. La traduction en anglais a subi du retard à la suite de discussions sur l'utilisation ou non du langage « inclusif » (citant « les hommes et les femmes » ou considérant le mot « les hommes » comme inclusif de l'humanité entière). La version en anglais du catéchisme pourrait être publiée au printemps prochain.

ISLAM : mort du professeur Lahneche, fondateur de la grande mosquée de Lyon. Ancien chef du service de médecine nucléaire au centre anticancéreux Léon-Bérard et ancien professeur de biophysique à l'université de médecine de Lyon, Badr Eddine Lahneche est décédé à Lyon, dimanche 12 décembre, à l'âge de soixante-six ans. Président fondateur de l'Association culturelle lyonnaise islamofrançaise (ACLIF), membre du Comité de réflexion sur l'avenir de l'islam en France (CORIF), il fut le principal artisan de la construction de la grande mosquée de Lyon (huitième arrondissement), dont il avait lancé l'idée dès 1979 et qui devrait s'achever au printemps prochain.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

MÉDECINE

Le maintien à domicile des personnes handicapées

Croisade en fauteuil roulant

Une femme gravement handicapée devait organiser, mercredi 15 décembre à Nice (Alpes-Maritimes), un « sit-in » destiné à protester contre l'attitude du service d'auxiliaires de vie de la délégation départementale de l'Association des paralysés de France (APF).

Le cas de M^{me} G. est atypique et exemplaire. Victime d'un accident de la route en 1972, cet ancien chercheur au CNRS se déplace depuis en fauteuil roulant. Elle vit à Grasse (Alpes-Maritimes), dans une maison qu'elle a adaptée à son handicap grâce aux subventions des conseils régionaux et généraux. Elle travaille en qualité d'ingénieur dans un laboratoire du CNRS à Sophia-Antipolis. Son

taux d'invalidité est de 100 %. Inscrite depuis 1984 à l'Association des paralysés de France (APF), Hélène B. bénéficie matin, midi et soir, d'une aide à domicile. Au mois de mars 1993, une participation supplémentaire aux frais de transport du personnel lui est demandée. Elle refuse de payer, choquée par ce qu'elle croit être « un prétexte » destiné à pallier la mauvaise gestion du service des auxiliaires de vie.

Le ton monte. Mi-mai, elle ne reçoit plus la visite de l'auxiliaire qu'une heure chaque matin et trois soirs par semaine. En juin, M^{me} G. se tourne vers la Fédération nationale des handicapés, qui demande au préfet d'enquêter. Le 26 août, le service des auxiliaires de vie de l'APF des Alpes-Maritimes lui notifie la suppression

définitive de ses interventions l'après-midi et son maintien le matin « pour les actes vitaux » jusqu'au 30 septembre.

Hélène B. sollicite son voisinage pour les courses, les repas, le ménage, la toilette, ces « actes essentiels de l'existence » qui lui ont valu l'attribution de l'allocation compensatrice pour l'aide à tierce personne à 80 %. Mi-octobre, elle décide de ne plus manger que les repas préparés par les auxiliaires. Le 24 octobre, suite à un malaise, elle est admise à l'hôpital de Grasse. Le 2 novembre, M^{me} B. dépose auprès du procureur de la République une plainte pour « non assistance à personne en danger » contre le service d'auxiliaires de vie de la délégation départementale de l'APF.

L'APF des Alpes-Maritimes a fixé au jeudi 19 décembre l'arrêt définitif de ses prestations. Ses responsables ont transmis le dossier au siège de l'association à Paris, d'où l'on nous écrit que M^{me} B. communique à la presse « une longue série de contre-vérités et d'inexactitudes », mais qu'elle « ne sera pas lâchée par l'APF ». « Notre service social se tient à sa disposition », précise l'APF, qui ajoute que ses services « ne sont pas des services publics » et évitent leurs subventions fonde comme neige au soleil. Depuis que M^{me} B. a quitté l'hôpital, le 12 novembre dernier, ses amis et voisins ont repris du service... L. F.

هنا من العمل

200 cm

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Selon Manfred Wörner

L'OTAN et la France renforcent leur action conjointe

Le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, a invité la France à développer sa participation aux instances militaires alliées, auxquelles elle était retirée en 1966, puis rapprochée récemment pour ce qui concerne les opérations de maintien de la paix en Europe. La sollicitation de M. Wörner, si elle n'est pas nouvelle, rencontre néanmoins des échos en France. Mettant fin à une politique de la « chaise vide » pratiquée du temps du général de Gaulle, le ministre français de la défense et le chef d'état-major des armées pourraient être amenés, dès l'an prochain, à participer plus activement à des réunions de l'OTAN selon des conditions qui restent à débattre et qui portent sur leur ordre du jour.

C'est à l'occasion d'un colloque, mardi 14 décembre, à l'Assemblée nationale, sur la politique française de défense, que le secrétaire général de l'OTAN a fait cette proposition. « La tendance dans les relations entre la France et l'OTAN, a notamment expliqué M. Wörner, n'est pas au relâchement de la coopération, mais au renforcement de l'action conjointe. » Après avoir rappelé que les forces affectées à l'OTAN peuvent intervenir sous l'autorité de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) dans une crise où l'OTAN s'abstiendrait, le secrétaire général de l'Organisation a indiqué qu'elle étudiait « le concept de groupes combinés de forces interarmées » destinés à des missions de la paix et à des opérations de circonstance.

« Ce concept, a-t-il ajouté, prévoit de doter l'Alliance de OG interarmées, multinationaux et mobiles, qui pourraient, en cas de besoin, être détachés des structures de commandement existantes pour des opérations menées sous l'égide de l'UEO. » Ce concept, a affirmé M. Wörner, est susceptible

de rendre plus facile la participation accrue de la France aux activités militaires de l'Alliance en dehors de toute intégration. Ce concept traduit aussi l'acceptation sous réserve par les États-Unis de l'émergence d'une identité européenne de sécurité et de défense. Et cela est un changement profond. »

Une politique des petits pas

Le secrétaire général de l'OTAN a confirmé que la France avait accédé à sa participation aux travaux du comité militaire de l'Alliance pour tout ce qui concerne la conduite des opérations de maintien de la paix en Europe. Dans cette instance, en effet, le représentant français — qui est un officier général — a désormais voix délibérative, et non plus voix consultative comme auparavant (le Monde du 14 mai).

« Il conviendrait d'officialiser cette participation et de la développer », s'est exclamé M. Wörner. Depuis 1966, le ministre français de la défense et le chef d'état-major des armées ne participent à aucune réunion de l'OTAN. Mais, depuis quelques semaines, à Paris, une certaine évolution est perceptible dans les esprits des dirigeants.

Selon l'ordre du jour des séances du Conseil atlantique ou du comité militaire et, quasiment, au coup par coup, le ministre de la défense et le chef d'état-major des armées pourraient assister à ces réunions de l'OTAN lorsqu'elles sont consacrées aux opérations de maintien de la paix, sans que cela signifie automatiquement un retour des forces françaises sous commandement intégré allié. Cette politique des « petits pas » ne pourra pas se concrétiser pleinement avant une mutation de l'OTAN qui, selon M. Wörner, est en cours.

Universitaire et spécialiste de droit international

Charles Zorgbibe est pressenti pour diriger la Fondation pour les études de défense

Universitaire et spécialiste de droit international, Charles Zorgbibe a été pressenti pour diriger la Fondation pour les études de défense (FED), que préside Thierry de Montbrial depuis mars dernier et qui a pour vocation de contribuer, en France, à une réflexion globale en matière de défense. Le conseil d'administration de la FED est convoqué, le 7 janvier prochain, pour examiner cette désignation.

La FED dispose aujourd'hui, grâce notamment à des financements de groupes industriels français, d'un capital de départ de 25 millions de francs, ce qui devrait lui permettre de commencer, en janvier prochain, des travaux de fond. Créée sur une initiative de Pierre Joxe, alors ministre de la défense, à la fin de 1992, la FED a eu, depuis, beaucoup de mal à s'organiser, en partie à cause du changement de majorité aux dernières élections législatives et de la rivalité entre Patrick Wajsbman, un proche de François Léotard très influent au cabinet du ministre de la défense, et M. de Montbrial, qui a tenu à conserver la direction de l'Institut français des relations internationales (IFRI), créé par lui-même en 1979.

Plusieurs noms de directeur de la FED avaient été présentés à un comité de sélection, après un dépôt de candidatures qui avaient suivi la parution d'une petite annonce dans le Monde. Courant à l'étranger pour des institutions comparables, ce mode de recrutement avait été spécialement mis sur pied pour répondre à un souci de transparence (le Monde du 3 avril).

Le comité de sélection avait retenu les noms de Pascal Boniface, universitaire, et de Paul-Ivan de Saint-Germain, ingénieur général de l'armement. Le nom de Charles Zorgbibe n'y figurait pas. Mais, selon les textes, le président de la FED est libre de proposer à son conseil le directeur qu'il a pressenti. Le ministre de la défense et M. de Montbrial paraissent

seul vouloir s'accorder aujourd'hui sur le nom de M. Zorgbibe dans l'espoir que la FED se mette le plus rapidement possible au travail, compte tenu des réflexions en cours sur le Livre blanc et sur une nouvelle programmation militaire 1995-2000.

Agrégé de droit public, professeur de droit international et constitutionnel, Charles Zorgbibe, cinquante-huit ans, a enseigné à Nantes, à Sarrebruck, à l'ENA, à Saint-Cyr. Il a notamment été doyen de la faculté de droit de Paris-Sud, puis recteur de l'académie d'Aix-Marseille. Il enseigne aujourd'hui à la Sorbonne. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont un essai sur la cohésion, et il a rédigé des études pour des revues, et publié des articles dans le Monde et le Monde diplomatique.

JUSTICE

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

Un réquisitoire sans faiblesse contre Jean-Marie Villemain

L'avocat général, Jacques Kohn, a demandé mardi 14 décembre, à la cour d'assises de la Côte-d'Or, de condamner Jean-Marie Villemain, pour l'assassinat de Bernard Laroche, à une peine qui ne soit pas inférieure à dix ans de réclusion criminelle (nos dernières éditions du 15 décembre).

OLJON

de notre envoyé spécial

Jacques Kohn n'appartient pas à la race des magistrats qui requièrent en serpentant nerveusement le procureur, punctuant chaque phrase d'une puissante ondulation d'hérmine. Immobile devant la lunette qu'il s'est fait installer pour lire son réquisitoire, l'avocat général ne croit qu'à la vertu du verbe et méprise les fioritures théâtrales. Tous les excès s'effacent, et le magistrat profite de l'hommage appuyé qu'il rend aux jurés pour dénoncer « le vice » et la « dévotion ». « On vous a imposé, par une sorte de paranoïa judiciaire, ajoute l'avocat général, l'audition de témoins parfois hors de propos, parlant de sujets de société ou dissertant sur le thème de la liberté de la presse. »

Par certains côtés, cette affaire l'agace. Mais son irritation ne se traduit que dans la violence contenue des mots, toujours prononcés calmement et posément. A l'évidence, M. Kohn aurait préféré à son rôle de procureur général, mais l'assassinat de Gregory fut au centre des débats. « Fallait-il que la vérité jaillisse ? Finalement, elle est rasée au fond du puits », soupire l'avocat général, qui relève méthodiquement toutes les erreurs commises au cours de l'enquête. « Il est contraire au rôle du juge d'instruction d'avoir des charges pesant sur Christine Vi-

lemain et sur Bernard Laroche. Il est sceptique sur le témoignage des femmes qui disent avoir vu Christine Villamin à la poste le jour du crime. Cela lui paraît incompatible avec les chronométrages et la prudence machiavélique du « corbeau », qui n'aurait pas pris le risque d'être vu en postant la lettre. De la même manière, le magistrat, tout en se montrant réservé sur le valeur des expertises en écritures, n'écarter pas l'hypothèse d'un « faussaire de génie » qui aurait voulu compromettre Christine Villamin. En tout cas, ces faibles indices ne sont corroborés par aucun fait matériel et, malgré l'analyse partielle menée par le SRP, aucun mobile sérieux n'a été envisagé.

Concernant Bernard Laroche, l'avocat général relève que, lors de son intervention à l'audience, Murielle Bolle était « maternelle, corsetée, encadrée, chapeautée, déhantant, comme une leçon apprise d'avance, un ramake dérisoire du film l'Aveu ». Il est cependant dubitatif : « Et si Murielle Bolle était montée dans la voiture de Bernard Laroche sans que celui-ci ait assassiné Gregory ? » Le magistrat se lance, à son tour, dans la ronde des hypothèses : « Murielle Bolle n'est-elle pas montée dans une voiture avec un homme à des fins dions sentimentales, avant de traverser cette escapade en un périple avec Bernard Laroche pour préserver sa propre réputation ? »

« Le paroxysme du délire »

Sur cette presse, qui a versé des sommes considérables par la bête d'achat de photographies ou de condamnations pénales, M. Kohn se montre éloquent. Sans jamais élever le voix, il fusille « les sponsors » et « ceux qui ont séché les larmes an las sauyant avec des espèces sonnantes et trébuchantes ». Marguerite Duras n'est pas épargnée : « C'est le paroxysme du délire et de la démesure », estime le magistrat, qui trouve un qualificatif juridique aux propos de l'écrivain : « C'est de l'apologie du meurtre. » Et M. Kohn en profite pour piéner la rumeur selon laquelle Christine Villamin était avec un amant lors de la mort de Gregory. « Ceux qui ont répandu cette rumeur, je les tiens pour les bras qui ont directement armé le bras de Jean-Marie Villemain. Ils sont lourdement responsables, qu'ils appartiennent ou non au monde judiciaire. »

La salle reprend son souffle. Sans sortir de son immobilité, l'avocat général a frappé à tour de bras dans toutes les directions. Il énumère ensuite les charges pesant sur Christine Vi-

lemain et sur Bernard Laroche. Il est sceptique sur le témoignage des femmes qui disent avoir vu Christine Villamin à la poste le jour du crime. Cela lui paraît incompatible avec les chronométrages et la prudence machiavélique du « corbeau », qui n'aurait pas pris le risque d'être vu en postant la lettre. De la même manière, le magistrat, tout en se montrant réservé sur le valeur des expertises en écritures, n'écarter pas l'hypothèse d'un « faussaire de génie » qui aurait voulu compromettre Christine Villamin. En tout cas, ces faibles indices ne sont corroborés par aucun fait matériel et, malgré l'analyse partielle menée par le SRP, aucun mobile sérieux n'a été envisagé.

Concernant Bernard Laroche, l'avocat général relève que, lors de son intervention à l'audience, Murielle Bolle était « maternelle, corsetée, encadrée, chapeautée, déhantant, comme une leçon apprise d'avance, un ramake dérisoire du film l'Aveu ». Il est cependant dubitatif : « Et si Murielle Bolle était montée dans la voiture de Bernard Laroche sans que celui-ci ait assassiné Gregory ? » Le magistrat se lance, à son tour, dans la ronde des hypothèses : « Murielle Bolle n'est-elle pas montée dans une voiture avec un homme à des fins dions sentimentales, avant de traverser cette escapade en un périple avec Bernard Laroche pour préserver sa propre réputation ? »

« On ne doit pas se faire justice »

M. Kohn tire une conclusion : « Je suis profondément convaincu de l'innocence de Christine Villamin, mais je ne suis pas convaincu de l'innocence ni de la culpabilité de Bernard Laroche. »

A l'issue du faux procès de deux faux « accusés », le magistrat se prononce donc pour deux faux acquittements, l'un formel,

l'autre, celui d'un mort, au bénéfice du doute. Mais c'est Jean-Marie Villemain que l'on juge, et l'avocat général s'ambule plus à l'aise sur ce terrain de l'assassinat de Bernard Laroche. Le discours est plus bref, plus sec. La voix est imperceptiblement plus puissante lorsqu'il demande aux jurés : « Il ne faut pas que vous succombiez à la tentation de punir ce meurtre comme un accessoire, un appendice dérisoire du meurtre de Gregory. Il doit être puni sans faiblesse. On ne doit pas se faire justice soi-même. »

Manifestement, M. Kohn lutte contre l'éventualité d'un acquittement, en soulignant : « Blanchir Jean-Marie Villemain reviendrait à introduire dans notre droit la notion de légitime assassinat. » Il a été « scandalisé » par les réactions de Jean-Marie Villamin à l'audience. Il dénonce la froideur de son comportement et son absence de remords. Aussi, non seulement il refuse l'acquiescement, mais il demande, tout en faisant miroiter la possibilité d'une libération conditionnelle, « une peine qui ne soit pas inférieure à dix ans de réclusion criminelle ».

Car le magistrat considère que Jean-Marie Villemain « ne doit pas bénéficier de circonstances atténuantes exceptionnelles ». A ses yeux, l'assassinat de Bernard Laroche est dangereux : « Son geste n'a pas épuisé sa fureur et son agressivité. Imaginez qu'on vienne à identifier l'assassin [NDLR : de Gregory]. N'y a-t-il pas lieu de craindre que Jean-Marie Villemain fasse un acte de justice ? Il est impossible de le rendre immédiatement à la liberté. » L'avocat général n'indique pas dans quelle direction cette nouvelle vengeance pourrait s'exercer, sa contentant de supposer : « Le corbeau, c'est peut-être une troisième personne sur laquelle nul, à ce jour, n'a jamais jeté de soupçons. »

MAURICE PEYROT

EN BREF

ARMÉE : un sous-officier de Vannes (Morbihan) condamné pour avoir frappé des appelés.

La chambre militaire du tribunal de grande instance de Rennes a condamné, mardi 14 décembre, à vingt-quatre mois de prison (dont vingt avec sursis) un caporal-chef du 3^e RIMA de Vannes (Morbihan) qui avait brutalisé trois jeunes recrues. Le caporal-chef Dominique Durand a été reconnu coupable d'avoir giflé et violemment frappé à coups de pied, le 25 avril, trois jeunes recrues qui étaient rentrées ivres d'une soirée en ville malgré ses consignes de sobriété. Victime d'un malaise le lendemain, l'un des souffre-douleur avait dû subir une éblouie de la rate. Le sous-officier avait déjà été l'objet de sanctions disciplinaires (le Monde du 30 août).

SANG CONTAMINÉ : la docteur Habibi perd son procès

contre « l'Événement du jeudi ». — Le docteur Bahman Habibi, ancien responsable du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a été débouté, mardi 14 décembre, de son procès en appel contre Albert du Roy, directeur de l'Événement du jeudi, et Anne-Marie Castellet, journaliste. L'hébdomadaire était poursuivi pour diffamation pour deux articles reprochant au médecin d'avoir « triché » un rapport du 29 mai 1985, qui prétendait de détruire les produits non chauffés dans lesquels le virus du sida n'était pas inactivé. En première instance, le journal avait été condamné à payer à celui-ci un franc de dommages et intérêts pour diffamation (le Monde du 8 juin 1992). La cour d'appel de Paris vient, à l'inverse, de donner raison à Anne-Marie Castellet, en saluant son enquête « minutieuse, sincère et objective sur ce sujet important et douloureux

touchant au domaine de la santé publique ».

PARIS : le budget 1994 voté. — La majorité RPR-UDF du Conseil de Paris a voté, mardi 14 décembre, le budget 1994 de la Ville de Paris, qui s'élève à 21 milliards de francs en fonctionnement et à 9,93 milliards en investissements. Les conseillers de gauche et celui des Verts qui, au cours du débat, avaient critiqué « les aspects négatifs » de ce budget présenté par Jacques Chirac ont voté contre (le Monde du 15 décembre).

AFFAIRE : le trésorier du PR n'a pas déferé à la convocation du juge Van Ruymbeke. — Attendu mardi 14 décembre à Rennes (le Monde du 15 décembre), Jean-Pierre Thomas, trésorier national du PR, ne s'est pas rendu à la convocation du juge Renaud Van Ruymbeke qui souhaitait l'entendre sur les comptes

du parti de François Léotard dans le cadre de l'enquête sur les dossiers Traget. M. Thomas, qui avait demandé en vain le report de son audition, a indiqué au juge par télex qu'il ne se présentait pas à la demande du secrétaire général du PR, Philippe Vasseur. Celui-ci aurait l'intention d'informer le garde des sceaux sur la manière dont l'instruction de cette affaire est conduite.

PRÉCISION. — Contrairement à ce qu'indiquait le titre de l'article sur le jugement du tribunal correctionnel de Nantes dans une affaire de drogue (le Monde du 15 décembre), le tribunal n'a pas « confirmé » la légalité du classement du cannabis parmi les stupéfiants, contestée par la défense. Le juge s'est seulement estimé compétent pour apprécier seul cette légalité, sans recourir à l'avis du Conseil d'État, mais il ne s'est pas prononcé.

200^{ème}

de Jean-Marie Cavada, Jean-Pierre Bertrand, Sylvie Falderbo

VOIX D'ESPOIR pour franchir le siècle

Comment cette fin de siècle nous prépare-t-elle aux années à venir ?

Avec la participation exceptionnelle de
Shimon PERES,
Ministre des Affaires Etrangères d'Israël
et
Elie WIESEL, Prix Nobel de la Paix
Georges CHARPAK, Prix Nobel de Physique

ce soir à 20 h 45

Michel SERRES, Philosophe
Liv ULLMANN, Actrice
Stephen JAY GOULD, Scientifique
Umberto ECO, Ecrivain
Fédérico MAYOR, Directeur Général de l'UNESCO,
en duplex de New Delhi (Inde)

ÉDUCATION • CAMPUS

auprès des professeurs de terminale et de l'enseignement supérieur

• Bibliothèque, budget, abonnements : les pratiques personnelles.

ENSEIGNANTS DU SUP.	Combien lisez-vous de livres par mois en moyenne	Combien possédez-vous personnellement de livres	Quelle somme consacrez-vous aux livres/mois (en francs)	Êtes-vous personnellement abonné à une revue étrangère ? (en %)	
				OUI	NON
Ensemble	5	1 321	416	32	68
Droit	5	1 864	514	21	79
Économie	5	743	415	33	67
Lettres-philosophie	8	2 751	725	21	79
Langues	6	2 058	441	75	25
Sciences humaines	7	2 144	650	26	72
Mathématiques	4	469	281	18	82
Physique	3	508	380	12	88
Chimie	3	429	355	18	82
Biologie	3	585	243	33	67
Médecine-santé	4	1 463	364	41	59

• Combien de temps consacrez-vous à la lecture professionnelle chaque jour ? (en %)

ENSEIGNANTS DU SUP.	Une 1/2 heure et moins	Une 1/2 heure à 1 heure	Une heure	Deux heures	Trois heures	Quatre heures et plus	NSP
Ensemble	4	12	32	25	12	13	2
Droit	3	8	31	30	18	11	2
Économie	7	13	20	23	18	17	1
Lettres-philosophie	1	6	14	40	14	24	2
Langues	1	4	33	20	16	23	1
Sciences humaines	3	3	37	31	9	15	1
Mathématiques	4	17	30	22	11	12	4
Physique	9	7	37	23	6	14	4
Chimie	11	14	36	18	11	7	1
Biologie	5	14	27	30	13	7	4
Médecine-santé	4	23	36	19	6	7	1

• Avez-vous déjà publié ? (en %)

ENSEIGNANTS DU SUP.	Un livre	Plusieurs livres	Aucun livre	Un article	Plusieurs articles	Aucun article
Ensemble	12	14	74	8	76	16
Droit	16	28	56	7	74	19
Économie	22	11	67	10	70	21
Lettres-philosophie	16	33	49	8	57	26
Langues	14	21	65	7	70	23
Sciences humaines	24	23	53	9	78	15
Mathématiques	6	2	90	6	70	24
Physique	9	5	86	3	64	13
Chimie	4	5	91	6	76	18
Biologie	6	5	87	4	83	13
Médecine-santé	10	14	76	5	61	14

• Diriez-vous que vous êtes quelqu'un qui lit plutôt : (en %)

ENSEIGNANTS DU SUP.	Beaucoup	Moins qu'aujourd'hui	Pas du tout	NSP
Ensemble	36	45	16	1
Droit	53	36	9	1
Économie	49	43	5	2
Lettres-philosophie	70	27	3	1
Langues	47	47	6	1
Sciences humaines	52	42	5	1
Mathématiques	29	46	25	1
Physique	18	56	24	2
Chimie	22	52	25	1
Biologie	25	49	23	1
Médecine-santé	34	48	17	1

• A votre avis, il y a dix ans, les étudiants ou les élèves de votre discipline lisaient : (en %)

ENSEIGNANTS DU SUP.	Plus	Autant	Moins qu'aujourd'hui	NSP
Ensemble	25	46	14	15
Droit	30	52	13	5
Économie	24	40	21	15
Lettres-philosophie	26	53	10	12
Langues	35	35	20	10
Sciences humaines	27	51	10	12
Mathématiques	15	65	10	10
Physique	20	41	14	25
Chimie	17	49	12	22
Biologie	18	50	16	16
Médecine-santé	31	40	18	11

ENSEIGNANTS DU SEC.

Ensemble 33 41 14 12
Mathématiques 31 43 13 13
Sciences 34 43 11 12
Lettres-philosophie 28 49 16 7
Histoire-géographie 37 28 19 18
Langues 33 39 15 13

Les journaux comme outil de travail

En matière de presse, chez les enseignants, l'appétit vient généralement en vieillissant. Si un enseignant du second degré de moins de trente ans sur trois dit avoir lu, dans le semaine écoulée, un journal quotidien sans but réellement professionnel, il est deux fois plus nombreux chez les plus de cinquante ans. Mais les écarts sont moins grands lorsqu'on considère la lecture de quotidiens à usage professionnel. Les plus jeunes enseignants sont de moins grands lecteurs, mais à l'inverse, ils incitent davantage que leurs aînés leurs élèves à lire la presse : 70 % des moins de trente ans poussent leurs élèves à la lecture des journaux, contre 52 % seulement des plus de cinquante ans. De même, les maîtres-auxiliaires et les adjoints d'enseignement (86 %) utilisent davantage la presse que les certifiés (57 %) ou les agrégés (56 %). Parmi les plus incitateurs : les historiens-géographes (96 %), les professeurs de langues (80 %), les littéraires (63 %) se situent loin devant les « metheux » (16 %). Dans leurs

prescriptions aux élèves, les scientifiques (sciences naturelles, physique, etc.), pour leur part, mettent plutôt l'accent sur la lecture des revues spécialisées. Dans l'enseignement supérieur, plus de sept enseignants de droit, sciences humaines, langues, et économie sur dix incitent leurs élèves à lire des journaux. Mais c'est le cas d'à peine 48 % des littéraires et des philosophes. Parmi les plus faibles prescripteurs, on trouve les mathématiciens, les physiciens et les chimistes. Mais six biologistes sur dix, en revanche, poussent à la lecture de la presse.

Lecteurs moins esotériques pour leur propre compte, les plus jeunes enseignants sont, en revanche, ceux qui semblent avoir le mieux intégré la presse comme outil de travail. Ainsi, 90 % des professeurs de lycée de moins de trente ans archivent des articles de quotidiens ou de revues courantes, alors que ce n'est le cas que de 77 % des plus de quarante ans. Les historiens-géographes demeu-

rent, de loin, les plus grands collecteurs de coupures de presse puisque tous déclarent découper, classer et archiver des journaux, contre 84 % des littéraires, 96 % des enseignants de langues et 43 % des enseignants de mathématiques. Parmi les titres qui ont le plus de succès auprès des enseignants, le Monde arrive largement en tête puisque 42 % des universitaires et 36 % des professeurs de lycée (mais 45 % des agrégés), déclarent le lire régulièrement, c'est-à-dire au moins trois fois par semaine. L'effort de génération est net : dans le supérieur comme dans le second degré, les lecteurs réguliers du Monde se situent plutôt dans la tranche des plus de quarante ans. Les autres titres, le Figaro et Libération, sont lus régulièrement par, respectivement, 5 % et 10 % des professeurs de lycée et 9 % et 11 % des universitaires. Enfin, la presse régionale draine plus de quatre enseignants de province sur dix se déclarant lecteurs réguliers. J.-M. Dy

COURRIER

Controverse sur les taux d'encadrement universitaires

La publication d'un tableau - établi par les services du ministère de l'Enseignement supérieur - présentant, université par université, la situation des emplois d'enseignants (le Monde du 25 novembre) a provoqué deux types de réactions. Les premières résultent de contestations sur les chiffres retenus par la direction générale de l'enseignement supérieur. La controverse porte essentiellement sur la situation des universités nouvelles, dans le Nord-Pas-de-Calais et l'Île-de-France. Selon plusieurs de leurs responsables, le tableau du ministère retient bien le chiffre des effectifs d'étudiants de l'année 1992-93, mais le nombre d'enseignants correspondant est celui inscrit au budget 1993 et, par conséquent, en poste à la rentrée 1993, pour l'année 1993-94.

Cela fausse évidemment le calcul des taux d'encadrement. Ainsi à Cergy-Pontoise, Bernard Raoult, l'administrateur provisoire, nous indique que l'université comptait bien 31 066 étudiants (hors IUT et 3^e cycle) à la rentrée 1992. « En revanche, la dotation réelle d'enseignants à cette même rentrée était de 100 et non 166, qui est la dotation de la rentrée 1993. » Du coup, le taux d'encadrement moyen à Cergy est de 31 étudiants par enseignant en 1992-1993, et non pas 18,7 comme on pouvait le déduire du tableau du ministère.

Alain Lotin, administrateur provisoire de l'université d'Artois nous signale la même erreur. Si l'on compare l'effectif d'étudiants et la dotation d'enseignants à la même date, on obtient un taux d'encadrement de 43,5 étudiants par enseignant à la rentrée 1992 et de 33,8 à la rentrée 1993, et non de 20,5 comme cela ressortait du tableau. « En conséquence, souligne M. Lotin, il est indispensable que l'université d'Artois obtienne la dotation prévue au contrat d'établissement, si on ne veut pas que le taux d'encadrement se détériore encore plus gravement à la rentrée 1994. »

De même, une fois rectifié ce décalage de dates de référence, le taux d'encadrement moyen à Marne-la-Vallée s'établit, hors IUT, à 20,9 étudiants par enseignant à la rentrée 1992 et 21,4 à la rentrée 1993 (et non 9,7). Quant à l'université d'Evry, son taux d'encadrement moyen pour 1992-1993 est de 19,6 étudiants par enseignant (et non 12,6), selon les chiffres rectifiés par la présidence de cette université.

Comme nous l'indiquions, le taux d'encadrement moyen d'une université est un indicateur rudimentaire qui peut donner de fausses disparités entre disciplines et entre composantes d'un même établissement. Ainsi, comme nous l'écrivait Marie-Danielle Bellat, professeur à l'université de Bourgogne, « il me semble fondamental de souligner combien sous les moyennes se cachent des plages de variation parfois considéra-

bles. Ainsi, à l'université de Bourgogne, dont le taux d'encadrement est de 23,7 étudiants par enseignant, l'UFR de sciences humaines présente un taux d'encadrement de 31,3, sachant qu'en son sein, la section psychologie-sociologie-sciences de l'éducation compte 78,1 étudiants par enseignant... La contrepartie de ces îlots de sous-encadrement (où l'on trouve les effectifs, notamment de premier cycle, les plus nombreux), ce sont bien évidemment des situations plus confortables (ou plus normales) dans d'autres secteurs... »

La réaction de Paris-VI

La réaction de Jean-Claude Legrand, président de l'université Paris-VI (qui apparaît dans le tableau comme la mieux dotée de France), va au-delà de ce constat. « Méfions-nous des conclusions hâtives, souligne-t-il. Les structures des universités sont très diverses : certaines, comme Paris-VI, sont scientifiques ou médicales, alors que d'autres sont pluridisciplinaires ou réservées à une discipline. Peut-on comparer les taux d'encadrement dans des disciplines variées faisant appel dans des proportions différentes aux enseignements théoriques et pratiques ? Qui peut nier le coût supérieur des enseignements scientifiques et la nécessité d'un encadrement plus fourni ? »

A la question de savoir si ces chiffres (de taux d'encadrement) correspondent « aux mêmes prestations et aux mêmes performances », la réponse de M. Legrand est négative. « Il ne sera pas demandé aux universités les mêmes prestations, mais c'est à travers ces postes considérés comme au-dessus de la moyenne que peut s'exercer réellement le pouvoir d'innovation des universités. Le contrat quadriennal doit être une reconnaissance des actions spécifiques de chaque université. Je ne doute pas que Paris-VI démontre facilement au cours de sa contractualisation le bon usage qu'elle fait des postes sur lesquels des regards envieux pourraient se pencher. »

Pour étayer son propos, le président de Paris-VI souligne la diversité des actions et des initiatives engagées par son établissement : écoles d'ingénieurs, diplômés d'université conduisant « à des emplois recherchés », « potentiel de recherche unique quantitativement et qualitativement » (1 300 doctorats soutenus par an, soit 50 % des thèses scientifiques françaises), préparation des candidats aux CAPES, CAPET et agrégations, etc. Cela le conduit à « rejeter de la façon la plus formelle la notion de « surencadrement ». Avant de conclure : « Nous ne pensons pas que la diminution des moyens des universités qui ont la chance de rencontrer moins de problèmes soit la solution portuse d'espoir pour l'Université française. »

G. C.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Freppet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Maurice Loubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fereczi,
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

Selon une étude de l'OCDE

Les efforts de modernisation du Canada commencent à payer

L'économie canadienne aura mis beaucoup de temps à sortir de la récession dans laquelle elle s'était enfoncée avant pratiquement toutes les autres, c'est-à-dire dès 1990. C'est maintenant chose faite, estime l'OCDE dans sa dernière analyse de la situation du pays, encore que les experts du château de la Muette insistent sur la lenteur et la mollesse énormes de la reprise.

«Alors que dans tous les autres cycles observés depuis les années 50, écrivent les experts de l'OCDE dans leur dernière analyse de la situation du Canada, la production avait regagné, dans les trois trimestres suivant le creux, son niveau d'avant la récession, cette fois il ne lui a pas fallu moins de deux ans.» Il faut en effet attendre le milieu de l'année 1993 pour que le PIB (produit intérieur brut) retrouve son pic précédent enregistré au premier trimestre 1990.

La lenteur et la mollesse du redémarrage canadien sont-elles pour autant anormales, comme l'écrit l'OCDE? Les experts du château de la Muette fournissent plusieurs explications assez convaincantes à cette lenteur qui, du coup, apparaît plus inhabituelle qu'anormale. La première de ces explications est le déséquilibre des finances de l'Etat fédéral et des provinces et le gonflement de la dette publique qu'il a provoqué. Au cours des années 80, les dépenses publiques ont commencé à croître plus vite que les recettes et cet écart est devenu structurel, même s'il a été réduit pendant les

années de forte croissance. «Avec le recul, il est clair que les efforts d'assainissement déployés pendant la phase ascendante du cycle ont été insuffisants pour maîtriser la situation budgétaire», note le rapport. Avec la récession de 1990 et la faible reprise qui a suivi, «le déficit du secteur public s'est de nouveau creusé sensiblement, en dépit des mesures budgétaires correctives.»

La succession de ces dérapages annuels a engendré une importante dette publique qui, par rapport au PIB, dépasse maintenant de beaucoup la moyenne des pays industrialisés, engendrant taux d'intérêt à long terme élevés et méfiance des milieux financiers, malgré un taux d'inflation très bas (1,7 % sur un an durant l'été dernier), le plus bas depuis trente ans.

Pins de marge de manœuvre

De surcroît, souligne l'OCDE, comme l'épargne intérieure s'est révélée insuffisante pour couvrir à la fois les besoins de financement du secteur privé et ceux du secteur public, «le Canada a fait de plus en plus appel aux capitaux étrangers, d'où une série de déficits courants et une aggravation de l'endettement extérieur». Le secteur public canadien représente aujourd'hui près de 40 % du passif extérieur du pays, la part de la dette fédérale étant inférieure à celle des provinces. «Les emprunts massifs des administrations publiques ont rendu l'économie vulnérable aux sautes d'humeur des marchés financiers, avec pour conséquence une plus grande instabilité des taux

d'intérêt à court terme et un allongement des coûts du crédit à long terme.»

Cette situation freine la reprise dans la mesure où Ottawa comme les provinces n'ont plus aucune marge de manœuvre pour contrer la récession ou relancer une activité jugée trop molle, en accroissant les dépenses ou en réduisant les impôts. «Le soutien des nouveaux investissements essentiels en capital humain et en infrastructures ne peut être assuré que par une redistribution des dépenses.» L'étude de l'OCDE note la responsabilité des provinces dans le dérapage des dépenses, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux. La sanction des marchés ne s'est pas fait attendre : plusieurs dettes provinciales ont été déclassées, rendant leur financement plus onéreux. Réaction qui a poussé les autorités provinciales à changer de cap et à se lancer à leur tour dans une politique d'assainissement budgétaire, nécessaire mais peu portuse d'activité.

On en est là, avec la perspective de plusieurs années de dette, l'austérité budgétaire devant s'aggraver au fur et à mesure que reviendra la croissance. «Il faudra accélérer, écrit l'OCDE, le rythme des mesures d'austérité budgétaire à mesure que l'expansion économique prendra de l'ampleur.»

Le niveau toujours élevé des taux d'intérêt à long terme explique probablement la faiblesse de la demande des ménages, notamment en matière de logements, et le peu de confiance des consommateurs. Mais un autre élément freine la reprise : les efforts très

importants de restructuration accomplis par les entreprises, efforts qui se sont accompagnés d'investissements massifs en biens d'équipement (spécialement en ordinateurs, note l'OCDE). Tout cela, joint à la baisse du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, a beaucoup amélioré la compétitivité de l'économie du pays alors qu'au début des années 90, le Canada avait été confronté à un sérieux problème de compétitivité découlant de la croissance relativement élevée des salaires, de la faiblesse des gains de productivité et de l'appréciation du taux de change depuis le milieu des années 80.

Le Canada est en train de refaire le terrain qu'il avait perdu, comme en témoigne la forte croissance de ses exportations depuis la mi-91. Sa compétitivité retrouvée permet au pays de tirer pleinement parti de la reprise américaine : + 9 % d'exportations en 1992, l'essentiel étant destiné au grand voisin. C'est donc bien la demande extérieure qui explique le redémarrage canadien, avec le boom de l'investissement en machines. Le coût immédiat de la mise à jour de l'économie canadienne reste le chômage qui diminue peu et représentait encore 11,3 % de la population active l'été dernier. Il est aussi dans le manque de confiance des consommateurs qui, non seulement trouvent difficilement à s'employer, mais touchent des salaires en très faible augmentation.

ALAIN VERNHOLLES

Premier bilan de l'opération «Cap sur l'avenir»

Le CNPF promet d'engager 80 000 apprentis

An terme de son tour de France en vingt et une étapes, lancé fin juin, le CNPF a publiquement tiré, mardi 14 décembre au parc de La Villette à Paris, le bilan de son opération «Cap sur l'avenir» en faveur de l'apprentissage des jeunes. Selon les fédérations patronales, s'exprimant au nom de 15 000 chefs d'entreprise, 80 000 engagements supplémentaires d'embauche en contrats d'apprentissage ou de formation en alternance ont été recensés. A l'origine, l'objectif était de 200 000, ont assuré François Perigot, président du CNPF, et Victor Scherrer, vice-président chargé de cette campagne, d'ici à la fin de 1994.

La manifestation parisienne, qui faisait suite à la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'organisation patronale, a rassemblé un public composé de chefs d'entreprise, de collègues et d'apprentis. Elle a été l'occasion de répéter, sur le mode discret, toutes les prévisions du CNPF à l'égard de la régionalisation de la formation professionnelle, telle qu'elle est prévue dans la loi quinquennale de Michel Girard, ministre du travail. Son drapeau réalisé par l'IPROS à l'appui, elle a aussi permis d'indiquer à quel point l'opinion des moins de vingt-cinq ans crédite les entreprises de capacités en matière de formation et de lutte contre le chômage des jeunes.

Pour plus de la moitié des jeunes interrogés (54 %), en effet, l'école semblerait mal adaptée aux besoins de la vie professionnelle. Près de quatre sur cinq (79 %) considéreraient que l'entreprise est mieux placée pour apprendre un métier, et 66 % estimerait que cela est plus important que d'obtenir «le plus grand nombre possible de

diplômes». Mais la démonstration tourne à l'avantage évident du commanditaire, quand on apprend que, parmi les meilleures solutions pour entrer dans le monde du travail, les jeunes penchent, à 49 %, pour les aides aux entreprises «pour qu'elles embauchent des jeunes», alors que 34 %, seulement, privilégient le soutien à la formation professionnelle, «notamment l'apprentissage», et que, par réflexe par rapport aux deux précédentes propositions, ils ne sont plus que 16 % à vouloir «favoriser le premier emploi pour aider les familles, les personnes âgées ou les handicapés». Ben, voyons...

Fort de cet argumentaire, François Perigot en a appelé à «toutes les entreprises de France» pour que «Cap sur l'avenir» soit un succès. Il leur a demandé de rallier le mouvement pour «arrêter le glissement du chômage des jeunes». Fustigeant les études «abstraites», opposées aux filières professionnelles «concrètes», il a assuré que «les entreprises savent former leurs salariés» et qu'elles étaient «la véritable école de la vie».

A travers cette opération, magnifiquement orchestrée, le CNPF joue gros, tandis que les efforts de l'apprentissage continuent de diminuer. Il a fait de l'emploi des jeunes la seule réponse officielle aux demandes insistantes de M. Balladur qui, depuis le printemps, a multiplié les gestes en direction du patronat. L'opinion, au moins autant que les syndicats, demandait des contreparties, en emplois, pour répondre à l'aggravation du chômage.

ALAIN LEBEAUE

Afin d'alléger la charge des 25,9 milliards de dollars de prêts

L'Algérie conclurait avec le FMI un accord de «reprofilage» de sa dette

ALGER

de notre correspondant

Selon un communiqué émanant des services du cabinet du premier ministre, Rodia Malek, «le gouvernement algérien envisage la conclusion d'un accord avec le FMI sur un programme qui s'appuie sur un reprofilage multilatéral des services de la dette, assurant un financement extérieur adéquat et supportant ainsi un programme de redressement durable de notre économie». «En absorbant plus des trois quarts des recettes d'exportation, précise le communiqué, le service de la dette extérieure met en péril non seulement le développement économique mais également la stabilité sociale et politique du pays».

En prenant ses fonctions début septembre 1993, le premier ministre avait indiqué qu'il était ouvert à toutes les options concernant l'épineux problème de la dette extérieure, estimée, fin 1992, à 25,9 milliards de dollars. Une déclaration largement commentée par les médias algériens qui y ont vu à l'époque la volonté de la nouvelle équipe gouvernementale de rompre avec les positions du précédent

cabinet de Belaid Abdesslam, farouchement opposé à un rééchelonnement.

A l'issue d'une mission de quinze jours en Algérie, qui s'est terminée dimanche 12 décembre, le FMI a fait savoir qu'il n'avait conclu aucun accord avec les autorités algériennes. Dans le cadre des ajustements structurels de l'économie algérienne, le Fonds monétaire international, préconise, entre autres, une forte dévaluation du dinar algérien (environ 50 %) et la libéralisation totale de l'économie.

Jacques Delors avait déclaré dimanche, au cours de l'émission «7 sur 7» de TF1, que «l'Algérie a accepté de rééchelonner sa dette» après des années de tergiversations. Le président de la Commission européenne avait même avancé le 22 décembre comme date à laquelle l'Algérie devait annoncer officiellement sa décision de rééchelonnement. Une déclaration qui a fait grand bruit à Alger et que le gouvernement Malek vient habituellement de démentir en réaffirmant publiquement son option pour un «reprofilage».

(Interim.)

REPÈRES

AUTOMOBILE

Volvo convoque une assemblée générale de ses actionnaires le 19 janvier

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires du groupe automobile suédois Volvo a été convoquée pour le 19 janvier, a annoncé mardi 14 décembre à Göteborg la direction de Volvo. Un nouveau conseil d'administration sera élu au cours de cette assemblée et un nouveau président nommé. Pehr Gyllenhammar, précédemment président de Volvo, avait en effet remis sa démission le 2 décembre, en raison de l'abandon du projet de fusion avec Renault. D'après cette date, le vice-président du conseil d'administration du groupe suédois, Bo Rydén, assure la présidence par intérim.

Salon la presse suédoise, la favori pour remplacer M. Gyllenhammar est Marcus Storch, qui dirige la groupe suédois AGA (gaz industriels). Les noms de plusieurs dirigeants de banques suédoises ont également été mentionnés.

TRANSPORTS MARITIMES

André Ferras se donne trois ans pour redresser la SCAC Delmas-Vieljeux

Le directeur général de la SCAC Delmas-Vieljeux (branche transports du groupe Bolloré) qui préside en outre la filiale maritime Delmas-Vieljeux, André Ferras, se fixe trois ans pour assurer durablement la rentabilité de l'ormement maritime, qui a enregistré de lourdes pertes en 1992.

Le redressement du secteur maritime est le principal enjeu du groupe Bolloré, a-t-il indiqué dans un communiqué du 14 décembre, car c'est la seule activité déficitaire du groupe, tout le reste (papier, tabac, pétrole, énergie, plastique et les autres divisions transports) continuant à gagner de l'argent.

Le plan, qui comprendra deux phases (consolidation en 1994 et reconquête en 1995-1996), vise à rééquilibrer les activités de la SDV. Les trafics Europe-Afrique sont jugés durablement déprimés. Il s'agit donc de transférer une partie de la flotte sur des destinations plus porteuses, en Asie, Océanie, Antilles et dans des destina-

tions stratégiques (Afrique-Asie, Afrique-Amériques). Dans un premier temps, en 1994, la but du plan est le retour à l'équilibre, voire un résultat d'exploitation légèrement positif, par des économies, notamment dans la meilleure utilisation des conteneurs.

BANQUE

L'état-major de la BNP est réorganisé

Si la première assemblée générale de la BNP depuis sa privatisation n'a pas été une grande réussite comparable aux assemblées de Saint-Gobain et de Paribas en 1997, les décisions prises n'en ont pas moins été importantes. A commencer par la mise en place d'un directoire entité-OPA (le Monde du 15 décembre).

Le conseil d'administration de la banque, réuni à l'issue de l'assemblée, a également procédé à un remaniement de l'état-major. Daniel Labèque devient seul directeur général de la BNP, son homologue Jacques Wahl devenant vice-président du conseil d'administration et conseiller du président. M. Labèque, administrateur et directeur général depuis six ans de la BNP, voit ses compétences s'élargir à la division financière et à l'international. Un réajustement de l'équipe dirigeante autour de quatre directeurs généraux adjoints traduit un soulci d'homogénéité autour du président de la BNP, Michel Pébereau.

INDUSTRIE

La production s'améliore

La production industrielle française s'est nettement améliorée en novembre, selon les chefs d'entreprise interrogés par la Banque de France. La demande a augmenté, soutenue par la hausse des exportations vers les Etats-Unis et l'Amérique latine. Les jugements sur les commandes de commandes et les stocks se sont également améliorés. Les prix des produits finis se sont dans l'ensemble stabilisés.

Les chefs d'entreprise s'attendent, en majorité, à une progression de l'activité au cours des prochains mois. Les effectifs continuent toujours de fléchir dans l'industrie, même si les entreprises s'efforcent d'utiliser toutes les possibilités de gestion pour accroître la flexibilité de leur main-d'œuvre. Ils se stabilisent, en revanche, dans les commerces, le bâtiment et les services marchands.

Avec un déficit estimé à 100 milliards de francs pour 1993 et 1994

Les syndicats réclament une clarification des rôles entre l'Etat et la Sécurité sociale

A la suite de la présentation, mardi 14 décembre, des comptes de la Sécurité sociale prévoyant un déficit de fin de régime égal à 100 milliards de francs pour 1993 et 1994, tous les syndicats réclament l'ouverture de «véritables négociations» sur le financement de la protection sociale (le Monde du 15 décembre).

«Malgré l'adoption par le gouvernement de différentes mesures financières et techniques», la persistance du déficit montre, selon la CFTC, que «l'approche actuelle n'est pas la bonne». La CFE-CGC constate, pour sa part, que «l'Etat a de plus en plus tendance à utiliser les exonérations de cotisations à la Sécurité sociale pour alléger le coût du travail non qualifié, dénaturant ainsi les solidarités interprofessionnelles».

Enfin, pour la CGT, ces estimations «mettent clairement en évidence les causes du déséquilibre financier: destruction de l'emploi, contraintes sur les salaires, exonérations massives des cotisations en faveur du patronat». Tous les syndicats se joignent donc à l'Force ouvrière pour réclamer une «véritable clarification des rôles et des responsabilités de l'Etat et de la Sécurité sociale».

De son côté, Jean-Yves Charnard, délégué général du RFR pour les affaires sociales, redoute «une implosion» du système de protection sociale du fait de l'absence de réforme de fonds et propose d'ajouter d'ores et déjà au prêt consenti par l'Etat au régime étout ou partie du déficit prévisionnel 1994.

Redistribution de participations dans le secteur public

La Poste devrait participer au capital d'Air Inter

La Poste et Air Inter se parlent. Le ministère de l'équipement, des transports et du tourisme a confirmé, mardi 14 décembre, l'existence de «discussions exploratoires» en vue d'un rapprochement éventuel entre la compagnie aérienne, filiale à plus 72,3 % d'Air France, et l'exploitant postal.

«Opération Industrielle» permettant à La Poste «de renforcer ses liens stratégiques avec une autre entreprise publique», comme l'évoquait, le jour même dans le Figaro, Yves Cousquer, le président sortant de La Poste? L'objectif semble plus prosaïque. «C'est seulement le moyen d'accommoder le plus intelligemment possible le prélèvement de l'Etat», affirmait-on dans l'entourage de Gérard Longuet, le ministre de tutelle. «Le budget doit prélever 1,125 milliard de francs sur le résultat de La Poste. Avant que cette taxation ait une contrepartie bilatérale», L'affaire ainsi schématisée arrange tout le monde. Dans l'immédiat, La Poste récu-

pérerait une partie de la participation d'Air France dans Air Inter, aménageant les comptes de la compagnie nationale - dont on estime aujourd'hui à 7,5 milliards de francs les pertes en 1993 - et allégeant d'autant l'effort en dotation en capital de l'Etat actionnaire.

Pour sa part, La Poste pourrait inscrire cette participation dans son bilan et gonfler l'importance de ses actifs. Une logique similaire avait d'ailleurs guidé, en janvier, l'entrée de La Poste au capital de la CNP. Dans le cas d'Air Inter, le rapprochement est d'autant plus «viable» que La Poste travaille déjà beaucoup avec la compagnie intérieure. Par ailleurs, elle possède 40 % du capital de l'Aéropostale, à égalité avec Air France, les 20 % restant entre les mains de la compagnie privée TAT. Engagée sous la présidence d'Yves Cousquer, cette opération devra être confirmée par son successeur, André Darri-grand.

C. M.

SKI MODE D'EMPLOI

Une information complète et disponible 24 heures sur 24 sur plus de 300 stations de ski en France et en Europe

Météo et enneigement
Domaine skiable
Tarif des remontées mécaniques
Locations
Actualités de votre station

Jouez et gagnez
séjours, matériels de ski et forfaits

3615 LE MONDE
Tapez SKI

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

Réinventer la croissance

III. - Vouloir notre avenir

Après avoir examiné les relations entre la productivité et l'emploi (le Monde-Economie du 14 décembre) et les raisons de la crise économique actuelle (le Monde du 15 décembre), Jacques Méraud s'interroge sur les politiques à mettre en œuvre pour hâter le retour de la croissance.

La croissance est la réponse majeure au défi du chômage. L'expérience des « cycles » économiques permet d'affirmer qu'elle reviendra un jour. Ce jour tarde. Il faut donc le hâter. Pourtant il ne faut pas faire n'importe quoi. Car la reprise sera modeste. Or, pour réduire le chômage, il faut qu'elle se renforce et qu'elle dure. Ce souci du moyen et du long terme doit être présent dans nos choix d'aujourd'hui. Il doit par ailleurs orienter nos actions sur le plan européen et mondial, en synergie avec nos partenaires.

Voyons donc d'abord ce qu'il faut éviter. La première erreur serait de chercher notre salut dans le retour de l'inflation. Certes, garder la maîtrise de nos prix ne signifie pas nous obstiner à viser sans cesse une hausse encore plus faible. La baisse des prix, phénomène sain quand il compense des abus antérieurs ou traduit les effets positifs des progrès de productivité, peut devenir malsain quand il résulte d'une bataille désespérée entre entreprises se partageant une demande devenue trop rare : la déflation n'est pas meilleure que l'inflation. Mais il ne faut pas à l'opposé prendre l'inflation pour un facteur de croissance : c'est la demande qui doit augmenter, donc le pouvoir d'achat, et non pas les prix.

La course au « dumping social »

Concilier ces affirmations suppose qu'on lie le plus possible les salaires à la productivité de l'ensemble des facteurs de production. Ainsi stimulera-t-on la demande en évitant toute dérive inflationniste. Car la contrainte extérieure demeure.

Avec une hausse de prix supérieure à celles de nos principaux concurrents, nous courrions toujours naufrage - d'ajustement monétaire en ajustement monétaire - après un équilibre extérieur que nous n'atteignons que pendant de trop brèves périodes. Revenir à ces comportements ferait douter nos partenaires de la pérennité de nos bonnes résolutions et entraînerait à terme, du côté de notre équilibre extérieur, la réapparition d'obstacles à notre croissance.

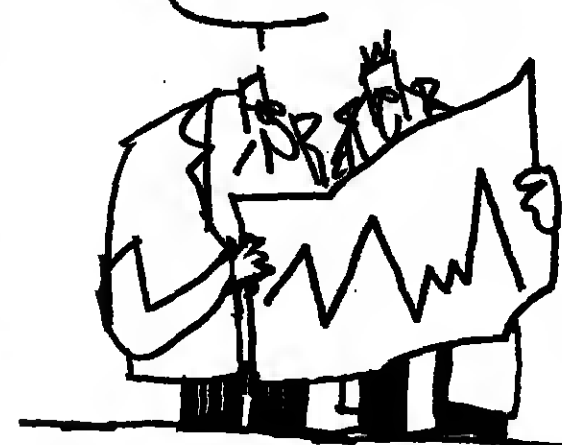
Une deuxième fausse solution serait de nous lancer dans le « dumping social ». Certes l'allègement des charges liées à certains emplois de proximité ou assimilés peut inciter des ménages ou des associations, sans cela non solvables, à créer de tels emplois.

De même des réductions temporaires de charges peuvent éviter à des entreprises en difficulté des licenciements, voire un dépôt de bilan. Mais en faire un moyen permanent d'amélioration de la compétitivité-prix serait une erreur. Ce n'est pas nécessaire vis-à-vis de nos concurrents européens : nos coûts salariaux (salaires et charges réunis) par unité produite ne sont pas supérieurs aux leurs.

D'autre part, l'avantage que nous seurrions risquerait de n'être que temporaire : une modification des taux de change de nos partenaires effacerait en un instant nos progrès de compétitivité. Une course au dumping social pourrait ainsi s'engager entre pays européens. Ce n'est pas pure imagination : lors du sommet du G7 à Tokyo en juillet 1993, le chancelier Kohl, faisant allusion à la mise en cause de l'Etat-providence amorcée au cours de la rencontre, ne disait-il pas : « Nous sommes en train de tuer les vaches sacrées » ?

Comme il serait en effet assez vite impossible de financer par l'impôt ce que les cotisations ne financeraient plus, on démantèlerait peu à peu la protection sociale européenne, l'une des spécificités les plus positives de notre société, même si elle a ses gaspilleurs et ses profiteurs. Et les producteurs aussi y perdraient, car les transferts sociaux, c'est de la demande en puissance. Si

DES QU'ON AURA ÉPUISÉ
TOUT CE QU'IL NE FAUTAIT PAS FAIRE,
ÇA DEVIENDRAIT REPARTIR.



RESIN

d'ailleurs le but poursuivi est de ne plus lier les charges sociales aux seuls salaires pour ne pas pénaliser l'emploi, la solution pourrait être d'asseoir les cotisations sur la valeur ajoutée.

Une troisième erreur serait, par désir de hâter notre reprise, de profiter de l'élargissement des marges du SME pour prendre nos distances par rapport au dendschemark et baisser massivement nos taux d'intérêt. En Grande-Bretagne, où les emprunts se font surtout à taux variable, une baisse des taux allège immédiatement toutes les charges d'intérêt ; en France, où les taux fixes prédominent, une forte baisse des taux directs, même bien répercutée, n'allégerait guère le poids des dettes anciennes.

Par ailleurs, les taux longs, en cause dans le financement des investissements, ont déjà beaucoup baissé, sans grand effet, parce que, pour investir, c'est d'abord de clients que les entreprises ont besoin.

Mais, surtout, prendre plus de distance par rapport au « noyau dur » de l'Union européenne aurait le double inconvénient de détruire la crédibilité de notre monnaie et de porter, après les marchés, un nouveau coup au SME. Avoir gardé, même avec des marges très élargies, les structures du SME comme point d'appui dans un univers d'instabilité permettra soit de reconstruire un système de charges fixes, mais ajustables, nécessaire pour plusieurs de nos partenaires, présents au futur, soit d'adopter en temps opportun, pour les pays qui le voudront, une monnaie unique.

Une demande plus soutenue

Ces trois tentations écartées, la reprise de la croissance suppose une demande plus soutenue. Sa relance ne peut venir que des pouvoirs publics. Il faut nous libérer de l'idée largement reçue qu'une politique publique stimulante, qu'elle soit monétaire ou budgétaire, est toujours inflationniste : c'est faux quand la demande privée est faible et les capacités de production inutilisées importantes, ce qui est le cas.

Sur le plan budgétaire, outre les actions déjà engagées, notamment dans le secteur du logement, des stimulants temporaires pourraient être mis en place : investissements publics, versement de prestations familiales, allègement des charges d'intérêt ou rééchelonnement des dettes en faveur des ménages fortement endettés. Quant à la politique monétaire, elle pourrait recourir - juste le temps nécessaire - à des injections de monnaie de banque centrale pour augmenter les moyens de paiement : sans être en véritable déflation, nous n'en sommes pas loin ; et l'on pourrait ainsi financer une partie du déficit budgétaire en évitant d'accroître la dette publique.

Il est vrai qu'une telle mesure est interdite par le traité de Maastricht. Sans doute sommes-nous dans une conjoncture où une exception à la règle serait opportune. Mais les esprits ne sont probablement pas « mûrs » pour des « conversions » de ce genre.

Cela dit, nous ne pourrions durablement « relancer » seuls. A

brève échéance, notre balance extérieure en souffrirait. Il nous faut convaincre nos partenaires européens d'engager une action conjoncturelle harmonisée en matière d'investissements collectifs, celle-ci consistant à renforcer substantiellement le programme engagé par la CEE dans le cadre de l'initiative européenne de croissance, et à recourir pour le financer à un grand emprunt européen.

La poursuite de la baisse des taux d'intérêt allemands irait également dans le bon sens, même s'il ne faut pas tout attendre. Faut-il pourrions-nous aussi manifester plus de solidarité à l'Allemagne pour la relance de la croissance de sa partie orientale.

La réduction des inégalités

Mais, par-delà l'amélioration conjoncturelle que permettraient ces actions de relance, il nous faut redonner à notre croissance vigueur et durée. Certaines conditions dépendent de nous, parmi lesquelles d'abord le rétablissement de la confiance. Le gouvernement l'a compris. Mais la confiance dans les personnes ne suffit pas. Elle ne persiste d'ailleurs que si les événements la confirment.

Il faut que les ménages croient à nouveau que leurs conditions de vie peuvent peu à peu s'améliorer, et les entreprises que leurs débouchés vont s'accroître. Pour cela, il faut rappeler l'ampleur de nos besoins insatisfaits, en quantité et en qualité, au premier rang desquels les besoins collectifs, qui doivent être réhabilités, comme le fait, aux Etats-Unis, le président Clinton. Il faut aussi faire comprendre que l'écologie, la qualité de la vie, c'est de la croissance en perspective et non de la filiosité partagée.

Et il faut que les actes suivent, ce qui implique à la fois une politique active de l'environnement et une politique de réduction des inégalités sociales, orientant par priorité vers les catégories modestes et moyennes (c'est d'elles d'abord que dépend le développement de la demande) et vers les besoins collectifs les fruits de la croissance, sans dépeupler les plus aisés : cela vaut mieux que de partager la pénurie. Tout cela est compatible, aux conditions notées plus haut, avec la maîtrise des prix.

Parallèlement pourrait être affirmé un grand dessein en matière de formation. Malgré le nombre de nos chômeurs, toute reprise durable de notre croissance a buté dans le passé sur des difficultés de recrutement. Or la formation permanente, qui est essentielle, ne peut réussir sans une participation active des entreprises.

Il faut « insérer pour former », autant que « former pour insérer ». Ne pourrait-on, au lieu d'engager les entreprises dans un partage général du travail pénalisant, organiser avec elles une collaboration institutionnelle à l'insertion des jeunes sans qualification et à la reconversion qualifiante des chômeurs plus âgés, comme le font déjà certaines d'entre elles ? On la financerait à l'aide d'une partie des sommes dépensées pour trouver des palliatifs - trop souvent précaires - aux emplois perdus ou à l'absence d'insertion, complétées

si nécessaires par une part de l'argent des privatisations.

D'autres conditions de notre avenir à moyen et long terme ne dépendent pas que de nous. L'Europe est ici en cause. Si elle ne peut jamais s'entendre à douze - et que sera-ce plus nombreux ? - sur des actions communes qui la construisent comme une entité forte, parlera-t-on encore longtemps d'« Union » européenne ? Pourtant il faut encore y croire, car l'Europe est notre avenir.

Sa construction a été au départ orientée par la volonté d'une réconciliation définitive entre la France et l'Allemagne, gage de la paix du continent. Cet argument demeure. Mais nos difficultés actuelles nous en fournissent un autre : le poids dans les affaires du monde d'une France isolée - comme de n'importe quel autre pays d'Europe - ne pourra que décroître au cours du siècle prochain, compte tenu de la démographie et des taux de croissance économique à attendre sur le reste de la planète ; une Europe unie aura au contraire un poids économique, politique et culturel durable.

Encore faut-il que cette Europe ait une véritable politique économique commune, c'est-à-dire que ses membres aient des politiques cohérentes, harmonisées - ce qui ne signifie pas uniformes - et cela avec pour objectif commun majeur la croissance, laquelle devrait être ajoutée, avec l'emploi, au premier rang des critères du traité de Maastricht. Les syndicats des pays membres devraient s'unir pour peser dans ce sens. Cela contribuerait à redonner confiance aux peuples, mais aussi aux entreprises.

On a trop dit que la croissance résulterait automatiquement du développement des échanges. En fait, dans un contexte de concurrence devenue trop dure, chaque pays attend trop sa croissance d'une compétitivité-prix tendue vers l'exportation, et il finit sa demande interne, à la fois pour maîtriser ses prix et contenir ses importations. La demande -

donc la croissance - de l'ensemble européen en est freinée.

L'Europe doit avoir enfin une politique commerciale extérieure plus ferme. Il ne s'agit pas de protectionnisme. La France aussi a intérêt à l'ouverture des frontières, et elle souhaite la croissance des pays en développement.

Mais il ne s'agit pas d'accepter un libre-échange à tout va, dans le contexte actuel de concurrence sauvage, d'irréalisme et de variabilité excessive de certains taux de change - lesquels jouent dans la concurrence commerciale un rôle que le GATT ne peut ignorer - et d'inégalité excessive des systèmes sociaux. A Bretton Woods, à la fin de la seconde guerre mondiale, on avait décidé que les pays à excédents extérieurs « structurels » seraient contraints par la communauté internationale à y mettre un terme.

Pour être économiquement profitable à tous sans être socialement traumatisante pour certains, l'ouverture des frontières doit être progressive et réciproque, c'est-à-dire négociée, et faire l'objet d'un « suivi », afin d'aboutir à l'équilibre des échanges.

Les limites du libéralisme

L'application de ces principes devrait présider aux relations de l'Europe avec le Japon et les Etats-Unis, comme avec les pays du tiers-monde à faibles salaires et protection sociale quasiment nulle. La diversité des intérêts des pays de l'Union européenne rend difficiles les ripostes communes, mais il est clair que, si des discriminations unilatérales débridées, ou des protections non tarifaires discrètes mais tout aussi efficaces, sont pratiquées par certains des partenaires de l'Europe, elles risquent fort d'ouvrir un jour la porte à des discriminations ou des protections symétriques. Tout le monde y perdrait.

Les mouvements de capitaux ne peuvent pas non plus se poursuivre indéfiniment comme aujourd'hui. L'argent n'est pas une marchandise comme une autre. Il faut, tout en faisant remplir leur rôle aux marchés et au

jeu de la liberté, mettre dans leur fonctionnement au plan international plus de régulation et de contrôle.

Il faut limiter les mouvements monétaires internationaux, qui tendent à imposer leur loi aux Etats. Il faut trouver les moyens de calmer les emballements boursiers excessifs pour limiter les risques de krach. Ce qui était déjà difficile à gérer au plan national n'est plus gérable au niveau de la planète par un simple « laisser-faire ».

Dans cette perspective, il faut rebâtir un système monétaire international visant à réduire l'ampleur des fluctuations des principales monnaies mondiales. Ces fluctuations inhibent les producteurs et n'atténuent pas les déséquilibres des balances extérieures. Il faut soit revenir à des échanges fixes mais ajustables, soit imaginer d'autres solutions techniques aboutissant à plus de stabilité sans empêcher les ajustements rendus nécessaires à long terme.

N'est-il pas utopique d'espérer convaincre aujourd'hui nos partenaires européens de réinsuffler à l'Europe un tel esprit ? Et quel espoir y a-t-il d'amener nos partenaires américains et japonais à une prise de conscience analogue ? Quand le libéralisme se rendra-t-il compte des risques qu'il court en poussant toujours plus loin ses limites ?

Le désarroi de l'opinion le montre, nous n'avons pas le temps d'attendre. Utilisons donc tous les moyens en notre pouvoir pour retrouver la croissance. La cohésion et la paix sociales en dépendent. La relance conjoncturelle déjà engagée, et qu'il faut renforcer, doit en être le premier acte. Pour que le mieux qu'elle procurera s'accroisse et soit durable, il nous faut susciter avec obstination, en Europe et dans le monde, les prises de conscience et les changements d'état d'esprit d'où naîtront des comportements et des structures conciliant le dynamisme de la liberté et la sagesse des régulations.

JACQUES MÉRAUD
FIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Francic : la sicav de la France qui gagne.

Aujourd'hui, le contexte économique évolue. C'est notre rôle de banquier de vous conseiller au mieux pour réorienter votre épargne. C'est votre intérêt d'investir en actions d'entreprises françaises dynamiques et gagnantes.

En choisissant Francic, sicav d'actions françaises :

- vous bénéficiez d'une exonération fiscale dans le cadre d'un PEA et jusqu'au 31 décembre 1993 vous pouvez profiter d'avantages fiscaux supplémentaires si vous transférez vos sicav monétaires ou obligataires de capitalisation
- vous privilégiez la prudence en répartissant vos fonds sur un grand nombre de valeurs
- vous confiez aux spécialistes du CIC le soin de sélectionner les meilleures actions pour optimiser les performances.

+ 27,8% ENTRE LE 1^{ER} JANVIER 1993 ET LE 29 OCTOBRE 1993

Certains d'entre vous nous ont fait confiance en choisissant d'investir en actions. Ils ont eu raison.

CIC
BANQUE

CULTURE

Les Grands Prix de la Ville de Paris 1993

Jacques Chirac, maire de Paris, a remis le mercredi 15 décembre au Musée d'art moderne, les Grands Prix de la Ville de Paris pour 1993.

Histoire : Michel Le Moel

Né à Paris le 12 mai 1929, il est l'auteur de très nombreux ouvrages sur l'histoire de Paris. Il occupe la fonction de conservateur général du patrimoine depuis 1990.

Roman : Patrick Modiano

Né le 30 juillet 1945 à Boulogne-Billancourt, Patrick Modiano a écrit une quinzaine de romans (Gallimard et Seuil), ainsi que le scénario du film *Lacombe Lucien*, en collaboration avec Louis Malle. En 1978, il obtenait le prix Goncourt pour *Rue des Boutiques Obscures*. Il vient de publier *Chien de printemps* (Seuil).

Sola-Cabati (roman historique) : Claude Dulong

Née le 12 juin 1928 à Limoges, cette historienne spécialiste de la dix-septième siècle fut

épouse de Jean Sainteny, délégué du gouvernement français en Indochine, décédé en 1978. Auteur notamment d'une *Vie quotidienne à l'élysée au temps de Charles de Gaulle* (Hachette, 1984), elle vient de publier une biographie de *Marie Mancini* (Perrin).

Photographie : Pierre et Gilles

Pierre et Gilles se sont rencontrés en 1976, « lors d'une fête », et construisent minutieusement leurs photographies depuis 1977. Le premier exécuta croquis préparatoires et prises de vue, le second les respecta. Ils ont exposé dans le monde entier leurs images kitsch, féroces ou se mêlant les références à l'enfance, aux religions, à la culture populaire.

Gérard-Philippe (théâtre) : Samuel Labarthe

Ancien élève du Conservatoire national d'art dramatique (1984-1987), Samuel Labarthe s'impose au théâtre en 1988 dans le rôle de Rodrigue du *Cid*, sous la direction de Gérard Desbarthe. Interprète de nombreux rôles à la télévision et au cinéma, il a participé cette saison au succès sur les

boulevards de *Ce qui arrive et ce qu'on attend*, de Jean-Marie Beset, mis en scène par Patrice Kerbrat.

Musique : Edison Denisov

Né en Sibérie en 1929, le compositeur Edison Denisov est professeur au Conservatoire de Moscou. D'abord marqué par l'influence de Boulé, Stockhausen et Nono, son œuvre s'est peu à peu libérée de ces modèles. Depuis 1970, Denisov a composé de nombreuses œuvres pour des musiciens de l'Ouest. L'Opéra de Lyon lui a demandé d'achever et d'orchestrer *Rodrigue et Chimène*, de Claude Debussy. La création mondiale de cet opéra a eu lieu en mai 1993.

Arts : Sam Szafran

Né à Paris en 1934, maître incontesté du pastel, mais aussi du fusain et de l'aquarelle, Sam Szafran est un artiste figuratif de haute précision qui, de série en série — *Rocking-chairs*, *Imprimés*, *Autels*, *Escaliers* — fait de l'environnement quotidien qui le ce quitte guère un lieu de vertige et d'angoisse, bien au-delà du réalisme.

CINÉMA

La mort de l'actrice Mirna Loy

L'actrice américaine Mirna Loy est morte le 14 décembre à New-York. Elle avait quatre-vingt-huit ans.

De Mirna Loy il restera d'abord l'image de Nora Charles, la New-Yorkaise sophistiquée de la série des *Thin Man* (*l'Introuvable*), films policiers humoristiques inspirés du roman de Dashiell Hammett et réalisés entre 1934 et 1947. Avec William Powell, son mari à l'écran, Mirna Loy donnait une nouvelle version de la félicité conjugale américaine, coquette et à grande rasades de Dry Martini et de remarques acérées.

Née Myrna Williams en 1905 dans le Montana, elle avait entamé sa carrière cinématographique en 1925, avec un petit rôle dans le *Ben Hur* de Fred Niblo. Son physique de rouquine ne l'a pas empêchée de se consacrer dans un premier

temps à des rôles exotiques, dans *Le Masque de Fu Manchu*, de Charles Brabin (1932), par exemple. En 1934, le succès de *l'Introuvable* la propulse au rang de grande vedette. En 1936, elle est élue *Queen of the Movies* (reine du cinéma) par les lecteurs d'un magazine spécialisé. Elle joue au côté de Clark Gable dans *Pilote d'essai* de Victor Fleming (1938), de Fredric March dans les *Plus Belles Années de notre vie* de William Wyler.

A partir de 1941, elle coécrit une partie de son temps à la Croix-Rouge et milite contre la discrimination raciale. Sa carrière continue pendant les années 60 et 70 (elle joue dans *Alphie* en 1975). Elle fait sa dernière apparition à l'écran dans *Just Tell Me What You Want* de Sidney Lumet en 1979.

T. S.

ÉDITION : les héritiers de Margaret Mitchell débattent de leur action contre Régine Deforges. — La première chambre de la cour d'appel de Versailles a débattu, mercredi 15 décembre, les héritiers de Margaret Mitchell, auteur d'*Au vent se levait*, qui réclamaient 5 millions de francs pour contrefaçon littéraire à l'écriture Régine Deforges et à son éditeur Ramsay après la publication de *la Bicyclette bleue*. Cette affaire engagée, en 1987, par la

société américaine Trust Company Bank, détentrice des droits patrimoniaux de Margaret Mitchell, avait conduit à la condamnation de Régine Deforges, en 1989, devant le tribunal de Paris. Estimant que le sujet d'*Au vent se levait* ne pouvait faire l'objet d'une exclusivité, la Cour d'appel de Paris s'était opposée à cette décision en novembre 1990 par un arrêt, mais celui-ci avait été annulé par la cour de cassation le 4 février 1992.

COMMUNICATION

Une polémique oppose MM. Lafleur et Burck aux journalistes de RFO-Nouméa

NOUMÉA

de notre correspondant

Dans une *Lettre ouverte* à Messieurs les élus signée de la rédaction de RFO Nouvelle-Calédonie et publiée mardi 14 décembre à Nouméa, les journalistes de la station se déclarent lassés des « attaques outrancières » dirigées contre leur travail par certains élus locaux. Leur réaction de ras-le-bol a été notamment alimentée par les critiques récentes qui leur ont été publiquement adressées par le député RPR du territoire, Jacques Lafleur, président du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), et par François Burck, président de l'Union calédonienne (UC, principale composante du FLNKS).

S'exprimant, depuis Paris, au micro de Radio Rythme Bleu, la radio calédonienne qui lui est proche, M. Lafleur avait fustigé, lundi, la « vision apocalyptique » de la situation calédonienne d'octobre, selon lui, par la station de Nouméa, lors des vingt-cinq heures d'émission non stop consacrées aux DOM-TOM et diffusées le week-end dernier sur le cinquième réseau. M. Burck, de son côté, s'était plaint, fin octobre, auprès de François Chiquet, PDG de RFO, « qu'il y avait des saboteurs dans sa boîte » à Nouméa.

FRANCK MADGEUF

LE MONDE DES CARRIÈRES

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recherche

JOURNALISTE

Ayant solide formation en sciences politiques. Connaissance de la vie politique, des structures et du travail parlementaire.

Ad. C.V. + photo au Monde Publi. 15/17, rue du Col-P. Ave. 75002 Paris.

ORGANISME DE FORMATION

recherche

COMMERCIAUX

A FORTE POTENTIALITÉ

Tél. : (1) 48-73-40-58 (rép.)

UN DIRECTEUR

recherche

JOURNALISTE

pour un état. de 150 km à Paris. CCN des F.I.T. Exp. indépendante. Env. C.V. + lettre à C.L.I.T. 70, rue du Javelot 75013 Paris.

Foyer jeunes travailleurs cherche

DIRECTEUR ADJOINT

recherche

Format. univ. ou équiv. et expérience. Adr. motiv. mens. et c.v. détaillé au C.L.I.T. 54, rue de Ménilmontant 75020 Paris.

MENISERIE INDUSTRIELLE

recherche

COMMERCIAL

pour développement et suivi clientèle. Secteur Centre/Sud-Est. Fin. + commission + véhicule fourni.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite sous réf. 8706

LE MONDE PUBLICITÉ

recherche

Recherches FORMATEURS ANGLAIS vacataires de langues maternelle + expérience FORMATEURS INFORMATIQUE gestion/bureautique expérience + 2 ans, à temps partiel et complet.

Env. CV à F.A.A. 114, rue des Moines, Paris-17.

REPRODUCTION INTERDITE

Hébergement français

recherche

JOURNALISTE

• Diplômé de l'enseignement supérieur. • Ajusté une bonne connaissance des problèmes financiers des entreprises. • Ajusté un à deux ans d'exp. professionnelle dans le journalisme, la finance, l'audit ou le droit.

Env. CV + lettre manuscrite à M. Florence TURMEL 1, rue du Col-P. Ave. 75002 Paris Cedex 15

Imp. Sté Traductions

recherche

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

TRADUCTEUR TECHNIQUE INFORMATIQUE ANGLAIS/FRANÇAIS - 29 ans - 2 ans expérience - Maîtrisant TTX - RECHERCHE : Poste similaire à l'étranger - De nationalité Franco-Américaine - Maîtrise aussi l'espagnol - (Section BCO/TL 2500)

SPECIALISTE DES MARCHÉS ALLEMANDS PROJETS/AFFAIRE - 47 ans, DESS sciences économiques, Docteur en sociologie Francfort, 25 ans d'expérience en RFA et en Suisse en tant que chercheur, Enseignant et chargé d'études en sociologie et sociologie urbaine. Maîtrise parfaitement les techniques d'études de marché et de marketing. PROPOSE : ses compétences à sociétés désirant se développer vers l'Allemagne. (Secteur TL2511).

ASSISTANTE IMPORT/EXPORT - 24 ans - Quadrilingue français, anglais, cantonais, mandarin plus connaissances en chow chow, japonais et espagnol - Maître en commerce international avec un an d'expérience dans la vente et négociation en Asie.

RECHERCHE : poste d'assistant import/export dans une entreprise internationale (Secteur TL 2512).

CONCEPTEUR - 39 ans - Études supérieures en informatique - 10 ans d'expérience spécialiste MERISE - Connaissances ORACLE-UNIX - Bonnes compétences commerciales.

SOUHAITE : évoluer au sein d'un poste aux fonctions techniques et/ou commerciales - Mobile (Secteur TL 2513).

ASSISTANTE EXPORT - 23 ans - Études supérieures en commerce international marketing - bilingue anglais, allemand - 1 an d'expérience à l'export comme assistante et à la réalisation d'études de marché vers les pays de l'est. RECHERCHE : poste assistant commerciale export ou marketing chez transitaire ou PME exportatrice (Secteur TL 2514).

CONCEPTEUR-RÉDACTEUR - 33 ans - École supérieure de commerce + DESS marketing appliqué - 5 ans d'expérience publicité, marketing direct, business to business et édition. PROPOSE : ses compétences à agence ou annonceur (Secteur TL 2515).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75438 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27
Fax : 42-81-25-62

L'AGENDA

Bijoux BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix : « Que des affaires exceptionnelles ». Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, saphirs, bagues, baguettes.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIÈRE

Angle boulevard des Italiens 4, rue Chausse d'Antin. Métro à l'Est. 37, avenue Victor-Hugo. Autre grand choix. Ouv. les lundis 8, 13 et 20.

OBJET bijoux anciens, répar. échange-vente, 18, rue d'Arcole, Paris-6. 43-64-00-83.

Vacances,

MT JURA 3 H PAYS TGV

SÉJOUR NOËL

22 au 26 décembre.

JOUR DE L'AN

27 déc. au 2 jan.

en maison d'hôte de ancienne ferme cotoyée du VDF confort, rénovation tout confort, ambiance chaleureuse et conviviale, cuisine, base produits maison, pain maison cuit au feu de bois. Ski fond, rando.

VTT. Prix et compris pension complète et repas réveillon. NOËL 2 080 F. J. de l'An 2 050. Tél. : (16) 81-38-12-81.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

appartements venies

recherche

JOURNALISTE

• Diplômé de l'enseignement supérieur. • Ajusté une bonne connaissance des problèmes financiers des entreprises. • Ajusté un à deux ans d'exp. professionnelle dans le journalisme, la finance, l'audit ou le droit.

Env. CV + lettre manuscrite à M. Florence TURMEL 1, rue du Col-P. Ave. 75002 Paris Cedex 15

Imp. Sté Traductions

recherche

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

DEMANDES D'EMPLOI

recherche

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

Traducteurs H/F Très expérimentés (a) : anglais/français, allemand/français, espagnol/français, japonais/français, russe/français, CV par fax au : 43-59-65-78

VIE DES ENTREPRISES

Numéro un de l'immobilier de loisirs français

Pierre et vacances surmonte les fluctuations de la clientèle

Le groupe Pierre et vacances, numéro un français de l'immobilier de loisirs, constate avec plaisir que la clientèle semble ne pas boudier les 70 000 lits qu'il met à sa disposition dans neuf stations des Alpes et huit stations balnéaires. Le chiffre d'affaires des locations réalisées depuis le début de l'année a progressé, par rapport à la même période de l'année dernière, de 3 % pour la montagne et de 20 % pour la mer.

Au-delà de ces chiffres satisfaisants qui devraient conduire l'activité touristique du groupe à 1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires et à 36 millions de francs de bénéfices en 1993 pour un million de clients, la crise se fait sentir : la demande des voyageurs étrangers pour la montagne est en recul de 3 % et la clientèle française se tourne de plus en plus vers des réservations de groupe (+ 45 %) qui lui valent des prix réduits.

Pour affronter ces glissements de la demande, Pierre et vacances a choisi de privilégier dans les Alpes le ski haut de gamme. « M. Tillon disait que les trois clés du succès en hôtellerie étaient l'emplacement, l'emploi et l'investissement », explique Gérard Brémont, PDG du groupe. Pour ce qui concerne notre métier, je

dirai que nos critères sont l'altitude, l'altitude et l'altitude afin de profiter d'un vaste domaine skiable et d'un enneigement garanti. » Côté prix, le groupe s'exerce à l'art difficile de séduire le client par des tarifs adaptés et contenus au niveau de l'inflation, mais sans tomber dans le bradage qui tue le marché et génère des déficits.

A. F.

CRISE : RUHRKOHLE AG confirme la suppression de 6 000 emplois. — Le conseil de surveillance de Ruhrkohle AG, la société qui exploite les houillères de la Ruhr (ouest), a confirmé, mardi 14 décembre, une réduction de trois millions de tonnes des capacités de trois puits au 31 janvier, ce qui entraînera la suppression de 6 000 emplois. Ces mesures porteront à 18 000 le nombre d'emplois supprimés en 1993-1994 par Ruhrkohle, sévèrement frappée par la crise de la sidérurgie, a annoncé la société dans un communiqué. La capacité de production des mines de charbon Monopol à Bergkamen, Heinrich Robert, à Hamm et Hugo/Consolidation à Gelsenkirchen sera réduite d'un million de tonnes par mine.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

SOCIAL

SEITA : premier comité central d'entreprise « contestataire » pour M. Comolli. — En signe de désaccord, la plupart des représentants du personnel de la Seita ont quitté, mardi 14 décembre, le premier comité central d'entreprise tenu en présence du nouveau président, Jean-Dominique Comolli, qui devait examiner le budget prévisionnel de l'entreprise pour 1994. Dans un communiqué commun, les syndicats CGT, FO, CFTD et FSAS justifient cette démarche « pour protester contre la semaine de chômage partiel » annoncée dans la branche cigares, « alors que des mesures économiques et sociales auraient pu l'éviter ». Ils dénoncent « la stratégie de rentabilité financière à tout prix, au détriment de l'activité industrielle et de l'emploi ». Ils ont exprimé « leur totale opposition à cette spirale du déclin qui conduit à la casse des établissements », étant ceux de Dijon et de Mâcon fermés en juillet. M. Comolli, ancien directeur général des usines, a été nommé mercredi 8 décembre président de la Seita.

CONTENTIEUX

GÉNÉRALE DES EAUX/TIRU : le tribunal de commerce de Paris nomme un expert. — Le tribunal de commerce de Paris a désigné, mardi 14 décembre, un expert dans le dossier opposant la société TIRU (groupe EDF) à la

Compagnie générale des eaux. Cette dernière accuse TIRU, dont elle est actionnaire à 24 %, d'avoir acheté 25 % du capital d'ASA, numéro un autrichien du traitement des déchets, à un prix trop élevé. Aux termes de la transaction effectuée le 29 octobre à Vienne, en dépit de l'opposition déclarée de la Générale des eaux, TIRU et sa maison mère, EDF, avaient acquis ASA pour un montant global de plus de 1 milliard de schillings (environ 525 millions de francs) (« le Monde de l'économie » du 14 décembre).

PRIVATISATION

RHÔNE-POULENC : l'offre aux salariés souscrite deux fois. — L'offre d'actions aux salariés du groupe chimique Rhône-Poulenc, dans le cadre de la privatisation entreprise en novembre, a été souscrite deux fois, a indiqué lundi 13 décembre le ministère de l'économie. L'offre réservée aux salariés de Rhône-Poulenc était de 8,8 millions d'actions alors que la demande a été de 17,6 millions. 3,8 millions de titres avaient été réservés aux salariés de Rhône-Poulenc dans le cadre du retour dans le privé de ce chimiste. La part des salariés représente 6,09 % du capital, contre 24 % pour le groupe d'actionnaires stables et deux tiers des titres pour le public.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 décembre ↑ Légère reprise

Après le vif chute de la veille, la Bourse de Paris retrouvait quelques forces mercredi 15 décembre dans un marché actif. En hausse de 1,10 % des les premiers échanges, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard un gain de 0,41 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises retrouvaient un peu leur élan et ne progressaient plus que de 0,12 % à 2 158,15 points. Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel atteignait 1,5 milliard de francs.

A la suite notamment de propos « en guerre » entre l'Allemand du leader nationaliste russe Vladimir Jirinovskii, la Bourse française s'est avérée mardi une vive baisse (-1,81 %), des opérateurs anglo-américains ayant liquidé des positions sur le marché des « futures ».

Mercredi les nouvelles étaient plutôt meilleures. La Banque de France a constaté un assez net redressement de la production industrielle en novembre. Par ailleurs, le

loyer de l'argent au jour le jour est en légère baisse, atteignant pour la base de la fourchette 8,50 %. Par ailleurs, les liquidités abondantes en fin d'année apportent également un soutien important au marché, notent les gestionnaires. Du côté des valeurs, le titre de la chaîne de télévision cryptée Canal + était en tête des hausses avec une perte de 11,9 % dans un marché très actif de 312 000 titres. Le titre est tombé à 1 112 francs après que le groupe ait annoncé, mardi soir, une baisse « sensible mais inférieure à 20 % » de son résultat net par action en 1994.

Recul de 4,3 % d'Alcatel et de 8,9 % d'Industrie Minière à la reprise des cotations, le projet de fusion de cette industrie pharmaceutique avec Rhône-Poulenc : ayant été repoussé à l'année prochaine, l'annonce de 10,1 % de COMAC Managier et de 3,3 % d'Ecce après sa baisse supérieure à 5 % de la veille.

NEW-YORK, 14 décembre ↓ Prises de bénéfices

Wall Street a reculé, mardi 14 décembre, sous la pression de prises de bénéfices après une remontée des taux d'intérêt à long terme et la publication d'une hausse des ventes de détail américaines en novembre (+0,4 %) en dessous des prévisions. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a chuté de 21,80 points, soit un repli de 0,58 %. Quelques 274 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de titres en baisse a largement dépassé celui des valeurs en hausse : 1 376 contre 700, alors que 637 titres restaient inchangés.

Le chiffre des ventes de détail a servi de prétexte aux investisseurs pour prendre des bénéfices après le dernier record établi mardi, don des analyses qui soulignent que le marché dans son ensemble n'avait pas suivi le Dow Jones dans sa progression récente.

« Il y a une nervosité générale provoquée par le niveau élevé du Dow Jones », a observé James McInerney, président de Balmain Capital. Les gestionnaires de portefeuilles préfèrent vendre les valeurs qui ont bien progressé pour conserver leurs gains ou alors restant

sur la réserve, a ajouté Michael Metz, responsable chez Oppenheimer and Co. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est monté à 8,50 % contre 8,23 % lundi, après avoir reculé en début de séance.

VALEURS	Cours de 13 décembre	Cours de 14 décembre
Alcatel	72,50	72,30
Alstom	54,34	54,70
Banque	41	40,70
Canal +	11,90	11,80
Comac Managier	48,30	48,14
Ecce	84	82,34
Industrie Minière	82,78	81,10
Industrie Pharmaceutique	84,24	82,32
Renault	101	102,30
Saatchi & Saatchi	58,18	57,50
Seita	47	46,14
Stell	57,38	56,70
Télécom	63,12	62,10
Unilever	76,14	75,70
Veolia	68	64,70
Wendel	58,18	58,14
Yves Rocher	82,78	82,14
Yves Saint Laurent	148,12	148,70
Yves Saint Laurent	21,70	21,70
Yves Saint Laurent	62	62
Yves Saint Laurent	14	13,70
Yves Saint Laurent	58,14	57,14

LONDRES, 14 décembre ↓ Repli

Les valeurs ont viré à la baisse après un départ serein mardi 14 décembre au Stock Exchange, dans une ambiance prudente dans l'attente des chiffres de l'inflation et du chômage britanniques d'ici la fin de la semaine. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté en baisse de 6,2 points, soit 0,2 %, à 3 248,4 points, alors qu'il avait gagné jusqu'à 23 points dans la matinée. 980,4 millions de titres ont été échangés contre 548,5 millions, la veille. L'accord entre les États-Unis et la Communauté européenne sur le GATT à Genève n'a pas influencé la tendance.

La dernière étude de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) a montré un ralentissement de la progression des ventes de détail en novembre, écartant les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt britanniques, surtout si les chi-

frs de l'inflation attendus mercredi sont bons.

Les banques ont été fermes après de récentes prises de bénéfices, à l'exception de HSBC Holdings qui a perdu 7 pence à 619 en réaction à la baisse du Hong Kong.

VALEURS	Cours de 13 décembre	Cours de 14 décembre
Amsterdame	6,16	6,16
Bruxelles	3,27	3,27
Genève	4,50	4,50
Paris	10,13	10,13
Stuttgart	8,87	8,87
Zurich	7,46	7,36
Banque	17,51	17,51
BSI	7,51	7,51
Shell	6,98	6,98
Unilever	11,75	11,68

TOKYO, 15 décembre ↑ Progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette hausse mercredi 15 décembre, à la faveur de ventes de découvertes et d'achats liés à l'indice un tour de fin de séance. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 180,42 points, soit 1,04 %, à 17 489,15 points. Le TOPIX, le plus large indice de calcul, s'est apprécié de 1,34 point, soit 0,09 %, à 1 462,35 points.

Les spéculations sur un troisième collectif budgétaire de relance n'ont pas influencé le marché, qui attend désormais des mesures économiques concrètes.

De côté des valeurs, Sony, stimulé par la baisse du yen, et Sumitomo Metal Mining, dopé par la progression des cours de l'or, ont été les vedettes de la séance.

VALEURS	Cours de 14 décembre	Cours de 15 décembre
Affaires	1180	1180
Banque	1270	1280
Canon	1400	1420
Fujitsu	1800	1800
Honda Motor	1470	1470
Industrie Minière	1470	1470
Industrie Pharmaceutique	680	680
Sony Corp.	5370	5420
Toyota Motor	1780	1780

CHANGES

Dollar : 5,8632 F ↑

Mercredi 15 décembre, le dollar s'affaiblissait à 3,4159 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4165 francs mardi soir (cours indicatif de la Banque de France), tandis que le dollar s'échangeait à 5,8632 francs contre 5,8625 francs la veille en fin de journée (cours B d F).

	14 déc.	15 déc.
FRANCKFORT	1,7136	1,7180
Dollar (en D.M.)	1,7136	1,7180
TOKYO	168,94	169,39
Dollar (en yen)	168,94	169,39

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

	13 déc.	14 déc.
Paris (15 déc.)	6 1/2 % - 6 5/8 %	
New-York (14 déc.)	3 %	

BOURSES

13 déc. 14 déc.
ISBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 2 196,31 2 156,50
ISBF, base 1000 : 31-12-90
Indice SBF 120 : 1 514,28 1 493,59
Indice SBF 250 : 1 447,98 1 432,25

NEW-YORK (indice Dow Jones)
13 déc. 14 déc.
Industriel : 3 764,43 3 747,63
LONDRES (indice Financial Times)
13 déc. 14 déc.
100 valeurs : 3 254,60 3 248,40
30 valeurs : 2 453,30 2 447,30
Mines d'or : 257,60 255,20
Fonds d'Etat : 104,68

FRANCKFORT
13 déc. 14 déc.
Dax : 2 172,75 2 169,97

TOKYO
14 déc. 15 déc.
Nikkei Dow Jones : 17 398,73 17 489,15
Indice général : 1 451,01 1 452,35

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,8490	5,8510	5,9965	5,9185
Yen (100)	5,3488	5,3507	5,4070	5,4162
£	6,5966	6,5989	6,5969	6,6057
Deutschmark	3,4155	3,4170	3,4216	3,4216
Franc suisse	3,9976	4,0019	4,0200	4,0203
Libre indienne (1000)	3,4668	3,4701	3,4498	3,4552
Libre sterling	8,1970	8,1985	8,1723	8,1728
Ponde (100)	4,1520	4,1545	4,1561	4,1638

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 7/16
Yen (100)	2 5/16	2 7/16	1 15/16	1 13/16	1 13/16	1 15/16
£	6 3/8	6 3/4	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Deutschmark	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8	4 1/8
Franc suisse	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16
Libre indienne (1000)	8 3/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8
Libre sterling	5 3/16	5 11/16	5 1/4	5 3/8	5 1/8	5 3/8
Ponde (100)	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Franc français	6 9/16	6 11/16	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Les hauts de la Bourse sans les bas, avec "PEA Sécurité Actions"

Avec le Fonds Commun de Placement PEA Sécurité Actions, vos performances sont indexées sur les hausses de la Bourse à hauteur de 65 % de la progression annuelle du CAC 40, calculée sur la moyenne des indices trimestriels.

De plus, le montant de votre capital investi est garanti à 100 % (hors droit d'entrée).

Vos gains réalisés chaque année ne peuvent être affectés par une baisse ultérieure de l'indice. Ils sont définitivement acquis.

Investi en actions françaises, le FCP PEA Sécurité Actions constitue une base à la fois sécuritaire et tonique de votre PEA qui ajoutera à vos plus-values le bénéfice de la défiscalisation.

* Sous réserve des capitaux disponibles



BANQUE POPULAIRE

Nous ne sommes pas populaires sans raisons.

هكزا من المال

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 15 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7,13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -0,58 % (2144,01)

Règlement mensuel

DE PARIS DU 15 DECEMBRE

Liquidation : 24 décembre

Cours relevés à 13 h 30

CAC 40 : -0,58 % (2144,01)

Règlement mensuel

Taxe de report : 7,13

Dernier comptant	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%	VALEURS	Cours précéd.	Dernier comptant	%			
01/04/93	5748	5748	0,00	Danone I	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone II	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone III	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone IV	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone V	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone VI	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone VII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone VIII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone IX	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone X	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XI	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XIII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XIV	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XV	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XVI	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XVII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XVIII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XIX	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XX	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXI	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXIII	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXIV	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXV	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXVI	5500	5500	-0,40	01/04/93	1045	1028	-1,62	25/04/93	2580/93	2580/93	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00	25/04/93	1500	1500	0,00
22/04/93	1010	1010	0,00	Danone XXVII	5500	550																																					

Comptant (sélection)[illegible]**Sicav** (sélection) **14 décembre**[illegible]

Hors-cote (sélection)

BANKS		SECURITIES	
Born (John) Example	332	—	150.00
Bernardine	3000	—	150.00
Blaney Quam	3300	—	150.00
Bracewell (Mrs.)	357	—	150.00
Calculus	71	—	150.00
Camden Pacific	57/81	—	150.00
CSI (October 1981)	—	—	150.00
CSF (Ed. Co. Inc.)	5/40	—	150.00
De Indemnite	5/40	—	150.00
Copeland Inc.	300	—	150.00
Continental (Inc.)	2/8	—	150.00
CEAC	2/8	—	150.00
Grace and Co	220	—	150.00
Gruppe Victoria	1400	—	150.00
Paula Francis	365	—	150.00
Conrad, Pauline	3300	—	150.00
Lachure Monique	100	—	150.00
Mader	—	—	150.00
OldCo/Pharm.	—	—	150.00
Pacific/Pacific	—	—	150.00
St Robert	150	—	150.00
St Robert (Inc.)	150	—	150.00
St Robert (Inc.)	150	—	150.00
Schmager Inc.	—	—	150.00
SEPA	—	—	150.00
SPT (Inc.)	—	—	150.00
Tout-Anglais	—	—	150.00
Western	—	—	150.00

Second marché (sélection)

RACIAL		J.C.E. 2		J.C.E. 2	
Boites (1/2 x 2)	23/20	—	—	230	230
Boites (1/2 x 2)	580	580	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	230	230	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	1020	1020	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	302	302	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	1120	1120	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	122	—	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	173	173	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	122	122	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	301	301	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	230	230	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	130	130	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	245	245	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	1147	1147	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	123/20	123/20	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	177	177	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	230	230	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	174	174	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	120	120	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	192	192	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	120	120	—	—	—
Boites (1/2 x 2)	621	621	—	—	—

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours pré.	Cours 14/12	Cours des billets	
			achat	vente
États-Unis (1 ust.)	5,8246	5,8525	5,80	6,11
France (1 franc)	4,8945	4,8945		
Allemagne (100 DM)	242,7000	241,6500	300	280
Belgique (100 fl.)	16,3846	16,3530	15,85	16,85
Pays-Bas (100 gld.)	305,5000	305,8000	324	315
Italie (100 lire)	2,3615	2,3615	2,35	2,37
Danemark (100 kr.)	87,2000	87,2200	83	91
Grande (11 sh.)	6,2380	6,2380		
Suisse (100 francs)	4,7376	4,7376	4,65	4,85
Irlande (100 shillings)	2,2395	2,2395	2,25	2,35
Portugal (100 esc.)	358,0700	358,4000	366	364
Norvège (100 kr.)	69,2500	69,5000	68	70
Suède (100 kr.)	74,8000	75,0000	75	76
Autriche (100 sch.)	46,5970	46,5970	47,20	50,20
Espagne (100 pes.)	4,1635	4,1675	3,90	4,46
Portugal (100 esc.)	3,3500	3,3550	3	3,47
Canada (1 \$ can.)	5,1840	5,1840	5,15	5,20
Japon (100 yens)	5,5397	5,5376	5,4	5,75

Marché libre de l'or	LA BOURSE SUR MINUT
----------------------	---------------------

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 14/12
Or fin (800 en barre)	72000	72000
Or fin (en lingots)	72000	72000
Washington (20 \$)	411	413
Philips P (10 \$)	392	392
Philips Suisse (20 \$)	411	413
Philips Latine (20 \$)	416	413
Souranran	524	526
Philips 20 dollars	2550	2580
Philips 10 dollars	1300	1290
Philips 5 dollars	650	650
Philips 100 pesetas	285	285
Philips 100 francs	530	530

36-15
TAPEZ LE MONDE
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
 ☎ 46-62-74-25

Matif (Marché à terme international de France)

NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 192 310							CAC 40 A TERME Volume : 34 957		
Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Jenvier 94	Février 94				
129,46	129,04	—	Dernier.....	2184	2246				
129,64									

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi date mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant coupon - Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date vendredi : compensation - Vendredi date samedi : quotas de négociation

ABBREVIATIONS

ABBREVIATIONS
B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

Frequency	221,50
-----------	--------

SYMBÔLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours net

CARNET

Anniversaires de naissance

— Joyeux anniversaire, bonheur et bonheur à

André VUCHER.

« Ma maîtresse, ce n'est ni le merveilleux, ni la réalité, mais ce qui change la vie. »

Marcel Aymé.

Décès

— Jean-Jacques Bercault, son mari, Nicolas, Geneviève, Olivier et Isabelle, ses enfants, Antoine et Bastien, ses petits-enfants, Colette Girardon et Norma, Aline et Monique Bercault, ses amis, Sa famille, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie-Thérèse BERCAULT,

née Girardon,

le 12 décembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

18, rue Mademoiselle, 78000 Versailles.

— M. Albert Bonnet, ingénieur principal hors classe honoraire de la SNCF, son épouse, M. Olivier Bonnet, son petit-fils, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne BONNET,

née Pélégry,

survenue le 2 décembre 1993, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le lundi 6 décembre, dans l'insolite familiale, au cimetière parisien de Saint-Ouen.

148, rue de Saussure, 75017 Paris.

— Gilles et Marie-Laurence Chouaqui, ses enfants, Stéphane, Laure, Frédéric, Alice et Nicolas, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand CHOUAQUI,

survenue le 14 décembre 1993, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 16 décembre, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse. Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

Cet avis tient lieu de faire-part.

141, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

14, rue Louise-Michel, 92300 Levallois-Perret.

— Faiza El Kadiri, née Zaïber, son épouse, Mounia, Adnane, Nizar, ses enfants, Sand, Asmaa, Mounia, ses beaux-enfants, Khawla, sa petite-fille, ont l'extrême douleur d'annoncer le décès, en date du 1^{er} décembre 1993, de leur mari, père, beau-père et grand-père

Si Abderrahmane EL KADIRI,

de l'université de Paris,

professeur de droit public,

député,

membre du comité central

des forces populaires (USFP),

président de l'Union

des justes marocains,

secrétaire général

de l'Association marocaine

de soutien à la lutte palestinienne,

membre fondateur

et ancien secrétaire général du SNESUP,

membre fondateur et ancien président

de l'Union nationale

des étudiants du Maroc (UNEM),

ancien membre

de l'Assemblée nationale consultative,

membre fondateur

de l'Organisation marocaine

des droits de l'homme (OMDH)

et membre de son conseil national.

— M. Robert Gal

Et ses enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} Jacqueline GAL,

avocate à la Cour,

survenue le 13 décembre 1993.

Une messe sera célébrée en l'église des Blancs-Manteaux, rue des Blancs-Manteaux, à Paris-6^e, le vendredi 17 décembre, à 10 h 30.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Son épouse,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Ses frères, sœurs, beaux-frères,

Ses neveux et nièces,

ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 11 décembre 1993, de

M. Jean JUNGELSON.

Il n'y aura pas d'obsèques car il avait fait don de son corps à la science.

Puisse vos pensées et vos prières l'aider à trouver la paix éternelle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Julia, Catherine, Françoise Maho, Sophie, Jean-Jacques, Alexis Maho, Toute la famille, Ses amis, Et ses collègues, ont le chagrin de faire part de la disparition de

Jacques MAHO,

survenue le vendredi 10 décembre 1993.

Une messe sera célébrée le jeudi 16 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e, une autre le même jour en l'église de Provençy (Yonne), à 15 h 30.

M^{me} Maho,

3, rue de la Grande-Chaumière, 75006 Paris.

— Les membres du groupe de recherches sociologiques du CNRS, ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Jacques MAHO,

chargé de recherches,

docteur en sociologie,

leur collègue, qui fut aussi leur ami.

— Ses amis, Et collègues, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MAHO.

Nous gardons le souvenir doux de ses deux pour la pensée comme pour l'épistémologie, et de son indépendance d'esprit. Il nous a beaucoup apporté.

— M. Raoul Makarius,

son épouse,

M. et M^{me} Michel Makarius,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Laura MAKARIUS,

née Lévi,

survenue à Paris, le 13 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-sixième année, au terme d'une longue maladie.

L'inhumation aura lieu le vendredi 17 décembre, à 15 h 15, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira.

146, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

— Bruno Roger,

président,

Et les membres du conseil d'administration de la Financière et Industrielle Gaz & Eau,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René MASSING,

administrateur de la société,

survenue le 13 décembre 1993.

— Voici déjà un mois

Elisabeth MERAND-HANOUN,

notre collègue et amie, nous a quittés dans un terrible accident de voiture.

Elle venait d'être nommée inspectrice de l'éducation nationale-orientation en Seine-Maritime.

Conseillère d'orientation dans l'académie de Versailles, puis directrice de CIO dans la Marne et dans les Yvelines, elle avait collaboré au *Monde de l'éducation* et assuré de nombreuses formations. Ceux qui ont travaillé avec Elisabeth ont trouvé en elle un rayonnement hors du commun. La flamme de goût, d'intelligence, de générosité, d'enthousiasme, d'humour, de pudeur que représentait Elisabeth continuera à vivre dans le cœur de tous ceux qui l'ont connue.

Ses amis

Et collègues

des académies de Versailles et de Rouen.

— Dorothée et André Georges,

Zelda et Matthieu,

Marie-Philippe Scheurer,

Aurore et Jean-Pierre Geoffroy,

Marie-Pierre et Pierre Roques,

Leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques SCHEURER,

vice-président honoraire

au tribunal de grande instance

de Colmar,

enlevé à leur affection le 11 décembre 1993.

103, rue du Logelbach, 68000 Colmar.

— M^{me} Gérard Naepeles,

née Adélaïde Capelo da Fonseca,

son épouse,

M. Eric Naepeles, M^{me} Capucine

James et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Naepeles et leurs enfants,

M. Michel Naepeles et M^{me} Julie Biro,

M. Louis-Gabriel Pouillot,

ses enfants et petits-enfants,

M^{me} Thérèse Naepeles,

dominicaine de la Présentation,

M. et M^{me} Jean-Pierre Naepeles,

M. et M^{me} Guy Lécuyer,

M. et M^{me} Bernard Bocage,

ses frères et sœurs,

Toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gérard NAEPELES,

(X 51),

survenue le 10 décembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 14 décembre, à Malo-les-Bains.

10, rue Édouard-Detaille, 92100 Boulogne.

— L'équipe de direction,

L'équipe administrative,

L'ensemble des personnels et des

élèves du lycée Gustave-Farrié,

Paris-10^e,

ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Patrick NOUËL,

professeur d'électronique,

survenue, à l'âge de quarante-deux ans, le 11 décembre 1993.

« Cent ans après, coquin de sort, il vivait encore. »

— M^{me} Françoise Bouquet,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

— Les familles Pichot, Vincent-

Genod, Vignaux,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Eric Naepeles, M^{me} Capucine

James et leurs enfants,

M. et M^{me} Philippe Naepeles et leurs enfants,

M. Michel Naepeles et M^{me} Julie Biro,

M. Louis-Gabriel Pouillot,

ses enfants et petits-enfants,

M^{me} Thérèse Naepeles,

dominicaine de la Présentation,

M. et M^{me} Jean-Pierre Naepeles,

M. et M^{me} Guy Lécuyer,

M. et M^{me} Bernard Bocage,

ses frères et sœurs,

Toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gérard NAEPELES,

(X 51),

survenue le 10 décembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 14 décembre, à Malo-les-Bains.

10, rue Édouard-Detaille, 92100 Boulogne.

— L'équipe de direction,

L'équipe administrative,

L'ensemble des personnels et des

élèves du lycée Gustave-Farrié,

Paris-10^e,

ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Patrick NOUËL,

professeur d'électronique,

survenue, à l'âge de quarante-deux ans, le 11 décembre 1993.

« Cent ans après, coquin de sort, il vivait encore. »

— M^{me} Françoise Bouquet,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

M. Antonio Manso,

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 15 DÉCEMBRE

TF 1

17.50 Série : La Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Hélie et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou d'est nous ! Invité : Dany Covi.
19.50 Divertissement : La Bébête Show.
20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Les top-modèles. Tout sur la chirurgie esthétique.
22.45 Magazine : Ex libris. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. J'ai quinze ans et je veux savoir.
0.00 Journal et Météo.
0.30 Série : Intrigues.

FRANCE 2

17.10 Magazine : Giga.
18.40 Jeu : Un pour tous.
19.15 Jeu : Qui le meilleur gagne.
19.50 Tirage du Loto (à 20.45).
20.00 Journal, Météo des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Les Kilo en trop. De Gilles Bélier.
22.25 ► Première ligne. Versant sud de la liberté. Documentaire de Mahmoud Hussein et Bernard Favre. 1. L'ouverture de l'individu. A 22.20. 2. Le pari démocratique.

Versant sud de la liberté
un ouvrage de Mahmoud Hussein
LA DÉCOUVERTE

0.15 Journal et Météo.
0.35 Magazine : La Carte de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.00 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale. Déclaration de politique générale du gouvernement suivie d'un vote.

FRANCE 2

18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Écho des chocs, de François Schuiten et Benoît Peeters.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 INC.
20.50 Magazine : La Marche du siècle. 200^e émission présentée par Jean-Marie Cavada, en direct de la Maison de l'UNESCO. Voix d'espoir pour franchir le siècle. Invités : Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix ; Georges Charpak, Prix Nobel de physique ; Michel Serres, philosophe ; Liv Ullmann, actrice ; Stephen Jay Gould, scientifique ; Umberto Eco, écrivain ; Toni Morrison, Prix Nobel de littérature ; Nelson Mandela, Prix Nobel de la paix ; En duplex de New-Deli : Federico Mayor, président de l'UNESCO ; Benazir Bhutto (sous réserve), premier ministre du Pakistan ; Hosni Moubarak (sous réserve), président de la République d'Égypte ; En duplex de New-York, lech Ming Pao, architecte.
22.30 Journal et Météo.
23.00 Magazine : Macroni chez vous. Programme des télévisions régionales. Alsace (Factuel) ; Alsace. Bourgogne, France 3 Bourgogne (C'est signé) ; Compacts ; Méditerranée (Pongès) ; Fica au nord ; Saga-Chal. Normandie (Documentaire) ; Beaurivier ; Zigue-Zigue. Saga-Occitanie ; Capital Santé. Ouest (Top à l'Ouest) ; Documentaire ; Tempot ; Parle-le-de-français. Centre (Décryptages ; Paris surface ; W et O ; Saga-Occitanie) ; Sud (Pôle Sud ; Océan, avec Rosalie Hightower ; Passages ; Allée ; Documentaire) ; Les solistes de Rocamadour.

CANAL PLUS

17.05 Les Superstars du catch.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ca cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invités : Pierre Arditi et Sabine Azéma.

ARTE

20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : IP 5. a Film français de Jean-Jacques Beineix (1992).
22.55 Flash d'informations.
23.00 Série : Le Juge de la nuit.
23.45 Cinéma : Paroles. Film américain d'Andrew Fleming (1989).

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Documentaire : Palettes. Le Grain de la lumière. Johannes Vermeer.
17.30 Magazine : Transit (rediff.).
18.35 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Les Allemands de la Volga (rediff.).
19.00 Série : The New Statesman.
19.35 Magazine : Mégamix. Présenté par Martin Meissonnier. Musiques de Mongolie.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : L'Art d'Alfredo Kraus. Portrait d'un ténor, de José Montes-Baquer.
22.05 Danse : Strange Fish. Vidéo dansée de Lloyd Newson et DV 8. Avec Nigel Chenock, Chris Champion, Jordi Corrales, Mojna, Wendy Houston, Melanie Pappenheim, Diana Payne-Avery, Lauren Potter, Oksa Turner.
23.00 Cinéma : Erotica. Film polonais d'Andrzej Munk (1987, v.o., 79 min.).

M 6

18.00 Magazine : La Tête de l'emploi.
18.30 Magazine : Fax'O (et à 18.45). Présenté par Olivier Cachin. Interviews : Pascal Obispo, Lisa Stansfield, Björk.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Eco 8 (et à 1.05).
20.45 ► Téléfilm : Le Prix d'une femme. De Gérard Krawczyk.

FRANCE-CULTURE

22.20 Magazine : État de choc. Présenté par Stéphane Pail. Reportages : Témoin sur la ville, de Bruno Le Jan ; Compte à rebours, de Jim Henahew ; Parique à Montmartre, de Michel Hassen ; La goût du risque, de Jérôme Holo.
0.00 Magazine : Émotions.
0.30 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Histoires des villes africaines.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le point à la une (4).
22.40 Les Nuits magnétiques. Au pays d'Amikouel (2).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Fémy Riffel (2).
0.50 Musique : Coda. Anouar Brahem (3).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 5 décembre au Théâtre du Châtelet : Shaker Loos, Chamber Symphony, Christian Zaai and Activity, Festival Symphonies, d'Adams, par l'Ensemble InterContemporain, dir. : John Adams.
22.00 Concert. Jungla pour percussions et bande, de Redolf.
23.08 Ainsi la nuit. Œuvres de Mozart.
0.00 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost.

Les interventions à la radio

RTL, 18 heures : Shimon.
RTL, 18 h 30 : « La loi Fabius », avec Jacques Barrot et Jean-Luc Mélenchon.
Radio-Shalom, 18 h 30 : Laurent Fabius (« La grand débats »).
France-Inter, 19 h 20 : « Le casse-tête de la migraine » (« Le téléphone sonne »).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Remerciements

Je suis ému. Vraiment, je ne m'y attendais pas du tout. Je voudrais d'abord remercier l'équipe, sans qui je n'existerais tout simplement pas. Ce 7 d'Or, il est pour vous, Marcel, Germaine, Antoinette, je sais que vous me regarderez, attendez-moi, ne vous couchez pas, je viens vous l'apporter tout de suite après le dîner, je traverserai Paris en scooter sous la pluie pour l'installer sur la chaudière de votre humble demeure.

Je voudrais remercier les deux ministres en exercice, les deux anciens ministres et leurs épouses, que j'aperçois au premier rang, et tous les ministres passés, présents et à venir, potentiels et putatifs, en devenant et en souvenir, qui me regardent en ce moment, et qui ont eu et auront la sagesse de ne jamais se mêler des affaires de la télévision. Je voudrais remercier Pierre Desgrupes d'avoir été un si grand professionnel. Je voudrais remercier Albert Camus, qui m'a donné le goût de l'indépendance et de l'exigence. Je voudrais remercier les déserts que j'ai traversés, et ceux que je traverserai encore.

Je voudrais remercier mon directeur des programmes, qui m'a promis de doubler mon budget si je glissais un mot sur la seconde coupe de pub. Je voudrais remercier les voitures et l'eau gazeuse, les biscuits et les déodorants. Je voudrais, tant que j'y suis, remercier les riches et les pauvres, les riches d'être riches, les pauvres d'être pauvres.

Je voudrais remercier mon émotion si sincère et si bienvenue, qui me fait si beau en ce moment devant vous. Je voudrais me remercier d'être capable d'une si belle émotion. Je voudrais remercier l'air que je respire, mes pieds qui me portent, la scène que je foule. Je voudrais enfin remercier les mots qui me permettent, avec tant de nuances, de sensibilité et d'intelligence, de parler de moi.

Je voudrais remercier mes amis qui m'ont applaudi tout à l'heure, et que je vous propose d'applaudir à leur tour. Je voudrais remercier mon président descendant qui a su le mérite de croire en moi, et mon président montant qui me permettra de poursuivre longtemps encore.

Je voudrais remercier mon directeur des programmes, qui m'a promis de doubler mon budget si je glissais un mot sur la seconde coupe de pub. Je voudrais remercier les voitures et l'eau gazeuse, les biscuits et les déodorants. Je voudrais, tant que j'y suis, remercier les riches et les pauvres, les riches d'être riches, les pauvres d'être pauvres.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-matin. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éther ; ◊ On peut voir ; ◊ Ne pas manquer ; ◊ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 16 DÉCEMBRE

TF 1

5.55 Série : Côte d'Azur. (et à 10.25, 1.10).
6.28 Météo (et à 8.50, 8.33).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.20 Club Dorothée avant l'école.
8.35 Télé-shopping.
9.05 Faillitons : Hôpital central.
9.45 Faillitons : Haine et passions.
10.55 Série : Tribunal.
11.25 Faillitons : Santa Barbara.
11.50 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Faillitons : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.30 Faillitons : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hélie et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Jean-Michel Jarry.
19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 1.00).

AIDE-NOUS A AIDER CEUX QUI NOUS APPELLENT A L'AIDE
SOS RECHERCHE
SUIVRE DES BÉNÉVOLES
TEL 45 42 45 88

20.00 Journal, Tiro et Météo.
20.50 Téléfilm : On s'est tous des enfants. De David Greene, avec Farrah Fawcett, Ryan O'Neal (1^{er} partie).
22.30 Magazine : Télé-vision. Présenté par Béatrice Schinberg. Les femmes de la télé. Invités : Claire Chazal, Sophie Favier, Olivia Adriano, Alexandra Kazan ; La télé de Patrick Sabatier.
0.00 Série : Crimes passionnels. Alice, de Jean-Pierre Prévost.
1.05 Journal et Météo.
1.30 TF 1 nuit (et à 2.30, 3.30, 4.00, 4.40).
1.40 Documentaire : Histoire des inventions.
2.35 Documentaire : Histoires naturelles.
3.35 Série : Méaventures.
4.45 Musique.
5.05 Documentaire : Haroun Tazief raconte sa Terre.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Faillitons : Secrets.
6.30 Télématin. Avec le Journal à 7.00, 7.30, 8.00.
9.30 Faillitons : Amourusement vôtres.
9.55 Faillitons : Amour, gloire et beauté. Magazine : Martin Bonhomme. Invités : Daniel Costello (Enquête sur l'existence des anges gardiens).
10.55 Série : Tribunal.
11.25 Faillitons : Santa Barbara.
11.50 Jeu : La Roue de la fortune.
12.20 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35 Faillitons : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.30 Faillitons : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hélie et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Jean-Michel Jarry.
19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 1.00).

FRANCE 3

7.00 Premier service. Présenté par Brigitte Vincent.
7.15 Bonjour les petits loups. Les Moomins ; Pingu ; Souris, souris.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.25
7.00 CBS Evening News.
7.25 Le Journal de l'emploi.
7.25 Canaille peluche.
Le Tourbillon noir.
En clair jusqu'à 8.05
7.50 Ca cartoon.
Présenté par Valérie Peyot.
8.05 Surprises.
8.10 Série : La Juge de la nuit.
9.00 Le Journal du cinéma.
9.05 Cinéma : Assassins et voleurs. Film français de Sacha Guitry (1966).
10.25 Flash d'informations.
10.28 Magazine : Courants d'airs. Présenté par Estelle Hallyday.
10.55 Téléfilm : La Guerre des mamies. D'Art Wolff.
En clair jusqu'à 13.35
12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue. Un gros incident le jour de mon mariage ; J'ai une sœur ou un frère adoptif.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : La Tentation de Jésus. Film britannique d'Istvan Szabo (1981).
15.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
15.55 Surprises.
16.05 Cinéma : Mambo Kings. Film américain d'Arne Glimcher (1991).
17.45 Surprises.
18.00 Canaille peluche.
La Famille Adams.
En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ca cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Mister Johnson. Film américain de Bruce Beresford (1980).
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Hot Shots. Film américain de Jim Abrahams (1991) (v.o.).
23.40 Téléfilm : Un otage de trop. De Philippe Gelland.
Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vendel.
1.10 Cinéma : Rêves et Fantômes. Film américain, classé X. d'Andrew Blake (1990).
2.20 Surprises.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Cinéma : Mont Océ. Film français de Jacques Tati (1988).
19.00 Série : The New Statesman.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Vie et aventures de Saladin, d'après Georges Duhamel (3).
21.30 Profils perdus. Colette et Jean Lammes, peintres.
22.40 Les Nuits magnétiques. Au pays d'Amikouel (3).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 25 août lors du Festival de la Chaise-Dieu : Pascale Ombre nortel Jesu, de Amato ; Répons de la semaine sainte, de Pärt ; Improvisation, de Scarlatti ; Lamentations de Jérémie, de Cavallieri, par le Chœur et l'Orchestre della Cappella Musicale di San Petronio di Bologna, dir. Sergio Vartolo.
23.08 Ainsi la nuit. Bénédiction de Dieu dans la solitude, Mélodie, Harmonie du soir, Mélodie, Invocation, de Liszt.
0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio

France-Inter, 7 h 45 : Raymond Barre (« Spécial petit déjeuner »).
O'FM, 19 heures : Françoise Fillon et Jean-Laurent Cochet (« Le Grand O'FM-le Croix »).

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Vie et aventures de Saladin, d'après Georges Duhamel (3).
21.30 Profils perdus. Colette et Jean Lammes, peintres.
22.40 Les Nuits magnétiques. Au pays d'Amikouel (3).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 25 août lors du Festival de la Chaise-Dieu : Pascale Ombre nortel Jesu, de Amato ; Répons de la semaine sainte, de Pärt ; Improvisation, de Scarlatti ; Lamentations de Jérémie, de Cavallieri, par le Chœur et l'Orchestre della Cappella Musicale di San Petronio di Bologna, dir. Sergio Vartolo.
23.08 Ainsi la nuit. Bénédiction de Dieu dans la solitude, Mélodie, Harmonie du soir, Mélodie, Invocation, de Liszt.
0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio

France-Inter, 7 h 45 : Raymond Barre (« Spécial petit déjeuner »).
O'FM, 19 heures : Françoise Fillon et Jean-Laurent Cochet (« Le Grand O'FM-le Croix »).

FUTONS
LITÉRIE JAPONAISE
LIT-CANAPÉ : 2 personnes - bois massif naturel
matelas 100% coton garantie 5 ans
2550' (hors taxes)
COTTON
LIT-CANAPÉ : 2 personnes - bois massif naturel
matelas 100% coton garantie 5 ans
2550' (hors taxes)
FUTON - LIT-CANAPÉ - LIT - CANAPÉ - LIT - CANAPÉ - LIT - CANAPÉ

AU JOUR LE JOUR

Aichimie

Les Français aiment les aichimies, ceux qui s'échinent à transmuter le vil métal en or. Prenez la télévision : ses succès, ses échecs, ses jalousies et ses nostalgies, elle les aorise chaque année dans le rituel baptisé Sept d'or ; à l'égérie officielle du Médiamat, à sa sécheresse hiératique, elle préfère pour une soirée le vaudou des « professionnels », la danse autour des étatsuttes exploitables de César.

Le procédé n'est pas réservé au petit écran qui voulait as-

faire plus gros que l'air du temps. En mal de notoriété, notre société grossit en olympiades son quotidien, transforme ses faits divers en hauts faits.

On s'étonne presque que la méthode n'ait pas conquis la sphère politique ou diplomatique. A quand un « GATT d'or » du mailleur négociateur ? A moins que cette compétition ne cherche sa récompense dans l'aichimie des urnes...

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Bosnie : les positions de l'opposition croate, par Nabojša Koharović ; Essais nucléaires : « l'indépendance ou l'abandon ? », par Michaël Dabré ; « Raviva » par Frédéric Gausson : « Les Israéliens face à la paix » (page 2).

INTERNATIONAL

OLP : les doutes et la foi du Fatah

Le ennemi central de la principale composante de l'OLP s'interroge sur l'avenir de leur mouvement, après l'accord de paix avec Israël. Mais les militants du Fatah n'envisagent pas la disparition de leur organisation et préparent leur « retour » en Palestine (page 14).

Italie : Giulio Andreotti et le « repentir »

L'ancien président du Conseil italien a été confronté au chauffeur du numéro un de la Mafia, Totò Riina. Baldassarre di Baggio accusa la responsable démocrate-chrétienne de lien avec Cosa Nostra. La juge d'instruction a également révélé l'existence d'une photo de 1962 montrant Giulio Andreotti en compagnie d'un autre « homme d'honneur », Nino Salvo (page 12).

SOCIÉTÉ

Restos, Relais et Toits du cœur

La neuvième campagne des Restos du cœur a commencé mardi 14 décembre. Devant la montée de la pauvreté, cette association reconnue d'utilité publique a dû accroître ses activités. Elle a lancé en 1989 les Relais du cœur et en 1990 les Toits du cœur (page 18).

Réquisitoire sévère au procès Villemin

L'avocat général a sévèrement critiqué l'attitude du juge d'instruction, des gendarmes et de la presse dans l'enquête sur la mort du petit Grégory. Au terme de son réquisitoire, il a demandé une peine « qui ne soit pas inférieure à dix ans de réclusion criminelle » contre Jean-Marie Villamin, accusé du meurtre de Bernard Leroche (page 19).

ÉDUCATION • CAMPUS

La fin des « professeurs de lecture » ?

Le lien entre le livre, le professeur et l'élève se relâche. Un sondage, réalisé pour le Monde et le ministère de l'éducation nationale, montre que, si les enseignants lisent beaucoup, ils ne sont pas pour autant des « professeurs de lecture » pour leurs étudiants (pages 20 et 21).

ÉCONOMIE

L'Algérie envisage un accord avec le FMI

Le gouvernement algérien a annoncé qu'il envisageait « la conclusion d'un accord avec le FMI » sur la « restructuration » de sa dette extérieure, estimée, fin 1992, à 25,9 milliards de dollars (page 22).

Le lent redémarrage du Canada

Une étude de l'OCDE analyse comment l'économie canadienne est sortie très lentement d'une récession dans laquelle elle était entrée dès 1990. Elle profite aujourd'hui pleinement de la reprise américaine (page 22).

Services

Abonnements VII
Annonces classées 24
Marchés financiers 26-27
Météorologie 28
Cartes 28
Mots croisés 28
Radio-télévision 29
La télématique du Monde :
3615 LEMOND
3617 LEMOND
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier :
« Arts et spectacles »
folioté à X

Demain

Le Monde des livres

Hector Bianchini a lu la très belle correspondance du poète anglais John Keats. Pierre Drouin s'est intéressé aux anges tels que les voit Michel Serres. Et puis aussi : Albert Cohen, Céline, Sean O'Casey, Wittgenstein, Lucrèce...

Le numéro du « Monde »
daté mercredi 15 décembre 1993
a été tiré à 473 236 exemplaires

Au conseil des ministres

M. Mitterrand : la conclusion des négociations du GATT prouve que la France n'était pas isolée

Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, a présenté au conseil des ministres du 15 décembre une communication sur les négociations du GATT. Le chef de l'Etat a souligné que, si elle l'avait été, le résultat obtenu n'aurait pas pu être atteint. Il a rendu hommage au premier ministre, qui, a-t-il dit, a eu la « sagesse », dans son mémorandum de mai dernier, de ne pas formuler de demandes qui auraient risqué de couper la France de ses partenaires européens. M. Mitterrand a observé, en outre, que la politique agricole commune, dont la réforme, au printemps 1992, avait été critiquée par l'opposition d'alors, n'a pas été remise en question et qu'elle a servi, au contraire, de point d'appui face aux Etats-Unis. Jugant, enfin, plutôt satisfaisant l'exclusion de l'audiovisuel de l'accord, le président de la République a souligné qu'il avait lui-même recommandé, lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, à la fin de la semaine dernière, la procédure à suivre sur ce dossier. Cette recommandation avait fait l'objet d'une lettre de M. Mitterrand à M. Balladur, en suite, pour reprendre,

matimement, M. Lamassoure, ce dernier ayant affirmé que la France était isolée, il y a huit mois, dans la négociation du GATT. Le chef de l'Etat a souligné que, si elle l'avait été, le résultat obtenu n'aurait pas pu être atteint. Il a rendu hommage au premier ministre, qui, a-t-il dit, a eu la « sagesse », dans son mémorandum de mai dernier, de ne pas formuler de demandes qui auraient risqué de couper la France de ses partenaires européens. M. Mitterrand a observé, en outre, que la politique agricole commune, dont la réforme, au printemps 1992, avait été critiquée par l'opposition d'alors, n'a pas été remise en question et qu'elle a servi, au contraire, de point d'appui face aux Etats-Unis. Jugant, enfin, plutôt satisfaisant l'exclusion de l'audiovisuel de l'accord, le président de la République a souligné qu'il avait lui-même recommandé, lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, à la fin de la semaine dernière, la procédure à suivre sur ce dossier. Cette recommandation avait fait l'objet d'une lettre de M. Mitterrand à M. Balladur, en suite, pour reprendre,

En Algérie

Douze ex-Yugoslaves assassinés près de Blida

Douze Croates et Bosniaques de confession chrétienne - vraisemblablement des Serbes - ont été assassinés par un « groupe armé », mardi 14 décembre, à Tamezguia, près de Blida, au sud d'Alger, ont annoncé, mercredi, les services de sécurité. Les victimes ont été tuées à l'arme blanche. Il s'agissait de techniciens d'une entreprise ex-yougoslave, Hydro-Electra, qui travaillaient pour le compte d'une entreprise algérienne. Ces assassinats portèrent à 23 le nombre d'étrangers tués depuis le 21 septembre dernier, dont trois Français - deux géomètres et un retraité. En outre, un homme d'affaires italien a été blessé dans un attentat. Les isla-

mistes avaient donné un mois aux étrangers pour quitter le pays dans un ultimatum remis, le 31 octobre, à Michèle Thievenot, l'un des trois agents consulaires français, enlevés une semaine auparavant, à Alger, par des hommes se réclamant du Groupe armé islamique (GIA).

Le ministre de l'Intérieur, Salim Sadi, avait informé, samedi dernier, au cours d'une réunion organisée au complexe gazier d'Arzew, près d'Oran, les techniciens étrangers travaillant en Algérie des mesures prises par le gouvernement pour assurer leur protection, a indiqué, mercredi, la presse locale, sans préciser le contenu de ce dispositif. (AFP)

Une loi d'orientation pour préparer la Polynésie à « l'après-Mururoa »

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 15 décembre, un projet de loi d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française, présenté par Dominique Perben, ministre des DOM-TOM. Fruit d'une laborieuse concertation entre l'Etat et les élus locaux, ce texte vise à doter l'archipel de moyens lui permettant de préparer « l'après-Mururoa », reconversion rendue nécessaire par la suspension des essais nucléaires décidée en avril 1992.

Bien que l'éventualité d'une reprise des essais nucléaires au Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), à Mururoa, soit régulièrement évoquée au sein de la majorité, l'Etat et les élus polynésiens ont tenu à s'engager sur la voie d'un nouveau modèle de développement qui arracherait l'économie du territoire à la dépendance des facilités financières induites par les activités du ministère de la défense.

L'exposé des motifs du projet de loi d'orientation présenté, mercredi, au conseil des ministres par M. Perben relève, ainsi, que l'implantation du CEP s'est traduite pas une « croissance économique soutenue, mais fragile », en raison, notamment, d'une « forte dépendance à l'égard des transferts publics », d'une « économie insuffisamment diversifiée » et de « déséquilibres économiques et sociaux ».

Il en est résulté un « type de croissance (qui) n'a pas permis à la Polynésie française de jeter les bases d'un véritable développement, mettant en valeur ses ressources propres ». On ne saurait mieux dresser le constat d'échec des politiques suivies à Papeete depuis l'implantation du CEP en 1963 (le Monde du 3 novembre dernier).

Au terme de tractations extrêmement âpres, à l'occasion desquelles M. Flosse est allé jusqu'à mettre son mandat de député dans la balance, le gouvernement avait consenti, à la mi-septembre, à débiter 3,41 milliards de francs pour la période 1994-1998, tout en fixant un cadre général à ses engagements à travers un projet de loi d'orientation.

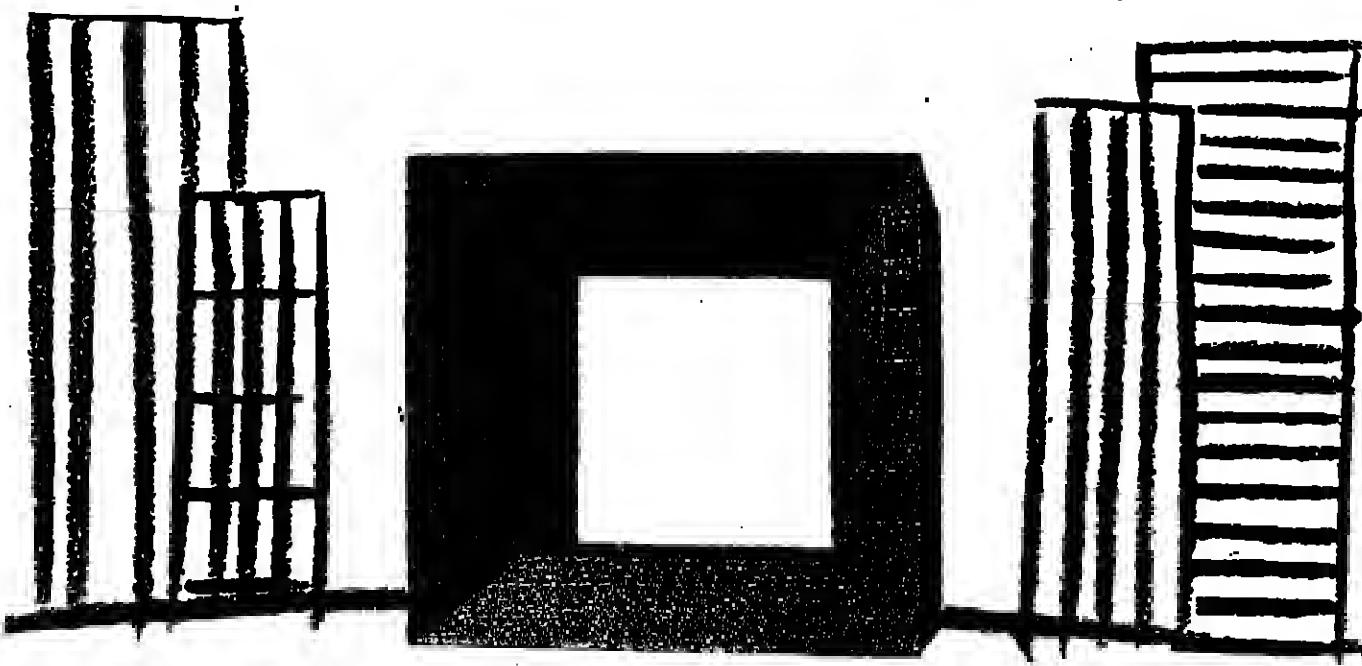
Celui-ci devait être accompagné d'un second texte, organisant le transfert à l'Etat des compétences territoriales en matière pénitentiaire et que le conseil des ministres devait également examiner mercredi.

Prétendant fixer les règles du jeu sur une période de dix ans (1994-2004), le projet de loi d'orientation affiche l'objectif d'« opérer une mutation profonde » de l'économie de l'archipel dans le sens « d'une moindre dépendance à l'égard des transferts publics, d'un plus grand dynamisme local et du progrès social ».

A cette fin, le texte entend promouvoir les ressources propres du territoire, « désenclaver » certaines îles, maîtriser la croissance démographique, favoriser l'intégration des jeunes à travers des programmes de formation et d'animation, renforcer le système éducatif dans le premier degré et mettre en valeur le patrimoine culturel et linguistique polynésien.

Pour mieux solenniser cette entrée dans l'ère des réformes, le projet prévoit la mise en place d'un « comité mixte paritaire », chargé d'en vérifier l'application, un peu sur le modèle du « comité de suivi » des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. Comme s'il s'agissait, en l'occurrence, de réconcilier les Polynésiens avec eux-mêmes, après trois décennies de mirage nucléaire.

FRÉDÉRIC BOBIN

LES MEILLEURS PRIX SUR COMPAQ
ÇA EMBALLE TOUT PARIS.

Chez IC.PC on ne sait faire qu'une chose mais on le fait très bien. Compaq, rien que Compaq. Unique en France, IC.PC vous



propose les meilleurs prix sur toute la gamme Compaq. Alors, si c'est un Compaq que vous cherchez, vous savez où le trouver : vous devriez déjà être chez IC.PC. COMPAQ

ENTRE COMPAQ ET VOUS IL Y A IC.PC

IC.PC PARIS : 83/85 RUE DE JAVEL - 75015 PARIS TEL. 40 58 00 58 FAX. 45 77 97 43
IC.PC MARSEILLE : 96 AVENUE DU PRADO - 13008 MARSEILLE TEL. 91 57 06 91 FAX. 91 37 26 95

هكزام الأمل

ARTS • SPECTACLES

« Un monde parfait »
le dernier film
de Clint Eastwood

LA CAVALE DES INNOCENTS

Dix-septième long métrage réalisé par Clint Eastwood, « Un monde parfait » continue la saga mythologique et désenchantée de l'Amérique, contée avec les ressources du cinéma de genre hollywoodien : cette fois, il emprunte les voies du « film de poursuite genres d'armes et voleurs », pour les détourner vers d'intrigantes et grincantes vérités.

T. J. Lowther
et Kevin Costner.



JANE BOVINGTON

NOUS avons laissé le réalisateur Clint Eastwood les bras chargés d'oscar et de dollars, après le triomphe d'*Impitoyable* aux États-Unis, triomphe aussi réjouissant qu'inattendu pour un film aussi sombre. Qui redoutait que cette large et tardive reconnaissance ne conduise le cinéaste vers de plus confortables entreprises en sera pour ses craintes. Sa carrière n'a pas dévié d'un pouce : il continue d'alterner les interprétations, en vedette de films « industriels », avec son élégance un peu lasse, un peu raide (récemment, *Dans la ligne de mire*), et les mises en scène qui prennent en écharpe à la fois l'histoire de son pays et le récit légendaire qui la redouble depuis un siècle, le cinéma hollywoodien.

Un bandit s'est échappé de prison. Il taille la route, avec un otage. La police est à ses trousses. Dans le seul cinéma américain, on trouverait aisément une centaine de films correspondant à ce résumé succinct. Mais combien en trouverait-on où les deux protagonistes, le fuyard et le chasseur, sont des « bons » ? Très peu. Combien où l'évadé ne cherche nullement à prendre la large, et où son poursuivant ne fait rien pour le rattraper ? Aucun, avant *Un monde parfait*. En cavale, Butch (Kevin Costner) sillonne les routes du Texas dans un cercle aussi invisible qu'infranchissable, tandis que Red, le capitaine de Rangers (Clint Eastwood), paraît se figer en une crampo généralisée de toutes ses ressources physiques, de toutes ses capacités intellectuelles et de toute sa conscience professionnelle.

Ni Butch l'errant ni Red l'immobile ne sont seuls. Le premier, bandit patenté, a fait le mur d'un pénitencier de haute sécurité, en compagnie d'un truand dingue (Keith Szarabajka), qui n'a rien trouvé de plus malin que d'aller aussitôt terroriser une famille. Séquence d'anthologique violence, sans un faux pas de mise en scène : ça cogne sec et ça braille fort, les regards sont justes et les personnages, figurants comme vedette, traités à leur exacte mesure. Ensuite, les deux fuyards se retrouvent flanqués d'un gamin de sept ans, otage aussi intrigué qu'effrayé par le duo de malfrats. Quelques scènes de comédie très noire et une leçon de vocabulaire plus tard, élimination du dingue. Sans bavure, ni dans le langage, ni dans le filmage. Costner et le gamin, Phillip dit Buzz (T. J. Lowther), poursuivent leur chemin.

Quant au shérif Eastwood, le voilà bientôt avalé, « comme Jonas », par une caravane chromée en principe destinée à la campagne électorale du gouverneur, mais reconvenue en QG mobile de la chasse à l'homme. Bon gré mal gré, il a hérité, en plus de son fidèle assistant (Bradley Whitford), d'une Sally Gerber, criminologue à la bonne volonté nerveuse (Laura Dern), et d'un calid du FBI, excité de la gâchette et de la braguette. Après avoir maraudé vainement sur les routes, ils finiront encalminés dans un sous-bois. Impuissants ? C'est exactement le mot.

Le film s'occupe surtout de ce qui se passe dans la voiture de tête. Butch - dit « Edgar Poe » pour les pékins - est un bon zig qui n'a pas eu de chance. Il n'a pas eu de papa, sa maman était pute dans un club de La Nouvelle-Orléans. Phillip l'intéresse et l'émeut, lui non plus n'a pas de papa, et la maman c'est une drôle de maman aussi, dans son genre, « Témoin de Jéhovah » version extrémiste : privé de ballon, privé de carnaval, privé de tout, le même. Celui-ci a peur, bien sûr, mais pas seulement. Il y a de l'aventure buissonnière dans son calévement. Et le gros pistolet, c'est plus sou-

vent lui qui le tient que les bandits. Voilà Butch qui se prend pour le Père Noël, veut offrir à l'enfant tout ce dont il a été privé. Phillip n'en demande pas tant - mais tout de même un déguisement, qu'il finira par voler lui-même, devenant un peu bandit lui aussi. Un déguisement de fantôme. C'est un enfant fantôme qui traversera la deuxième moitié du film. Il en est pourtant le centre, il n'y a qu'à suivre Eastwood dans ses transparents calembours. L'évadé s'appelle Butch, comme dans *Butch Cassidy et le Kid*, le flic s'appelle Garnett, presque comme dans *Pat Garrett et Billy the Kid*. Le vrai même pourtant, c'est tout autant le bandit, rieur et rusé, impulsif et sentimental. Mais où sont les adultes ?

Il n'y en a pas. Il n'y a que des enfants et des vieillards. Enfants malfrats et enfants flics, les yeux écarquillés devant les armes et les voitures, politiciens faisant joujou avec les hochets du pouvoir, marchande jouant à la marchande en de souriantes et épouvantables simagrées, mère infantile crispée sur ses terreurs. Et trois vieillards. Un couple de Noirs, qui héberge un moment le bandit en fuite et son petit otage complice : le grand-père vient d'un monde archaïque, où on recueille celui qui passe, mais où l'on bat sans état d'âme les enfants ; la grand-mère vient de l'éternité, elle est sans âge comme Lilian Gish balançant le berceau de l'humanité dans *Intolérance*, ici sur un air de valse cajun ; et Eastwood, qui vient des films précédents, des histoires légendaires de l'Amérique dont il aura été le griot désenchanté.

Il est sec et guindé, il a l'air d'avoir pris dix ans depuis *Impitoyable*, il ne se déplace que ballotté par les événements, les accidents. Quand, à la fin, il bouge enfin de sa propre initiative, il ne pourra rien empêcher du drame dont il sait l'inéluctabilité, c'est écrit dans chacune de ses rides. Du drame dont il est, aussi, res-

ponsable. Il est fort, pourtant, deux mots au petit macho du FBI suffisent à le rappeler, mais comme un fauve d'une époque héroïque et révolue. Homme qui en savait trop et à qui cela ne sert plus à rien. De l'autre côté du film (ils se croisent à peine, à l'écran, et se parlent moins encore). Costner n'est pas son contraire, mais son symétrique : le fringant « danseur avec les loups » est ici bedonnant, rieur, excentrique. Il aime les enfants, les jeux, la nature si bien filmée, décrite comme l'était la verdure dans *Le Dornier du val*. Il finira avec deux trous rouges. Attachant, émuant. Sympathique ? Non. Personne n'est sympathique, dans ce « monde » ironiquement dit « parfait ».

« Dans un monde parfait, on ferait comme ci et comme ça, et tout s'arrangerait », philosophe, le fidèle assistant. « Dans un monde parfait, cette situation n'existerait pas », lui balance aussi sec Laura Dern. Dans un « film parfait », c'est-à-dire un film hollywoodien normal, les gentils seraient vraiment gentils et les méchants clairement méchants, les gendarmes courraient après les voleurs et les spectateurs sauraient s'ils sont du côté des uns ou des autres, le petit garçon serait mignon, la demoiselle aurait une histoire d'amour avec la vedette, etc. Rien de tout cela ici. Ça ne va pas, cette histoire, qui a l'air d'emprunter les chemins balisés du film-poursuite entre de vieilles connaissances des salles obscures, et ne cesse de creuser des chausse-trappes, de foncer dans les bas-côtés, de faire des croche-pieds à toutes chances d'identification. Avec un malin plaisir, scénariste (remarquablement conçu par John Lee Hancock) et mise en scène passent leur temps à dévisser les mécanismes les plus éprouvés du spectacle.

Pourquoi, d'abord, cette affaire se déroule-t-elle en 1963, alors qu'absolument rien, dans l'intrigue, ne l'impose ? Une ligne de dialogue, à peine entendue, donne la

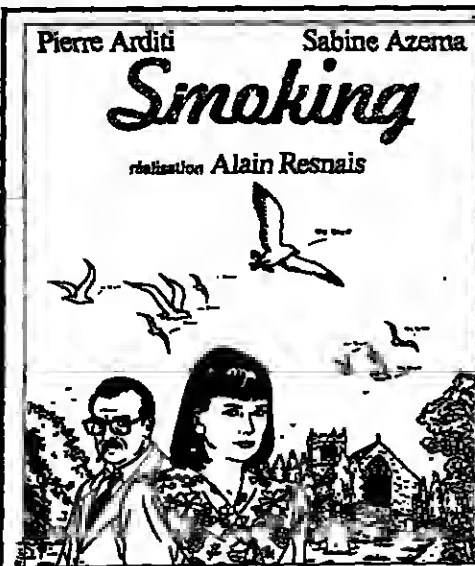
date en même temps qu'elle livre, peut-être, la clé : « Le président Kennedy arrive bientôt à Dallas ». Quand la séduction et le malaise émanant du film sont un peu retombés, l'idée s'installe que Clint Eastwood vient en réalité de nous parler de ça : l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy, et ce qu'il a représenté pour le pays. Butch n'est pas le président, mais une métaphore d'une certaine Amérique, au moins telle que les Américains se la représentaient. Une nation sans racines et ouverte sur l'espace (le père de Butch est en Alaska, il lui a envoyé une carte postale), une nation « innocente », comme Butch est un innocent (pas au sens judiciaire, au sens moral), forte, prédatrice, sûre d'elle, dangereuse y compris avec ses idées cartées de la justice et son goût de l'aventure. Cette Amérique-là va se faire descendre, par ses enfants trop sérieux, même s'il faut un homme de main borné pour porter le coup de grâce.

Le personnage du petit garçon est la seconde justification de l'époque. Lui aussi est « innocent » : il n'a pas absorbé à haute dose ces répliques-clins d'œil et ces astuces au deuxième degré que déverse la télé à jet continu. Il ne peut pas être un de ces gamins gavés de fiction, comme on les filme désormais, qui en savent plus long que tout le monde sur les histoires. D'ailleurs personne ne joue au plus fin dans le film, et surtout pas la mise en scène, aux antipodes de cette roublardise contemporaine qui distribue les coups de coude et les « suivez mon regard » racoleurs. Tous les protagonistes sont à égalité, même celui qui a vécu les anciennes légendes (Red Garnett) et celui qui a étudié l'histoire et la technique (Sally Gerber), le cow-boy et l'intellectuelle.

Ils ne peuvent rien à ce qui se prépare. Et « la loi et l'ordre » non plus - le char argenté de l'État valdingue dans les buissons, le shérif à la soleil dans l'œil, un soleil malaisé de crépuscule sanglant, d'où usage généralisé des lunettes noires. Le Destin, pour la dernière fois peut-être, va jouer sa partie, *Un monde parfait* est bien une tragédie. Après le western, souvent (*l'Homme des hautes plaines*, *Josey Wales hors la loi*, *Pale Rider*, *Impitoyable*), le thriller (*le Retour de l'inspecteur Harry*), la biographie (*Bird*), l'aventure exotique (*Chasseur blanc, cœur noir*), le film de guerre (*le Maître de guerre*), Eastwood a faussé la mécanique d'un autre genre cinématographique, le film-poursuite, pour dire un moment de l'histoire.

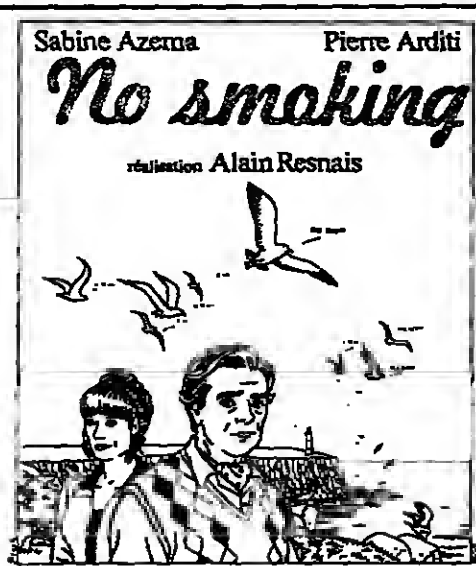
Il restera un cadavre et un masque d'enfant : deux masques de mort. Et des dollars volant au vent des pales d'un hélicoptère déjà en vol vers le Vietnam. Finalement, il y avait un adulte dans le film. Le metteur en scène Clint Eastwood.

JEAN-MICHEL FRODON



Deux films hautement personnels
et totalement réjouissants.

- Le Monde -



On rit, on pleure,
on en redemande.

- LE POINT -

Lequel des deux irez-vous voir en premier ?

DANSE

PAGE IV

« Casse-Noisette » est un hit de la danse en période de fêtes, partout. La version du chorégraphe John Naumelaï entre cette semaine au répertoire de l'Opéra de Paris.

MUSIQUE

PAGE X

Sibélius l'avait rêvé dans les années 50, les Finlandais l'ont fait : Helsinki dispose désormais d'un splendide opéra.

CINÉMA

ENTRETIEN

AVEC

CLINT

EASTWOOD

L'AMÉRIQUE AU BORD DU VIDE

« Un monde parfait » met aux prises un enfant et son ravisseur en cavale (Kevin Costner). Si le film décrit une relation intime, complexe, qui permet à Clint Eastwood de réfléchir sur les rapports d'un père et d'un fils, il porte à l'écran l'une des plaies de la société américaine – et certainement aussi de la nôtre : l'irruption de la violence. Au-delà, ce film est l'occasion d'une confrontation entre deux morales, deux types de héros purement américains, deux générations d'acteurs. Autant d'enjeux dont Clint Eastwood s'explique ici.



Laura Dern (à gauche) et Clint Eastwood.

« Après Impitoyable et les Oscars, était-ce difficile d'aborder un projet nouveau ?

— Attendez, je me reporte en arrière... C'est déjà loin.

— Loin, un an à peine ?
— (Il rit.) Voyons... Dans la ligne de mire a duré jusqu'aux Oscars... Oui, *Un monde parfait* était déjà en chantier.

— Le thème de la paternité, de l'absence du père...
— ... était très clairement développé dans le scénario original, dont le film est resté proche.

— Vous semblez tenir la censure du père, une mauvaise appréhension des notions de « machisme » et de virilité pour responsables de bien des problèmes sociaux...

— On a beaucoup écrit là-dessus, c'est une préoccupation majeure dans la société actuelle, en particulier aux États-Unis.

— *Un monde parfait* se déroule pourtant fin 1963, juste avant l'arrivée à Dallas du président Kennedy, dont vous étiez le garde du corps dans *Dans la ligne de mire*.

— Cette « Kennedy Connection » était déjà dans le scénario de John Lee Hancock. Je n'en ai pas discuté avec lui, mais il m'a toujours paru intéressant de traiter d'aujourd'hui dans un contexte d'époque. *Impitoyable* se passait en 1880, mais traitait de la violence armée, problème on ne peut plus d'actualité. *Un monde parfait* se passe à une époque précise d'une année précise, juste au bord d'un grand tournant vers le vide que prendra l'Amérique.

— Ce qui jette une ombre tragique sur l'ensemble du film...

— Oui. On ne sait pas très bien où se place cet élément dans le tableau, ni s'il y a directement sa place. Mais on le ressent comme un écho du désenchantement de Red et de sa rébellion vis-à-vis du système politique. Il me paraissait bien de situer ce film à ce moment un peu étrange et comme en suspens.

— L'intrigue d'*Un monde parfait* se déroule aussi aux alentours de Halloween...

— Halloween est une fête où les enfants se déguisent en monstres ou sorcières. Cela me permettait, au milieu de cette fuite-poursuite, de jouer du costume de Casper le fantôme, que l'enfant porte pour la première fois de sa vie.

— ... maintenant ainsi une présence constante de la mort...

— Les squelettes, les masques, oui...

— ... dans un film presque tout du long ensoleillé.

— Justement.

— Les scènes entre Kevin Costner et l'enfant, presque toujours dans une voiture en mouvement, ont quelque chose de très libre, presque d'anarchique. Les vôtres vous immobilisent le plus souvent à l'intérieur de la caravane métallique qui vous sert de quartier général.

— C'était tout à fait délibéré. Butch est en quête de liberté – même s'il ne se fait aucune illusion sur sa « nouvelle frontière », l'Alaska. Il ne la connaît que par une carte postale envoyée il y a longtemps par un père qui n'existe probablement pas et qui, s'il existe, n'a rien à faire de lui. Dans sa coquille d'acier, il y a Red, qui peut-être, jadis, aurait pu aider Butch, mais il a lui-même raté un certain nombre de choses dans sa vie. Dont, justement, la paternité. Les deux personnages ont leurs attraits, mais aussi leurs limites.

— Il n'y a pas de vainqueur dans le combat moral.

— Non. Sinon, peut-être, l'enfant – du moins l'espoir que, malgré les blessures affectives, il tirera profit de l'aventure, et saura grandir, mûrir, vieillir avec grâce.

— Est-ce vous qui avez approché Costner au lieu inverse ?

— C'est nous qui l'avons approché.

— Il présentait cependant un double danger : il pouvait forcer sur la corde sensible, comme il le fit dans *Jusqu'au bout du rêve*, et utiliser son charme, indéniable, pour faire de Butch un héros.

— Je donne rarement dans la sensiblerie et Butch ne pouvait pas être totalement un héros. J'ai essayé de conserver une certaine dureté à Kevin. Je ne voulais pas qu'il ait vis-à-vis du gamin une attitude « paternelle ». Butch ne sait rien des enfants, il a trop vécu en prison... Je voulais qu'il traite le gamin comme il traiterait n'importe quel mec. Kevin n'a pas l'habitude de jouer cette dureté intérieure, d'autant qu'il est très proche de ses propres enfants. Mais c'est un travailleur acharné, il suffisait de le remettre de temps à autre sur ses rails.

— Du coup, vous rapprochiez son personnage de ceux qu'incarneraient Bogart, Cagney, Mitchum ou Gary Cooper dans les années 40.

— Oui. Les acteurs de cette génération n'avaient pas peur d'aborder ce type de rôles. Ceux des générations actuelles ont... une certaine image d'eux-mêmes.

— Encouragés par la manière dont Hollywood fonctionne aujourd'hui ?

— Oui.

— Dorénavant par une industrie à ses pieds, Costner jouerait donc généralement la sécurité ?

— Je ne peux pas répondre à sa place. Mais si dans certains films il a joué la sécurité du grand premier rôle, il ne l'a pas fait ici. Butch n'est pas « l'homme qui aimait les bambins et les chiens », un héros romantique derrière lequel on peut se planquer. Pensez plutôt à Bogart dans *High Sierra* ou le *Troisième Homme* de la *Sierra Madre*; ce n'étaient ni des films ni des protagonistes conventionnels... Mais ce type de rôles permettait de se construire une carrière sur la longueur... De même, les femmes dans le cinéma des années 40 étaient bien plus intéressantes que celles des années 50, 60, 70 et 80. Et c'est dans ce sens qu'il nous avons travaillé le personnage de Laura Dern. Je voulais qu'elle participe activement à l'enquête, qu'elle ne soit pas une lavette, ou un élément décoratif, ou la nana de service qui multiplie les erreurs ou se met dans des situations dont seuls les hommes sauront la tirer. Je voulais qu'elle ait un point de vue, des opinions, un conflit plus ouvert avec moi, et surtout pas une histoire d'amour.

— Avez-vous jamais envisagé de jouer Butch ?

— Le personnage aurait pu avoir n'importe quel âge, mais il semblait qu'un homme de soixante ans partant à la recherche d'un père de quatre-vingts ans serait ridicule. Il me semblait plus juste que Butch ait la trentaine.

— Citez donc cinq – ou même trois – actrices hollywoodiennes dans votre tranche d'âge...

— (Il rit.) Je vois où vous voulez en venir...

— ... qui soient en mesure de porter un film à elles seules, ou du moins de le partager avec vous.

— Si le scénario le permet, je serais le premier à m'en réjouir.

— Parlant de Simone Signoret dans *La Vie devant soi*, un producteur un jour a lancé : « Elle a de la chance d'être européenne. Ici, dès la première ride, on l'aurait cantonnée dans les grands-mères pour feuilletons d'après-midi. »

— C'est atroce, désolant, imbécile, mais hélas pas faux. En Europe, vous maintenez au pinacle des comédiennes de l'envergure de Jeanne Moreau ou de Sophia Loren. Aux États-Unis, j'ai beau réfléchir, je ne vois pas. Il arrive qu'on confie de beaux personnages à des actrices de quatre-vingts ans, comme Miss Daisy à Jessica Tandy, mais on n'écrit plus de rôle décent pour les femmes de cinquante. C'est peut-être pour cela que des gens comme Jane Fonda prennent, sinon une retraite anticipée, du moins leurs distances...

— On alors elles ont recours à la chirurgie esthétique.

— Elles y sont presque contraintes par l'industrie de la mode, où tout doit avoir dix-huit ans, où tout ce qui dépasse trente ans, fini, terminé, le cheval est éjecté de l'étable, si j'ose dire. Ce n'est d'ailleurs pas une question de sexe : ça s'applique aux hommes aussi bien, sinon autant, qu'aux femmes. Le système vous pousse à être une chose que vous n'êtes pas et si vous cédez, vous vous détruisez vous-même. A moins de vous boucher complètement les yeux. Pour moi, une femme qui mûrit et vieillit avec grâce est beaucoup plus provocante, et plus excitante, que quel qu'un qui s'acharne à vouloir paraître vingt ans.

— Tant *Impitoyable* qu'*Un monde parfait* dépeignent la violence de toute séduction.

— Ce n'est jamais beau, la violence.

— La sortie d'*Impitoyable* aux États-Unis coïncidait avec la controverse autour de *Cop Killer* et le divorce entre Ice-T et Time Warner. Parallèlement à celle d'*Un monde parfait*, on assiste à une mise en accusation générale des industries du cinéma, de la télévision et des médias, l'attaque venant aussi bien du ministre de la Justice, Janet Reno, que du président Clinton, il y a quinze jours à peine.

— A dire vrai, les politiciens commencent à m'ennuyer, qui blâment tout à coup la télévision, le cinéma, etc. On peut estimer la télé trop violente, ou les films trop violents. On pourrait blâmer tout bonnement la mauvaise télévision et les mauvais films. Mais je ne sais jamais, quand un politicien se lance dans ce genre de diatribe, s'il le fait pour servir son pays ou se servir lui-même. Quand on cherche des boucs émissaires, l'industrie du cinéma et de la télévision constitue une cible de choix : elle ne répond jamais aux attaques. La télévision ouvre son parapluie et Hollywood se bat la coulpe... Janet Reno a sans doute à se faire pardonner l'énorme fiasco de Waco, qui fut ce que j'ai récemment vu de plus violent à la télévision ! Et je connais peu d'émissionnaires qui déploient autant de violence que les journaux télévisés.

Récemment, un homme a été arrêté en Californie du Nord pour avoir enlevé une petite fille, qu'il a par la suite assassinée. Or, il avait déjà été condamné à deux reprises pour le même forfait ! L'État de Washington envisage de proposer une loi selon laquelle la troisième récidive pour un crime majeur vous condamne à vie sans possibilité de mise en liberté sur parole. Mais combien de personnes devront mourir jusqu'à cette troisième récidive ? Toutes les valeurs dans ce pays ont tellement changé.

J'ai été élevé dans l'idée que le crime ne payait pas. Mais le système légal est devenu incroyablement tortueux, et la condamnation moyenne pour meurtre est aujourd'hui pratiquement de cinq ans et demi...

— Au cours d'un récent débat sur la violence, auquel assistait le cinéaste Steven Soderbergh, des chiffres éloquentes étaient avancés : chaque année, en France, en Italie, en Allemagne, moins d'une cinquantaine de personnes sont tuées par des armes de combat, automatiques ou semi-automatiques. Aux États-Unis : plus de dix mille !

— Oui.

— Pour Soderbergh, la raison était simple : ces armes sont interdites en Europe. L'adoption récente du Brady Bill, projet de loi auquel est attaché le nom de James Brady, garde du corps de Ronald Reagan lors de la tentative d'assassinat commise par John Hinckley, vous paraît-elle un premier pas dans la bonne direction ?

— J'ai toujours été partisan de ce projet de loi.

Il exige, à travers l'État fédéral, un délai de cinq jours entre la demande d'achat d'une arme et sa prise de possession. En Californie, l'attente est de quinze jours, pourtant. D'un autre côté, presque toute famille suisse ayant un membre dans la garde nationale possède chez elle des armes d'assaut. Simplement, la société suisse n'encourage pas les gens à s'en servir. Est-ce parce que, dans la nôtre, les coupables sont si vite dédonnés que plus rien n'est pris au sérieux ?

— Il y a plusieurs types de violence dans votre film : celle, brutale, à laquelle se livre le personnage de Costner au cours d'une scène cruciale est une réaction à ce grand-père...

— ... qui tape sur son petit-fils presque par routine, comme s'il était normal qu'un gamin soit une chose à gifler, oui.

— Il y a une autre violence, plus subtile : celle pratiquée sur le petit garçon par sa mère qui, témoin de Jéhovah, lui interdit de se déguiser comme les autres enfants...

— Mon propos n'était pas d'attaquer les témoins de Jéhovah. C'est un fait qu'ils ne célèbrent pas Halloween ou Noël, mais on pourrait trouver parmi eux des tas d'enfants qui n'en souffrent pas. Toute religion a ses diktats et ses contraintes – mais au-delà, la cellule familiale, la société, à toujours joué du châtiment qui consiste à dire : « Non, tu n'iras pas jouer avec tes copains, tu es interdit de sortie, tu as commis une faute grave... »

— Vous seriez bientôt dirigé par Steven Spielberg dans *Bridges of Madison County*...

— Spielberg et moi nous connaissons depuis longtemps, j'avais tourné pour lui un épisode d'*Histoires fantastiques*, avec Harvey Keitel. Nous avons très brièvement parlé de ce projet mais décidé de repousser la discussion après la sortie de nos films respectifs. Le mien est sorti et le sien, *Schindler's List*, sort aux États-Unis la semaine prochaine.

— Vous auriez aussi l'intention de réaliser un film sur le golf, dans lequel vous dirigeriez Sean Connery... ?

— Après avoir pratiquement épuisé *Impitoyable*, dans la ligne de mire et *Un monde parfait*, j'ai surtout l'intention de prendre des vacances en famille !

Propos recueillis par HENRI BEHAR

CINÉMA

LES MÉANDRES DE LA NOVELISATION

La légendaire concurrence entre l'image et le texte n'a pas disparu, mais ses acteurs ont changé de stratégie. Les éditeurs français découvrent, avec un intérêt croissant, qu'ils peuvent profiter de la manne audiovisuelle pour conquérir des lecteurs.

De nombreuses maisons possèdent ainsi une activité éditoriale favorisant les mariages entre l'écran et l'écrit, tandis que d'autres se hâtent de mettre en place des collections spécifiques. La plus classique de ces alliances est la transposition d'un texte littéraire à l'écran. L'éditeur se trouve alors en situation de force, s'il décline les droits d'un roman convoité par un producteur. Il peut aussi se transformer en chasseur, parcourant le monde, et surtout les États-Unis, pour dénicher le livre sur lequel un cinéaste de renom jettera son dévolu.

Un sport périlleux, comme l'explique Isabelle Laffont, directrice de collection chez Grasset après avoir travaillé douze ans chez Robert Laffont : « Certains livres américains sont mis aux enchères entre des éditeurs français, attirés par l'annonce que tel ou tel studio devrait en tirer un film. Ces romans se négocient entre 20 000 et 100 000 dollars, mais les films ne se font qu'une fois sur trois ou quatre et, s'ils se tournent, rien ne dit qu'ils connaîtront le succès. » Il reste donc plus sage de choisir des ouvrages qui se suffisent à eux-mêmes. Avec, parfois, de bonnes surprises. Laffont a ainsi acheté, pour une somme raisonnable, les droits de la *Firme*, de John Grisham, sans savoir que l'histoire serait transposée à l'écran.

Lorsque le film est programmé, la maison d'édition opère immédiatement les droits de l'affiche, dont elle fait la couverture du roman, qui bénéficie d'un nouveau tirage. « Nous avons vendu 30 000 exemplaires de la *Firme* dans l'année qui a précédé la sortie du film, et autant dans le mois qui l'a suivie », constate Virginie Haye, chez Laffont. Autre exemple encore plus significatif, celui des *Nuits jaunes*, de Cyril Collard, paru en 1989 chez Flammarion, puis deux ans plus tard en format de poche chez J'ai lu. « Nous avons vendu 5 000 exemplaires avant le film, et 330 000 après », souligne Béatrice Duval, directrice de collection chez J'ai lu.

Mais les éditeurs doivent faire preuve de souplesse pour s'adapter aux délais et aux aléas des discussions des distributeurs. Parfois, il leur faut aussi résister aux pressions des producteurs, qui veulent contrôler la présentation des ouvrages. Ayant utilisé l'affiche d'un film récemment produit par Warner, J'ai lu a dû s'opposer aux exigences de la maison américaine. « Pour le Temps de l'innocence, d'Edith Wharton, ils prétendaient nous empêcher de mettre le nom de l'auteur sur la couverture », raconte Béatrice Duval. Échange logique : tandis que les éditeurs misent sur la célébrité du film, les producteurs cherchent à transformer le livre en support publicitaire du film dont il reprend l'affiche. Qu'il soit ou non l'œuvre d'une romancière célèbre.

Les éditeurs conservent cependant une certaine marge de manœuvre, lorsque l'objet des discussions est un ouvrage préexistant au film. Il n'en va pas de même avec la novélisation, développement romancé d'un scénario. Le livre est alors asservi au film, comme en témoigne souvent son aspect extérieur. Sur *Un monde parfait*, qui vient de paraître aux éditions Pocket, les noms de Kevin Costner et de Clint Eastwood figurent en tête de couverture, à la place où trône d'habitude celui de l'auteur. Quant au *Fugitif*, publié par J'ai lu, le lecteur distrait pourrait l'attribuer à un romancier du nom de Warner Bros ou Harrison Ford, mais difficilement à J. M. Dillard, obscur « novélisateur » signalé en lettres minuscules au bas de la page.

La novélisation est en somme la figure inversée de l'adaptation. « Quand on adapte un roman, l'auteur se sent presque toujours trahi, car il faut couper, condenser, observe Monique Assouline, éditeur chez Ramsay. Dans une novélisation, au contraire, il faut rajouter, créer, mais avec discernement. Inspirés de films destinés au grand public, les textes doivent rester au même niveau. » La matière première préférée des fabricants de novélisations étant évidemment les films à gros budget et à scénario simple.

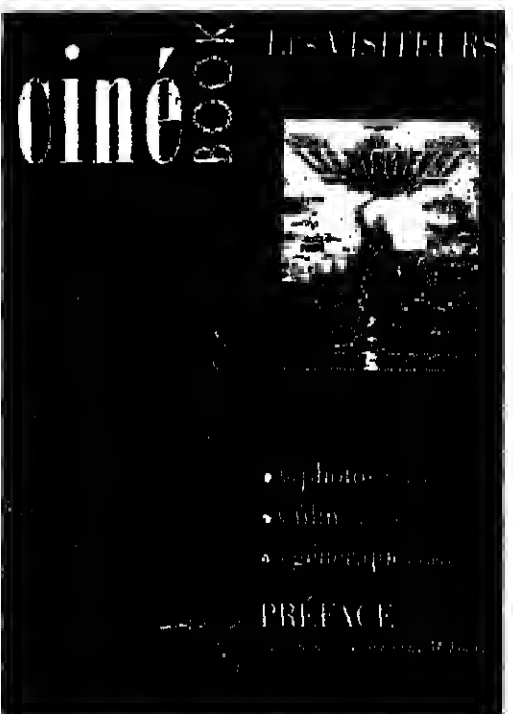
Ce sont, donc, le plus souvent, des œuvres américaines. Un récent exemple de novélisation à la française n'a d'ailleurs pas donné de résultats très convaincants. Disney Hachette Édition, filiale des deux groupes qui va bientôt collaborer avec le Livre de poche (Hachette) pour créer une collection baptisée « Ciné-Book », a lancé en juin le texte des *Visseurs*. Le livre a-t-il vu le jour trop longtemps après la sortie du film ? Cette adaptation, incluant un cahier photo et une préface du réalisateur, n'a pas déclenché le même enthousiasme que le film dont on l'a extraite.

Le jeu n'est donc pas forcément payant et peut même se révéler dangereux si la novélisation est achetée au prix fort. Les droits de ces versions dérivées se vendent entre 30 000 francs pour les moins chères et 250 000 francs pour des poids lourds, comme *Last Action Hero* avec Schwarzenegger. Les tirages moyens varient entre 20 000 et 40 000 exem-



L'ÉCRAN ET L'ÉCRIT

« Un monde parfait, un roman de Dewey Gram d'après un scénario de John Lee Hancock », annonce la couverture du livre. Comme tous les films à ambition grand public, celui de Clint Eastwood s'accompagne d'une novélisation, secteur secondaire pour l'édition comme pour le cinéma, mais parfois très profitable. Et qui tisse à l'occasion d'étranges liens entre les mots et les images.



Les Américains ont commencé

FRANGLICISME pur et simple — « novel » signifie non pas « nouvelle » mais « roman » — la « novélisation » est donc « la mise en roman » de films, mais aussi, parfois, de bandes dessinées, et bientôt de jeux vidéo (*Super Mario*, le livre). Selon Nancy Cushing-Jones, présidente de MCA Publishing Rights, filiale de MCA à laquelle appartient également le studio Universal, la novélisation remonterait aux années 30. Mais elle a pris son envol à la fin des années 80, avec le double événement du livre de poche et du blockbuster (le film qui « casse la baraque » en un temps record), et la multiplication des produits dérivés. Et, grâce à la synergie résultant des grandes fusions des années 90, studios et maisons d'édition, jadis cousins, vivent souvent aujourd'hui sous le même toit (Time-Warner, Paramount et Simon & Schuster), et chacun publie une quinzaine de novélisations par an.

Suite aux succès du *Parain*, de l'*Exorciste*, de *Love Story* et des *Dents de la mer*, les ventes en livre de poche des romans dont ils sont tirés atteignent des chiffres astronomiques, dépassant souvent les dix millions d'exemplaires. Les éditeurs tendent l'oreille. En 1976, l'adaptation romancée de la *Malédiction* — scénario original — atteint le million d'exemplaires. Les *Dents de la mer n° 2*, puis la *Guerre des étoiles* confirment la tendance : le spectateur souhaite retrouver les sensations du film mais de manière différente ou, attaché aux personnages, en prolonger les aventures. S'inspirant du scénario original de Melisa Mathison, William Kozwinski, novélisateur de E. T., donnera une suite aux aventures de l'extra-terrestre. E. T. 2 se vend bien, le film, lui, ne sera jamais tourné.

Le genre du film, autant que sa popularité, détermine le succès d'une novélisation. Selon Sue Berger, vice-présidente du département cinéma et télévision aux

éditions Penguin, « il n'y a rien de plus ardu et de moins payant à novéliser que la comédie ». Ce que confirment les représentants des studios. « Hors de son contexte, une réplique ou un dialogue perdent beaucoup de leur impact », dit Michael Hartavy, « d'autant que la comédie est affaire de public, poursuit Sue Berger. Elle se voit en salle, et en groupe, le spectateur vient se distraire et n'en demande pas plus. »

Les novélisations les plus populaires relèvent du fantastique, de l'horreur, de la science-fiction (*La Guerre des étoiles*, E. T.), de l'aventure (*Les Aventuriers de l'arche perdue*, *Robin des bois*, version Costner), du livre pour enfants (*Free Willy*, *Denis la menace*), de la bande dessinée (*Batman*, *Superman*). Les histoires d'amour connaissent des fortunes diverses, mais répondent aux attentes d'une certaine clientèle féminine.

Il arrive aussi qu'un roman adapté au cinéma fasse l'objet d'une novélisation ultérieure. C'est le cas de *Jurassic Park*, de *Dracula*, après le film de Coppola, de *Frankenstein*, après celui de Kenneth Branagh. Il y faut des spécialistes, d'autant que les écrivains reconnus déclinent les propositions. D'où la naissance d'une nouvelle race de romanciers. L'essentiel des revenus va au studio, aux producteurs, réalisateurs, scénaristes ; le païe est donc maigre pour ces habitués du best-seller (cinquante mille francs environ) et les conditions de travail brutales : il faut attendre que le film soit terminé — et l'est de plus en plus près de la date de sortie. L'auteur a donc quatre semaines pour livrer son manuscrit, qui devra, avant édition, être approuvé par le studio, et l'ensemble des créateurs.

H. B.

plaires, mais leur fortune dépend directement de celle du film qui a servi de matrice. Pour Leonello Brandolini, directeur de Pocket et de 10/18, les lecteurs de cette sorte de littérature recherchent « un prolongement du plaisir éprouvé durant le film ». D'où la nécessité de trouver des adaptations suffisamment efficaces pour pallier l'absence d'images.

Les livres de poche se partagent l'essentiel d'un marché auquel l'édition en grand format ne touche qu'avec prudence. « Ce sont des produits délicats à manier, beaucoup plus adaptés à des ouvrages vendus 35 francs que 120 », déclare Tony Carano, directeur éditorial de Belford. Les lecteurs ne sont apparemment pas prêts à investir des sommes importantes dans des titres écrits à la hâte, voire bâclés. Car, si certains éditeurs se flattent d'avoir trouvé des novélisations littérairement intéressantes, la plupart vouent à ces livres un mépris certain. Ils les perçoivent comme de purs produits commerciaux, dont les droits se négocient auprès des services marketing des maisons de production, au même titre que les pin's ou les tee-shirts à l'effigie d'un acteur.

Cette condescendance explique peut-être que les novélisateurs ne soient pas légion en France, où les éditeurs montrent plus d'estime pour d'autres formes de synergie avec le cinéma. Il y a les albums des films, les publications de scénarios, mais aussi l'histoire des tournages, très au goût du jour. Après *Germinial* vu par Pierre Assouline (Payard), c'est Sandrine Bonoire qui devrait bientôt publier, chez Lattès, un journal racontant les différentes étapes du *Jeanne d'Arc* de Rivette. Surtout, les éditeurs mettent l'accent sur l'exercice qui consiste, pour un auteur, à écrire en parallèle un roman et son adaptation au petit ou au grand écran.

Un filon remarquablement adopté à la télévision, surtout lorsque les éditeurs travaillent main dans la main avec les chaînes. Ainsi Françoise Verry, tout à la fois directrice du développement éditorial et audiovisuel de Flammarion et membre du comité des programmes de France 2. Grâce à elle, le célèbre *Château des oliviers*, écrit par Frédérique Hébrard sous forme de roman et de scénario, a connu le succès que l'on sait dans la torpente télévisuelle de l'été français. Un *Charlemagne* de Marcel Julien devrait prochainement voir le jour, toujours à cheval entre Flammarion et la télévision. Enfin, Olivier Orban va bientôt propulser en librairie *Les Maîtres du pain*, roman de Bernard Lantier — le jeu vidéo audiovisuel doit être diffusé fin décembre.

La règle d'or veut, bien entendu, que le livre sorte en même temps que les images, voire un peu avant. Cette recette s'applique aussi au cinéma, certains artistes se métamorphosant en hommes ou femmes-orchestres pour la circonstance. Evelyn Dress a ainsi écrit un scénario, puis réalisé un film dont elle est à la fois la productrice et l'actrice principale, en même temps qu'un roman paraissait chez Plooe, le tout sous le titre *Pas d'amour sans amour*. L'affaire peut aussi se conclure en famille, ainsi que l'explique l'éditeur Olivier Orban : « Ma femme va sortir un roman à partir duquel j'écris un scénario que je suis en train de vendre au cinéma. »

A moins qu'il ne s'agisse d'une association émi-cale, comme celle qui réunit le romancier Michel Grisol et le scénariste Francis Girod, auteurs du livre *Déjà mineur*, à paraître en mars chez Lattès, en même temps qu'un film du même nom. Questionnés sur les qualités littéraires de ces œuvres, les éditeurs répondent, la main sur le cœur, qu'il s'agit de romans à part entière, écrits en toute indépendance des exigences de l'écran.

MICHEL GUERRIN
et RAPHAËLE RÉROLLE

Ecoutez voir

THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

LES AMANTS PUERILS CROMMELYNCK MAYETTE

11 DÉCEMBRE - 30 JANVIER

LOCATION 44 39 87 00

DANSE

« CASSE-NOISETTE », DE JOHN

NOËL CHEZ MARIUS PETIPA



Si, en France, la « casse-noisettomanie » est moins virulente que dans les pays anglo-saxons, le Ballet de l'Opéra de Paris en est piqué du 17 décembre au 28 janvier, qui accueille à son répertoire la version de John Neumeier en remplacement (pourquoi ?) de celle de Rudolf Nouriev, restée à l'affiche de 1985 à 1988. Lui fait écho, les 25 et 26 décembre, le Ballet du Nord, avec un « Casse-Noisette » signé de son futur ex-directeur artistique Jean-Paul Comelin.



Marius Petipa

d'E.T.A. Hoffmann publié en 1816, *Casse-Noisette* et le Roi des Rats.

Petipa écrit un synopsis très détaillé, et, comme il l'a fait pour la Belle, tyrannise Tchaïkovski par la précision de son découpage musical : « La scène est vide. Retour de Clara : 8 mesures de musique mystérieuse mais douce ; 2 mesures pour sa frayeur, 8 mesures de musique fantastique, très dansante. Minuit sonne : un court trémolo... » De telles contraintes ne semblent pas paralyser le compositeur, puisque, cinq mois avant la création du ballet, il tire déjà de sa partition une exquise *Suite symphonique* qu'il dirige en concert : il doit biser cinq numéros sur six. Quant à Petipa, malade, il doit renoncer à régler la chorégraphie et en confie le soin à son assistant Lev Ivanov (lequel sera aussi, on ne le sait pas assez, l'auteur du sublime deuxième acte du *Lac des cygnes* : il est toujours resté dans l'ombre du maître...). 18 décembre 1892 : la première de *Casse-Noisette* a lieu sur la scène du Théâtre Marinski (futur Kirov) de Saint-Petersbourg. Parmi les protagonistes : Olga Preobrajenska, qui sera jusqu'à sa mort, en 1962, un des plus illustres professeurs de danse de Paris, dans les studios Wecker, près de la place Clichy.

Les critiques grimacent : livret puéril, chorégraphie ennuyeuse. Mais le succès public est énorme, assurant longtemps le maintien du ballet au répertoire. Dans ce livret « puéril », et sans attendre la *Psychanalyse* des contes de fées de Bruno Bettelheim, les esprits freudiens

trouveront quelques choux gras : ne raconte-t-il pas entre les lignes – bien que Petipa simplifie beaucoup Dumas et Hoffmann – le troublant passage de l'enfance à l'adolescence, avec ses interdits, ses retournements, ses terreurs ? La petite Clara (Marie chez Dumas et dans des versions ultérieures), sept ans, vit avec son frère Fritz, neuf ans, dans la demeure cosse de son père, le président Silberhaus, et de sa mère. Une réception y est donnée le soir de Noël ; parmi ses cadavres, Clara reçoit de son parrain, le conseiller Drosselmeyer, un casse-noisette auquel elle s'attache aussitôt. Fritz et d'autres gamins s'en emparent et l'abîment, à son grand désespoir. La fête prend fin, les enfants sont envoyés au lit, les invités se retirent. Clara ne peut s'endormir. Mais minuit sonne. Soudain, des rats envahissent la pièce. L'arbre de Noël devient géant, les jouets s'animent. Une bataille s'engage entre l'armée des rats, conduits par leur Roi, et celle des soldats de plomb, menés par le casse-noisette : Clara lui assure la victoire d'un coup de pantoufle. Le casse-noisette devient un prince charmant, qui emmène la fillette au Royaume des douceurs. Après avoir survolé une forêt où dansent des flocons de neige, ils parviennent à Confiturembourg, où la fête Dragée leur offre un fastueux divertissement : danses espagnole, arabe, chinoise, etc. – le XIX^e siècle raffole d'exotisme – sont suivies de la grande Valse des fleurs et du pas de deux final des héros. Clara a-t-elle rêvé ?

NEUMEIER, A L'OPÉRA-GARNIER

L'année même (1934) où *Casse-Noisette* est repris au Kirov de Leningrad, avec Galina Oulanova, il sort de Russie : à Londres, Nicholas Sergueev, qui a dirigé le Théâtre Marinski jusqu'en 1918, remonte la chorégraphie d'après celle d'Ivanov, qu'il a conservée selon la notation Stepanov. La « Sugar Plum Fairy » est Alicia Markova... D'innombrables versions vont suivre : il n'est guère de grande compagnie de ballet qui n'ait son *Casse-Noisette*, avec une chorégraphie entièrement nouvelle et un livret plus ou moins remanié. Balanchine, qui, enfant, à Saint-Petersbourg, a figuré dans la version originale et y a dansé le rôle du Prince à quinze ans, monte son propre *Nutcracker* pour le New York City Ballet en 1954 : une poule aux œufs d'or encore en service, comme on l'a vu plus haut. En 1967, c'est le tour de Rudolf Nouriev, dont le *Casse-Noisette* voyagea beaucoup : Opéra Royal de Stockholm, Royal Ballet de Londres, Scala de Milan, Colon de Buenos-Aires, Opéra de Paris en 1985. Nouriev s'est rapproché d'E.T.A. Hoffmann pour donner une interprétation « freudienne » du conte : dans son rêve, Clara assimile son parrain Drosselmeyer au Prince Casse-Noisette (le rôle est donc double), et voit ses parents sous l'aspect de monstres effrayants – ou cas où vous ne le sauriez pas, voilà comment vos chérubins vous imaginent.

La version de John Neumeier n'est pas neuve : il l'a créée en 1971 pour le Ballet de Francfort et remaniée trois ans plus tard pour le Ballet de Hambourg. Son idée n'est pas maladroite d'avoir transposé l'action à l'époque et dans le milieu de Petipa, auquel il rend un vibrant hommage. Le cadeau merveilleux du parrain Drosselmeyer à Clara n'est plus un casse-noisette (celui-ci lui est offert par Günther, le plus beau des jeunes cadets invités à la fête), mais une paire de chaussons de danse. Qui va déclencher le rêve : Clara découvre le monde enchanté du théâtre... au Marinski, où sa sœur Louise est étoile, sous la férule d'un maître de ballet qui pourrait bien être Marius Petipa en personne. Elle fait ses premiers pas sur pointes avec l'aide de Günther (devenu soûlé) puis assiste à la répétition d'un gala en l'honneur de Petipa.

Prétexte, pour Neumeier, à quelques allusions aux œuvres du chorégraphe : la *Fille du Pharaon* pour la danse arabe, la *Belle de Grenade* pour la danse espagnole, etc. Disparus, donc, la fée Dragée et Confiturembourg. Quant à l'armée des Rats originale, elle a fait place... à des « rats » d'opéra : allô docteur Freud, encore une fois ? C'est sa propre enfance qu'avoue évoquer John Neumeier, fasciné par les photos de Pavlova et de Karsavina, le mythe de la grande époque de Saint-Petersbourg, les dessins de Degas. Pour mieux illustrer « le théâtre dans le théâtre », Jürgen Rose et « réactualisé » ses décors dans un style Charles Garnier. Première distribution : Elisabeth Maurin (Clara), Elisabeth Platel (Louise), Manuel Legris (Günther), Patrick Dupond (Drosselmeyer-Petipa). Mais d'autres cracks de l'Opéra se disputent ensuite ces rôles : on ne refuse pas l'occasion de séduire les 3 à 103 ans.

SYLVIE DE NUSSAC

Opéra Garnier, Place de l'Opéra, Paris (9^e). Métro : Opéra. Du 17 décembre au 28 janvier (le 18 décembre, salle réservée par l'Arnp au bénéfice des enfants défavorisés). Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

LE SPECTATEUR

Qui n'a souhaité découvrir un jour ce que contenait la mystérieuse petite boîte que dans *Belle de jour*, de Luis Buñuel, un Asiatique aux goûts sans doute très pervers présentait entrouverte à la belle et très bourgeoise Catherine Deneuve, employée volontaire en maison close ? Certaines de ses collègues avaient regardé et refusé. Elle acceptait. De la boîte sortait un léger bourdonnement. Qu'est-ce qu'elle acceptait, au juste ? On ne voyait jamais le contenu de la maudite boîte. Des gens ont prétendu savoir le fin mot de l'affaire, par plaisanterie. Aujourd'hui, dans un recueil d'entretiens publiés par les *Cahiers du Cinéma* (*Conversations avec Luis Buñuel*, par Tormes Perez Turrent et José de la Colina), Buñuel nous confesse d'entre-tombe qu'il n'y avait rien dedans, à sa connaissance.

Pas plus qu'il ne sait ce qu'il y a dans le sac que trimbalait Fernando Rey dans *Cat obscur objet du désir*. Si ce livre porte en sous-titre *Il est dangereux de se pencher au-dessus*, c'est, comme l'indique Charles Tesson dans la préface, parce que Buñuel aime penser ses films de symboles de rien. « D'où le danger à vouloir se pencher au-dessus car, à ce petit jeu (la signification des symboles), on risque de tomber de haut. Il s'agit d'un univers à clés, mais, comme pour les chambres de l'auberge dans le Fantôme de la liberté, on oublie de voir que les portes sont toujours ouvertes. Inutile par conséquent d'enfoncer le clou de l'interprétation, il suffit de se donner la peine d'entrer. »

DOIT-ON suivre absolument Don Luis quand il affirme qu'il n'y a pas d'interprétation à privilégier derrière telle ou telle image singulière, étrange, dont ses films regorgent ? Qu'il faut simplement les éprouver comme des émotions, sans leur chercher un sens ? Peut-être pas. Il y a bien un sens qui flotte, une grammaire nébuleuse des symboles plus ou moins inspirée de la psychanalyse et du folklore espagnol. Mais tout cela est incertain, imprécis et d'un intérêt douteux. Et Don Luis a une manière imparable de désamorcer les tentatives d'analyse, notamment à propos de ses deux films surréalistes, *Un chien andalou* et *l'Âge d'or*. Ainsi Federico Garcia Lorca, qui fut le condisciple de Buñuel et de Dali à la Résidence des étudiants de Madrid entre 1922 et 1925, se brouilla plusieurs années

Un vicomte pourfendu

avec Buñuel parce qu'il pensait que le titre du premier film faisait allusion à lui, le poète andalou. En réalité, Dali et Buñuel voulaient intituler leur film en inversant l'avertissement bien connu dans les chemins de fer : « Il est dangereux de se pencher au-dessus ». Puis ce leur e perlu bien littéraire et ils se sont rabattus sur le titre d'un recueil de poèmes de Buñuel, *Un chien andalou*.

L'écriture du scénario avec Dali ressemble à une de ces séances de « cadavres exquis » où les surréalistes associent les images et les mots de façon aléatoire. « Alors que je passais Noël avec Dali à Figueras, je lui suggérai que nous fassions un film ensemble. Dali me dit : « Moi, cette nuit j'ai rêvé que des fourmis pullulaient dans ma main ». Et moi : « Eh bien ! Moi, j'ai rêvé qu'on tranchait l'œil de quelqu'un. » Nous avons écrit le scénario en six jours. » La scène d'orthologie où, tandis qu'un nuage passe devant la lune, un rasoir tranche un œil, n'est-elle pas une invitation à explorer l'inconscient ? Non. Don Luis l'avait vue au rêve, savait qu'elle provoquerait un sentiment de répulsion. Il s'est servi d'un œil de veau, un œil, précise-t-il « épilé et maquillé ». Quant aux deux ânes et au piano, Buñuel a fait tuer les ânes, et rempli de paille, Dali a rajouté de la poix pour donner une impression de putréfaction.

BUNUEL s'attendait à un scandale. La première eut lieu au Studio des Ursulines, sans lendemain, de peur de la censure, et le film fut projeté ensuite par l'intrépide Studio 28, pendant huit mois. « Il y a eu des évanouissements, un avortement, plus de trente dénégations au commissariat de police. Aujourd'hui les temps ont changé. » C'est l'occasion pour lui de rencontrer Aragon et Man Ray, qui venaient de tourner *les Mystères du château de De*, financé par les Noailles. Après avoir vu *Un chien andalou*, Cocteau suggéra au vicomte Charles de Noailles de produire un autre film de Buñuel. On ne peut que saluer la clairvoyance de ce richis-

sime aristocrate qui avait eu repérer le meilleur de l'avant-garde artistique de son temps et résolu de consacrer une partie de sa fortune à soutenir des œuvres qui n'étaient pas précisément dans le sens de la tradition familiale. Ce second film, *l'Âge d'or*, sera le chemin de croix du vicomte.

Si *Un chien andalou* est le fruit d'une collaboration étroite entre Buñuel et Dali, *l'Âge d'or* est essentiellement une création de Buñuel. Dali a rencontré Gala et s'éloigne de ses anciens amis, le groupe surréaliste prend position au côté des communistes, et Buñuel écrit un film profondément critique et scandaleux, visant de front les trois grands idéaux de la bourgeoisie : la famille, la patrie et le religion. Sans que les Noailles lui demandent jamais quoi que ce soit, lui laissant une absolue liberté. On peut s'en rendre compte en lisant la correspondance entre Buñuel et Charles de Noailles que viennent de publier sous le titre *l'Âge d'or* les *Cahiers du Musée national d'art moderne*.

EN 1930, alors que Buñuel vient de partir pour Hollywood, les Noailles organisaient une avant-première du film au cinéma Panthéon près de la Sorbonne. Ils accueillirent à l'entrée leurs invités, marquis, princesses... qui ressortirent du cinéma, furieuses, sans les saluer. Au Studio 28 où le film est ensuite projeté, les Camelots du roi et la Ligue anti-juive saccagèrent la salle ainsi que des tableaux de Dali et de Tanguy qui sont exposés dans l'entrée. La vicomtesse est exclue du Jockey-Club dont il est président. Le pape est sur le point de l'excommunier, et il faut un voyage à Rome de M^{me} de Noailles mère pour épouser le courroux pontifical. Le préfet Chiappe fait interdire le film, qui ne sortira plus de l'appartement des Noailles jusqu'à la mort du vicomte.

Légué par celui-ci à sa fille Laure, il sera confié aux archives de Bois-d'Arcy et ne sera distribué commercialement par Gaumont qu'en 1981, après cinquante ans de purgatoire. Entre-temps, des gens zélés ont interdit la *Religieuse*, de Jacques Rivette, et commis des attentats (faux) à mort à Paris) contre la *Dernière Tentation de Christ* de Scorsese. Comme quoi on ne trouve pas souvent des Buñuel, encore moins des Noailles, mais pour ce qui est des bonnes âmes outragées, on n'est jamais en manque.

MICHEL BRAUDEAU

Ecoutez voir

LOUEZ POUR LES FÊTES

THEATRE DE LA POTINIERE

LES MUSICOMÉDIENS

les innocentes

ORVALD CAVALIÉ

Drôle, vif, TELERAMA. Soirée délicieuse. PARISCOPÉ. Le souffle de la grâce. JDD. Un délice. LE POINT. Un régal QUOTIDIEN. Un instant de grâce. FIGAROSCOPE.

42 61 44 16

مكتبة الامم

CHEN

Tous les jours

CINÉMA FRANÇAIS

ALAIN CUNY

Le désir de paradis

PLANS ET RÉCITS

pour le 24 décembre

LUC MOULLET

Le contrebandier

ET CARTE BLANC

pour le 24 décembre

LES QUATRE ÉLÉMENTS

JOAO MARIO COSTA

JOAO CESAR MONTEIRO

JOAO QUIM FINTO

JOAO BOTELHO

pour le 20 décembre

42 61 44 16

GALERIE N° 1

DU JEUNES PALAIS

ATOM ECOYAN

REINVENTION

pour le 11 décembre

42 61 44 16

RECHERCHES

42 61 44 16

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Chaises

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Tilla Chelton, Jacques Mauclair et Marcel Champel. Jacques Mauclair et Tilla Chelton ont créé les Chaises, il y a bien des années. En prenant de l'âge, les acteurs se bonifient. Et ici, les rôles leur conviennent mieux. Marais, 37, rue Volta, 3. A partir du 15 décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-78-03-53. 100 F et 150 F.

La Serva amorosa

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jacques Lussat, avec Alain Pralon, Claire Vernet, Catherine Hugel, Nicolas Silbar, Jacques Sereys, Jean-Yves Dubois, Jean-Philippe Puyman, Anne Kessler, Pierre Vial et Christian Blane en alternance, Philippe Toretto et Eric Théobald. La Comédie-Française reprend une mise en scène de son ex-administrateur, grand admirateur de Goldoni, et qui a eu à sa disposition une distribution exceptionnelle. Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, 1. A partir du 20 décembre. Le lundi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 80 F à 200 F.

Paris

Cabaret Valentin

de Karl Valentin, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Yvonne Collette, Mona Hefner, Oanis Lasser, Patrick Pross et Karle Rupp. Karl Valentin était un clown particulier, faussement distrait, faussement sérieux, avec un regard révélateur perçant sur les gens et le monde qu'ils fabriquent. Hans Peter Cloos a tiré de ses sketches un spectacle qui joue l'ambiguïté, et le charme.



Eric Caravaca et Cyril Dubreuil dans « En attendant Godot », de Samuel Beckett, au Théâtre de la Tempête.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 180 F.

Cachafaz

de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Kalia Silva, Rodolfo de Souza, Federico Guerin, Susane Lastreto et Roberto Navarro. Aux marginaux miséreux, Copi a donné l'éclat de sa poésie, et son amour. Et la noblesse. Rien n'est plus proche de lui que l'ambiance déglottée du spectacle d'Arias. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 12 h 30, dimanche à 18 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 150 F à 80 F.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 12 h 30, dimanche à 18 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 150 F à 80 F.

Le Canard sauvage

d'Henrik Ibsen, mise en scène d'Alain Francon, avec Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silbars, Martine Chevalier, Jean-Yves Dubois, Jean Dautremay, Anne Kessler, Eric Frey, Jean-Baptiste Molero, Christian Bouchard, Pierre Megomont, Franck Goulet, Olivier Proust, Jean-Marc Avoct et Daniel Dubois. Ibsen avait de monde une vision acide, et parfois même lourdement baroque. Mais il a écrit, pour les comédiens, des rôles magnifiques. Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, 1. Les 18, 19 et 21 décembre.

20 h 30 (les 23, 28 et 29). Tél. : 40-15-00-15. De 60 F à 200 F.

Dom Juan ou le Festin de pierre

de Molière, mise en scène de Jacques Lussat, avec François Chautemette, Gérard Groudon, Roland Gatti, Catherine Seival, Thierry Huncicass, Jean Dautremay, Isabelle Gardien, Olivier Gauthier, Andrzej Seweryn, Jeanne Balibar, Eric Théobald et Emile Hiron. On se précipite pour assister au superbe duo Sganarelle/Dom Juan, Roland Bertin/Andrzej Seweryn, pour succomber au charme du « grand seigneur méchant homme », pour trembler à sa mort. Avec de la chance, on peut trouver quelques places encore. Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, 1. Le 15 décembre, 20 h 30 ; le 19, 14 heures (et les 22, 24, 28, 27 et 31). Tél. : 40-15-00-15. De 80 F à 200 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Philippe Adrien, avec Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Gilles Millin et Jean-Luc Orléans. Sur la terre aride rêvée par Beckett, des jeunes gens attendent quelqu'un. Dieu, peut-être. Et ils réinterprètent au texte devenu légendaire. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route de Champ-de-Mars, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-26-36-36. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

L'Enfant de la terreur

d'après André Chénier, mise en scène de Michel de Maistre, avec Michel de Maistre et la voix de Bruno Sermonne. Michel de Maistre suit l'exemple de Victor Hugo qui, quand il s'ennuyait, convoquait des amis pour faire tourner les mabics, et invoquer les mines d'André Chénier, poète et révolutionnaire. Maison de la poésie (terrasse du Forum des Halles), 101, rue Rambuteau, 1. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-36-27-53. 60 F et 80 F. Dernière représentation le 18 décembre.

Fous des Folies

d'Alfredo Arias, mise en scène de Charles Tordjman, avec Philippa Choquet, Nadir Elle, Marie-Josée Saccard, Jacques Hauron, Christiane Maillard, Liza Michael et Mouron. C'est pimpant, c'est brillant, c'est canaille, c'est gauchiste, c'est drôle, sophistiqué, c'est plein de musiques et de danses, c'est la folie Arias aux Folies-Bergère. Folies-Bergère, 32, rue Richer, 9. Du mardi au dimanche à 21 h 15. Tél. : 44-79-98-98. De 379 F à 98 F.

L'Inquisiteur

de Robert Pinget, mise en scène de Joël Jouanneau, avec David Warré et Mickaël Krett. Le vieil homme interrogé sur la disparition de son ex-patron joué avec ses trous de mémoire : admirable Warlow. Montparnasse Théâtre, 31, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 heure. 50 F et 120 F.

Jolie

de Pol Pellatier, mise en scène de Gisèle Saffin, avec Pol Pellatier. Avec une pêche d'enfer, Pol Pellatier, comédienne québécoise, se souvient de

l'antitisme féministe au théâtre et ailleurs. Ce n'est pas vraiment triste. Pas même nostalgique. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route de Champ-de-Mars, 12. Du mercredi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-26-36-36. 80 F et 120 F. Dernière représentation le 19 décembre.

Le Jour de fête - Praznik

de Mladen Matovic, avec Haris Surina, Jelena Covic, Gaby Etchebarria, Kate France, Jacques Obert, Sylvain Pernier, Haris Resic et Thimor Vojick. S'il est un spectacle qu'il ne faut pas manquer, c'est bien ce tableau silencieux, sardonique, ému, ému d'une société étouffée, torturée, et qui s'accroche au futur. Après Paris, il se donne à Marseille, aux Bernardines, les 21, 22, 23 décembre. Tél. : 91-42-45-33.

Basille, 76, rue de la République, 11. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 100 F. Dernière représentation le 18 décembre.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de Bartabas. Les chevaux galopent, Bartabas dresse ses destriers, les femmes berbères chantent pour les musiciens géorgiens, une danse avec un âne, une femme rit devant un chameau agonisant. Théâtre équestre Zagora, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. 180 F et 43-35-26-43. Durée : 2 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F. Dernière représentation le 18 décembre.

La Pluie d'été

d'Eric Vigner, mise en scène d'Eric Vigner, avec Hélène Babu, Marilou Biscaglia, Anne Camens, Thierry Collot, Philippe Metro et Jean-Baptiste Sastre. Marguerite Duras a apprécié l'adaptation de son livre. Pièces interprétées théâtralement en e donne Eric Vigner. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F. Dernière représentation le 18 décembre.

Réponse à la question précédente

d'Alfredo Arias, mise en scène de Charles Tordjman, avec Alalu Fromager, Marie Pillet et Emmanuelle Zoff. Tempête à l'intérieur d'un crime, ruz de merde de l'absurde, ouagran de rires. Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 65 F. Dernière représentation le 18 décembre.

La Résistible Ascension d'Arturo Ui

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jérôme Savary, avec Guy Bedos, Bernard Ballet, Roland Blanche, Michel Berto, Jacques Bourdet, Jacques Dubay, Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Kalfon, Muriel Mongerment, Savary, Daniel Langlois, Robert Lucibello, Vélaine Vogt, Jean-Louis Cordina, François Delave et Alain Frérot. C'est comme un grand cataclysme prophétique et spectaculaire qui déferle sur la scène de Chaillot, entraîné par un Savary déchaîné, avec un Guy Bedos surprenant. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 150 F.

Scène(s) de ménage

mise en scène d'Ivan Morane, avec Jean-Paul Audrain et Brigitte Fauru. De Molière à Musset, de Feydeau à qui l'on veut, la scène de ménage est le noyau dur du théâtre et de ses conflits. C'est pareil dans la vie, mais au théâtre c'est bien plus drôle. Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Nanterre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-46-46-47. 70 F et 110 F.

Ubu roi

d'Alfred Jerry, mise en scène d'Alfred Jerry, avec Gilles Privat, Mireille Mossé, Jean-Yves Gourvez, Chantal Gresset, Dominique Prid, Nicolas Sennel et Hervé Lelord. Ubu Roi, c'est le « bénaume », flagrant d'une femme petite mais paillard, plus un fils de roi, quelques palotins, un capitaine cocu, et des images finement belles. Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 65 F. Dernière représentation le 19 décembre.

Un chapeau de paille d'Italie

d'Eugène Labiche, mise en scène de Georges Lavautant, avec Patrick Plassat, Marc Sutton, Marie-Paule Trystram, Bouzid Allam, Gilles Arbore, Louis Beyer, Jean-Marie Boggio, David Burstein, Jean-Michel Caumont, Caroline Cêtre, Philippe Morier-Genoud, Sylvie Ocier, Annie Perret, Jessica Pognant, Jean-Philippe Saldaña, Delphine Saldaña, Nathali Villeneuve et Albert Tord. Vaudeville-journaux transformé en cancanier burlesque, avec l'élégance et l'ironie de Lavautant. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 140 F à 50 F.

Régions

Adam et Eve

de Michel Boulogne, mise en scène de Charles Tordjman, avec Aude Briant, François Clavier, Philippe Frey, Jérôme Kircher, Jean-Claude Leguy, Daniel Mardit et Martine Vandeville. Sur une fable de Boulogne, interdite de son vivant - et pour cause - Charles Tordjman met en scène la nostalgie de l'utopie communiste. Théâtre de la Manufacture, 10, rue Suren-Louis, 54000 Nancy. Les 16 et 18 décembre, 16 heures ; les 17 et 19, 20 h 45. Tél. : 83-37-42-42. De 45 F à 90 F. Dernière représentation le 18 décembre.

L'Homme qui...

de Peter Brook, d'après Olivier Sachs, avec Maurin Banchon, David Bonnant, Soligou Kouyate et Yoël Oka. Quelques jours encore pour voir la façon dont des comédiens, formés aux décors de la scène, prennent en charge les dévies de comportement. Eblouissant. Le Grand Huit-Théâtre national du Brezégou, 1, rue Heller, 35000 Rennes. Le mercredi à 19 heures, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 93-31-12-31. De 100 F à 50 F. Dernière représentation le 18 décembre.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Casse-Noisette. La version de John Neumeier remplace à Garnier celle de Rudolf Noureïev (lire notre article p. 17). Opéra-Garnier, les 17, 18 (saute réservée), 20, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 30 et 31 décembre à 19 h 30, le 28 à 14 heures, le 29 à 14 h 30 et 20 heures, les 19, 20, 21, 25, 26, 27 et 28 janvier à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

Marién Breuker et Christine Brunel

Zwei, les Idiotes. Nées l'une au Gabon et l'autre en Argentine, elles se sont rencontrées à Essen chez Susanne Linke et ont dansé ensemble au Folkwang Tanz Studio avant de fonder leurs propres compagnies. Des retrouvailles jouant sur la complexité et les différences. Di-Huit Théâtre, les 17 et 18 décembre à 20 h 30, le 19 à 16 heures. Tél. : 42-28-47-47. 100 F.

Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris

Jeunes portes ouvertes. Deux journées où le public peut assister aux cours de danse classique contemporaine ainsi qu'à des présentations de travaux en cours de réalisation. CNSMDP, le 16 décembre à partir de 10 heures, le 19 à partir de 11 heures. Tél. : 40-40-45-45. Entrée libre dans la limite des places disponibles ; réservations à partir du mardi pour le jour même.

Tours, Nantes

Rudra Béjart Lausanne

L'Art du pas de deux. Une étonnante anthologie des plus belles réussites de Béjart en ce domaine, et elles sont nombreuses : la Neveuème Symphonie, Shostak, Erotica, Faust.

Tours, Le Vieux, le 15 décembre, 20 h 30. Tél. : 47-31-27-00. 280 F à 230 F. Nantes, Cité des Congrès, les 17 et 18, 20 h 30. Tél. 40-20-13-30. 250 F et 280 F.

Lyon

Opéra Ballet

Cendrillon. La Cendrillon de Maguy Marin a dépassé sa 300^e représentation, de nouvelles générations de spectateurs arrivent et la réclament. Opéra de Lyon, les 21, 22, 24, 28, 29, 31 décembre à 20 h 30, les 23 et 30 à 18 h 30, le 26 à 17 heures ; le 2 janvier à 17 heures, le 4 à 19 h 30, les 5, 7 et 8 à 20 h 30, le 6 à 14 h 30 et 20 h 30. Tél. : 72-00-45-45. De 130 F à 250 F.

Roubaix

Ballet du Nord

Coppélia. Reprise, dans les beaux décors et costumes de Daniel Ogier, de la version d'Alfonso Cui, avec son cin d'Or à la ville de Roubaix, atterrisseur célèbre pour ses mationettes. Collège, les 18, 21 et 22 décembre à 19 h 30, les 17 et 18 à 20 h 30, le 19 à 14 heures, 18 heures. Tél. : 20-24-66-66. 100 F et 120 F.

Gap

Théâtre Jel/Joséph Nadj

Comédie Templo. Burlesque et tragique, surréalisme et cinéma muet, Kafka et Kantor, le théâtre sans pareil de Josef Nadj. La Pensée, le 17 décembre, 20 h 30. Tél. : 92-53-84-48. 170 F.

Metz

Ballet de l'Opéra-Théâtre

Parade. Le Carnaval des animaux. Pièces et le Loup. Spécial enfants : trois œuvres célèbres de Satie, Saint-Saëns et Prokofiev, chorégraphiées par Patrick Sallot. Opéra-Théâtre, le 22 décembre, 10 heures et 15 h 30. Tél. : 87-75-40-50. De 35 F à 110 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

WOYZECK

Georg Büchner Jean-Pierre Vincent

DERNIERES

Daniel Auteuil dans le rôle de Woyzeck
Dominique Blanc dans le rôle de Marie
Franck Bonnet
Jean-Charles Borrel
Claude Bouchery
Remy Carpentier
Arno Chevrier
Geneviève de Kermabon
Jean-Paul Muel
Grégoire Oestermann
Anouch Paré, Olivier Perrin

PRODUCTION MONTRE-AMANDIERS, THEATRE DE NIMES
INTERVENIANT CONSEIL GENERAL DES HAUTES-DE-SEINE
CO-PRODUCTION LE ROND-POINT, THEATRE RENAUD-BARRAULT
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

France Inter

jusqu'au 30 décembre
LE ROND-POINT. THEATRE RENAUD-BARRAULT
location 46.14.70.00 - 42.96.12.27

هزارم لاله

DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

L'art en Hollande aux temps de David et Philippe de Bourgogne

C'est-à-dire l'art dans la deuxième moitié du XV^e siècle et autour de 1530, au temps de deux érudits d'Utrecht, l'un et l'autre barons du duc Philippe le Bon. Vêtements liturgiques, objets de culte, manuscrits, incunables enluminées, sculptures provenant du très riche musée Het Catharinagenevent d'Utrecht. L'exposition doit aller à Dijon au printemps.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-06-96-99. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Exposition fermée le 25 décembre et le 1^{er} janvier. Jusqu'au 30 janvier 1994.

Rodin en Chine

Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas de son vivant que Rodin est allé en Chine, mais en 1993. Il s'y est, nous dit-on, baigné dans les eaux chaudes de 120 000 visiteurs (payants) à Pékin, 30 000 à Shanghai. Un reportage photographique et un film sont à voir en témoignage.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 44-16-61-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 mars 1994. 26 F.

Nantes

Barry Flanagan

Le Musée des beaux-arts de Nantes fête ses cent ans dans la joie, avec Barry Flanagan, une figure de la sculpture anglaise contemporaine qui depuis les années 60, défie la tradition (de la sculpture anglaise) et la critique, traitant de tout, du petit tas informe au grand fût de bronze, avec l'humour d'un pataphysicien.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, vendredi jusqu'à 21 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 février 1994. 20 F.

Tours

Claude Vignon

On s'intéresse fort, ces dernières années, aux peintres du Grand Siècle. Après Vouet, Callot, Le Hyon et Lorrain, c'est au tour de Vignon, le moins connu d'entre eux, de faire l'objet d'une importante exposition monographique, à Tours, où est né, il y a quatre cents ans, ce protégé de Richelieu.

Musée des beaux-arts, 19, place François-Suard, 37000. Tél. : 47-08-08-72. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 9 heures à 12 h 45 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février 1994.

Paris

Art and Language

Si Art and Language, groupe anglais d'artistes conceptuels formé en 1968, ne compte plus aujourd'hui que deux membres : Michael Baldwin et Michael Ramsden, ceux-ci sont toujours très actifs. L'exposition les montre à leurs jeux favoris d'aujourd'hui, la critique de la peinture par la peinture et couvrant par exemple Léonard et Pollock, Manet et Courbet. Pas triste.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 2 janvier 1994. 36 F.

ISABEL MUÑOZ
FLAMENCO
EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES
3 DÉCEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 1993
DU LUNDI AU SAMEDI
DE 11 H À 19 H
(FERMÉ LE 25 DÉCEMBRE)
ENTRÉE LIBRE
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
19 PLACE VENDÔME
75001 PARIS

Around d'un chef-d'œuvre de Matisse

La commande de la Danse pour décorer la salle principale de la Fondation Barnes tracera Matisse pendant trois ans. Qui travailla trois versions monumentales. Celles-ci - la Danse inachevée retrouvée en 1991, la Danse de Paris exposée en permanence au Musée d'art moderne, la Danse de Merion mise en place à la Fondation en 1993 - sont réunies pour la première fois, accompagnées d'une quarantaine d'œuvres préparatoires et de photographies du travail en cours. Un régal.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, vendredi jusqu'à 21 heures. Visites commentées le jeudi et vendredi à 12 h 30, samedi à 14 h 30. Réservation à la FNAC. Jusqu'au 6 mars 1994. 36 F.

Günther Brus

De peintures gestuelles en photos et vidéos d'actions dramatiques et violentes, d'images en textes, de poèmes en grands dessins au crayon de couleur, l'Autrichien Günther Brus ne cesse de peaufiner une œuvre qui prend le corps à partie, par tous les bouts, tous les trous, se meut entre Eros et Thanatos, beauté et laideur. En héritier direct de la Vienna fin de siècle. Une révélation.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Pierre Chareau

Première grande rétrospective d'un architecte et créateur splendide de meubles dans l'entre-deux-guerres, qui a peu produit, mais de l'original et du raffiné.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

derniers. Une exposition et un livre montrent l'ampleur du projet, la complexité de son cadre : Mai 68, tournages de films, bidonvilles, plages, écluses, usines, pèdes, rues, ports, routes, villes...

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Corré - 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{re}. Tél. : 40-28-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 22 décembre. 10 F.

Eli Lotar

C'est la première rétrospective d'Eli Lotar, photographe d'origine roumaine, le moins connu du groupe moderniste. Une œuvre de dix ans, écrite dans le temps (1927-1937), parfois confondue avec celle de Germaine Krull, avec qui Lotar a travaillé. Ses images souvent étranges, parfois rebutantes, sont à découvrir.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'Art moderne, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Programmation cinématographique au cinéma du musée. Jusqu'au 23 janvier 1994.

Robert Mangold

Après Robert Rauschenberg et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Paris, chez Claude Barrière. Une rétrospective de peinture, qui réunit les œuvres principales des différentes séries depuis le milieu des années 60.

Ravin Espace d'Art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 42-60-22-89. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures.

Régions

Angers

Le Matin des peintres

Proposer un regard nouveau sur les « primitifs » des musées d'Angers, tel est l'objectif de cette réunion d'une quarantaine de tableaux sur bois des quatorzième, quinzième et seizième siècles provenant de différentes écoles (Sienne, Florence, Avignon, Suisse, Angers, Flandres, Hollande). La moitié d'entre eux ne sont généralement pas exposés, certains ont été restaurés.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-88-84-85. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 février 1994.

Annecy

Giuseppe Penone

En nourrissant son œuvre de choses de la nature naturelle et cultivée, plutôt que de culture et d'histoire, le Turinois Giuseppe Penone a pris du ciment par rapport au mouvement Arte Povera dont il est issu. Arbres, Mues et Pommes de terre, dessins, marbres, bronzes et terres cuites... Le Musée d'Annecy propose un panorama de son travail depuis trois ou quatre ans.

Musée-château, place du Château, 74000. Tél. : 50-45-29-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 janvier 1994.

Besançon

Albert Gleizes

La Fondation Albert Gleizes vient de

Darnétal et Rouen

Le Génie du lieu

Trois artistes : l'Américain Judith Barry, le Français Pascal Convert et l'Allemand Rainer Plitz, trois lieux et une idée difficile à cerner, celle de « Génie du lieu ». Résultat : trois interventions spécifiques, du vide au plein, du dehors au dedans, du bruit au silence, de la vie à la mort. Selon l'espace imparti, selon le champ des préoccupations de chaque artiste.

École d'architecture de Normandie, rue Promp, 27, rue Lucien-Frémont, Darnétal. Tél. : 35-06-07-70. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1994.

Darnétal

Abbaye Saint-Maclou, École des beaux-arts, 186, rue Marché, Rouen. Tél. : 35-71-33-38. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 janvier 1994.

Grenoble

Alighiero E. Boetti

Le Magasin présente deux œuvres de l'artiste italien : *En alternant de 1 à 100* et *De bouche à oreille*, des histoires de cartes en progression quantitative. De la première série aux cases noircies par des élèves d'une trentaine d'écoles d'art françaises, des tissands du Pakistan ont tiré 50 klms. Quant à la deuxième, qui est faite d'enveloppes et de timbres, ce sont les postiers et La Poste qui en sont les artistes.

Centre national d'art contemporain, 195, cours Berré, 38000. Tél. : 78-21-85-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Visites commentées tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 27 mars 1994. 8 F.

Le Cateau-Cambrésis

Matisse, sculptures, dessins, dialogues

Quarante-cinq des soixante-neuf sculptures de Matisse ont été rassemblées. Avant de dessiner les accompagnent pour un dialogue serré. Les œuvres viennent de collections privées, de musées d'Europe et des États-Unis.

Musée Matisse, palais Fénélon, 59380. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette « Photo » : Michel Guerin.

G A L E R I E S
CHRISTIAN JACCARD
Galerie Louis Carré

Les impressionnistes parlaient de brûler le Louvre ; Christian Jaccard a mis le feu aux murs de la Galerie Louis Carré. Les badouins dominicains pouvaient le voir, derrière les fenêtres donnant sur l'avenue de Messine, masqué, les flammes au bout des doigts, promenant une allumette sur une ligne de résine. Spectacle peu ordinaire de l'artiste traçant neuf courbes directement sur les murs blancs, éclatant dans la totalité du local les polyptiques dont il avait récemment présenté une série à la gare d'Austerlitz. En fin de compte, tangente à l'arc de cercle, la suite se fait moins dense, la résine plus dansante ; Jaccard a calligraphié tout vers d'un poème de Michel Deguy, la *Fable de Zen et de Zénon*, bel hommage à la fragilité d'une intervention éphémère. Les murs seront repeints le 24 décembre et il ne subsistera des « Brûlés intra-muros » qu'un film, réalisé par William Minouli. Par ces temps de commerce frileux, de tels événements réchauffent le cœur. — Ha. B.

* Galerie Louis Carré et C^o, 10, avenue de Messine, Paris-8^e. Tél. : 45-62-57-07. Jusqu'au 24 décembre.

ALAIN KRILL
Galerie Daniel Templon

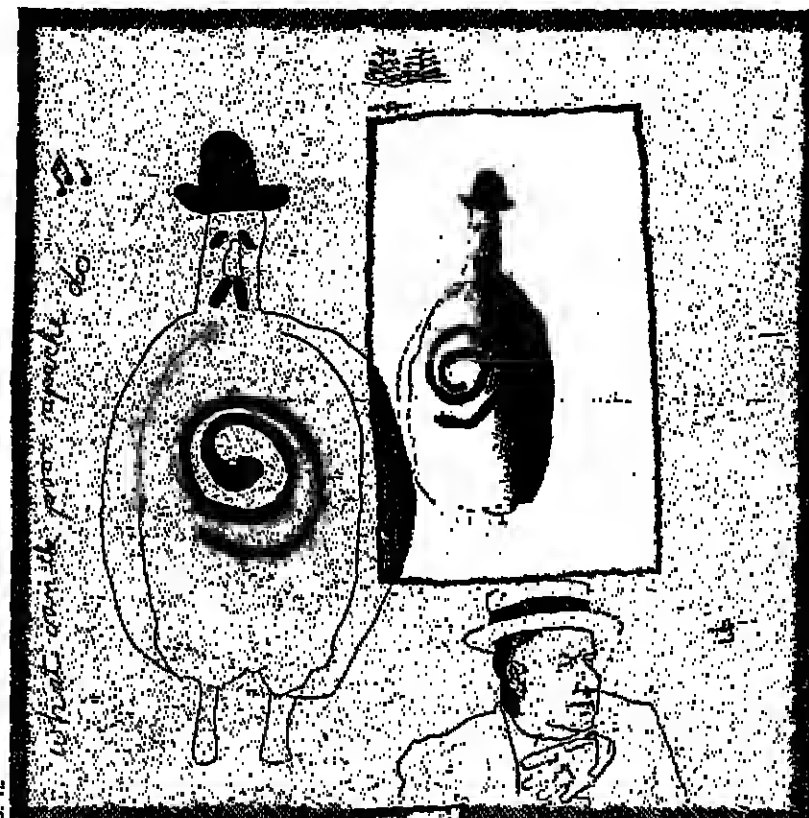
Une inflexion dans l'œuvre de Krill ? Il se pourrait. Les terres cuites sont noires, brûlées, brisées et percées d'éclats de métal, fragments de ruines carbonisées. *Nord-Sud* - œuvre très impressionnante - associe des poutres d'acier anguleuses et lisses à des blocs de granit peints d'un orange strident qui blesse la vue. Les autres pièces sont de la même inspiration, dure et résolue. Autant les sculptures des dernières années avaient le plaisir du modeler et faisaient l'éloge du corps, autant les plus récentes annoncent un raidissement et une gravité nouvelle. La couleur chimique dénature délibérément la pierre, l'insigne ôte toute sensualité au fer, la découpe mécanique dessine des lignes intimes à force de pureté neutre. L'époque heureuse est finie, celle des symphonies harmonieuses entre geste abstrait et grâce à la Fragonard ou à la Clodion. Commence, semble-t-il, un art de mélancolie et de tension. Les sculptures reviennent vers plus de géométrie et de simplicité - géométrie et simplicité froides de stèles, de gravés et belles stèles. — Ph. D.

* Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris-5^e. Tél. : 42-72-14-10. Jusqu'au 5 janvier.

ANNE-MARIE PÉCHEUR
Galerie Montigny

Anne-Marie Pécheur cultive la peinture comme une plante qui mérite grand soin. Ce n'est pas facile par les temps qui courent, mais l'artiste, après vingt ans de jardinage, connaît le terrain, qu'elle a débroussaillé dans la foule de Supports-Surfaces. Après avoir fait et refait les gestes premiers, déconstruit, collé, travaillé en quelque sorte sur des fibres et des matières mortes, et connu un temps de sécheresse à la fin des années 80, la voici qui sème et bouture, ayant trouvé de nouveaux engrais à la faveur de voyages, en Océanie par exemple. Et l'artiste de reconstruire un climat de serre chaude (voir ses sous-verres aux rames de tiges dans le bois) propice au développement d'une végétation luxuriante en de grands tableaux, où jus de couleurs sur jus de couleurs entretiennent la vivacité de cette nouvelle floraison picturale. Cela ne manque pas de souffler jusque dans l'étouffement des plants symétriques et enlaidis. — G. B.

* Galerie Montigny, 31, rue Mazarine, Paris-6^e. Tél. : 43-54-85-30. Jusqu'au 31 décembre.



Barry Flanagan à Nantes.

LA SÉLECTION

MUSIQUE

Classique

Mercredi 15 décembre

Dvorak

Sonata pour violon et piano

Janacek

Sonata pour violon et piano

Smetana

De sol natal

Brahms

Sonata pour violon et piano op. 78

Violoniste et altiste, Joseph Suk forme avec le pianiste Jan Panenka l'un des grands duos de l'époque. Cela ne se sait pas assez en France.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 60 F à 200 F.

Beethoven

Missa solennelle

Sharon Sweet (soprano),

Brighta Swenson (mezzo-soprano),

Vinson Cole (basse),

Peter Mikulas (basse),

Philippe Aiche (violin),

Chœur et Orchestre de Paris,

Georg Solti (direction).

Affiche luxueuse pour une œuvre qui faisait tellement peur à Wilhelm Furtwängler qu'il évita soigneusement de la diriger. Solti a raison de ne pas avoir ces scrupules, car si lui ne la dirigeait pas, qui pourrait le faire ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ les 16 et 17). Tél. : 46-81-06-22. De 100 F à 420 F.

Jeudi 16 décembre

Verdi

Faust

Renaud Brison (Faust),

Rosamund Pownall (Alice Ford),

Nuclé Condo (Mephistopheles),

Lucia Valentini Terrail (Marguerite),

Anna Julia Audrey (Nanette),

Walter Donati (Ford),

Raimondo Mettler (Pantalon),

Piero de Palma (docteur Calvi),

Simon Edwards (Bordoloni),

Jacques Mars (Pistole),

Chœur et Philharmonie tchèque,

Jean-Philippe Rouchon (direction).

Une distribution digne d'une affiche dis-

criminatoire, un orchestre qui peut être

remarquable, mais qui est cet inconnu

qui dirige ?

Cirque d'hiver Boulogne, 20 heures.

Tél. : 43-87-91-43. De 150 F à 450 F.

Hotel de Sully

Librairie

"Voyageur que veux-tu ? Je veux voir..."

VECTOR HINGO

ARCHITECTURE

HISTOIRE

POÉTIQUE

VOTAGE

ARCHÉOLOGIE

Ouvrir

tous les jours

sauf le lundi

de 10h à 19h

14, rue de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

de la

Librairie

Schumann

Variations pour piano sur le nom d'Abegg

Schubert

Sonata pour piano D 890

Tchaïkovski

Sonata pour piano op. 37

Elisabeth Leventhal (piano).

Un grand soir, la Russe Leventhal a tout

d'une grande.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 230 F.

J. Strauss

La Chauve-souris

Carole Chauby (Rosinette),

Vincent de Rostor (Eisenstein),

Ulrich Görg (Adda),

Christophe Duringer (docteur Falck),

Titi Focher (Frank),

Myriam Roussignol (princesse Orlofsky),

Etienne Lescaud (Alfred),

Tilman Cantoro (docteur Blind),

Orchestre des élèves du CNSMDP,

Scott Sandmeier (direction),

Nicole Broisin (mise en scène).

Avant de prendre leurs vacances de

Noël, les élèves du Conservatoire pré-

sentent le résultat de leurs travaux d'an-

tonomie. Comme souvent, en pareil cas, le

résultat peut étonner par sa qualité.

Conservatoire national supérieur de musi-

que, 20 heures. Tél. : 40-40-46-46.

Offenbach

Les Brigands

Michel Stendhal (Falsacappa),

Michèle Lagrange,

Valérie Millot (Florinda),

Doris Lamprecht,

Brighta Baileys (Fragoletto),

Jérôme Deschamps,

Andreas Jaggi (Pietro),

Daniel Galvez-Vallejo (comte de Gloria

Cassia),

Roland Davies (baron de Campo Tasso),

Philip Dugan (le prince),

Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,

Louis Langère (direction),

Jérôme Deschamps,

Maïa Mikoloff (mise en scène).

Le public du balcon s'amuse, pendant

que les mélomanes du parterre s'en-

quettent. Jérôme Deschamps et Louis

Langère auraient dû couper dans ces

3 h 15 d'une musique « que c'est pas la

peine » comme aurait dit Chabrier.

Opéra Bastille, 19 h 30 (+ le 21). Tél. :

44-73-13-00. De 50 F à 380 F.

Murail

La Mandragore

Ethars

La Barque mystique

Dufourt

Hommage à Charles Nègre

The Western Star, création

Patrick Bocciaillon (Missa),

Domènec de la Maza (direction),

Ensemble Fa.

Deux coloristes savaient du matériau

sonore servis par une interprète et un

ensemble dont on a déjà pu, dans ce

répertoire, constater l'excellence.

IRCAM, 18 h 30 (+ le 17). Tél. : 44-78-

46-80. 90 F.

Vendredi 17 décembre

Poulenc

Daniel-Lesur

Berlioz

Chausson

L. Boulanger

Alkan

Le Prince de bois

Orchestre philharmonique de Radio-

France,

Ivan Fischer (direction).

L'œuvre avec les saisons thématiques

proposées par Radio-France serait que le

musicien (et les musiciens d'orchestre)

s'aiment pas la musique du compositeur

ou de l'époque retenus. Cette année,

c'est Liszt. Il faudra faire un effort, car

si l'œuvre orchestrale du compositeur

hongrois est décevante, voire ingrate au

premier abord, elle est parfois magnifi-

que et toujours intéressante.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. :

42-30-15-16. 120 F.

Lundi 20 décembre

Cilea

Adrienne Lecouvreur

Mirella Freni (Adrienne Lecouvreur),

Alexandrina Mitcheva (princesse de

Bouillon),

Giovanna Angelini (Maurice de Saxe),

Jean-Luc Chénard (Michelet),

Fransiska Voutsinos (prince de Bouillon),

Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,

Maurizio Benini (direction),

Jean-Luc Bours (mise en scène),

Caroline Mercadier (chorégraphie).

Pas précisément un chef-d'œuvre de

musique, mais un opéra fait pour émo-

ouvoir et taillé à la mesure de grandes et

belles voix.

Opéra-Bastille, 19 h 30. Tél. : 44-73-

13-00. De 60 F à 670 F.



BIGOT

Jazz

Marcel Azzola

Christian Escodé Trio gitan

Trio gitan d'envergure complété par le

prince du clavier à la mode, l'accordéon

(Marcel Azzola), dont on aura pris la

mesure deux jours plus tôt, au Petit-

Journal Montparnasse avec Richard

Galliano (accordéon) et Birell Lagrene

(guitariste post-électrique).

Les 17 et 18. Au Duc des Lombards,

22 h 30. Tél. : 42-33-22-88.

Babik Reinhardt Trio

Babik a finalement réussi à se faire un

prénom. Ce n'était pas joué d'avance.

Son style de guitariste du cœur et de la

personnalité. On comprendra, d'un chan-

gement de ton, le panorama du jazz

gitan par le Duc des Lombards.

Les 17 et 18. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-

26-46-60.

Claude Bolling

Branch kitch pour branchés de l'end-

emain difficile : le plus grand big band

du monde de la porte Maillot. Ethno-

logiquement pittoresque du Sempé

animé, et musicalement (soyons justes)

très plaisant.

La 19. Jazz Club Lionel-Humpton,

12 heures. Tél. : 40-66-30-42.

Rock

Calvin Russell

Le quinquagénaire texan continue de

sculpter les fables françaises. Calvin Rus-

sell, c'est Harry Dean Stanton dans

Paris. Texas, Jack Palance dans Bagdad

Café, c'est-à-dire l'idée que les Euro-

péens se font de ces Américains-là. Le

plus réjouissant de l'histoire est que Cal-

vin Russell n'a jamais rien fait pour

devenir cette icône-là.

La 18. La Cigale-Karntnerbau, 20 heures.

Tél. : 42-23-15-15. 130 F.

Soft Boys

On ne sait trop à quoi s'attendre, car ce

concert a été annoncé de manière

contradictoire. On a cru un moment à la

réformation des Soft Boys, ce groupe

romantique qu'animait Hitchcock à la

fin des années 70. Il semble en fait que

Hitchcock - qui mène depuis plusieurs

années une carrière solo aussi intéres-

sante que discrète - vienne livrer, tout

seul, ses versions à lui du répertoire des

Soft Boys. Soirée révéuse en perspective.

Le 20. Passage du Nord-Ouest,

22 heures. Tél. : 47-70-81-47. 100 F.

Tournées

FFF

Le spectacle que propose FFF est l'un

des plus brillants du moment. En perpe-

tuel équilibre au bord du chaos, le

groupe réussit à se sauver en avançant

très vite, à coups de virtuosité et d'écac-

gic.

La 16 décembre, Bordeaux, le Krakaton.

La 17, Agen, le Florida. La 18, Montpel-

lier, Salle Victoria 2.

Les Rita Mitsouko

A en croire le concert donné aux Tran-

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Musique sacrée des conservatoires de Naples

Œuvres religieuses de l'époque de Francesco Provenzano
Antonella Ippoliti (soprano), Daniela Del Monaco (contralto), Capella della Pietà di Turchini, Antonio Florio (direction).

Plaisir et surprise. Le troisième disque réalisé à Naples par l'ensemble baroque de la Capella della Pietà di Turchini - du nom de l'un des quatre conservatoires napolitains, à l'aube du XVIII^e siècle - ne peut que séduire l'auditeur libre. Son mélange de suavité, de solennité, voire d'accents populaires, que restitue la qualité des instrumentistes et des chanteurs réunis, rend aisément compte de l'incroyable inventivité des compositeurs de cette époque, souvent sollicités pour des célébrations mariales, dernières sources d'espoir après les innombrables outrages dont souffrit la ville de Naples : famine, peste, éruptions volcaniques... Gaetano Veneziano (1656-1716), Nicola Pajo (1677-1745), Gaetano Greco (1657-1728) ont en commun d'avoir été élèves de Francesco Provenzano (1624-1704), réputé notamment, tant il fut marqué par Claudio Monteverdi, pour avoir introduit l'opéra dans la cité parthénopéenne. Son autre « mérite » dont témoigne ce disque, est d'avoir composé un sublime *Laudate pueri*. La partie introductive du *Stabat Mater* de Pergolèse, hit baroque s'il en est, est une copie conforme de ce *Laudate*... composé trente ans plus tôt.

J.-J. L.
1 CD Symphonie SY 93920. Distribué par Wotan Music.

Haydn

Sonatas et variations pour piano.
Andreas Staier (piano).

Voilà un disque qui convaincra les mélomanes qui détestent le son du piano fort. Celui que joue Andreas Staier est une copie d'Anton Walter due à Christopher Clarke. Sa sonorité est étonnante et ne fait songer à aucun moment à celle d'un vieux piano droit abandonné dans un grenier. Il y a aussi l'interprète, évidemment. Et Staier joue avec une fulgurance, une imagination sonore et poétique qui stupéfient à peu près autant qu'Horowitz jouant Scarlatti. Staier? C'est ce qui est arrivé de mieux au pianoforte.

1 CD Deutsche Harmonia Mundi 05 472 77 285-2. Distribué par BMG.

Mozart

Concertos pour cor
Ab Koster (cor), Tafel Musik, Bruno Weil (direction).

Si la discographie des concertos pour cor de Mozart est nombreuse, il est peu d'interprètes qui se soient risqués à les interpréter au cor naturel, une « machine » qui ne bénéficiant pas de tout le confort moderne apporté par la facture instrumentale du XX^e siècle, est d'une traîtrise redoutable. Ab Koster, que les Parisiens ont pu entendre jouer avec l'Orchestre national, il y a quelques années, est d'une maîtrise soufflante. Il phrase avec une grâce admirable sans forcer le son, et l'étendue de sa dynamique laisse pantois (ce qui sur un cor relève de l'exploit). L'homogénéité de sa sonorité le rapprocherait d'ailleurs davantage d'un chanteur que de la majorité de ses collègues. Pierre Moragues, cor solo de l'Orchestre de l'Opéra-Bastille, joue de la même façon, mais sur un instrument bien différent. L'orchestre qui accompagne Koster est impeccable de tenue et de vivacité. Un grand disque.

1 CD Sony Classical « Vivace » SK 53 389.

A. Lo.

Massilia Sound System et IAM, rappers de Marseille

Torrents de paroles

Et si Marseille avait été fondée par des Spartiates au lieu de l'être par des Phocéens, cousins des Athéniens, grands bavards devant les dieux? Le lacrimaire aurait triomphé, nous aurions sans doute été privés de Pagnol et des torrents oratoires qui nourrissent les disques de Massilia Sound System et IAM.

Commençons par les cadets, Massilia Sound System. Comme son nom l'indique (sound system s'entend ici au sens jamaïcain de discothèque ambulante), le groupe penche vers le rap. Mais le mot important est ici Massilia. Choumieu est le second album où le trio marseillais a versé dans la langue d'oc et le français pour inventer un rap de proximité, une espèce de gazette locale. *Bus de nuit*, par exemple, est un plaidoyer rigolo mais rigoureux pour les transports en commun, pour le désenclavement des quartiers nord et est de Marseille, le tout adressé à Robert Vigouroux. On parle aussi de football. Pour expliquer les ultras de l'OM aux gens du Nord, les Massilia empruntent la marche des Rois mages à Bizet, et définissent leur variante à eux de l'indépendantisme internationaliste marseillais (*la Chanson du moussu*).

On remarquera bien sûr l'étroite parenté qui lie Massilia

Sound System aux Fabulous Tribadours toulousains, leurs camarades de label. Mais les Massilia s'autorisent une plus grande liberté musicale. Leur rappe est fait pour danser autant que pour réfléchir. Et puis leur disque (67 minutes) semble presque concis quand on s'apprête à ingurgiter le double album d'IAM.

Ces autres Marseillais ont imposé très tôt l'idée que le rap n'était pas forcément un phénomène des banlieues parisiennes ni un décalque des modèles américains. Avec *Ombre est lumière*, ils proposent quarante titres, deux heures et demie de musique. C'était se donner le temps d'explorer la frontière entre éloquence et logorrhée, de dire quelques bêtises, de triller quelques idées qui ne demandaient qu'à être laissées en paix. Pourtant, au bout du chemin, on perçoit une image complète, intrigante, d'une manière de penser, de faire de la musique. Vu d'ici, on aimerait bien qu'IAM soit moins secourable. Attendez, il raconte, à la manière des aventures des Pieds nickelés, l'irruption du groupe dans une exposition d'art contemporain, avec des remarques qui rapprochent brusquement les Phocéens de la Bécote. Et quand IAM s'aventure vers les défilés paranoïaques (*Affaire en cours*) ou les éblouissements

électriques (*7, Pharon revient*), l'expression se fait moins sûre, l'invention poétique, le colbre, l'ironie, se diluent en lieux communs.

C'est dire aussi qu'ailleurs IAM trouve avec aisance le ton juste, pour raconter drôlement la vie de tous les jours (*le Repos*, c'est la santé), pour se moquer de leurs têtes de Turc favorites (au premier rang desquelles les rockers), pour se mettre en rogne (*Mars contre-attaque*, *Sachet blanc*). La musique aussi obéit aux lois étranges qui font bouger cet énorme amas de mots et de sons. Très riche, très diverse, elle passe parfois à côté du but et - plus souvent - propulse les textes.

Si l'on additionne l'ironie joyeuse de Massilia Sound System et la dissidence farouche d'IAM, on entend la vie d'une ville, « la plus pauvre de France » (hurle IAM), mais aussi l'une des plus vivantes, capable de nourrir ces discours de colère et d'espoir.

THOMAS SOTINEL

* Massilia Sound System : *Choumieu* : 1 CD Rocker Promotion/Bondage BRCD 9365. IAM : *Ombre est lumière* : 2 CD Delabel DE 39215-2.



L'ensemble baroque de la Capella della Pietà di Turchini, dirigé par Antonio Florio (violoncelle).

Jazz

Ronny Jordan

The Quiet Revolution

Question révolution, on ne saurait faire plus tranquille. S'il y a une vertu métaphysique que la guitare de Ronny Jordan esquisse, c'est bien l'inquiétude. So *What?* Et alors? Alors, justement, lui dont le recyclage brillant du *So What* de Miles Davis est devenu l'étendard, immédiatement détourné, c'est un signe qui ne trompe pas plus que pour Bobby McFerrin (*Twingo*), détourné, dis-je, par la publicité télévisuelle, lui, Ronny Jordan, cabote de Charybde *Full Swing* en Sylla *Morning After*, avec beaucoup de grâce, de séduction et de facilités. C'est un genre.

1 CD Island 518 254/2. Distribué par Polygram.

Wes Montgomery

The Complete Riverside Recordings

Dès la version de référence (*Round Midnight*) qui ouvre ce coffret, le point est fait. Wes Montgomery, le guitariste au doigt inédit (rôle du pouce gauche), au son introuvable, au jeu d'accords complet, à la pulsation parfaite, est entièrement lui-même, en pied, dès les premières années d'enregistrement (1959-1963) pour Riverside. Guitariste de référence pour les jazzmen comme Jimi Hendrix l'est pour les rockers, ce coffret très bien présenté (textes, montage) est sa meilleure image.

12 CD Warner 4408-2.

Rock

Tony Rebel

Vibes of the time

Les puristes trouveront peut-être à redire au premier album de Tony Rebel enregistré par une major. *Vibes Of The Time*, à l'instar du

Tease Me de Chaka Demus and Pliers, témoigne sans aucun doute d'une volonté d'élargir le public du raggamuffin. La diction coup de poing et les vatarides des jeunes voyous des *dancehall*, la sécheresse du *riddim* digital, cette rythmique minimaliste réglée par ordinateur, laissent place ici à une production soignée. Des musiciens, dont le batteur Sly Dunbar et le clavier Herbie Harris, des chœurs devant beaucoup à la soul et au gospel envoient chaque chanson. Malgré une tessiture rauque proche de Shabba Ranks, Tony Rebel chante souvent plus qu'il ne scande, rappelant à l'occasion ses accointances avec le phrasé souple et mélodique des *toasters* rub-a-dub (style qui précède le raggamuffin), Yellowman ou Frankie Paul. A l'hédonisme, aux délirs homo-phobes et sexistes de certains, Rebel préfère une sagesse bérilée de la mystique rastai. Jah et une lecture jamaïcaine de la Bible sont souvent invoqués. Trop de boos sentiments et de préoccupations commerciales affaiblissent certains titres. *Reggae Vibes*, par exemple, est au raga ce que le *Reggae Night* de Jimmy Cliff était au reggae, la version mièvre d'un art originellement rebelle. Les réussites l'emportent pourtant. Des chansons sautillantes comme *Vibes Of The Time* ou *Chatty Chatty* ont un effet revigorant et *The Voice And The Pen* - le sommet de ce disque - prouve l'engagement d'une voix et d'une écriture assez remarquables.

1 CD Columbia-Sony 473 876-2.

Juliette et les Indépendants

14 Juillet

Il y a quatre ans, Mirwais (ancien guitariste et compositeur du groupe Taxi Girl) et Juliette (ancien mannequin et parolière oisive) formaient le duo Juliette et les Indépendants et l'étrange d'un premier album au titre éponyme. Sans nouvelles depuis, on a découvert 14 Juillet, leur nouvel opus, avec d'autant

plus de plaisir. Peu de disques français ont réuni cette année autant de charme et d'élégance. Indéniablement, l'ombre tutélaire de Gainsbourg plane sur ces compositions. Juliette détaille sa vie sentimentale en volant ses passions et ses désenchantements par des jeux d'écriture. Habilement elliptiques, ses textes usent des ressources du sens et des sons. Sa légèreté, son humour, sa sensualité portent aussi les traces d'une angoisse plus existentielle. Pour cette Birkin à la voix chaude, sans accout et sans minauderie, Mirwais a dessiné des musiques somptueusement parées. La guitare rock a ici peu de place (*L'Andriain* et son riff à la Duane Eddy). Un piano omniprésent, des violons mélancoliques retrouvent le passage des orchestractions du *Ford Mustang*. Celles de Jobo Barry et Lee Hazlewood ne sont pas loin non plus. Tout juste reprochera-t-on aux trois derniers titres de ne pas clore l'album aussi bien que *Il n'est que lui*. Dans une chambre, *Léger détail* ou *La petite amoureuse* l'avaient ouvert.

1 CD Chrysalis-EMI 789 472-2.

Musiques du monde

Raimon

Integral

Voici les cent vingt et une chansons composées sur des textes de poètes tels Salvador Espino ou, le plus souvent, écrites par le chanteur catalan Raimon. Ce militant antifranquiste, débarqué presque par hasard dans le paysage de la Nova Canço catalane au début des années 60 avec *Al vent*, poème à la vie et au courage devenu un cri de ralliement, est toujours resté en marge des courants constitués. « Je suis », dit Raimon, qui n'a jamais renoncé au combat pour la reconnaissance de la langue et de

la culture catalanes, de ceux qui au milieu du chaos ont besoin d'ordre, mais qui, l'ordre établi, ont la nostalgie du chaos ». Le poète à la guitare a donc mis la main à la pâte pour la réalisation de ce coffret, dont le livret contient tous les textes des chansons, en version originale et dans leur traduction en espagnol, français et anglais. Il a tenu à y faire figurer des versions en public, enregistrées notamment lors du concert-hommage qui lui fut rendu en avril dernier à Barcelone devant des milliers de spectateurs et amis (Lluís Llaeb, Paco Ibáñez, Pete Seeger). Voix pure, dictée impeccable, guitare, cordes, contrebasse, rico n'est démodé, tant le propos a de la consistance. Et pour une fois, voici une vraie intégrale.

1 coffret de 3 CD Audible AS195.

Gipsy Kings

Love & Liberty

Six ans après *Djinn*, les plus célèbres représentants de la chanson française à l'étranger affichent toujours des records de vente (un peu plus de dix millions d'exemplaires dans le monde). *Love & Liberty* ne tranche guère sur les productions précédentes. C'est rassurant. On s'imaginait plus d'identité nationale sans oser de la guitare flamenco et du *cante* mis au goût du jour. A peine égratigné par un tempo reggae, des cuivres à la cubaine, et malgré les mélanges de bazar annués sur la pochette (rai, rock, « *Arabic and Latin sounds* »), le style Gipsy reste le style Gipsy. Chacun de leurs albums contient toujours un titre idéal pour les surprises-parties qui permet d'oublier les dix autres.

1 CD Columbia 474850-2.

V. Mo.

Chanson

Marie Laforêt

Reconnaisances

Elle nous avait obligés à un trop long silence, et puis voilà *Reconnaisances*, un album tourmenté et calme, sa vision, à elle, des choses de ce monde. Un dédale de murs (*Jerusalem*), de villes, où les manies sont gentiment moqués (*Genève... ou bien*), la misère et la bonté exaltées (*Richard Toll*, une bourgade du nord du Sénégal ayant emprunté son nom à un

botaniste aux pieds nus). Semés en vrac, murmurés, voici des godelands vagabonds (*Bis Bals Morelène*), des amours trompées (*Pourvu comme Job*). Le regard de Marie Laforêt - toujours aussi merveilleux, transparent et incisif - marque au fer rouge des mélodies et des mots voyageurs, aussi sûrement que la voix, si tremblée, si tendue, qu'elle amène tout droit à une certitude presque militante. *Reconnaisances* (paroles de Marie Laforêt, musique de Jean-Marie Léon) est un album tissé en délicatesse, avec ce fil obstiné, toujours proche, qui a forgé le style de l'artiste et de la chanteuse. Le sentiment est à vif, le murmure à fleur de peau tout au long des onze titres de cet album confectionné avec une impressionnante palette d'instruments (contrebasse, saxophone, Cristal Bachet, ondes Martenot, tambours, badooboo, et l'Orchestre des musiciens de la Suisse romande). Marie Laforêt y est incroyablement elle-même.

1 CD Une Musique 191309-2 distribué par Polygram.

Fatal Mamba

Ou comment raconter des histoires de la vie française et ordinaire sur un indéfectible rythme de mamba, de merengue ou d'équivalents insulaires. Le résultat est évidemment drôle, même si la réalité se prête pas toujours à rire. Qu'on en juge. Pourquoi ont-ils cassé la tête à Gaston, « ce matin à la police »? « Parce que ce pauvre Gaston a le couleur du réglisse » (mais la suite de la chanson nous prouve qu'il s'agissait d'une tragique erreur policière...). Et Monsieur Gépélan, qui est toujours en retard, vaut-il mieux que le fils dragueur qui boit l'anisette en vrai beur hispanisant, fantasme à mort et envoie sa maman aux pelotes quand il s'agit de la « gazelle » (lui) o *féfé la cervelle*. Dans tout ça, on va beaucoup au bistrot, il y a des filles « *chiques* », des grands frères, de la guitare électrique à la Carlos Santana, du piano comme chez les vrais saleros, des percussions roulées. La musique (malheureusement toujours la même) n'est pas mal jouée.

1 CD Blue Silver 050-2.

V. Mo.

Votre Table ce Soir

Choumieu
SPECIALITE DE CASSIOULET
et CONFIT DE CANARD
Tous les jours de midi à minuit.
Reservations service clientèle de 12 h. à 19 h.
Samedi de 10 h à 19 h. Dimanche de 12 h à 19 h.
78, rue St-Dominique (P1) Tél. 47.25.48.78

ALSACE A PARIS T. L. J.
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
RÉVEILLONS
NOËL, carte normale
SAINT-SYLVESTRE : 530 F - 690 F
Musique, danses, cotillons,
jusqu'à l'aube

LE MONTAGE GUILLAUME
Cheminée - Poissons - Gibiers
Menu carte 180 F/240 F/D
SALON PARTICULIER de 10 à 25 pers.
Réveillons avec demi-homard
88, rue Tombé-Isaïre, 14^e T. 43-22-96-15

RELAIS BELLMAN J. 22 h 30
RAVIOLES DE ROYANS
FILET A L'ESTRAGON
CLIMATISÉ - MENUS 160 F et 220 F
37, rue François-1^{er}, 8^e - 47-23-54-42

